

L'Economie : les maiheurs des PME

BOURSE

MARDI 6 JUILLET 1993

haïtienne de l'ONU

dane le crise heltjenne. Dante Caputo, et les diplomates de quatre pays (Etats-Unis, France, Cenade et Venezuele) ont obtenu, samedi 3 juillet à New-York, un accord qui, sur le papier du moins, fait date. Après beaucoup d'hésitations, le président haitien Jean-Bertrand Aristide e parephé le texte que le général Cédra«, qui le renversa en sep-tembre 1991, evait lui-mêms signé quelques heures plus tôt. Ce document prévoit le rétablis-sement par étapes de la démoeratie dans ce pays - le plus peuvre de l'hémisphère - et le retour fin octobre à Port-su-Prince du chef de l'Etat démocratiquement élu.

Jamale les Nations unles ne s'étalent impliquées aussi active-ment en faveur de la restauration d'un président victime d'un coup d'Etat. Jamais des militaires, «ur le continent sméricain, ne s'étaient elnsi engagés, devant le communsuté internationale, à quitter le pouvoir en coopérent « plainement à la réalisation d'une transition paoifique vers une société démocratique, stable et durabla ».

SALUÉ comme s historique Spour l'hémisphère et pour les principes démocratiques » par Bill Clinton, l'accord de New-York e été accueill avec soulagement par l'administration eméricaine. Il est vrei que le chef de la Maison Blanche avait dû, dapuis sa prise de fonctions, renier cer taines de ses promesses électo-rales et adopter des dispositions trèe restrictives pour interdire l'entrée du pays aux milliers de Haltiens fuvant l'île, su mépris du droit international sur la question des réfugiés.

sanctions de l'ONU adoptées en juin dépendra de la façon dont les Haitiens se comporteront «dans les jours à venir» a justement estimé le générai Cédras. Divisés et traditionnellement aveuglés par leurs ambitions perconnelies, les représentants des partis politiques, appelés à s'entendra, eux termes de l'eccord, pour faciliter la transition démocratique, devront les premiers montrer qu'ils peuvent enfin faire prévaloir l'intérêt général de leur

Lire page 4 les articles et de JEAN-MICHEL CAROIT



L'« audace »

de Cricum III Charo to successión 154.

is south à Orients Dissil, sa nost.

In Carre ocuses, La

一种 (大門) 田

a. Hi cart

de crota gas com-

me province by commen a

me sa parest par le

THE SECTION

ch promière mace

in projet

WHEN SER WE

symbole

SCOURS

the same bone bur

1-12. A Charleton, proper test

the entropy of the property of

everytaging the backmobb

e Espanson Lambe, had been

process is plan for 1000

province or authorizing

ore not believed as posts

Lucyst day (Manager Spinger)

chara et depat de préfé-

principles their metaletymic

wife torrows on you bear.

the entire the berman

tand reference mains and

Marriage married of the care

mentioned becommitteened eff

. merendende de de mari-

girsips a ass describere de

province Links per la

s department and department h

the per interest the asset

MARKET CARREST SERVICE

mount. 332 mouteres de

minds, some 40 de part.

to one maint assured

ten e a derraine

ignicus agreetife, de PPI-

E-MET-STATE OF TEXASISTATION

DER TO ANNUAL STATE

See Long Long City

Contact to a particle of

THE MEMORY WIT AND THE

and the state of t

ments substant d'un

en l'ort, de posque

mark are to Surfaced

sent mention and remain

edrates

ebboured and a second processes

Agur, ica pari Citatian e con

distribute of

has currently the state of place estance Server Hart adent de a strate

Ms. cut interies - is ---

Mars as I form a soo maire, and soo maire, and soo doubt such points.

symboles of de services

· late is reputation and

(Fulbert, except relation to cease, variant process, resulting process

quel. George Lemma PS

grand. Pay page 1977.

exemple, que contracte

engagements de anissant a

dû être transform at keten

unic (on sente

et qui, cunquectient e sit

Dated to delegation and the

culturelles à l'ant de se sage

ies plus en voe han manie

commediate generale et mais régionale (PS) Mais et chi

sans doute spennie

saim Bernard product a mez

went s'allaquer la particia

Four is beene made mind

cathedraic, and as purifically

A se this en tailer of all

mircheningique examinate a fa

less devant le pre tip ca nic

magnetic tenunt publication

doug there they at come

pet et qui doit frim, re cape.

Centre interentier ... Tudnaz

Saire de Chartie : p. 1122.

andontesté production des bâtisses de cations

Comme Very lie pout from

ie Grand Siecke numer class in Loure paut 1. Kernings

dos sumi re

torique, charter of court

DESTRUCTION OF THE PARTY

with the NEW to the second

took generalies to the ...

bes reves I will take the series

autaif et

140 millions to the part

taient

M Lemont File Time?

TEM ANI "

de la region de constitución

is sale Amo, or the lart

le buileun muta, ju di ma

" he will with to and porter

Elat. ret. re . totale

Mara shirt

pour de la contraction del la contraction de la

bridge describer.

新聞記書 ウェニュルコダ

tion are made to a color

pres is on me and the

e partengum e pro-st a della

danc longs

de Chaffer there if ... 22

Prochain artica

Jean-Mithel DE

230708 5 2 35

See State on Manager Class

Plant des cors prevale.

Lines Mections municipa es de 2 de

in, die, d is 3 594 12 72 2 256

wew l'Union europeent

13 182 A 35 73 % I

1 1 1

Special Colors of the Colors o

Called 14.

tion and tem as a real

Non- George Lawrence

complex lucus.

E médiateur du secrétaire générel des Nations unles

Reste à savoir el ce « début de processus de réconciliation nationale » - selon lee termes très prudents de l'accord - pourra être spoliqué dene un pays où toutes les haines farouchea ont eu amplement le temps de e'exacerber. D'un côté, l'armée - sept mille soldats indisciplinés et corrompue - la police de Port-au-Prince et leurs nombreux s délégués» dans les provinces sont tenus pour responsables de plules blisns les plus lourds) exécutions sommaires depuis le putsch.

'ACCORD prévoit la fourni-ture d'une importente ecelstance technique pour moderniser les forces ermées et créer une nouvelle police. Com-bien de tempe faudra-t-il pour inculquer sur place les concepts d'Etat de droit et de respect des droits de l'homme? La génére Cédras e averti qu'il « n'acceptera pas qu'on touche é un seul membre des forces armées». Le président Aristide lencera-t-il ement un appel eu calme à ses propres partisans, dont lee plus déterminés seralent tentés de faire justice eux-mêmes?

La suspension des sévères pays excangue.

de SERGE MARTI

Malgré la réserve persistante du courant de M. Fabius

M. Rocard a renforcé son autorité sur le Parti socialiste

Le comité directeur du PS par Patrick Jarreau se réunira mercredi 7 juillet pour fixer les règles d'organisetion du congrès qui eura lieu en octobre et qui tirare les leçons des € états généraux » de Lyon. Ceux-ci, orga-nisés du 2 eu 4 juillet, ont donné l'occasion à M. Rocard d'affermir son eutorité sur le Parti socialiste. Toutefois, les prochaines réunions devraient permettre de définir les relations entre la majorité enimée par M. Rocerd et le courant de M. Fabius.

«C'est une fusée à deux étages», a expliqué Michel Rocard, toujours bricoleur, pour expliquer la mysté-rieuse opération à laquelle il venait de présider, pendant trois jours, à Lyon. Le «premier étage» de la «fusée», c'est le rassemblement des socialistes, en bon état de conservation trois mois après une défaite électorale qui aurait pu libérer tous les ferments de décomposition semés dans leur parti par l'exercice du pouvoir, particulièrement eu cours des trois dernières années. Le «second étage», dont la date de

mise à feu n'est pas précisée, ce sera la désignation d'un candidat à l'élection présidentielle, qui doit aboutir à sa mise sur orbite face s celui qui apparaîtra comme le probable champion de la droite au second tour. Le maire de Conflans-Sainte-Honorinc ayant longtemps donné la priorité au rassemblement des électeurs sur celui des militants - d'eutres que lui avaient, jusqu'à maintenant, le contrôle de ces derniers -, les «états généraux» qu'il e organisés paraissent contredire sa stratégie naturelle.

Les Français consomment autrement

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESQUENE

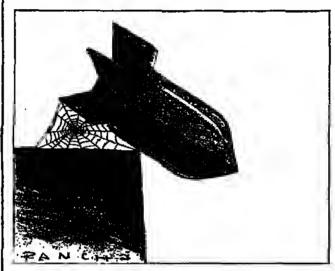
Depuis la fin de la guerre du Golfe, en 1991, les Français ont changé leur mode de consommation, comme l'explique dene un entretien Robert Rochefort, directeur du CRE-DOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie). Contrastent avec l'optimisme auscité par la croissance des ennées précédentes, l'Inquiétude s'installe. Elle provoque un changement de comportement : la composante immatérielle, symbolique, d'un achat compte toujoura, mais elle a perdu de son importance, au profit de critàres plus objectifs : l'usure d'un bien, par exemple, ou la nécessité de son remplacement. Ce comportement inédit s'epparente à des actes de

« non-consommation ». La crainte du chômage et le baisse de consommation qui s'ensuit n'est qu'une des composantes de ce phénomène pulsque, jusqu'à présent, l'enrichissement moyen a été plue élevé que l'appauvriseement de certains. Maia la réalité statistique compte moins que les craintes qu'éprouvent les indi-

Selon l'étude annuelle du Centre d'étude des revenus et des coûta (CERC), la distinccon easentielle n'est plue à faire entre les revenua des salariés et des non-salsriés meis entre les revenus de ceux-ci et ceux de l'épargne. La «performance globale» des sicav. en particulier, a connu une croissance de 8 % en trole ens. 1992 a davantage profité aux revenus du capital qu'à ceux du travail. Elle a été «l'année des rentiers».

Lire page 2 l'entretien avec le directeur du CREDOC et page 19 nos informations sur le rapport du CERC

La suspension des essais nucléaires



Vingt-quatre heures après Bill Clinton, qui a décidé de prolonger jusqu'à fin septembre 1994 au moina le moratoire eur lee eeseia nucléairea américaina, la France a pris une mesure similaire maia sane fixer, pour sa part, de date pour un

L'ÉTÉ FESTIVAL

L'été est arrivé, avec as

kyrielle de festivels. Comme

si chaque stade, chaque pré,

chaque chapelle, chaque

vieux palaia, chaque cours

pavée étaient disputée par

les musiciene de toutee dis-

ciplinas, les comédiens ou

les piseticiens. Collectivités

localea, ertistes, médlas,

entreprises, toue voient dans

ces ressemblements éphé-

mères l'occasion de dorer

leur blason et de faire tom-

ber eur eux une manne qui

ae fait rere. Cer, la criae

sidant, si la demande reste immense, l'offre est mena-

Le plua prestigleux des

festivala françaia, calui d'Avi-

gnon, commence le 9 juillet.

Montpelliar-Danse a déjà

ouvert ses portes et conti-

nue avec le apectecle de

Doug Elkina. Dans le même

registre, Châteauvellon pro-

pose les chorégraphies de

Frençois Raffinot, JVC Halle

that lezz rend, à Perie, un

hommage à Stéphane Grep-

pelli. Les mueiclene russes

font vibrer la chapelle Saint-

Matthieu de Colmer. Tendie

qu'à Belfort le conseil géné-

ral tente de fédérer la jeu-

nesse européenne evec ses

Eurockéennes, la Normendie

accueille le théâtre de langua

peges 16 et 17

anolaise.

sa mère occupée à faire des paquets. - Parce que papa a perdu son travail, répond la jeune femme.

- Et pourquoi il a perdu son travail? - Parce que son usine a fermé.

Le commerce mondial

I. – Menaces sur le libre-échange

Les chefs d'Etat et de gouvernement des sept pays les plus développés se réunissent du 7 eu 9 juillet à Tokyo. Le commerce international y sera à l'ordre du jour. L'heure est à la tentation protectionniste et eu déséquilibre des échanges, comme le montrent les six erticles dont nous commencons aujourd'hui le publica-

par Jean-Pierre Tuquoi

«Dis maman, pourquoi on déménage?, demande l'enfant à

- Et pourquoi elle a sermé? - Parce que les Américains préferent acheter des produits fabri-

qués à l'étranger. » Tel est, en substance, le dialogue que les Américains ont entendu rabâcher au printemps dernier sur des chaînes de télévision. Financée par les industriels du textile, la campagne aurait pu l'être par les autres lobbys - ceux de l'eronautique, de la sidérur-gie - qui outre-Atlantique sont passés à l'attaque contre les «dérives» du libre-échange.

Celui-ci n'a plus bonne presse dans un monde soumis à une compétition commerciale sans cesse plus âpre. Aux Etats-Unis. l'ancien candidat à la présidenticlie, Ross Perot, poursuit unc croisade contre la ratification par le Congrès de l'Accord de librenord-américain (ALENA), le traité signé entre les

Etats-Unis, le Canada et le Mexique. Le financier Jimmy Goldsmith - un défroqué du thatcherisme - lui a emboité le pas et preche désormais les vertus du « commerce administre » entre nations.

En Europe, le reflux est moins net. L'Allemagne se souvient que le décollage économique du pays a coîncidé avec l'ouverture des frontières et reste fidèle à cette grille. Plaque tournante du commerce européen, les Pays-Bas campent sur des positions voisines, tout comme les Britanniques, commerçants de toujours. Les Espagnols et les Italiens se taisent et attendent de toucher les dividendes de la dévaluation « compétitive » de leurs mon-

> Lire la suite page 30 dans « le Monde-L'Economie »

Le rebond du capitalisme japonais

Alors que s'ouvre la campagne électorsie, le Japon fait face à la plue greve crise économique qu'eit connue l'archipel depuis 1945. Plua douloureuse et plus longue que ne veulent le dire les responsablea, cette crise n'atteint pas en profondeur. cepandant, les mécanismes qui font la force du Japon depuis quarente ans. S'agit-il du creux normal d'un cycle conjoncturel eggravé par le dégonflement de la «bulle» spéculative des années 80 et la hausse du yen? Ou bien est-on à la veille d'une transformation profonde du capitalisme japonais? La deuxième puissance mondiale semble prête à démontrer sa meturité at sa capacité d'adaptation.

Lire page 19 l'article d'ÉRIK IZRAELEWICZ

Alain Juppé en Arabie saoudite

Durant une vishe officielle de deux jours en Arabie saoudite, schevée dimanche 4 juillet, le miniatre des affairee étrangères, Alain Juppé, a fait veloir que Paris souhaitait «emplifier» see relatione avec' Ryad, car elles n'ont pas aseez « d'intensité et de eubstance». Pour cals, il n'a pes manqué de souligner que l'action du gouvernement français « se eitue dans la grande rradition lancée par le général de Geulle » dont la politique proche-orientale continue d'être une référence dens les capi-

Lire page 3 l'article de MOUNA NAIM

M. Bernès sera transféré à Valenciennes

A l'issue de sa garde à vue, Jean-Pierre Bemès, directeur général de l'Olympique de Merseille, e été écroué, dimanche 4 juillet, à la maison d'errêt des Baumettes à Marseille. Il devreit être transféré dès merdi à Valenciannes où le juge d'Instruction Bemard Beffy entend lui notifier sa mise en examen dans l'effeire de corruption présumée, lors du match Valenciennes-OM. Une confrontation générale pourreit avoir lieu à la fin de la semaine.

EDGAR MORIN



A L'ETRANGER: Marco, 2 DH; Tunisis, 850 m; Alemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 ATS; Beigique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antiliao-Réunion, 9 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 250 DR; Irianda, 1,20 2; Italie, 2 400 L; Luxembourg, 48 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bse, 3 FL; Portugal Cont... 190 PTE; Sénégel, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NYI, 2 S; USA (others), 2,50 \$.

Un entretien avec Robert Rochefort

«La crise de la consommation est une crise de l'immatériel»

« Comment expliquez-vous la crise de la consommation ? — « A la mi-1990, deux phéuomènes se sout superposès. D'une part, su événement économique «classique»: l'inversion du cycle économique, en rupture avec la croissance des années précédentes. D'autre part, un choc exogène : la tension internationale, l'invasion du Kowell d'abord et, début 1991,

» Peudaut in crise du Golfe, la consommation s'était arrêtée. A la sortie de guerre, tous les prévisionnistes s'attendaient à un redé-marrage. Mais il u'u pas en lieu et unus sommes restés depuis dans une conjoueture morose. Cela aurait dû se passer autrement car les modéles économiques nous enseignent qu'il y a une inertie du

consommateurs : les ménages adaptent leur consommation à ce qu'ils penseut être leur revenu moyen sur un nombre d'années significatif. Lorsque la conjoucture devient mauvaise, ils continuent à consommer comme avant pendant un certain temps — un an environ — en tirant sur leur épargne. A la fin de la guerre du Golfe, nous aurions donc dû assister à une reprise de la consommation fondée sur l'élan des années présidentes malers le manyais précédentes, malgré le mauvais contexte économique du moment. Mais ce n'est pas arrivé.

» Pourquni? L'hypothèse d'uu certaiu uomhre d'écouomistes «orthodoxes» est que les ménages réagissent mainteuant eu temps réel. Ou aurait des « consommateurs-auditeurs de CNN» qui ont, d'un seul coup, compris que le monde changeait sur le plan éco-nomique. Autre façon de voir ; cette donble crise conjoucturelle viendrait à point nommé pour entraîner nne modification en pro-fondeur de l'attitude des consommateurs. Ce serait la fin de la société de consommation.

» Au CREDOC, nous ne croyons pas à cette idée. Selon nous, un mainise montait, depuis plusieurs années que nous pouvions repérer. A l'occasion de l'accumulation des deux orisés conjoneturelles, de consommateur franchit le pas et «passe à l'acte de non-consomma-

» Pour comprendre, il faut faire un peu d'histoire. La consommation se fonde sur deux éléments : un usage et nue composante « immatérielle ». La consommation est aussi un acte social par lequel on s'identifie à quelque chose on à quelqu'un, par lequel on veni moutrer son appartenance à un groupe et se faire voir. Pour faire vendre, on a de plus en plus joue sur cette fouction et non sur l'achat fonctionnel. - On achète à la fois un blen et un symbole ?

- Tout a fait. La voiture, par exemple, a une fonction d'usage muis le choix du modèle va être très largement conditionné par la fonction symbolique.

» Dans les années 60, début de la folle période de l'équipement des ménuges eu réfrigérateurs, téléviseurs et antres machines à laver, le consommateur avait tel-lement envie d'utiliser ces biens nouveaux gu'il n'était pas nècessaire d'y ajouter une composante symholique. Au cours des anuées 80, au contraire, celle-ci a fortement angmenté pour coutrecarrer une certaine saturation de l'équipement des ménages. Ce furent les « années pub ». La publicité est le théatre de la mise en seéue de cette composante «immutérielle» des biens de

Robert Rochefort, né en 1955, économiste et statisticien, diplômé de l'ENSAE, est spécieliste des questions de consommation, de santé et de protection sociale. Il entre en 1977 à la CNAM (Caisse nationale d'essurance-maladie) et devient responsable en 1981 du département des études et statistiques. A ce titre, il cherche à allier les analyses économiques, sociologiques et psychologiques. Patron du CREDOC, le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie depuis janvier 1987, il garde le même démarche pour expliquer l'évolution du consommateur, frappé d'une sorte de langueur. Ecertent les causes uniquement économiques et l'idée selon laquelle on assiste à la fin de la société de consommation, il evance une explication reposant sur « la crise du symbolique ».

consommation. La plupart des publicités cherchent à provoquer 'acte d'achat sur la valeur symboique et très peu sur la composante

» Cette progression a accompa-gne un autre phénomène foudamental : le passage d'une logique d'équipement semi-collective à nue logique de consommation individuelle. On ne s'adresse plus à un ménage mais à un individu. Ce qui permet de démultiplier les marchés, en volume.

«Les années 80 ont été marquées par une tendance à la réduction des différences d'attitudes et de modes de consommation entre les classes sociales. »

» Ou ue veud plus seulement nue chaîne hi-fi ponr le salon fumilial mais aussi une chaîne pour le fils aîné, une autre pour le cadet et ainsi de suite. Ou entre dans une logique de démultiplica-tion des gammes, de segmenta-tion-identification : la chaîne hi-fi du monsieur installé de cinquante ans ne demande pas la même mise en scène que celle du lycéen de quinze ans. On va done adapter le produit à ces segmentations et aller jusqu'aux « uiches ». Ainsi, nous consommons à la fois tous la même chose et tous des choses

» Cette symbolique reposait sur l'ostentatoire, la mode, un renou-vellement accéléré des gammes et

Le Monde

Edité per la SARL Le Monde

Comité da direction :

Rédacteurs en chef : n-Marie Colombani, Robert Solé pints au directeur de la Védaction)

Yves Agnès, Thomas Ferenczi z Herreman, Jacques-François

Daniel Vernet (directeur des relations internationales

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Feuvet (1969-1982) André Laurens (1982-1995), André Fontaine (1986-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1] 40-65-25-26 Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1| 40-65-25-25
Télécopieur: 49-60-30-10

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappart, directeur de la rédection Jacques Gulu, directeur de la gestion Manuel Lucbert, sacrétaire général

modèles, d'un côté « la frime » et de l'autre les produits « Kleenex » qu'on prend et qu'on jette. Ce type d'immatériel ne colle plus ux attentes du consommateur.

— Pourquoi?

- Car depuis quinze ans il a vu ses peurs progresser. En dix ans, nos indicateurs moutrent que les inquiétudes ont doublé.

~ Mais peut-on-parler d'un consommateur unique? Vous gommez les différences

- Les années 80 ont été mar-quées par une tendance à la réduction des différences d'attitudes et de modes de consomma-tion entre les classes sociales mais aussi entre les régions. Autrefois la «reproduction» de la consommution passait par la famille le modèle de la famille s'imposait à fait voler en éclats ces raisonnements. Le jeune u'est plus prison-nier des modèles culturels de ses nier des modèles culturels de ses parents. Il est amené à bâtir lui-même son mode de cousomma-tion par les sollicitations de la publicité et par les souplesses qu'or lui a octroyées au sein de la famille. Cela casse la reproduc-tion sociale. Cela ne veut évidemment pas dire que le modéle de Bourdien est mort et qu'il u'existe plus, « l'habitus social », ce com-portement de chaque catégorie sociale. Mais il est en très forte

- Le revenu ne joue-t-il pas - Sur ce sujet, des phénomènes à peu près classiques demeurent. Les loisirs, par exemple, sont le secteur où les disparités sociales de consommation sont les plus fortes à cause des différences de revenus. Lorsqu'une nouvelle fouction de la consommation apparaît et s'épanouit – c'est le cas des loisirs depuis quiuze ans, – la diffusion se fait toujours d'abord dans les catégories les

plus sisées. - Ceis ne va-t-il pas plus ioin. Les études de l'INSEE montrent qu'un châmeur réduit de 26 % sa consommation?

- A partir du moment où quel-- A partir du moment où quet-qu'un est au chômage, il u'est plus du tout dans la même situa-tiou. Il en preud couscience immédiatement et il s'adapte tout de suite dans des proportious qui peuvent même être plus impor-tantes que sa perte de revenu.

- On retombe sur l'effet «temps réel» que à laquelle on ne pense pas tous les matins et une situation « microécouomique » qui vous utteint de plein fouet. Il y a là un principe de réalité qui vous touche de façou uon statistique.

- Mais la montée du chômege ne suffit-elle pas à expliquer la baisse de la

- Le chômage a des effets directs et indirects. L'effet direct, e'est monsieur X au chômage changeaut sou mode de consom-mation. L'effet judirect, e'est monsieur Y, voisin de monsieur qui n'est pas lui-même chômeur mais qui prend peur et adopte un comportement de précantion. C'est encore la montée

» Mais, à votre question, je répondrai « non » parce que le

reveuu disponible des ménages reveuu dispouible des menages continue à progresser malgré la montée du chômage. Heureusement, jusqu'à présent, l'enrichissement moyen a été plus fort que l'appauvrissement de certains. Le chômage n'est qu'un des facteurs. Joue aussi le fait que, dans les angées 80, le mouvoir d'achat e'est années 80, le pouvoir d'achat s'est déplacé vers les retraités, moins consommateurs : un ménage de retraités a un revenn par tête qui atteint à peu près 98,5 % de celai des actifs mais sa consommation n'est qu'à 93,5 %.

- Pourquoi? - L'amélioration du revenu des retraités est une réalité statistiretraités est une coarespond à aucuse réalité individuelle. Chaque retraité a le seutiment que sa situation est pire qu'avant car al se compare à ce qu'il était pendant sa vie active, pas aux retraidonc une sorte de frustration.

- Revenons à la montée des inquiétudes. Quel est leur Impact sur la consommation?

— Il y a trois grands types d'inquiétudes. Celles qui sont directement liées à une situation écono-

ment nees a une situation econo-mique: le meilleur exemple est le chômage. Celles de type « acci-dentel »: l'accident de centrale uncicaire (Tchetnobyl), la peur de lu guerre (le Golfe)... Etrauge-ment, elles ne durent pas plus de deux ou trois ans. Entin, il y u les peurs plus « sociétales » comme celle de l'agression, de la maladie

» Ce qui est caractéristique, e'est l'aspect individuel de ces peurs-là. Certuius événements touchent la collectivité, d'autres l'individu. Aujourd'hui, on a plus peur des seconds que des pre-miers, parce qu'il est impossible de se protéger contre eux. C'est le prix à payer à l'individualisme dans lequel nous sommes entrés : il est anxiogène. Mais les inquié-tudes ont atteint un sauil tel qu'elles entraînent un changement de comportement. Je ne sais pas dire où se situe ce seuil. Mais je crois qu'il y n des événements qui joueut un rôle de catalyseur. La crise du Golfe l'a fait non pas parce qu'elle a déclenehé une peur de la guerre mais parce que, provoquant une situation inédite depuis longtemps, elle a permis aux gens d'inaugurer un nutre comportement, de rompre avec eurs habitudes anciennes.

» Prenons la voiture : pendant la guerre du Golfe, comportement la guerre du Golte, comportement classique, on reporte des achats de hiens durables. Ayant retardé l'achat d'une nouvelle nutomohile, les ménages out déconvert que la leur pouvait durer trois mois de plus. Ahordant dans la foulée la période de rupture écounnique, ils ont fait le même raisonnement et l'ont conservée encore trois autres mois de plus. encore trois autres mois de plus. Ce faisant, ils ont pris conscience que, depuis des années, ils changeaient leur voiture uou pas sur des critères objectifs mais subjectifs. Ils se sout reudn compte qu'ils se racontaient des sornettes en pensant que leur machine était usée et devait être revendue. Ils ont aussi compris que ce qui les faisait racheter un véhicule, c'était un imaginaire basé sur la frivolité, la superficialité, nne sorte d'exhibitionnisme auquel ils n'adhèrent plus. Ces deux prises de couscience suffisent à leur faire renoncer à nu nouvel achat, » La crise de la consommation est une crise de l'immatériel. de

cette façon d'être. Aujourd'hui les consommateurs ont besoin de réassurance. Celle-ci s'incarne dans le produit écologique, la sauté, le retour d'un certain design de forme ronde - c'est la Twingo, - l'idée de permanence au temps... D'autres aspects sont plus difficiles à maîtriser ; l'immatériel humanitaire, à la limite du politique, ou la recherche

*Les vendeurs ont compris que les consommateurs ont un réflexe d'achat motivé par ces éléments. La composante immatérielle existe toujours et la consommation n'est pas morte mais on est passé brutalement d'un immatériel de type bétentatoire à un autre, extrêmement sérieux. Mais il est ai sérieux qu'il peut être contradictoire àvec le rénouvellement de l'acte d'achat. Quand vous vendez un produit « vert », yous vendez un produit «vert», vous vendez un discours écologi-que qui, malgré tout, condamne le produit : les lessives «vertes» out bean être moins polluantes, elles véhiculent quand même l'idée que toutes les lessives sont polluantes.

« Il n'existe pas de nouveaux besoins en tant que tels, mais il n'y a probablement pas de limites à la possibilité d'en satisfaire toujours plus par le marché.»

» De même, l'automobile qui se vend est celle qui rassure. L'Es-pace de Renault est un exemple fantastique : quand la firme la lance dans les années 80, elle n'y croit pas vraiment, ce u'est pas *Son » invention mais celle de Matra. Puis, elle comprend que ce produit véhicule des valeurs fami-liales qui rassurent. Le succès est liales qui rassurent. Le succès est tel que Renault bascule toute sa stratégie commerciale là-dessus, avec le slogan « des voitures à vivre ». Et aujourd'hui présente son modèle de bas de gamme – la Twingo – comme la peute sœur de l'Espace. Mais quand vous avez une automobile comme l'Espace qui incarne une sorte de prolongement de la famille et rassure, vous ment de la famille et rassure, vous n'allez pas en changer au bout d'un an et demi. Plus on s'attache à un produit, plus on a du mal à s'en séparer. D'ailleurs, qu'acheter à sa place?

- Finalement, sortira-t-on de cette crise en imaginant de nouveaux besoins des consom-

- le ne crois pas qu'on crée de nonveaux besoins mais on eu « marchandise» de plus en plus. Les loisirs sont le meilleur exem-ple : c'est un besoin ancestral qu'on commercialise et dont on

émultiplie la satisfaction. » Comment cela se passe-t-il?

Pour le producteur, par l'innova-tion : e'est, par exemple, Gilbert Trigano iuventant le Cluh Med. Pour le consommateur, le jen est extremement subtil : il veut à la fois profiter de toutes les astafac-tions offertes par le marché et protéger une sorte d'espace privé dans lequel le marché ne rentre pas. La frontière entre les deux est monvante et, pour « marchandiser » de nouveaux besoins, il faut réussir à la déplacer au détriment de la

» Cela se fait surtout par le renouvellement des générations. Les jeunes acceptent plus facilement qu'un certain nombre de besoins soient « marchandisés ». On le vérifie sur des choses On le vérifie sur des choses extrêmement importantes comme la garde des jeunes enfants. Pour nos grands-mères, payer quelqu'un pour garder ses enfants était inenvisageable. Aujourd'hui, tout le moude demande des structures d'accueil. Même chose pour la prise en charge des personnes agées: à l'inverse de leurs enfants, elles estiment oue ca problème elles estiment que ca problème relève du domaine privé et, si l'on paye pour cela, elles le vivent comme un ahandon. Ce choc culturel se reproduit de gér

» Il u'existe pas de nouvéau besoins en tant que tels mais il u'y a probablement pas de limites à la possibilité d'en satisfaire toujours plus par le marché. La difficulté turelle du consommateur. Dong pour relancer la consommation, il faut trouver de nouveaux produits s'inscrivant dans cette dialectique,

» Preuons le cas du nouvel immatériel humanitaire, à la limite du politique. Nous avons été élevés dans l'idée que le marché et la politique ce n'est pas la même chose. Puis on est passé une logique où, selou une expres-sion triviale, on a veudu les hommes politiques « comme des savonnettes» et enfin à une autre où l'on n'a plus cru aux hommes politiques. Si bien qu'aufourd'hui c'est la sayonnette qui risque de yeudre, de la politique lorsque pour en stimuler la vente en nous dit que le quart de son prix sera

»Autre exemple, la santé. C'est certainement le secteur où l'on a

pu déceler le plus tôt que la consommation était faite aussi

d'irrationalité. S'il reste nue der-nière utopie, c'est celle de la «fin de la maladie». On accepte

aujourd'hui de payer la réparation de maladies d'anjourd'hui, de sorte que ces maladies n'existent plus demain, le jour où l'on risque d'en être atteint. C'est pour cela que l'on accepte de payer si cher. Car l'imprévisibilité de la maladie est telle que l'iudividu se sent remis en cause de façon irréducti-hie par le risque de sa survenance. » Cet individu, c'est celui que décrivait Gérard Mendel il y a dix ans dans sou livre, Cinquante-qua-tre millions d'Individus sans appartre millions d'individus sans appar-tenance (1): un être indifférencie qui refuse toute appartenance à une catégorie sociale, à un métier ou à un syndicat, qui se croit tota-lement libre. On le flatte en lui disant qu'il est capable de prendre sou caddie et de faire ses choix sans être prisonnier d'aucun type de norme. Tant pis si, en compa-rant les caddies à la sortie, on-se rend compte qu'il obéit en fait à des règles sociales. Or, c'est cet individu qui, en chacun d'eatre uous, se sent le plus menacé par l'attaque éventuelle de la maladie : le malheur de M. Tout-le-Moude e malheur de M. Tout-le-Monde vous ément car chaeun peut s'identifier à lui. Ce refus d'appar-

....

91,550

A MOSD

» Quelle que soit l'évolution quantitative de l'économie, et done de la consommution des années à venir, tous ces traits forts années à venir, tous ces traits forts persisterout pendant les années 90 : il s'agit d'un imaginaire de moyenne période. Il faudra done preudre eu churge la montée des peurs. L'individu a fait le tour de sa non-appartenance, en a découvert le caractère en se de la comment de caractère en se de la comment de la caractère de la caract auxiogène, mais n'a ancune envie de se réconcilier uvec les apparte-nances qu'il a abandonnées. Il faut doue qu'il s'en tronve de nou-velles, ce qui est très difficile. La consommation offre-t-elle un cer-tain nombre d'éléments de reconnaissance suffisants pour créer des appartenances ponctuelles, une sorte de «zapping d'apparte-nances»? Pour l'instant, en tout cas, cile joue un peu ce rôle-là. »

tenance crée une fragilité extraor-

Propos recueillis par GUY HERZLICH et FRANÇOISE VAYSSE

(t) Cinquante-quatre milions d'indiri us sans appartenancs. L'obstacle invisi le du septenuat, Essai de psychopoliti ue. Robert Laffont, 1983.

Le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, a echevé, dimenche 4 juillet. une visite officielle de deux iours en Arabie saoudite au cours de laquella il a notamment été reçu par le rol Fehd ben Abdel Aziz:

Pour le practicipat pay fregano investor

Frigano investigation in Pour le construcción profiter de la construcción profiter de la construcción de la

w Cels se fat the remove clement and the prince a second control of the remove and the remove an

besoens social common besoens social common social common

vitageable. And the monde demons of the decuest. Ments

prise on theres on the

etes estiment de retre et este de de la contraction de la contract

contered se representation

will n'existe par in tine

a probablement plus par le sur le sur de surmarie du sarelle du sa

pour relances

Sesectivani dans .Tili

» Prenone 't

femete du posterur braire

ate eleves dans ter tulte

while of in political attempt

gone logation in the tale

cion travalle in a crit

bedienes pe four somet

On Form Pla 7 at 1 and 200

Appletagence c'est la sa

a Agire elembar a arab

sertamement e trait. A f

pu decele C'irrationa ile

Refre ufahre Seporte ha at 12 12 1

de maintit.

sorie dur

gles demain

que l'on accepts
Car l'emptes
ent telle
remn en

ble par in the second

ans dans ser

Per ver frank

Qui refuse the second

enc later to sold - 27

inc a inc since inc a in

THE COLUMN TO TH

ABTORN TO THE PROPERTY OF THE

85174 St. K. 15 1 1-11

NATIONAL PROPERTY OF THE PARTY OF THE PARTY

des tepier bereif.

male and

184.45.T

· Out

guanti -i Sin. Al

gnness :

dift.

vendre de

LAISE

en Benéralian

to d'Appe Angoned'un, montres unt bosses de ser Callers d'insurae produit feplogaque, la recons d'un certain

terrepresent k in tente

puliner dus Lampen dus nimmers del un febere spesse pur cur diffementi, possesse committantis, possesse committantis, possesse qui un committantis,

pas indicate mous on and right-passes, a per limitation of animality agreement. A new recommence agreement. Made

more and print pent three many above to be be been discount.

date any purposant a vert », date the discensive develope-making notes, considerance by his transivery a restate a cont-mission performation offers a quality indicate & relief upon

in ensie pas

inni que tels.

May H M F G

noodlement

es de limites

possibelité d'en

tere toujours phus

plante Tunnementelle der M. Sollie der Tunnere I. I. b. Molliente met all exemple

to be anners of vise u'y

le marché.

MEMISTREX DESOITS

RYAD

de notre envoyée spéciale De Gaulle demeure une référence dans le monde arabe et, en dépit de reletions - relativement bonnes - que les gonvernements socialistes avaient réussi è établir evec les Etats de le région, ces derniers continuent de créditer la droite française du prestige du genéral.

Edouard Balledur l'eveit pres-senti en dépêchant, des le mois de mai, dans le royaume wahabbite, Pierre Messmer, ancien premier ministre et ancien ministre de la défense du général, porteur d'un message au roi Fahd, expri-mant la volonté de Paris de relan-cer la coopération. M. Juppé, à son tour, a précisé que « l'action du gouvernement se situe dans lo gronde trodition loncée por le général de Goulle, il y o plus de vingt-cinq ans ». « C'est sur cette voie que nous souhaitons amplifier nos relations », e-t-il njouté lors de sa rencontre avec son homologue, le prince Saoud Al Faycal

Il fallait peut-être bien tout le poids du sonvenir de de Gaulle pour cootribner à sortir les relations franco-saoudiennes d'un certain marasme, d'un « manque d'in-tensité et de substance » ou goût de M. Juppé. Le gouvernement fran-çais evait, en particulier, le senti-ment que le France n'e pas été aussi bien traitée que la Grande-Bretagne et les Etets-Unis qui depuis la fin de la guerre du Golfe, ont conclu, ici, de gros contrats militaires et civils : 7 milliards de dollars environ pour la GrandesBretagnes etid 2 pour les Etats-Unis dans le seul domaine militaire, alors que Paris n'a rem-porté que de vanignes commandes de maintenence; le dernier contrat important, qui portait sur l'achat de missiles sol-air Crotale

pour 20 milliards de francs, attend roujours d'être signé. Un aurre pour l'acquisition de chars Leclerc semble rombé dans l'onbli.

e Il ne faut voir là, ont affirmé les dirigeents saondiens à M. Juppé, aucune volonté de discriminotion. . Le ministre de la défense, le prince Sultan, s'est dis prêt à accueillir son bomologue français, François Léotard, d'ici la fin du mois de juillet. Propos encourageants è mettre à l'épreuve des feits dans la mesure où l'Arabie saoudite, sprès la guerre du Golfe, n'est plus la gigantesque tirelire qu'elle était. Elle traverse, en effet, une mauvaise passe finencière : sa dette extérieure s'élève è quelque 60 milliards de dollars, et ses réserves en liquidi-tés ne dépassent pas 6 milliards de

> Divergence sur la Bosnie

Les Etats-Unis demeurent, bon gré mal gré, le partenaire privilé-gié du royenme wahebbite. Ils seront done tonjours les mieux placés pour emporter des marchés. Au reste, les dirigeants saoudiens ont ronjours affirmé, y compris sux ministres du gonvernement socialiste qui se sont succédé à Ryad depuis la fin de la guerre du Golfe, que Paris n'était pas délibé-rément tenu à l'écart. Cela n'avait pas pour eutant abouti à la signature de nouveaux contrats.

Qui ne tente rien n'e rien. Le gouvernement de M. Balladur est donc résolu à aller de l'evant. Après MM. Messmer et Juppé. M. Léotard, ce mois-ci, et Gérard Longnet, ministre du commerce extérieur, en novembre, feront le voyage de Rysd.

Les contrats civils patissent des mêmes difficultés, tel l'achet par la compagnic aérienne Saudia, d'une quarantaine d'Airbus. A l'isd'une quarantane d'Airons. A l'issue de ses entretiens avec son
homologue, saondien. M. Impré
semblait optimisté l'alte sujet.
D'autre part, à propos de l'octroi
possible d'une concession pétrolière à ln' compagnie. Elf, un
énorme malentendu a été dissipé.
Il avait entraîné le blocage par la
France, en 1991, de négocialions pour un montant de 6 milliards de francs, remontait à... 1984. Un projet d'echet de trois frégates, anie pétrolière saoudienne

Aramco. Total est desormais autorise à reprendre les discussions qui, si elles aboutissent, lui donne-ront un accès privilégié au pétrole sanudien. En échange de quoi Aremco pourrair perticiper aux nctivités de raffinage et de distribation. Si la prudence commande à M. Juppé de ne pas faire preuve de trop d'optimisme, il ne s'en est pas mnins déclaré très satisfait de ces entretiens qui lui onr permis de en'éluder oucune question ni aucun problème ».

Malgré la « forte convergence » constatée sur les grands dussiers de politique internationale, l'af-faire bosniaque demeure un sujer de divergences. Une fois encore, le prince Sanud, tout en salnent les initiatives prises par la France, a réclamé la levée de l'embargo sur les armes pour les Musulmans. Il a rappelé que lorsque les Croates se sont trouvés en difficulté face enx Serbes, «certains pays», qu'il n'n pas nommés, ne s'étaient pas privés de leur envoyer des armes.

M. Juppé e indiqué qu'il ne fau-drait «se résigner à en venir à une solution de désespoir, c'est-à-dire à lo levée de l'emborgo sur les ormes» que dans l'hyporhèse où les efforts déployés à Genève pour parvenir à un accord - e qui snit occepté par toutes les porties, garanti par l'Europe et la communauté internationale et qui offre à chaque communauté un territoire viable économiquement et politiquement » - seraient voués à l'échec.

> La «trahison» de Saddam Hussein

A propos de l'Irak, en revanche, Ryad et Paris partagent un même point de vue: les deux parties sont attachées au respect par Bagdad de tontes les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, comme elles le sont à l'intégrité retribuies du partie entrante. territoriale du pays, étant entendu que le régime de Saddam Hussein ne sanrait étre Tenu comme le garant de cette unité. Cela dit, Arabie saoudite tire profit du mnintien des sanctions conrre l'Irak, dans la mesure où celui-ci ne peut plus exporter de pétrole.

Depuis l'imposition des sanc tions, la producrion pétrnlière seoudienne est ainsi pessée de 3,5 millions à 8,3 millions pays occidentaux. — (AFP.)

barils/jour. Vous et nous avons été les plus fortement déçus par la « trahison » de Saddam Hussein, a dit en substance le prince Saoud à M. Juppé. Jacques Chirac n'evnit-il pas été l'initintent, vers le milieu des années 70, des liens privilégiés avec le régime irakien, qui devaient être à l'origine d'une coopération militaire étroire qui s'est treduite par la signature d'importants contrets d'erme-

A la veille de la guerre du Golfe, le dette militaire de l'Irak envers le France alteignair quelque 16 milliards de francs, selon une estimation ann afficielle. L'Arabie saoudite, ponr sa part, pendant la guerre entre l'Irak et l'Iran, entre 1981 et 1988, avair octroyé è Bagdad quelque 40 milliards de dol-

MOUNA NAIM

François Léotard à Abon-Dhabi La France s'inquiète du réarmement iranien

En visite dans les Emirats arabes

unis, le ministre de la défense, François Léoterd, n affirmé, dimenche 4 juiller, lors d'une conférence de presse à Abou-Dhabi, que «la France et ses alliés suivent avec un extrême intérêt » les informations faisant étar de l'acquisition par Téhéran d'armes de destruction massive. «Je ne pense pas que l'Iron soit en troin de contribuer à la paix et la sécurité parce qu'il o été implique plusieurs fois dans l'achat de telles armes». a-t-il ajouté.

M. Léotard a affirmé que son pays était « entièrement concerné par la sécurité de lo région». « Les visites dans la région de nos unités navales et de nos forces aériennes se poursuivent et nos octivités, comprenant des exercices conjoints; ne se sont pas arretées », o-t-il précisé Selon lui, l'application par l'Irak des résolutions de l'ONU et le respeet par l'Iran de ses voisins constituent des priorirés pour les

EGYPTE: une décision qui divise les milieux politiques

L'extradition du cheikh Omar a été demandée aux Etats-Unis

étrangères, Amr Maussa, e remis, dimenche 5 juillet, une damande officielle d'extradition du cheikh Omar Abdel Rahmene, à l'embassadeur des Etets-Unis eu Caire. Après s'être livré vendredi aux eutoritée américalnas, le cheikh e été placé en déten-

> LE CAIRE de notre correspondant

Le vie du cheikh eveugle sere en danger» s'il est extredé, n effirmé Mountasser El Znyyet, un de ses evocets. Un autre nvocar, Abdel Halim Mendour, e estimé qua cette extradition esereir un ecre de provocation entreînant une vague de violence et des représeilles de le pert de ses fidales». Dans les milieux de le police, certains evalent fair part de leur opposition à le demende d'extredition, evant qu'elle ne soit rrensmies eux eutorités emériceines, en raison des «graves troubles» que provoquerait le retour eu pays du chef spirituel des extrémistes munulmans égyptiens.

Même le ministre des affeires étrangères sembleit se rallier, samedi, à cette position. A l'issue d'une première rencontre avec l'embassadaur des Etats-Unle, il eveit Indiqué qua l'Egypte ettendrait de voir les développements de l'effeire outre-Atlentique event de formuler une demende d'extradition. La président Hosni Moubarek eveit lui-même déclaré, au mole-d'evril, à un-journel américain : «Nous n'avons pas basoin d'Abdel Rahmene; vous l'avez accepté dans votre peys. gerdez-le. »

Le changement d'attitude das doute dû à la volonté du rais de procéder è une démonstration

Le miniatre dea affaires de force au moment où certain obaarvereurs soulignent las faibleeees du régime. Autre signa de durciesement : le praaaa officieuse vient d'ennoncer le procheine exécution de rreizn axrrémistaa muaulmans, condamnée pour une série d'ertentats contre des rouristes et le ministre de l'information.

> blee politiques estiment qu'eil faut donner un coup de pied dans la fourmilière pour accélérer la processus d'éredication, sans doute douloureux, de l'extrémisme musulmen », la demende d'extredition du cheikh Omer risque de ne pes êtra honoréa de eitôr. Peut-être jemeis. En effet, le dossier d'extredition n'est pes très solide. La eguide » intégrisre ast eccusé d'einciration à l'émeute » dens le province du Fayoum. Uns affaire déjà jugée, qui date du mois d'avril 1989. Il evait elors bénéficié d'un nonliau meln les autorirés aveient récemment rouvert le procès grace è un ertifice juridique.

Qualle que soir eon Iseue, cette effaire e pravaqué una certeine tension dens les relatione égypto-eméricaines. Le presse officieuse continue d'eccuser le cheikh Omer d'être un egent de le CIA, tandis qua l'hebdompdaire Rose el Youssef titre : «La sourien eméricain eux axtrémistes continue». Selon les journnux celrotes, le cheikh e eidé les services de renaeignement emériceins lors de le guerre d'Afghanisten. Il eurait contribué eu recrutement de volontaires eu sein des mouvements extremistes pour combattre les troupes soviétiques. Un éditorialiste d'Al. Akhbar ve jusqu'à 'eccuser certalnes eurorités eméricaines de eprécerer le cheikh à être le Khomeiny d'Egypte ».

ALEXANDRE BUCCIANTI

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

Attentat manqué contre le ministre de l'équipement

Le ministre algérien de l'équipe-ment, Mokdad Sifi, a échappé è un attentat, samedi 3 juillet, en Kaby-lie, a annoncé, dimanche, le quotidien Indépendent El Weten. Un groupe armé e ouvert le feu eu passage du cortège officiel, dene une zone isolée entre Tighzirt et Azzefoun, sans atteindra le véhicuie du ministre. C'est le troisième nttentat qui vise un membre du gouvernement depuis le début de l'année.

D'autre pert, dans un discoure prononcé, dimanche, è l'occasion du 31• enniversalra da l'indépendance, le président du Haut Comité d'Etat (HCE), Ali Kafi, a reconnu la nécessité d'un changement « glo-bal » malgré l'opposition des « éléments extremietee» et des «forcee conservatrices». «Les exigences sociales, politiques et culturelles de la jeunesse qui embi-tionne de prendre part au pouvoir et à la gastion des affairee, a-t-il ejouté, nous imposent de reconsi-dérer les fondements du pays aux plans économique, social et politi-QUO. »

Cinq officiers supérieurs ont été élevés au grade de général-major. Les nouveaux promus sont Mohe-med Ghenim, secrétaire général du ministère de la défense, Mohamed Médièna, chef du département Renseignement et sécurité dans ce ministère, Mohamed Touati et Teghit Abdelmajid, conseillers du ministre de la défense et Saleh Ahmed Geid, chef de la région militaire d'Oran. - (AFP.)

CORÉE DU NORD

Avertissement E SEAN E SE LINE

des Etats-Unis Le secretaire d'Etat américain Warren Christopher a déclaré dimanche 4 juillet qu'il jugeait la Corée du Nord engagée e sur une vois très dangereuse» en raison

de ses efforte préeumés pour se doter d'une capacité nucléaire militaire. Tout en estimant « productives » les diecussions bilatérales directes engagéee pour la pramière fois an juin à New-York evec Pyongyang (elles ont conduit cette capitale à suspendre son retrait du trnité de non-prolifération nucléeire, ennoncé le 12 mere), M. Christopher e everti, sur le chaîne de télévision NBC, qu'elles

ne devraient pas « durer éternelle-ment». Une troisième eession de négociationa doit avoir lieu le 14 juillet è Genève. En cas de blocage, e averti le secrétaire d'Etat. Washington ese tourners vars l'ONU. La différend es focelise nur le refus de le Corée du Nord d'eutoriser l'Agence internationala de l'énergle atomique à inspacter deux inetallations du eite de Yong-byon, eu nord de Pyongyeng, soupconnées d'être le théâtre d'ectivités nucléaires. Le 3 juillet, le président Clinton evait décrit la Corée du Nord comme le pays «le plus préoccupant » de la Terre.

Par eilleura le Coréa du Sud a démenti dimanche que ses forces aient ouvert le feu, la veille, sur un poste de police du Nord situé dans la zone démilitarisée entre les deux peys, comme l'agence da presse de Pyongyang l'an eveit eccueéa. — (AFP, Reuter.)

IRAK

Nouvelle querelle entre Bagdad et l'ONU

Une équipe d'experts de l'ONU devait quitter Bagdad, le lundi 5 juillet, epràs evoir ettendu, en vain, durant un mois, le feu vert das autorités irekiennaa pour poser des caméras de surveillance sur des aitee d'essais de missiles, non loin de Bagdad, e indiqué le chef de la mission, Nikita Smido-

L'irak rafuse l'installetion des ceméraa, maia s'est déclaré disposé à envoyer une délégation aux Nationa unies pour discuter de cette affaira et de l'application de la résolution 715 du Conseil de sécurité. Cette résolution, à

lequelle Begded refuee de se conformer, prévoit le aurveillance è long terme du potentiel nucléaira, chimique, biologique et belistique

Le refue irakien est « très grave » et constitue eun obstacle eux ectivités des inspecteurs de l'ONU», a décleré M. Smidnyitch. « C'est eu Conseil de sécurité de l'ONU de décider de sa réponsas, a-t-ilajouté. A Weshington, le taire d'Etnt eméricain, Werren Christopher, e quelifié, dimenche, de emauvais signes l'annance du dépert d'Irak des experts de l'ONU. « C'est une violetion très significative des résolutione de l'ONU, n-t-il noté. Nous allone discuter evec nos alliés de notre réaction a. - (AFP.)

JAPON

Ouverture

de la campagne pour les législatives

La campagne électorale pour les législatives du 18 juiller a com-mencé, le dimanche 4, eu Japon. Neuf partie préaantant des cendidets pour les 511 elèges de le Diète. Qualque 90 millions d'élec-teurs sont appelés à choisir entre le maintien au pouvoir du Perti libéral démocrata (PLD, conservateur) qui a dingé tous les gouver-nemants dapuis ea créetion en 1955, ou son éloignement eu profit d'une nébuleuse da formations d'opposition.

Le premier ministre Miyazawa e décidé d'an appeler è un scrutin anticipé eprès le vote, le 18 juin, d'una motion de défience contre son gouvernement qui e'étant révélé incepable de promouvoir une réforme électorale destinée à eesainir une vie publique gangrenée par des scendales. Depuis lors, 54 parlementaires ont quitté le PLD, leissent entravoir une défaite historique pour ce parti. -(AFP, AP, UPI.)

➤ Lire page 19 le reportags d'Erik Izraelewicz sur l'économie

PUBLIE DANS SON NUMERO DE JUILLET/AQÛT



LA COULEUR DES FLEURS LES TRAITEMENTS DU SIDA LES SANCTUAIRES **GAULOIS** L'HÉLIUM LES PREMIERS

UN SUPPLÉMENT GRATUIT DE L'ÉTÉ : \

GRANDS FONDS SOUS-MARINS



'UN NUMERO A NE PAS MANQUER • Nº 256 • 40F • EN KIOSQUE

l'amplifier de most par pominion man celle de M. Le tecente est Minds Success sout? 64 strade in strain. in a dea routable a the all the by granter is M & SECOL MAN OF Margin contrate a gen taur. of white the production.

in dent Planter de Con-

100 SE CE

PROCHE-ORIENT

Critiqués par Israël et par les Arabes

Les Américains menacent d'abandonner leur rôle de médiateur dans le processus de paix

Critiquées par les deux parcès, de rapprocher depuis vingt mois, les autorités eméricaines commencent à perdre patience. Pour le première fois depuis qu'il e hérité du processus de peix israélo-erabe, lencé en octobre 1991 par son prédécesseur, le secrétaire d'Etat Werren Christopher, excédé par les attaques israéilennes et arabas dont ses efforts sont l'objet, a menacé, dimenche 4 juillet, d'abandonner le rôle de médiateur dévoiu eux Etats-

JÉRUSALEM

de notre correspondant

«Si les parties en cause ne veuient plus de notre assistance, nous n'alinns pas nous imposer», e lancé le ebef de la diplomatie américaine, dans un eotretien télévisé accordé à la chaîne NBC. « Pour l'instant, a-t-il cependant précisé, je n'ai pas encore proposé nntre retrait. » Puis, répondant à une question, Warren Christopher a ajouté : « Oul, c'est un peu un avertissement que je lance, cor aussi bien le président Clinton que moi-même avons d'autres choses à faire. Nous sommes prêts à aider [les parties en cause] nutant que nous le pouvons, mais il faudrait qu'elles aussi veuillent in paix »

Accosée de prendre fait et cause pour Israël, par les Palesti-niens surtout, mais aussi par les Syriens, l'administratino américaine a également été prise à par-tie dimanche par le premier ministre israélien, Itzhak Rabio. Evoquant le projet de déclaration conjointe israélo-palestinienoe – conjointe istacio-patestiniende – que le département d'Etat a rédigé puis proposé anx deux par-tics et que les intéressés unt rejeté ls semaine dernière à Washing-

de notre envoyée spéciale

Parmi la quarantaine d'organi-

sations humanitairea installées au Kurdistan d'Irak, MAG (Mines

Advisory Group) est sans daute l'une das plus sollicitées et,

depuis son arrivée en julilet

1992, son bilan est impression-

nant. Ces démineurs civils, tous

anciens soldats britanniques, ont

ici une source inépuisable de tra-

vail. «On pourreit rester quinze

ans, vingt ans, le boulot ne serait

pas fini», avous Normen Woods,

directeur de projet. Les huit ans de guerre tran-irak, la répression da Begdad contre les Kurdes, ont transformé de grandes parties

des montagnes du Kurdistan en

champs de mines, sans compter les munitions oubliées ou enter-

rées et les bombes ou obus non

Le défi da MAG, organisation

créée en 1991 et déjà engagée au Cambodge, en Afghanistan, au Mozambique, est donc de former

en quatre semaines environ, des démineurs locaux. Un travail très

prisé maigré le risque, dans la mesure où MAG offre un salaire mensuel de 2 000 dinars (70 dol-

lars, ce qui correspond à dix fois

le salaire moyen), 1 500 dinere

aux « étudiants », en plus de la nourriture et de l'équipement.

«Nous avons una longue liste d'attenta», affirme Norman

Wood, qui précise que la sélec-tion est dure pour limiter les ris-ques d'accidents. Sept bleesés

plus ou moins atteints sont déjà

à déplorer parmi les étudiants.

Cent démineurs locaux sont tou-

tefois sur la terrain. D'ici à octo-

ton, - M. Rabin a virtuellement accusé les diplomates américains de succomber à la pression des

Présenté le 12 mai lors de le Présenté le 12 mai lors de 16, neuvième session de négociations, et dénnucé par les Palestiniens pour « parti pris flagrant en faveur d'Isrnèl ». le projet initial a été ensuite corrigé pour tenir compte d'une partie des réserves émises, pnis à nouveau présenté aux deux parties le semaine dernière, juste avant la clôture de la dixième session. Nouveau prése y compris sion. Nanveau refus, y compris d'Isreël. C'est le « principe même » d'evoir tenté de rapprocher les points de vue en réécri-vant certains passages du docu-ment – ce qui reviendrait, selon lui, à donner un droit de vetn aux Palestiniens sur les futurs projets de déclaration commune, — que M. Rabin a enndsmaé. « C'est M. Rabin a ennosmine. «C est une question de principe, a déclaré le premier ministre. Nous ne pou-vons pas tolèrer [cette approche], et nous ne la tolèrerons pas.»

Dialogue direct avec POLP?

En fait, bien que le projet amé-ricain n'ait pas été rendo public, il semble que e'est, entre autres, la mentico da problème de Jérulem-Est dans le document que M. Rabin n'a pas toléré. D'après des fuites, les diplomates amérides fuites, les diplomates améri-cains se cootentsient poortant et e'est l'une des causes du rejet par les Palestiniens – de spécifier en toutes lettres que le statut de la partie nrientale de la ville sainte, conquise en 1967 puis annexée par Israël, serait abordé dans une phase ultérieore de dans une phase ultérieure de oégociations. Depuis le bouclage des territoires occupés, il y a trois mois, et l'interdiction d'accès de Jérusalem-Est aux un million buit ceot mille résidents de ces terri-toires, les Palestiniens réclament

Déminer les montagnes du Kurdistan d'Irak...

ries, 150 à 200 de plus seront

opérationnels. Financé par la CEE

MAG a eu cependant du mal à

faire venir son matériel, retenu en

Compará aux 700 millions de

dallers allause par le gouverne-ment koweitien pour le déminage

de son sol, le Kurdistan fait figure

de parent pauvre et pourtant, selon lea ingénieurs britanniques,

entre 10 et 15 millions d'engins,

antipersonnel pour la plupart, jon-chant toujours le sol. Si elles sont à 80 % d'origine italienne, cee

mines proviennent sussi des Etats-Unis, d'Irak, d'Egypte, de Balgique, de France et même

d'Israel. Trut aussi dengereux

sont les obus de mortier non

explosés que les enfants trafi-quent pour en retirer l'aluminium. Celui-ci se revend 3 ou 4 dinars

la kiln et eu Kurdistan tout est

Informer

la population

Près du camp de MAG, la long d'una routa eirculaire qui devait desservir un dépôt de munitions

de l'armée irakienne, des cen-

taines de milliers de mines,

bombes, roquettes, obus, belles

témpignent des découveries

qu'un peut faire dans le région. Des lambeaux de vêtements, une

chausaure, c'est tout ce qu'il

reste des six enfants morts là,

fin mars, en jouant sur ce terrain

ouvert à tous. « Sans autorité res-

ponsable, il est difficile d'obtenir

que ea tarrain soit aurveillé »,

Turquie plus de six mois.

et une organisation eméricaine,

bre, lorsque la travail devra affirme, fatelista, un expert s'arrêter en raison des intempé-

dernière session de négociation a achoppé, et n'est là-dessus que l'impasse paraît totale. Si l'nu ajoute à cela le fait que les discussinns sont tant aussi bloonées avec les Syriens et les Libanais, on aura compris que e'est l'en-semble du processus de paix qui a

du plomb dans l'aile. Les Américains, qui juvent, dans cette affaire, une partie de lenr erédibilité internstionale, n'nnt pas encore rennucé à le revivifier. Warren Christopher a, comme il l'a dit, bien d'autres conflits aplus chaudes à traiter et il a fait savoir qo'il oe rendra visite aux dirigeants de la régioo que «si un accord est en vue». En que « n un accord est en vue». En attendant, comme pour bien signifier que le degré d'urgence accordé au conflit proche-oriental a baissé, le chef de la diplomatie sméricaine passe le relais à l'un de ses collaborateurs, Dennis Ross, familier de la réginn et coordinateur officiel du processus de paix an département d'Etat. Le haut fonctionnaire devrait entamer à la fin de cette semaine une tournée qui le mênera notamment à Jérusalem. Il y sera accueilli, a consenti M. Rabin « nvec grand

L'impasse dans laquelle sont entrées les oégociations inquiète plusienra des partenaires de gauche de la coalition au pouvoir. A la réuninn du gonvernement, dimanche, M. Rabin a entendu physicurs membres de son cabinet lui réclamer la mise eo œuvre immédiate d'un dialogue nfficiel avec l'OLP de Yasser Arafat. «C'est le seul moyen de sortir le processus de paix de l'impasse », a répété Yossi Sarid, l'un des porteparole de la ganche (Meretz).
« Pas questinn », a répliqué une nouvelle fois M. Rabin.

Sur les 850 premiers patients

du petit hôpital de Diana, ouvert par des volontaires allemends, 577 avalent été blessés par des

mines. Handleap International, qui

gère à Souleymanieh un atelier de

prothèses, s installé enviran

1 800 de cas eppareils depuis un

an et demi. Le « gouvernement»

kurde, non reconnu internationa-

lement, a bien approché diffé-

rents pays pour qu'ils forment

des peshmerges (combattants),

ou au moins qu'ils fournissent de

l'équipement, mais sana succès

jusqu'à présent. Amer, le eministres kurde da l'action humanitaire

confie : «On peut trouver de l'ar-

gent pour des jambes antificielles

Pour tenter da limiter les ris-

ques surtout pour les enfants.

France-Libertés envisage, en col-laboration avec MAG, la publica-

tion d'un livre largament illustré

per un artiste kurde, sur les dan-

gers qu'il y e à manipuler ces

obiets d'apparance anodine. Une

tache d'eutant plus utile que. dans une réginn qui regorga

d'armes, nul ne se mélie sponta

nément du moindre matériel mili-

taire. Parmi lee multiples pro-

blèmaz du Kurdistan (le Monde

des 10, 18 et 23 juin), ceux du

déminage et de cette information

ne peuvent être négligés, d'au-

tant qu'ils conditionnent dans une

granda mesure la possibilité pour

les paysans de regagnar leurs

FRANÇOISE CHIPAUX

mais pas pour déminer.»

PATRICE CLAUDE

AMÉRIQUES

Le président Aristide a signé le plan de l'ONU prévoyant son retour au pouvoir

ments des diplomates et des négociateurs des Nations unles que Jean-Bertrand Aristide a finalement signé, dans la soirée du samedi 3 juillet à New-York le texte de «l'accord global» rédigé par Dante Ceputo, le médiateur de l'ONU et de l'Organisation des Etats américains (OEA), qui prévoit les différentes étapes permettant de restaurer la démocratie à Haîti. Le texte fixe au 30 octobre le retour du Père Aristide, qui vivait en exil depuis le coup d'Etat de septembre 1991 lors duquel Il avait

NEW-YORK (Nations unles)

de notre correspondant L'accord en dix points (lire notre encadre) avait déjà été signé samedi matin par le général Raoul Cédras. Celui-ci a accepté de remettre sa démission de commandant en chef des forces armées haltiennes et de prendre « une retraite anticipée », en échange d'une amnistie étendue à l'ensemble des officiers putschistes à l'origine du coup d'Etat.

Le président Aristide aurait voulu nne échéance plus rapprochée que le mois d'octobre, mais Dante Caputo ainsi que les représentants des « pays amis » (Canada, Etats-Unis, France et Venezuela) qui ont participé à toutes les conversations ont fait valoir auprès du président haitien qu'il s'agissait là d'un délai minimum destiné à assurer tant la mise en place des différentes étapes de la normalisation de la vie politique dans l'île que les conditions de sécurité nécessaires à son retour.

Pendant plusieurs heures, le Père Aristide a tontefois refusé de signer le document final en présentant une cuigence de demière minute. Invo-quant le danger qu'il y aurait à

aussitôt interprété comme une « humiliation » inacceptable. Ce n'est qu'après avoir reçu des assurances de la part du représentant spécial du secrétaire général, lequel était en contact direct, tout au long de la négociation, avec Boutros Boutros-Ghali qui se trouve actuellement à Genève, que le président déchu s finalement accepté le plan

de transition, les militaires à l'oti-gine du coup d'Etat, le président haltien vnulait qu'ils soient immé-diatement destitués, ce que la délé-gation du général Cédras svait en l'état. Celui-ci prévoit que les sanctions adoptées en juin par le Conseil de sécurité (sous la forme

d'un embargo sur le pétrole et sur les armes à destination de Halti) et celles appliquées depuis octobre 1991 par l'OEA seront sculement « suspendues » (et non pas levées) « Immédiatement après l'entrée en fonctions en Halli du premier ministre ». Cette «suspension» ne peut être décidée qu'à «l'initiative du secrétaire général de l'ONU». L'embargo serait immédiatement rétabli si le Père Aristide n'était pas réinstallé dans ses fonctions initiales à la date du 30 octobre, ont expliqué les médiateurs des Nations unies. Ces assurances ont finalement en raison des dernières réticences du président Aristide.

SERGE MARTI

Les dix points de l'accord

L'accord signé, le samedi 3 juil-let, à Governors Island, dans la baie de New-York, par le président hablen Jean-Bertrand Aristide et le commandant en chef des forces armées de ce pays, Raoul Cédras, comporte dix points:

1. - Organisation sous les auspices de l'ONU et de l'OEA d'un dialogne entre les représentants des partis politiques représentés au Parlement, afin de permettre l'adoption des lois nécessaires à une transition pacifique.

 Désignation d'un premier ministre par le président. 3. - Ratification de la nomina-

tion da premier ministre par le

4. - Suspension des sanctions adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU et par l'OEA, immédia-tement après l'entrée en fonction ration internationale : assistance au développement, assistance pour la

création d'une nouvelle police avec la présence de personnels de l'ONU dans ces domaines. Amnistie octroyée par le président (l'accord ne précise par à qui s'applique cette mesure).

réforme administrative et judiciaire, assistance pour la moderni-sation des forces armées d'Hafti et

7. - Adoption d'une loi créant la

nouvelle force de police et nomina-tion par le président de son com-mandant en chef.

8. – Le général Cédras, commandant en chef des forces armées d'Haiti, fait valoir ses droits à une retraite anticipée et le président choisit son successeur, qui com-mera les membres du l'état-major,

9. - Retour en Haiti dn président de la Répoblique, Jean-Ber-trand Aristide, le 30 octobre 1993.

10. - Vérification de tous les engagements précédents par les Nations unies et l'OEA. - (AFP, Reuter.)

Bill Clinton félicite les négociateurs mais la population reste dubitative

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant Les Haltiens ont accueilli avec scapticisme l'accord sur le retour à la démocratic signé samedi à New-York par le président en exil Jean-Bertrand Aristide et le général Raoul Cédras qui l'avait renversé il y a vingt et un mois.

vingt et un mois.

«En féwier 1992, un accord avait déjà été risné à Washington. Il n'a jamais été respecté par les put-schites», rappelle un journaiste halitien. La communauté internationale, qui a multiplié les pressions tant sur le général Cédras que sur le président Aristide pour qu'ils signent l'accord de New-York, devrait octte fois veiller à ce qu'il soit appliqué. C'est du moins ce qu'il soit appliqué. C'est de l'accord de New-York, et particulièrement su médiateur des Nations unies et de l'Organisation des Riats amédicains (OEA), l'Argentin Dante Caputo, dont la patience et la persuasion out été mises à rude épreuve au cours des demiers mois.

cours des derniers mois. cours des dermers mois.

Après être rentré à Port-eu-Prince, le général Cédras s'est efforcé de rassurer les militaires, dont beaucoup restent hostiles au retour du président Aristide prévu pour le 30 octobre. Dans un discours télévisé, le général Cédras, qui e accepté de démissionner, a affirmé « qu'on ne toucherait à aucun membre des forces armées» et que les règlements de l'amée seraient respectés.

L'envoi rapide de plusieurs cen-taines de «conseillers techniques» militaires étrangers, américains, cana-

CUBA : départ des derniers éléments de la brigade militaire de l'ex-URSS. - Les derniers éléments de la brigade militaire de l'ex-Union soviétique stationnée à Coba depuis 1963 out quitté La Havane à bord du navire Cosmonnute Youri Cagnrine samedi 3 juillet. Ces militaires et leurs familles, so total quelque cinq cents personnes, avaient commencé à embarquer la veille en terminal Haipbong du port de La Havane, bouclé par les forces de sécurité cubaines et nu joornalistes et photographes étrangera n'ont pu se rendre. L'accord sur le retrait total de la brigade soviétique, passée sous cootrôle de la Fédération de Russie, avait été conclo le 16 septembre dernier à La Havane. - (AFP.)

diens et français pour la plupart, charges de «profe mée haltienne et de former une force de police autonome, devrait, selon les optimistes, neutraliser le secteur dur durgé par le colonel Michel François. Cette force multinationale devrait rassurer les deux camps qui craignent d'un côté la poursuite des exections pendant la période de transition et de l'sutre les vengeances après le retour du président Aristide.

Pas plus que la population, les partis politiques n'ont jusqu'à présent réagi à la signature de l'eccord de New-Ynrk. La prochaine phase du plan de réglement de la crise prévoit la nomination d'un nouveau premier ministre et la formation d'un « gouvernement de concorde nation talent de négociateur de M. Caputo continuera d'être sollicité durant les discussions qui devraient avoir lieu à Washington au cours des prochains jours entre le président

politiques haitiens. Divisée, la classe politique haltienne devra s'entendre capidement pour rendre sa légitimité an Parlement qui doit ratifier le choix du nouveau premier ministre.

La suspension des sanctions internationales evant le retour du président Aristide est un pari risqué, selon les partisans du chef d'Etat exilé. Le renforcement et l'extension de l'embargo petrolier décide par le Conseil de sécurité de l'ONU ont provoqué une quasi-paralysie des transports en moins de deux semaines. De l'avis de plusieurs diplomates, l'annulation des visas américains et le gel des avoirs des putschistes et de leurs alliés oux États-Unis ont été les mesures les plus efficaces pour ame-ner les militaires à la table des négo-

JEAN-MICHEL CAROIT

LE MONDE" diplomatique

Juillet 1993

- PARTAGER L'EMPLOI OU PARTAGER PARTAGER L'EMPLUI OU PARTAGER LA MISÈRE? Dans le piège des délocalisations, par Jacques Dechanny. — Une crise si dauce, par Serge Halimi. — Les travailleurs doublement dépossédés, par Alain Bihr. 4 En France et en Europe, ces lois qui créent des clandestins, par Christian de Brie. — L'Allemagne malade de ses immigrés, par Brigitte Patzöld.
- ITALIE: La gestation ambigué d'un État normalisé, par François Vitrani. Les secrets matieux sur les ailes de la littérature, par Giorgio Longo.
- EX-YOUGOSLAVIE : Dérive unteritaire en Croatic et en Serbie, par Catherine Lutard. • RUSSIE : Un espoir pour les autochtones de Sibérie,
- MAGHREB: La Tunisie, sans filet, dans le grand jen du libéralisme, par Larbi Chouikha et Kamel Labidi.
- GUATEMALA : Bientôt l'État de droit? par Benoît
- PHILIPPINES: Atouts et blocages du régime, par Marc Mangin et Joël Picart.
- CULTURE : Les films indicas héritiers de deux traditions, par Vijay Singh.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

Le Monde **NIPPON**

LE JAPON DEPUIS 1945 William Horsley, Roger Buckley

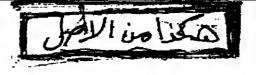
EN VENTE LA LIBRAIRIE



COMMENT **PENSER** L'ARGENT?

Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE



les forces croates Hoque trois bee

Company of the second Per escuse Contract Transper und eine ge 347 E-65 11 - + -Tree to to the man of the Bietert fattern one Marte de De grave per or

The state of the section of the sect 海野市 红红 化二十二烷 States of the second

DOSSIER

Reussir son entrée a . université

ı î.e.ê

162 644 CHIST

Sections Dead courses

les receens

SAME CHES MOLINE APPRICA-

élicite les négociateu

tions at du finteur age facts springers, dermit, solve les autriflier le soniour dur

ger in propositions, ins. per-te Class Jupper's present appiators de l'anomard de La propinges phore du

EMONDE

TO YOUGOSLAVIE Combine to Subtr. per The second poor les suits MARCHINES La Tantoni Sall'

MARIE PHILES And I MARIE TO SERVE

UATEMALA : Newsist 1 to 12 Constitution

celies appropriate 144: par - 12: 15: A SELECTION TO THE PARTY OF More than the House of the etie de. fre tally date to mediates and harm and the same des destrictes to the same Gent Atinhar

dix points de l'accon

Clairs, Barry Ton 2 setting des from the creation of the creation prindent to the terms den e abbrent tin and nousements of the services then par in present an mandan :: ::

A . Le comme ferma dent er en trans retraite chi . per # 15 chount set a mun a merk ka tomorni. 20 🔻 🛈 Rabijanas Hilla

dent de la lactura de trand Anti-ca de Anti-14 m err mitt 21 National In It

n reste dubitativ

politique :... pointwist in the second No Pat comme Men du benten, terrer La suspendir de exc dere dentis in the the partners of the first render course of fragment de water a second

war qual data no le sa then to all the sections de plante de la company des and commende geans on page in be alters in the real Mil Ka man a - 2 7 2 8 132 1 EAN MERE

diplomatique

A MINERE ? Dute to pure des MESERS 7 Date to pare Comment of the manipular de sen inconserve por l'

NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT 1993 - 25 F. CONTURE 14. Dime set. CT. EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX thand de journal

Tandis que les combats s'intensifient en Bosnie centrale

Les forces croates et musulmanes ont bloqué trois bases de «casques bleus»

Trois campa de la Forcs de protection des Netions unias (FORPRONU) dans le centre de le Boanie ont été encerclée, dimanche 4 julliet, par des unités musulmenes et croates. Des Muzulmane ont bloqué, à l'aide da minee, lee antréae d'una base de « casques bleuz e canadiens à Visoko, près de Serajevo, tandis que les Croates ont assiégé, non loin de là, le quartier général an Boenia da la FORPRONU à Kiseljak ainsi qu'une base canadienne dans la même ville. Le eiège da cae daux dernièrae installations a finelement été Isvé par les forces croetes dens la nuit de dimenche à lundi, selon des sources proches de l'ONU.

Ces initiatives ont coincidé avec une intensification des combats, en particulier à Sarajevo, sonmise à de violents bombarde ments par les Serbes, ainsi qu'en Bosnie centrale, antour de Maglaj et de Zavidovici, villes aux mains des Musnimans dont les forces croates tentent de s'emparer. Les Croates nnt annoncé nn bilan de 40 mnrts et d'une centaine de blessés dans leurs rangs et nnt affirmé que les pertes civiles étaient élevées. Ils ont également assuré avoir fait prisonniers 3 000 combattants musulmans, Radio-Sarajevo a, pour sa part, fait état d'une collusion serbo-croate très active dans la bataille de Maglaj Tandis que d'autres combats

croato-musulmans étaient signalés

en divers points de Bosnie eentrale, Sarajevn a été tnnebée samedi par plus de 1 500 obus serbes, et la radin musulmane a annnée que de nnuveaux bnmbardements avaient fait cinq morts et 30 blessés dimanche.

> Mutinerie à Sarajevo

Des combats le long de la route conduisant à l'aéroport de Sara-jevn not empêché le général Jean Cot, qui a pris, le l'juillet, le commandement de la FOR-PRONU, de se rendre dans la capitale bosniaque. Cependant, des responsables des Nations unies ont engagé des négociations

M. Balladur n'exclut pas une intervention aérienne

Au cours de l'émission «L'Heure de vérité» sur France 2, le dimanche 4 juillet, Edouard Balladur a expliqué que la création de zones de sécurité en Bosnie avait été voulue par son gouvernement. Il a donc expliqué : «Si ces zones de sécurité ne desaient pas être durablement respectées, il faudrait les faire respecter» et cela «en s'en donnani tous les moyens».

Mais le premier ministre a ajonté que ce ne pouvait être en «levant l'embargo», car «cela déclencherait alors pour le coup une guerre sans merci et sans pitié qui ne nous laisserait pas d'autre issue à nous Français que de retirer nos troupes». En revanche, comme on lui demandait si, parmi ces moyens, il pourrait y avoir une intervention aérienne. M. Balladur a répondu : « Oui ».

avec les Musnimans de Visnkn pour nbtenir la levée du blocus qu'ils nnt imposé au camp canadien afin d'empêcber un responsable local des farces cruates. qu'ils accusent de erimes de guerre, de quitter la base des « casques bleus ». Les Croates nnt riposié à l'initiative musulmane en bloquant les entrées du QG de la FORPRONU à Kiseljak avec deux eiternes d'essence et nnt posé des mines anti-chars devant les grilles de la base canadienne.

Par ailleurs, les Nations unies envisagent d'évaeuer quelque 20 000 personnes de l'enclave musulmane de Srebrenica, dans l'est de la Bosnie, tant les conditions sont devenues invivables pnnr les 30 000 persnnnes qui y ont trauvé refuge, a indiqué le

responsable du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) à Sarajevo. Quelque 30 000 personnes s'entassent dans cette enelave, déclarée « znne de sécurité» par les Nations unies, et nntamment dans la ville même, qui peut à peine cantenir 9 000 habitants, a expliqué Tony Land. Cette population, dnnt près de 20 000 réfugiés qui ont fuit les combats alentour, est privée d'eau depuis des semaines.

A Sarajevo, une unité de l'armée bosniaque fidèle au président Alija Izetbegovic s'est mutinée samedi après que l'un de ses chefs eut été arrêté par la police. L'or-dre a été rétabli après quelques laffrantements entre mutins et policiers dans la vieille ville de Sarajevo. - (AFP. Reuter.)

SERBIE: la détention du leader de l'opposition

Danielle Mitterrand intervient en faveur de Vuk Draskovic

Belgrade, afin d'intarvenir, en tant que présidente de l'association Frence-libertés, en faveur de la libération du chef de l'opposition serbe, Vuk Draskovic, et de son épouse Danica, violemment bettus per la police lors de leur arrestation ls 2 juin. Dimanche, près de dix mille personnes e'étalent rassemblées dans le centre de Belgrade pour demandar la miss sn liberté de l'écrivain serbe et protester contre « le régime totalitaire » du

BELGRADE

président Slobodan Milosevic.

de notre correspondante

« Vuk Draskovie doit vivre pour que ce camp de concentration qu'est aujourd'hui la Serbie devienne un jour un pays libre et démocratique», ont clamé les personnalités de l'op-position qui participaient à la manijour un pays libre et démocratique».

L'été

des enfants

de jeunes passionnés

L'information sexuelle

des lycéens

Passé de l'ultranationalisme au

pacifisme. Vuk Draskovic est resté le leader charismatique de l'apposition que le président Milosevic voudrait museler au moment nù il est sur le point de mener à bien son projet de rassembler tous les Serbes dans un même Etat. Pour rendre impuissante une opposition encore faible mais qui pourrait profiter de la montée du mécontentement social pour ébranler le pouvoir, Slobodan Milosevic a décidé d'écarter le seul opposant actuellement capable de mobiliser les fnules. La manifestation du le juin, qui a dégénéré en affrontements entre manifestants et policiers, était l'occasion rèvée. Pour protester contre son maintien en détention depuis ces incidents. Vuk Draskovic a décidé une grève de la faim depuis jeudi dernier.

L'intervention de M- Mitterrand auprès des autorités serbes pourrait s'avérer décisive. Rodoljub Drasko-vie déclarait dimanche an Monde:

Le Monde de l'éducation

DOSSIER

Réussir son entrée

à l'université

Les inscriptions, l'orientation, la vie étudiante : un grand dossier

pour aider les nouveaux bacheliers dans leurs premiers enntacts

Réginn par réginn, nntre sétectinn de Inisirs pnur enfants : lêtes, festivals, expos, nature... plus de 300 idées

Comment des adolescents mobilisent moyens et énergies

Parents, copains, lycée, emissions de radio, les sources sont nombreuses, mais répondent mal aux attentes des

Oanielle Mitterrand était festation organisée en faveur de d'exercer une pression efficace sur le régime pour sauver la vie de Vuk praskovic. « Cnafirmant les rumeurs selon lesquelles la France aurait offert d'accueillir les époux Drasko-vic dans un centre bospitalier francais s'ils étaient remis en liberté, il a ajouté que a ce serait le plus grand geste humanitaire qui serait fait pour la Serbie depuis la première guerre

> Alliée de la Serbie, la France avait, lors de la guerre de 1914-1918, accueilli dans ses bòpitaux de nombreux blesses de guerre serbes. Aujourd'hui, Rndoljub Draskovic recnnnaît qu'il attend, enimme beaucoup, que «la France fraternelle aide la Serbie démocrati-que à sortir du désespoir et de l'abime dans lesquels elle se trouve».

Le leader du Parti populaire pay-san (NSS), Dragan Veselinov, a, pour sa part, affirmé que les époux Draskovic avaient accepté l'nsfre de la France, tout en précisant qu'ils rentreraient immédiatement après leur rétablissement pour affronter la justice serbe. Plus réticente, Vesna Pesic, de l'Alliance civique, estime qu'il ne faut en aucun cas négocier avec M. Milosevic, même pour la libératinn de Vuk Draskovic. Elle craint que le départ de l'écrivain ne porte « un coup fatal à l'opposition et serve finalement au régime».

Dimanche en fin d'après-midi, quelque 10 000 manifestants se sont rassemblés sur l'esplanade de l'église Saint-Sava pour soutenir le leader de l'apposition. A cette accasina, la inposition. A cette necasin, la police a été particulièrement discrète. A la tribune, se sont succédé de numbreux responsables politiques qui ont condamné tour à tour le régime «tyrannique» de M. Milosevic. De plus, quarante-sepi per-sonnes, dont une trentaine de députés du Mnuvement du renouveau serbe de Vuk Drasknyie pnursuide la faim en signe de solidarité avec leur leader emprisonné.

AZERBAIDJAN

Les forces arméniennes ont lancé une nouvelle offensive en direction d'Agdam

Les ministères de la défense et des affaires étrangères d'Azerbaïdjan ont annoncé, dimanche 4 juillet, que les forces arméniennes du Haut-Karabakh avaient lancé une offensive sur Agdam, place forte située sur le territoire même de l'Azerbaïdjan, à quelques kilomètres à l'est de l'enclave où les fnrces de Baknu ne contrôlent plus aucune ville.

Selon Bakou, les forces arméniennes sont entrées dimanche matin dans Agdam. L'état-major de défense de la place, cité par l'agence Interfax, a indiqué que l'inffensive, à laquelle participaient quelque mille sent cents hommes appuvés par une dizaine de chars, avait eu lieu de trois eôtés, par le nord, le sud et l'ouest. Des combats de rue se poursuivaient dans l'après-midi au centre-ville, tandis que la population fuyait en direction du nord-est vers Barda, selon les mêmes sources.

Néammnins, le correspondant sur place de l'agence Itar-Tass a indiqué dimanche, en début de soirée, que les forces arméniennes étaient contenues dans les faubnurgs d'Agdam. les combats se déroulant à 2 kilomètres de la ville, près du cimetière qui a été intalement détruit. Dimanche après-midi, le comman-dement militaire arménien du Karabakh démentait l'entrée de ses troupes dans Agdam et accusait les farces de Bakou d'avoir lancé des offensives de grande envergure approyées par l'aviation et les blindés

> GÉORGIE : le conflit en Abkhazie

Moscou adresse une mise en garde aux deux belligérants

MOSCOU

de notre envoyé-spéciel : po La mission de médiation entreprise samedi 3 juillet, par l'envoyé spécial de Boris Eltsine, Boris Pas-tnukhov, ayant échoué et les combats ayant repris de plus belle entre les indépendantistes abkhazes et les forces géorgiennes, le ministre russe des affaires étrangères, Andréi Kozyrev, a adressé, dimanche soir, une mise en garde aux deux belligérants. La partie qui refusera de signer l'accord de cessez-le-feu préparé à Missou sera considérée comme l'agresseur et la Russie prendra à son égard des mesures de rétursinn, nutamment éconnmiques, a déclaré en subs-tance le chef de la diplomatie TUSSE.

Selnn l'état-major géorgien, qui continue à accuser l'armée russe de soutenir les forces indépendantistes, les Abkhazes continueraiem à bombarder Soukboumi, la capitale de la région, et auraient lancé une nnuvelle nffensive pour se rap-procher encore de la ville. Selon les mêmes sources, les troupes géor-giennes auraient poursuivi la «liquidation» des forces abkhazes qui avaient débarqué vendredi près du village de Tamyeb, dans la réginn d'Omtchamtchira (le Munde daté 4-5 juillet). Le parlement abkhaze a, pour sa part, déclaré que les Géorgiens avaient bnmardé, dans la nuit de samedi à dimanehe, les villes de Novy Afna, Gvandra et Chitsknuara, faisant des mnrts et des blessés parmi la

population civile. Le président du Parlement abkbaze, Vladislav Ardzinba, s'est adressé à Boris Eltsine pour lui demander d'exiger de la Géorgie le retrait de ses troupes. L'état-major de la «Cnnfédératinn des peuples du Caucase du nnrd», qui regroupe les mouvements nationa-listes des républiques caucasiennes de Russie, a affirmé, pour sa part, que des centaines de volontaires continuaient à arriver en Abkhazie ponr soutenir les indépendantistes.

GEORGIE MER. **AZERBAĬDJAN** Bakou IRAN au nord et au sud de la réginn, vers vnirs au président du Parlement

Mardakert, Askeran et Gadrout. Cette recrudescence des hostilités intervient alors que la crise politique à Bakou n'est pas totalement résolue orès la fuite du président Aboulfaz

Ettchibey et le transfert de ses pou-

Gueïdar Aliev, La police a disperse samedi, à Bakou, un rassemblement nrganisé par le Front populaire, qui considère que M. Eltchibey reste le président légitime du pays. - (AFP, Reuter.)

COMMISSION DE SAUVEGARDE DU DROIT D'ASILE 4-6, passage Louis-Philippe 75011 Paris. Tel.: (1) 48-07-10-10

Paris, le 8 juin 1993

Appel aux parlementaires et à l'opinion publique Projet de loi sur la situation des étrangers en France demandeurs d'asile et réfugiés -

La Commission de sauvegarde du droit d'asile (CSDA) appelle les parlementaires à s'opposer à l'adoption du projet de loi « relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France », sur lequel ils sont appelés à se prononcer, et les met en garde contre les graves menaces que fait peser ce texte sur le droit d'asile.

Elle tient à rappeler que toute législation sur le droit d'asile doit être exclusivement inspirée par le souci de protectinn des personnes ayant des craintes fondées de persécution et du respect des droits de l'hnmme. Il est grave, en effet, de confondre le droit d'un Etat à réglementer ses flux migratoires avec celui d'un individu contraint à l'exil, et que l'État d'accueil doit pritéger.

La CSDA déplore que des dispositions sur l'asile contenues dans ce projet soient en contradiction flagrante avec les déclarations de l'exposé des monts sur l'attachement de la France à ses engagements internationaux en matière de protection des réfugies et à sa tradition d'asile, et qu'elles enmpromettent gravement l'exercice du droit d'asile en le soumettant à l'appréciation discrétinnnaire de l'a

Le bien-fundé de la demande de protection ne peut être établi en France que par l'Office français de protectinn des réfugiés et apatrides, et, en appel, par la Commissinn des recours des réfugiés. Le libre accès à une procédure complète, recours suspensif compris, de la détermination de la qualité de réfugié est done une exigence incontnurnable au regard de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés. Or ce projet de lni prévoit, dans certains cas, de confier la predetermination de la qualité de réfugié au ministère de l'intérieur ou à ses représentants, ce qui reviendrait à déposséder l'OFPRA et la Commission des recours de leurs prérogatives.

Le pouvoir ainsi accordé à l'administration de refuser à un demandeur d'asile le druit de faire examiner sa demande par les neganismes compétents sera d'autant plus lourd de conséquences que ces déci-sinns seront prises sans recours véritable, de manière expéditive et superficielle, par un personnel ne présentant ni l'indépendance ni la formatinn appropriées.

La CSDA rappelle les préoccupations exprimées par toutes les associations de défense du droit d'asile sur le contenu des Conventinns européennes de Schengen et Dublin et des résolutions adoptées par les éhefs d'Etat et de gouvernement à Edimbourg, et s'inquiéte de leur mise en œuvre au niveau natinnal. Elle réaffirme, aux côtés des associations regroupées au sein du Conseil européen sur les réfugiés et exilés (CERE), le droit intangible au libre accès au territnire et à la procédure de détermination de la qualité de réfugié, seule garantie du respect effectif du principe internationalement reconnu de non-refnulement d'une personne vers un pays nu sa vie, sa sécurité nu sa liberté seraient menacées.

La CSDA craint que ces dispositions ne jetteni le discrédii sur l'ensemble des demandeurs d'asile, ne stigmatisent les étrangers aux yeux de l'npin inn publique, et n'alimentent la xénophibie sans résoudre aucun problème. Elle reitère sa demande aux membres des deux Assemblées de ne pas voter ce projet de lni en l'état, et d'insister auprès du gouvernement pour qu'il organise au plus vite une concertation approfondie avec les associations et personnalités

Signataires de l'appel de la CSDA

ASSOCIATIONS: Accueil des médecins et personnels de santé réfugiés en France (AMPSRF). Accueil et promntinn, Amnesty Interna-tinnal - section française, Actinn des ehrétiens pour l'abulition de la tinnal - section française, Action des ehrétiens pour l'abnlition de la torture (ACAT), Association France-Amérique latine, Association française des juristes démocrates (AFJD), Association montalbanaise d'aide aux réfugiés (AMAR), Service œueuménique d'entraide (CIMADE), Comité médical pour les exilés (COMEDE), Comité rhodanien d'accueil des réfugiés et de défense du druit d'asile (CRARDDA), Fédératinn des associations de sulidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), Fédération del 'éducation nationale (FEN), France Libertés, fondation Danielle Mitterrand, France terre d'asile (FTDA), Groupe accueil solidarité (GAS), Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés [GISTI]. Ligue des droits de l'Innome (LDH), Migrations Santé, Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté (MDPL), Association Minkowska, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), Syndicat des avocats de France (SAF), Syndicat des avocats de France (SAF), Syndicat de la magistrature, Service interdiocésain des travailleurs immigrés (SITI).

PERSONNALITÉS: Claudy AUBERT-DASSE, Lucie AUBRAC, Guy AURENCHE, Denise BARRAT, Maurice BARTH, Patrick BAUDOUIN, Jean-Michel BELÖRGEY (membre du comité central de la Ligue pour les droits de l'homme), Claude BOURDET, Henri CARTAN, Claude CHEYSSON, Mane-José CHOMBART DE LAUWE, Jacques CHATAGNER, Père Jean CHO-QUET, COSTA-GAVRAS, Dominique DANTE, Christine DAURE-SERFATY, Claire DENIS, Père Christian DELORME, Michel DEVILLE, Alf DUBS, Annie ERNAUX, Alain FINKIELKRAUT, Cécite GOLDET, Alain GOURIOU, Hélène GRATIOS-ALPHANDERY, Christopher HEIN, Georges HOURDIN, André JACQUES, Ivor JACKSON, François JACOB, Gilbert JAEGER, Bernard LACOMBE, Jean LACOUTURE, Bernard LANGLOIS, Henri LECLERC, Gabriel MARC, Prof. Alexandre MINKOWSKI. Pasteur Jacques MQRY, Joe NORDMAN, Gilles PERRAULT, Michel PICCOLI, Madeleine REBERIOUX, Domenico ROSETI, Philip RUDGE, Claude SAPIN, Antinine SPIRE, Evelyne SULLEROT, Annette THOMMESSEN, Suphie THONON, Germaine T1LLION, Sylvie TOPALOFF, Robert VERDIER, Pedro VIANNA, Catherine WITHOL DE WENDEN, Yefime ZARJEVSKI.

FLORENCE HARTMANN

FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES AFFAIRES - GESTION - COMMUNICATION

LANGUES & AFFAIRES

Chambres de commerce étrangères - Certificets européens de lengues - TOEFL - Université de Cambridge...

Enseignements à distance toute l'année, lous niveaux. Documentation at tests gratuits à

Langues & Affaires - Service 5382, 35, rue Collange 92303 Paris-Levallois. Tel (1) 42-70-81-88

Fax: (1) 47.31.80.96

Minitel: 36 15 LANGAF

Le ministre fédéral de l'intérieur a donné sa démission

Anticipant aur les résultats da l'anquête en cours à propos de la mort d'un terroriste da la Rote Armee Fraktion (RAF), lors de son arrestation la eemaine darnière par le GSG 9' (force speciale antiterroriste), le ministre fédéral de l'intérieur, Rudolf Sai-

Dans une déclaration, il a reconnu « des fautes, des comportements inadmissibles et

qui s'était réellement passé inrs de l'opération montée par la police

pour la capture des deux terro-

ristes, Wnlfgang Grams et sa com-pagne Birgit Hngefeld. Leur ver-sinn des faits a été mndifiée à

plusieurs reprises, et na ne sait tnujours pas précisément co qui s'est passé.

Recherchés depuis 1984, les

deux membres de le RAF avaient

été localisés, le dimanche 27 juin. dans un café situé sur le quai de la

gare d'une grosse bourgade, Bad-Kleinen, dans le Land du Meeklembnurg-Pnméranie-Occi-

dentale, ils se trouvaient avec une

mystérieuse troisième persnunc.

dont nn n'a appris l'existence que

plus tard, et qui pourrait avoir été un agent infiltré dans leur réseau.

Leur interpellatinn, dans le pas-

sage souterrain entre les vnies, s'est mal passée. La fusillade, qui

s'est produite an milien des quais,

a fait deux morts : un des spécia-

listes du gronpe antiterroriste de la police criminelle et Walfgang

ters, a remis, dimanche 4 juillet, sa démisdans les jours qui ont suivi. Cette démission fait auite à la publication d'informations des problèmes de coordination entre administrations » lors de l'action da la police et

selon leaquellee le terroriste Wolfgang Grame aurait été tué d'una balle tirée à bout portant alars qu'il était daja maîtrisé La pnlice avait d'abord accusé collègues qui aurait fait feu à une

Birgit Hogefeld d'avoir nuvert le feu et situé l'actinn en dehors de distance « maximale de 5 centimèla gare. L'enquête du procurent local, à Schwerin, a obligé les res-L'arrestatinn des deux terroristes avait été présentée comme le ponsables à corriger peu à peu leur plus grand succès de le polico première versinn. La fusillade aurait été déclenchée par Grams fédérale contre le terrorisme depuis sept ans. Elle avait été suialors qu'il tentait de s'enfuir par vie d'une série de rafles plus disune rampe vers les quais. Selon la police, le terroriste aurait tué l'agent du GSG 9 d'nne halle en crètes dans plusieurs villes allemendes, sur lesquelles les responsables n'nnt pas dnnné de plein cœnr et aurait été ahattu ensuite lors d'un échange de coups

Il est difficile pour le mnment de juger s'il s'agit d'un cnup important porté à ce qui reste de la Rote Armee Fraktion, qui avait théoriquement suspendn la Intte armée l'année dernière après un dernier assassinat, celui du président de la Treuhand, Detiev Rohwedder. Persnune ne sait d'ailleurs très bien co que représente ajourd'hui la RAF, contre laquelle est encure muhilisé un service de 300 persnnnes an Bundeskriminelamt de Wiesbaden.

HENRI DE BRESSON

de notre correspondant

M. Seiters evait été nnmmé en nnvembre 1991 à la tête du ministère de l'intérieur après avoir été pendant toute la période de la réunification ministre à la chancellerie. Agé de cinquante-six ans, il était, depuis l'arrivée du ebancelier Kohl au pouvnir en 1982, l'un de ses hommes de confiance an Parlement, puis eu sein du gouver-nement. Il assume la responsabilité politique d'un scandale dans nn ne mesure pas enenre bien l'ampleur, et qui pourrait conduire à un sérieux coup de balai dans les milieux de la lutte antiterroriste allemande. Le procureur fédéral, M. von Stahl, pourrait en être la première victime. Coordinateur de la Intte antiterroriste, il était souvent econsé ces derniers mnis d'être resté nhsédé par la lntte contre le terrorisme d'extrême ganche et d'avoir négligé le danger des groupes d'extrême droite.

Toute la semaine, les services de M. von Stahl ont dnuné l'impres-

EN BREF

CHYPRE: M. Denktasb sc retire des négociations de New-York. - Rauf Denktash, président de la «République Turque de Chypre du Nard» (RTCN, autoproclamée, reconnue sculement par Ankara), a annoncé, le lundi 5 juillet, à Nicosie, qu'il se « retirait des snus l'égide de l'ONU, à New-Ynrk, à la suite d'une « divergence» avec le gouvernement de la RTCN, dirigé par Dervis Eroglu, a rapporté l'agence chyprinte-turque TAK reçue à Ankara. Seinn les milieux gnuvernementaux chypriote-tures, il s'agit uniquement d'une décisinn prise à la suite de problèmes intérieurs et ann d'ane volonté de saboter les négociations

sur Chypre. - (AFP.) D ESPAGNE: Felipe Gonzalez chargé de former le nouveau gouvernement. - Le roi d'Espagne Juan Carlns a demandé au premier ministre sortant, Felipe Gonzalez, de former le nouveau gouvernement. L'investiture parlementaire aura lien jeudi 8 et vendredi 9 juillet. - (AP.)

INDE: an moins dix-neuf morts en Cechemire. - Dix-neuf personnes au moins unt été tuées le dimanche 4 inillet au Cachemire. le scul Etat indien à majnrité musulmane. Parmi elles figurent buit membres présumés de mouve-ments de guérilla rebelles à l'autorité de Delhi qui tentaient de s'infiltrer depuis le Pakistan vnisin L'insurrection séparatiste cachemi ric, dnnt certains protagnnistes visent l'indépendance du territoire et d'autres son rattachement au Pakistan, a déjà provoqué la mort de plus de 10 000 personnes. -(Reuter.)

□ TIMOR-ORIENTAL : nae démarche de sénateurs américains pour le respect des dralts de l'homme. - Quarante-trois sénateurs, démocrates et républicains nnı demandé vendredi 2 juillet au président Clinton de présenter les « préoccupations » du pays à propos des « violations des droits de l'homme » perpétrées au Timnre Oriental lors de sa rencontre avec son homologue indonésien Suharto, le 6 juillet à Tnkyo, avant le som-met du G 7. Devant la Commissinn des droits de l'hnmme de l'ONU, Wasbington a récemment condamné les violences commises par Djakarta dans ce territnirc annexé par ses forces en 1976. -(AFP.)

ULSTER: incidents dans les quartiers protestants de Belfast. -Des ineidents unt eu lieu, le samedi 3 juillet, dans les quartiers invalistes protestants de Belfast. Les farces de l'ardre et les pompiers nut été attaunés : trois policiers unt été blessés et quaturze personnes arrêtées pour possession de bombes incendiaires nu pnur trouble de l'ardre public. Les premiers incidents avaient éclaté vendredi après l'enterrement d'un militant d'une neganisation paramilitaire protestante (l'UFV) - (AFP.) TURQUIE: après l'incendie meurtrier de Sivas

L'opinion s'interroge sur les causes de l'explosion de violence intégriste

Une balle à moins

de 5 centimètres

Cette versinn est cependant démentie par un témnis-clé qui affirme que Grams aurait été tué d'une balle tirée à bout portant

alors qu'il était à terre et désarmé

Snn témnignage aurait été confirmé par la déclaration d'un

membre du GSG 9 paruc dans l'hehdnmadaire Der Spiegel de

cette semaine. Selna co pulicier,

Grams aurait été tué par un de ses

La Turquie, encore sous le coup du choc des manifestatinns du vendredi 2 juillet, qui ont coûté la vie à 36 personnes à Sivas, s'interroge sur lea causes de cette explosinn de violence religiouse The Mande Ment parce qu'elles opportiennent daté 4-5 juillet).

ISTANBUL"

de notre correspondante

« Des sonnettes d'olarmes sonnent à Sivas. Ceux qui veulent diviser et ruiner lo Turquie sont à 'œuvre. » écrit l'éditnrialiste Oktay Eksi dans Hürrlyet. «L'État s'est rendu à lo choria». titre le quotidien kémaliste Cumhuriyet. Plusienrs éditnriaux mettent en garde contre le risque de rupture an scin de le société: « Cessons de dire que tous les croyants sont des fondamentalistes et que tous les supporters [dc la laTeitel sont des othèes. Cecl devrait être le point de départ pour lo réconciliotion », écrit Ilnnr Cevik dans le Turkish Daily

4- arrdt

, rue du Clottre-St-A

PLEIN CIEL - SOLEIL YUE

73 m2 + 18 mº. Terr. csin Neuf imm. pierre, asc.

2 971 000 F + Parking 45-72-56-74,

HOTEL-OE-VILLE

5- étage, 4 pièces 90 m² + 21 m². Terrasse Neut - asc. - trais réduits

3 500 000 F + Parking 45-72-50-50.

5• arrdt

Place MINGE, studio de charme, 2- ét., imm. ravelé, 625 100 F. 41-51-08-17

6. arrdt

OBSERVATOIRE

2/3 P., 72 m. 5. asc., beld 2 350 000 F. 43-20-32-71.

13• arrdt

ARAGO, 4 P., 80 m² rme tou, 8- ét, sans a

bet immeuble encien 1 590 000 F. 43-20-32-71.

14. arrdt

EDGAR QUINET Neuf 4 P. 90 m² + terrasse 24 m² 3 250 000 F + parking

J.N. 40-89-00-00

appartements ventes

15 arrdt

PARNASSIUM, 2 P., 50 m² baic, 11 m², 3°, asc., park. 1 200 000 F. 43-20-32-71

18• arrdt

37 m², 495 000 F, 2 P., cft. Meirie 18-, immo. Marcadet 42-51-51-51

appartements

achats

Altan Oymen, dans le quotidien Milliyet, trace un parallèle avec les récentes attaques de néo-nazis en Allemagne. « Fondamentolistes ou gauchistes, nous avons tous été révoltes par lo logique qui brûle des maisons en Allemagne simple-

à des gens qu' ont une outre culture et d'outres croyonces », écrit-il. « Après les événements de Sivas, que pouvons-nous dire?»

uestation de laiq à Istanbul

Le président Suleyman Demi-rel, de son côté, a tenté de calmer la population : « Tous les pays ont leurs problèmes. Personne ne doit paniquer. » Le premier ministre, Tansu Cilier, qui devait affronter lundi le vote de confiance de l'Asscmhlée natinnale, a également lancé un eppel à l'unité. A Istanbul, des défenseurs de la leīcité sont descendus dans le rue pour protester. Malgré le proinngatinn dn convre-fcu à Sivas, quelques centaines d'Alaquites - une secte d'nrigine chiite - nnt manifesté

Le Monde

IMMOBILIER

locations meublées

offres

Paris

8- ST-LAZARE, Gd 2 P. s/cou cleire. 3len aménegé. Cuis esparée. Belle salle de bris 5 000 F T.C.C. CASSE, RIVE GAUCHE: 45-68-43-43.

RUE MONSIEUR udle équipé 3 500 F C.C. Tél. : 43-06-91-48

bureaux

BOMICILIATIONS

Le Monde

Renseignements

IMMOBILIER

Tél.: 46-62-75-13

Locations

contre les fundamentalistes sun-

Dans la presse, les détails de cette journée sanglante commencent à émerger. Les autnrités locales, confrontées à la mi-journée à une manifestation de quelques centaines de personnes, semblent avnir sous-estimé l'ampleur du mnuvement. Quelques heures plus tard, inreque des renforts ont été finalement demandés, le mmbre des protestataires était passé à nne dizaine de milliers et le préfet, M. Karabilgin, était assiégé dans sa préfecture, pensant « que la fin était venue ».

Des photos du maire de Sivas, un islamiste du Parti de la Prospérité (RP), haranguant la foule et tentant d'intercepter l'écrivain Aziz Nesia, traducteur des Versets sataniques de Salman Rushdie, que les pompiers venaient de sanver des flammes, nnt également fait la première page des grands quotidiens.

REPRODUCTION INTERDITE

individuelles

A VENDRE dans le Val-d'Oise (95). Villeron: balle maison individuale dans impasse résidence. 3 P., poutres en chine, lambris, cuisine metique emi-magée, cheminés Pierre Roux de Provence avec Insert. Sous-sol total: terrain clos 300 m². Prior: 1 400 000 F. Freis de notaire réduits. Tél. après 20 h: 24-72-32-94.

propriétés

châteaux

BEAU CHÁTEAU XVIII-ROYAN (17) 15 lm mar. 7 just. 3 m. x 450 m². TRÓB BON ÉTAT Gáin DÉPEND. 2 800 000 F. EUROP OCEAN 48-05-42-59.

AFRIQUE

BURUNDI: une semaine avant l'investiture du nouveau président

Des militaires ont tenté de prendre le pouvoir

Le coup de force tenté, samedi 3 juillet, à Bujumbura, par un groupe de militaires d'une unité d'élite, a échané. Les patschistes n'ont pas nbtenu le soutien escompté des autres unités station-nées dans la capitale.

capitale avant d'investir les ban-ques et de tenter d'occuper les bâtiments de la radio-télévisinn nationale. Ils ont également encer-clé la résidence du président élu, Melchior Ndadaye, qui doit prêtes serment le 10 juillet.

Les putschistes ont agi sur ordre du majnr Rumhete, commandant en second du 2º bataillnn com-

a AFRIQUE DU SUD : détoursement d'un avios sur l'aéroport de Juhannesburg. - Les forces de sécurité sud-africaines ont mis fin, dimanche 4 juillet, au détourne-ment d'un Fokker de la compagnie Royal Swazi par un bnmmc armé d'un fusil d'assaut. Au cours de l'opération, la police e tiré sur le pirate de l'air, mais le pilote et un passager ont été blessés, e déclaré le ministre sud-africain des affaires étrangères, «Pik» Bntha, qui s'était rendu sur les lieux. - (AFP, AP, Reuter.)

O Nelson Mandela et Frederik De Klerk décorés par le président Clin-ton. – A l'occasion de la fête natio-nale des Etats-Unis, le président Bill Clinton a remis, dimanche 4 juillet, la médaille de la Liberté de Philadelphie à son homnlogue sud-africain, Frederik De Klerk, et au leader de l'ANC, Nelson Man-

SIERRA-LEONE : 224 cenfauts-soldats » out été démobilisés. - Deux cent vinet-quatre enfantssoldats, dnnt six fillettes, nnt été démobilisés de l'armée sierraléonaise et transférés dans des centres d'accueil ouverts à Frectown par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), rapporté un communique de cette organisatinn diffusé samedi 3 juillet. La junte militaire an pouvoir avait sous la pression internationale, de rendre à la vie civile les quelque mille enfants agés de sept à douze ans qui avaient été enrôlés dans l'armée pour combattre la rébellion

U SOMALDE : le Soudan affirme que le général Aldid ne se trouve pas à Khartoum. - Le ministère soudanais des affaires étrangères a catégnriquement démenti, le dimanche 4 juillet, les informations sur la présence à Khartoum du chef de clan somalien recherché par l'ONU, le général Mnhamed Farah Aidid, soulignant qu'elles étaient « dénuées de tout fondement». L'Armée de libération des peuples du Soudan (APLS) dn colonel John Garang avait affirmé, mercredi dernier, dans un communiqué publié à Nairohi, que le général Aïdid s'était rendn à Khartoum comme invité officiel du gouvernement soudanais. - (AFP.)

ternes de cette uoité. Ils ont notamment bénéficié du soutien du lieutenant-colonel Sylvestre Ningaba, directeur de cabinet du présilent sortant, Pierre Buyoya.

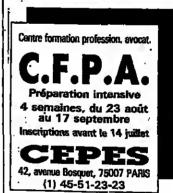
C'est le commandant du 2º bataillon commando, le major Isaie Nibizi, qui, alerté par son chauffeur alors qu'il se trouvait à son domicile, n rétabli la situation en nrdnnnant à ses hnmmes de réintégrer leurs quartiers. Le major Nihizi a annonce, samedi aprèsmidi, que quatre des cinq officiers incriminés avaient été arrêtés et qu'une enquête était en cours pour déterminer les responsabilités et identifier les commanditaires de cette tentative de putsch. - (AFP.

NIGÉRIA

Le gouvernement annonce un nouveau scrutin présidentiel le 31 juillet

Critiqué dans le mande entier pour avoir ignoré puis aunulé les résultats de l'élection présidentielle du 12 juin, le gouvernement militaire nigérian a annoncé, dimanche 4 juillet, qu'un nnuveau scrutin aurait lieu le 31 de co mnis. Toutefnis, le Parti social-démocrate (SDP), un des deux partis autorisés à participer aux élections, a prévenu qu'il boycotterait ce nouveau scrutin en raison de l'annulation dn précédent, que son candidat, Moshood Abiola, avait apparemment remporté.

Par ailleurs, des militants des droits de l'homme devaient manifester à Lagos, lundi 5 juillet, pour protester contre l'annulation de l'élection du 12 juin qui devait permettre le rétablissement d'un régime civil. Le Docteur Bekn Ransome-Kuti, président de la Campagne pour la démocratie, un collectif regroupant une quarantaine d'organisations nigérianes de défense des droits de l'hnmme, a été interpellé vendredi après-midi à Lagos pour avoir appelé à l'organisation de cette manifestation. Il a été libéré samedi soir. - (AP.)



les grands entretiens

e Pierre Hasseer e Samir Amia e Yashikazo Sakamete e Jorge Semprun e Philippe Hersag e Fraesesse Resi e André Garz e Alaia Jaxe e Emmagael Leviegs e Misbel fausher e Krzysztaf Pawing e Algin finkielkraet e André Gluksmane e Bernard-Heeri Lévy e Algirdas-Julien Greimas e ismaīl Kadaré e Bartolemé Beenassar e Mario Segai e Max Gullo et Aluie Toeraine e Jeël Roman o Umberto Eca o Michel Crezier o Charles Millon e Raymend Barre et Jean Psyrelevade e Rije Cohen e Recé Lecair e Georges Vedel et Olivier Dehamei e Biaedine Kriegel e Claede Lefart e Ceraelies Casteriodis e Pierre Bunrdica o Jacques Atfail o François Purot o Jacques Lo Gaff o Françoise Héritier-

> Hors série - Tome 1 - 38 francs en vente chez votre marchand de journaux

Monde

Angé e Fraesis Fekeyama et Bereard Bourgeois e Marc Augé e Georges Duby

"Votre sta

and strong what l'investiture de

Maires est tenté de prendre le nome

NIGERIA

annonce
un nouveau scrai
présidentiel
le 31 juillei

Critique delle e mine: pour remi ignite de l'emi résultate de l'emi in areas

de distre terme, manuel à largemente, chane austré la participate d'anne austré décès les participates à chines de soutien les comme modific d'atrès

tion, opposition, and pris in this quality officiars, and pris in the quality officiars, and pris in the quality accument beautiful to down prisper manufact agreement beautiful prison of accuper let produce of accuper let prison and prison addressment accessistances of prison and accessistances. An arrival doi: produce and all and arrival doi: produce and and arrival arrival arrival and arrival arr

indicate out my six order Manifestic commendant of the Arbeitalian com-

pene par seem deservaprincipal que l'adequert de denne. Les forces de inficialmente ent con fin. à politic de le compagnic des provinces de management de la politic a che ser le les autilités à plots est un aux, autilités à plots est un aux, autilités à plots est un les malabitants des affaces pe malabitants des affaces

p Mandele et Breloufe De presis par le politière Clia-Tiermilité de la filse natiop Mata-Code, le politicest page a remain, disposition la suddelle de la Liberté philiphies I pass homestagne ann, francoule De Klerk, et et de Luist, delines Man-

idadigus anti illi diletabellaria, anna trangi speciali dell'alla dell'altrata, peri dell'india dell'altrata dell'altrata

Proce monitoriere in religion afficient philips in an interession of the constant of the const

entretiens
de Mondt

Hora work

7-9 JUILLET

"Votre stratégie financière doit-elle dépendre des hauts et des bas d'un sommet ?"



Sommet du Fuji-Yama, Japon.

PATRICE PONCET, PROFESSEUR DE FINANCES À LA SORBONNE ET À L'ESSEC: "Cette semaine, à Tokyo, les 7 pays les plus industrialisés du monde aborderont les questions cruciales de coordination monétaire et de commerce international. La profondeur de la crise devrait les inciter à donner de nouvelles orientations macro-économiques qui auront des incidences décisives sur les investissements et les stratégies financières des entreprises".

Avec ses contrats de taux et d'indice boursier, le MATIF vous propose une gamme de produits pour vous prémunir contre les aléas d'un environnement économique instable.

POUR TOUTE INFORMATION, CONTACTEZ MATIF SA AU 40 28 81 81



METTEZ UN TERME À VOS INCERTITUDES

Les militants socialistes ont dressé un long réquisitoire contre le bilan de la gauche au pouvoir

Manuel Valls (rocardieo), rapporteur de la commission «bilan»,
s'est étonné, samedi matio, qoa
l'on ait pu parler d'autoflagellation
à propos de ces «états généraux»,
car, a-t-il dit, si la politique menée
par les goovernemeots de gauche
est critiquée par les militants, la
plupart des fédérations estiment
que «le bilan reste positif» et qu'il
« sera réévalué, nvec le temps»,
dans un sens favorable. L'exercice
du pouvoir est jugé avec sévérité, e
indiqué M. Valls, qui, parlant de la
« monarchie présidentlelle», dénoacée par les militants, a été vivement epplandi.

«Transparence, action et contrôle»

Les cabinets ministériels, la part qu'y ont prise les technocrates, ont été, aussi, critiqués, de même que les élus, « arrogants », « coupés des réalités », constituant des « féodalités » par le cumni des mandats. Le conflit des infirmières, en 1989, a été rappelé, au chapitre des comportements goovernemantaux contraires aux valeurs défendues par les socialistes, de mêms que celoi des agents des impôts, la même année, jugé, selon M. Valls, « significatif du mépris et de l'arrogance d'un ministre socialiste » (Miebel Charasse, alors ministre délégué au bndget).

Henri Naliet (Avenir socialiste) e rendu compte de la commissioo a projeta, en relevant ce qu'il e appalé une « claire et rafraîchissante affirmation de notre identité»: laïcité, bumanisme, justica sociale, solidarité. « Nous n'ovons pas régressé dans l'orchaîsme, nous ne sommes pas devenus la caisse de résonance de tous les corporalismes, nous ne nous en remetions pas à quelques solutionsmiracles», a lancé l'ancien ministre de la justice. Il e souligné que les socialistes critiquent « la société capitaliste comme système sociala, sans mettre en cause eles mécanismes du marché ni le progrès jechnique», mais en souhaitant que la loi intervienne pour lotter contre le chômage.

La question des institutions et de la démocratie a été abordée ensuite, le rapporteur insistant sur la demande de revalnrisation du rôle du Parlement et de limitatino du cumul des fonctions électives à un mandat national (député, sénateur un député européco) et un mandat local « sans fonction exécutive», e'est-à-dire conseiller municipal, général ou régional, mais con pas maire, président de eonseil général ni régional. Dans le temps, certains militants estimeot qu'un élu ne devrait pas dépasser deux mandats identiques successive-

Ment.

Alain Bergounioux (rocardien) a rendu compte, ensuite, des travaux de la commissinn « parti », qui avait été, la veille, avec celle du projet, la plus fréquentée. Les militants, a-t-il nbservé, ont eu le sentiment d'evoir été « dépossédés du débat politique réel » au cours des anoées passées. Il e souligné le revendicatinn de « transparence, action et contrôle », formulée par

LYON

de notre bureau régional

Elle s levé son carron jaune, comme lea 2 664 autres délé-

gués qui ont approuvé le repport

générel. Elle dit evnir voté en

«harmonie» evec ae pertielpa-

tion eux « états généraux ». Sté-

phanie Abriel, vingt-deux ena, représentante de l'isère au titre

da « sympathisante », n'adhérera

pas, pas maintenant. Le congrès de l'eutomne n'est pes son effeire : «Je laisse la PS régler

aee comptee à la lumière des cétete généraux ». Après, elle

verra. Mais rien n'est écrit. La

tédaction de son mémoire ve

déjà l'occuper tout l'été. Etudiante en DEA d'études politi-

quaa à Granoble, Stéphenis Àbrial le consecre à la seconde

«Satisfaite» d'avoir accompe-

gné toutes les étapse da cette

de le manière dont ells e pu

bénéficier des règles de désigna-

tion das délégués : «Je auie

jeune, je suis une fille. Si j'avais

génération des harkie.

les militants. Les débats de la commission sur les alliances nnt été résumés par Jean-Luc Mélenchon (Gauche socialiste). « On ne peut parler de stratégie et d'alliances que si l'un sait, d'abord, qui l'un est soi-même», a lancé le sénateur de l'Essoune, en ajoutant qu' « il n'y a pas de sectorisme dans le PS». L'noverture à la anciété lui est apparue comme prioritaire dans les débats et contributions, tandis que « personne ne propose de s'allier avec les centristes». Il en ve de même des écologistes, sachant que leur principe eni gauche ni droite» est, e dans les foits, un renfort apporté à la droite». M. Mélenchon s'est prononcé pour des « assises de la transformatina sociale» à la fin de cette année, afio de rassembler ces différents

alliés traditionnels ou potentiels du

Edwige Avice (Avenir socialiste) a rendu compte, enfin, des travaux de la commission consacrée à la construction européenne et à la politique internationale, en soulignant ootamment l'insistance mise par les militants sur l'Europe sociale et leur plas grands e prudence» quant à l'Europe politique, qu'ils souhaitent renforcer, néanmins, par l'eccroissement des pouvoirs du Parlement de Strasbourg. Les relations evec le tiersmanda ont occupé davantage de place dans la rapport de l'ancien ministre délégué aux affaires étrangères, qui o'e parlé de la Bosnic qu'en passant.

«Rester en colère»

Dans le long débat général qui a suivi, samedi après-midi, les interventions des cinq rapporteurs, me sympathisante des Hauts-de-Seine, Marie-Laure Meyer, est venue dire sa satisfaction d'être devenoe, grâce eux « états généraux », « un peu plus qu'un électeur fidèle». Du reste, dans ce débet, les femmes ont occupé une large place, mais surtout pour regretter le rôle mineur qui leur est jusqu'à présent dévolu dans le parti. e Si nous sommes si nombreuses aujourd'hui, c'est sans doute qu'il n'y o pas d'enjeu de pouvoir », e même relevé l'ooc d'elles, Denise Cacheux (mauroyiste), aocieo député dn Nord, écartée de la candidature par la vote des militants, qui e été saluée – sans doute en guise de compensation – par une longue ovation.

Pendant plus de cinq heures, les critiques sur la place faite sux femmes dans le PS, aux immigrés dans la société, sur le comportement des élus et des dirigeants socialistes pendant les années de pouvoir, nu, encore, la dénonciatino des nauvelles atteintes à la laïcité ont été les thèmes les plos applaudis par les délégués. « Etre de gauche, c'était, et celn doit rester, être en colère », e rappelé le nanveau secrétaire général du Mouvement des jeunes socialistes, Benoît Hamoo (rocardien), an nom de la « génération châmage, génération stata, génération Sarajevo », qui a « cette particulnrité de n'nvoir

été baurette, c'était la totais

pour eux. » Eux, c'ast lea mili-

tanta, qu'slle reepacte, et les

courants, dant elle se moqus.

Elle évoque, en haussant les épsulee, cette pnignée de

fausses cartes des cétats géné-

raux » qui auraient été imprimées

par quelques irréductiblee Dau-

phinoia. Intégrée dans le contin-

gant des febiusiene, Stéphenie Abriel aouligne qu'nn ne lui s

pea donné de coneignes de

vote. De toute msnière, slle ne

les eurait pes respectées. Elle

répète que son strituds n'était

pae ecquise. Si Michel Rocard

avait prononcé un « disenurs de

congrès », elle aurait lâché prise,

meis elle s epprécié e l'image

qu'il a donnée aujourd'hui du PS

à l'extérieur», se montre intéres-

sée pat esa nouvelle façon d'en-

Perce que ses parenta, sans

militer, ont toujnurs été de

gauche, perce que les écoln-

gietee ne teflètent pee les

veleurs euxquellas elle tiant,

comme la latcité, parce qu'enfin

visager le temps partagé ».

connu que la gauche au pouvoir ». Ségolène Royal (deloriste, Deux-Sèvres) a été mal accueillie par une assistance qui lui reprochait, manifestement, les propos souvent sévères qos l'ancien ministre de l'eoviroonement, aujonrd'hui député, avait eus pour le PS.

Après avoir expliqué, dans le calme, qu'il ne fallait pas abandonner le débat sur le libre-échange à la nouvelle majorité, Gilles Martinet (rocardien), ancien ambassadeur à Rome, a provoqué un sursaut de la salle en affirmant qu'il fallait e cesser d'assurer les fins de mois de régimes [africains] corrompus». En toute occasion, ou presque, le retour sur le passé a été un long réquisitoire des militants au sujet de l'exercice do pouvnir : « copitulations successives » face aux tenants de l'eoseignement privé, e valse-hésitation » sur la réductino du temps de travail, « myople » devant l'évolution de la situation internationale.

situation internationale.

Pnur numbre d'intervenants, l'échec de mars 1993 provient de le coupure evec le e mouvement social », sans leqoel, comma l'a affirmé un représentant du secteur entreprises, « aucune loi de gauche ne peut vivre ». « Dans l'opposition, nous summes à gauche et volontaires. Au gouvernement, nous ne sommes plus ni l'un ni l'autre », a regretté Josette Durrien (febiusienne, sénateur des Hautes-Pyrénées). « Lorsque les sections, voire le bureau exécutif, disaient quelque chose, on éinii rejeté dans les cordes », a rappelé Didier Gnillaums (Aveoir socialiste, premier secrétaire de la Drôme). « Les experts odorent lo stabilité monétaire, le libre-échange, le non-interventinnaisme de l'Etnt. Ces dieux-là exigent beaucoup de sacrifices humains: le chômage et l'exclusion », a expliqué Laurence Rossignol (Gauche socialiste, Paris), « Le ne puis considérer que la différence entre la gauche et la droite se résume à une différence de vitesse dans la régression de la proteçtion sociale », e ajouté un médecin des Haots-de-Seine, Pescal Buchet. Allait-on entendre des propos encore plus assassins sur les années écoulées ? Oui, ceux-ci, d'un délégué des Deux-Sèvres: « En douze ans, nous sommes passés de Robert Badinter à Bernard Taple. »

« Rennes, congrès du malheur»

L'un des rares membres du bureau exécutif à intervenir dans le débat, Daniel Percheron, premier secrétaire de la fédération du Pasde-Calais, la plus puissante en France, e déooneé lui-même le congrès de Rennes, en 1990, comme «le congrès du malheur», avant de comparer «l'assemblée de refondation» des «états généraux» de Lyon à la reconstruction de la SFIO au lendemain de la seconde guerre mondiale et à la formation do onuveau Parti socialiste, en 1971, au congrès d'Epinay. M. Percheron e présenté la proposition de sefécération sur le mode de désignetioo des dirigeants du parti, c'est-à-dire le scrutin majoritaire à

son smi l'y invitait, Stéphanle Abrial est ailée faire un tout, un

aoir de septembre dernier, dans

le section Hubert Dubednut de

Grennble, «pour voir comment

les idéee étaient pensées ». Elle

y e rencontré de vieux militants

qui lui not reconté les heures da

gloire d'Hubert Dubednut, quand

eelui-ci incamait, à Grenoble et

eilleurs, le «socialisme nnu-

veau ». Dans la foulée, elle e par-

ricipé eu comhé de aoutien de

Gérald Dulac, candidet eux légis-

letives contre Alain Cerignon

(RPR). Petite main, alle e collé

des enveloppes : « J'étale à

l'aise. Comme moi, Gérald Dulac

n'eppartient pas eu PS. » Elle

n'est pae mécontente que le

maire de Grenoble eit été mis en

bellottage ; « Je me trompe

peut-être, mais la gauche existe

Elle lui semble l'avair eusel

rencontrée ce week-end à Lyon.

«Les choses dites, même les

contradictions, ont été prises en compte, dans la conviviellité. J'ai

peut-être un regard naff, mais ce

Sympathisante, pour voir

ir elle r

national. «On ne convoque pas impunément les « états généraux », a-t-il lencé en se référant à 1789. Si on les rénuit pour conforter son pouvoir, pour renforcer l'ancien pouvoir, alors, on prend le risque de l'aventure. » Avant lui, son homologue de Giroode, Alain Anziani (fabiusien), avait défendo une propositinn signée par Paul Quilès (fabiusien, Tarn) et Clande Fleutiaux (mermazien, Paris), visant à maintenir la réprésentation proportionnelle pour les deux-tiers du

bulletins secrets pour les deux tiers

des membres du futur ennseil

Introspection collective

Cependant, l'heure était davantage à l'introspection collective qu'à la discussion de futures règle de vie commune. Ancien ministre délégué au logement et au cadre de vie, Marie-Noëlle Lienemaun (Gauche socialiste, Essonne) a demandé, dans la perspective des prochaînes échéances, que «le Parti socialiste soli unitaire pour trois, pour les rouges, les roses et les verts ». Pour la grande majorité des délégués, toutefois, la question des alliances était prématurée. Kofi Yamgnane (fabiusien, Finistère), ancien secrétaire d'Etat à l'intégration, e reçu un aimable accueil, en assurant à propos des « lois Pas-qua », que « les idéologies existent encore» et que « lo gauche repré-sente la politique du juste équilibre entre les droits et les devoirs». De même, le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, Martio Malvy (fabiusien, Lot), e porteur d'un message de fer metés, s'est taillé un succès d'estime en rappelant la toute récente offensive des députés du PS contre les propositioos et projets de lois de dernière beure sur l'enseignement privé et les, privatisations.

"Il est clair que passé le ebéc causé par les résultats des élections législatives, les militants socialistes veulent bieo recommencer à en découdre avec la droite, mais pas à n'importe quel prix. Il n'est plus question de faire des promesses ioconsidérées ni de d'en remettre, pieds et poings liés, à une nouvelle direction. Un sympathisant de la Haute-Garonne s'est fait, einsi, proprement hner, lnrsqu'il a réclamé, pour assurer la formation des nouveaux venus, des «tribuns expérimentés ». Le cinquante et unième et dernier orateur inscrit e rappelé, du reste, une fois encore les erreurs passées : « Nous avons failli devenir un parti de grouples, de godillots, de marionnettes. Nou avons failli mourir, parce que nous avions cessé d'être socialistes, e'està-dire acteurs de la transformation sociale », e affirmé Pierre Bourguignon, maire de Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime), rocardien dans une fédératinn à majnrité fabiusienne et député sortant, devancé eo mars dernier, par un candidat

n'est pas grave. » Dans cea journées, sile a été eussi seneible

eux Interventinns sur le eids.

«parca que e'est un vral drame». Elle e epplaudi à la

démnnetretinn de Denies

Cacheux, ancien député du Nord,

sur la piace des femmes dana le

parti. « Avec des formules marrantes, elle a bien expliqué qu'il

falleit noua laisser respirer.»

Mais les revendications de quo-

tsa l'énervent : « Pourquoi pae

alors un quota de launee, un

Sur son badge, Stéphenle

Abrial e rajnuté, à la mein, un

«e» féminin su mot «délégué».

Elle ve le ranger, lee états

cénéraux » annt finis. Des mili-

tants trainent encore dans le

grand hall d'Eurexpo. Le séna-

teur Jean-Luc Mélenchon et quel-

ques-uns de ses amis réveillent.

à pleine valx, un bauquet de

chants révolutionnaires : «Prenez

garde/ v'là le jeune garda...»

Stépheni*e* Abrial reconnaît en

BRUNO CAUSSÉ

ignorer les paroles.

quota d'immigrés...»

P. J. et J.-L. S.

La fin des « états généraux »

«Vous avez pris la parole, elle ne vous sera pas reprise»

déclare Michel Rocard

Lorsque Michel Rocard monte à la tribune, dimanche peu avant midi, l'adhésion des socialistes lui est déjà largement acquise. Il veut dire son n'émotion et son n'honheur, dus à la n'liberté de se dire tout ». « Qui aurait misé là-dessus, voici quelques semaines? Les Français dolvent le savoir : les socialistes sont de retour! » lance le président de la direction nationale du Parti socialiste.

nationale du Parti sociatiste.

Pour ecomprendre le monde et le changer», la gauche est nécessaire, et a cette tâche appelle à la fois une refonte de la société nutour d'une nouvelle vision de l'activité, une autre approche du pouvoir et une modification radicale des rapports entre les forces politiques et les citoyens». Sur le premier point, la place du travail dans la société, M. Rocard observe tout d'abord qu'on appelle couramment e investissement, l'achat d'une machine, et charge, l'embauche d'un salarié». Sans craindre de dérouter son auditoire, il ammonce que l'industrie dévrait connaître la même évolution que l'agriculture, e mais à une échéance plus rapide».

Ce qui est en cause, c'est la redistribution mondiale des richesses.

«Depuls toujours, nous avons été habitués à voir [la richesse] concentrée dans les pays développés, singulièrement en Europe. Et voilà, que d'autres continents deviennent nos concurrents. De quel droit pourrionsnous nous en offusque? Cela nous pose des problèmes? Soit! C'était inévitable, e affirmé Michel Rocard, en proposant comme solution de donner des règles au commerce mondial.

Pour créer des emplnis, il n'y a que trois méthodes: la eméthode Mnjor», qui sacrifie la protection sociale; la «ientation Séguin», faite de protectionnisme; et une troisième, qu'il propose et qui consiste à «créer des emplois à forte valeur ajoutée marchande ou sociale», «Les grands travaux des banlieues», pour remplacer certaines cités par de «vraies villes», la émiension écologique et la redistribution dn temps de travail, selon des modalités très divetses, constituent d'autres pistes pour créer des emplois. Le financement peut en être assuré par des «redéploiements», tels que la maîtrise des dépenses de santé – eabuser de la Sécurité sociale, c'est aussi favoriser le chômage», — la redistribution des gains de productivité et la stabilisation de l'ensemble des revenus. e L'effort n'est pas ce qui décourage les socialistes, dès lors que le progrès et la justice sont dans la perspective», a précisé l'ancien pre-

Europe et dans le monde, s'inscrivent dans cette perspective, au premier rang desqueis les socialistes européens. Afio de réguler le commerce mondial, a expliqué M. Rocard, l'Europe a un rôle à jouer. C'est elle, souvent, qui est à l'arrigine des conventions de l'Organisation internationale du travail sur la protection et les droits des travailleurs. Elle doit désormais s'attacher à les faire respecter. « Cela ne veut pas dire refuser d'importer la production des autres, cela veut dire exporter nos exigences dans le domaine des droits économiques et sociaux de l'hommen, a précisé M. Rocard, sans craindre de aréintroduire le conflit politique dans l'Europe politique ». « Le conflit qui, la dans chacune de nos nations, oppose la gauche à la droite ne disparait pas lorsque le débat devient européen. »

Il faut cependant que d'autres, en

conservateurs de tous bords», il y a place pour e un grand combat de demain, un combat de gauche». «La France n'est jamais si grande que quand elle pense et propose pour l'numanité entière, de la Déclaration des droits de l'homme à lo laïcité, en passant par l'exigence de protection sociale», a déclaré Michel Rocard. Pour mener de telles batailles, encore faut-il modifier les rapports entre les forces politiques et les citoyens. Tirant la leçon des nombreuses critiques émises lors des «états généraux», le nouveau président du PS e affirmé: « Noire responsabilité, première est d'aller vers les Français, et non d'exiger d'eux qu'ils viennent d'abord à nous.» Il a fait à ce sujet trois propositions: la coovocation régulière d' «états généraux» thematiques, une organisation en réseaux autour du PS et la définition de plans d'action ampuelle. Bref, il faut remettre la gauche «dans le sens de la marche».

Pour convaincre les sceptiques, Michel Rocard a lancé cet appet ; e.A. l'lois céloc-lange dis charement qu'ils n'ont pas le droit de préférer le vetrofort de l'opposition au remords du l'pouvoir. Ou lis n'ont pas le droit d'abandonner la France à la droite. » Avant de prendre cet ultime engagement dans la perspective du prochain congrès des socialistes : « Vous avez pris la parole, elle ne vous sera pas reprise. Nous nvons initié une nouvelle manière de faire de la politique. Nous avons été rejoints par des sympathisants. Nous avons ouvert portes et fenêtres. Il ne pourra être question de les refermer. »

A l'émission «7 sur 7»

Nous devons «consolider l'unité du parti»

estime le président de la direction nationale du PS

Invité de l'émission «7 sur 7», dimanche 4 juillet sur TF1, Michel Rocard a estimé que le PS «n besoin de retrouver confirmation de son unité». «Si nous n'arrivons pas à consolider, dans un congrès, l'unité du parti, a-t-il dit, c'est que nous aurons échoué dans la capacité à traduire le veu des «états généraux». Le président de la direction nationale du PS a jugé comme e une pure provocation» la proposition de révision de la loi Falloux. «Pour préparer les prochaines campagnes électorales, faire aguer tout le pays, avec, auprès des maires, des demandes véhémentes, que les maires ne pourront pas satisfaire parce qu'ils n'ont pas d'argent, a-t-il ajouté, quelle belle occasion de

jeter les germes de la dispute scolaire, dans tout le pays, avec la hargne, l'agression. Non, ce n'est pas tolérable n

M. Rocard a reproché d'autre part à M= Veil de commencer par «toxer les assurés» pour rétablir l'équilibre de la Sécurité sociale au lieu s'attaquer à la maîtrise des dépenses de santé. A propos des privatisations, il s'est élevé contre la pratique du etout ou rien» et, ciuant la SNIAS et Air France, s'est dit «inquiet» pour la souveraineté nationale. «Tout dogmatisme est dangereux, a-t-il conclu, c'est aussi vrai quand la droite rallume la guerre scolaire qu'en faisant des privatisations excessives.»

Au «Grand Jury RTL-le Monde»

«L'époque des déchirements internes est derrière nous»

affirme M. Strauss-Kahn

Invité du «Grand Jury RTL-le Monde», dimanche 4 juillet, Dominique Strauss-Kahn, membre du bureau exécutif du PS, ancien ministre, a estimé que «l'èpoque des déchirements Internes (...) est derrière nous». «Michel Rocard est solldement installé à la présidence du PS, a précisé M. Strauss-Kahn. J'ai senti au cours de nos étais généraux la volonté de la très grande majorité (...) de mettre fin. avant tout, à la période chicameries et de travailler ensemble. (...) Pour ce qui concerne l'élection présidentielle, les socialistes choistront, le moment venu, un candidat. (...) De

bonnes raisons laissent à penser que

Invité du «Grand Jury RTI-le ce pourrait être Michel Rocard, mais Monde», dimanche 4 juillet, Domini- on verra blen.»

L'ancien ministre a condamné les récentes mesures de rigueur salariale annoncées par le gouvernement. e Nous vivons une crise de lo demande, et ce n'est pas en restreignant cette demande que les entre-prises trouveront des clients », a-t-il affirmé. Sur les privatisations, M. Strauss-Kalm a reproché au gouvernement de revenir « à la méthode de 1986, c'est-à-dire à la privatisation idéologique, à la liste d'entreprises qu'il faut privatiser, sans tenir compte du fait que certaines d'entre elles sont mieux dans le secteur public».

M. Huchon beet

Rocard a renfo Mautorité

mail cont.

Ra Barriera

تعكناهن الاص

POLITIQUE

numéro deux du PS a affirmé que l'emploi ne doit plus être considéré «comme une simple variable ou un solde, dont l'ajustement permettrait

de réaliser des équilibres purement financiers ou monétaires, fussent ils « esthétiques » pour les journoux

«Le projet des socialistes (...) devra prendre lo forme d'un nau-

veou contrat social, a affirmé

M. Huchon, empêchant l'éclnte-

ment de notre communauté natio-

nale en groupes antagonistes, (...) corporatistes, repliés sur leurs privilèges et sur leurs peurs ou leurs angoisses. La crise porte en germe

l'accroissement des égoismes et le refus de toutes les solidarités. Face

à cette situation, le rôle de l'Etat ne saurait être de rechercher des boucs

émissoires pour les désigner à lo

vindicte : les immigrés assimilés à des délinquants, les chômeurs assi-

milés à des fraudeurs, les alloca-taires du RMI assimilés à des assis-

tés. C'est oinsi que procède la droite, par glissements insidieux,

mais pour nous, socialistes, et plus

encore quand les temps sont diffi-ciles, le rôle de l'Etat, garont de l'Intérèt générol, n'est pas de conforter les égoïsmes, il est de les

« Une donble

méfiance »

Après avoir souligné que les socialistes restent «jondamentale-

ment attachés aux valeurs qui ont fondé l'école de la République et, en premier lieu, ia laïcité», le numéro deux du PS a abordé la question

de la sécurité, pour relever, d'abord, qu'elle apparaissait dans de nombreuses contributions - ce

qui fait « justice de l'insupportable

procès de laxisme » visant les socia-listes – et pour souligner qu'elle est «un devoir d'Etat aussi important que l'éducation et la protection sociale ». Mais s'il s'agit de «cau-tionner l'idéologie sécuritaire du gouvernement actuel, a-t-il dit, nous

n'avons pas changé: la réponse est

An sujet de l'intégration des

tion, M. Huchon a observé la per-

sistance du déhet qu'avait révélé l'affaire des foulards islamiques, à

l'automne 1989, sur la nécessité de

la « société de départ ». Les socia-

la «societe de départ». Les socia-listes sont unanimes, en revanche, pour considérer que « quelle que soit l'origine de leurs parents, les enfants nés sur notre sol et y ayant toujours vécu ont la même identité, sauf choix contraire de leur part ». S'agissant de la construction

S'agissant de la construction euro-

péenne, M. Huchon a affirmé que le but que les socialistes doivent

à la lutte pour l'emploi

sement de Maastricht », ce qui sup-pose de comhier les déficits « péda-

gogique, social et démocratique» de la Communauté et d'envisager des « initiatives de relance économi-

que » en évitant tout « protection-

Il a traité, ensuite, de l'organisa-tion du parti, en observant que « la

période du pouvoir a provoqué ches

les militunis un vérilable malaise, presque un mal-être, (...) qui se tra-duisent par une double mésiance.

vis-à-vis des dirigeants et vis-à-vis

des élus ». Pour ce qui est de la désignation des dirigeants, il a lu

les deux options présentées dans

son rapport écrit : la proposition du Nord et du Pas-de-Calais,

visant à élire un tiers seulement du

conseil national à la représentation

proportionnelle des motions d'orientation, le reste au scrutin

majoritaire à bulletin secret; la

proposition, commune aux ex-jos-pinistes d'Avenir socialistes, à la

Gauche socialiste et aux fabiusiens,

de donner l'avantage à la représen-

tation des courants, en fonction de laquelle seraient désignés deux tiers du conseil national, le tiers restant

étant formé des premiers secré-taires départementaux, élns dans

les fédérations au scrutin majori-

taire, sans le « correctif » propor-

tionnel prévu dans les statuts adop-

Quant aux alliances, le numéro

«J'aurais aimé être des vôtres

pour partager vos réflexions sur le

rôle du socialisme démocratique

aujourd'hui. Je veux vous adres-

ser un salut cordial et solidaire,

einsi que mes vœux cheleureux

que vos débats soient fructueux,

plains de sincérité et de volonté

de conquérir le futur » En venant

tire lui-même à la tribune ce mes-

sage et an laissant planer le doute, jusqu'au bout, sur l'identité de son euteur, Michal Rocard

s'est délibérément livré à una

sorte da facétie. Il s'agissait bien

d'un messaga présidentiel, celui du président du gouvernement

Parmi les cinquante-huit partis

raprésentés aux «états géné-raux», la témoignage de solidanté

du PSOE, récent vainqueur des élections législatives en Espagne,

était, hien sûr, la plus attendu,

avec la discours du aecrétaire

national du Parti démocratique de

espagnol, Falipe Gonzalez.

«J'aurais aimé être des vôtres»

deux a évoqué les « partenaires tra-ditiannels » du PS et « ces parte-

du Parti socialiste à Lyon

Jean-Paul Huchon, second de Michel Rocard et rapporteur dn groupe de travail que présidait Claude Estier (Avenir socialiste), a présenté la synthèse des «états généraux» – contributions vennes de la base et débats de Lyon, – en commencant per souligner que les

commençant par souligner que les socialistes restent, « dons leur immense majorlié», attachés à ce

mot et «à ce qu'il continue à tra-duire d'espoir et d'idéal». Etre

socialiste, a-t-il expliqué, e'est « dis-

tinguer l'économie de marché - le pire système à l'exception de tous

les autres - de la pure logique capi-

taliste». « Plus que jamais, a-t-il continné, le socialisme est, pour

nous, un pari sur l'homme, que nous refusons de voir rabaissé au

rang de simple facteur de produc-tion et livré à des rapports de forces toujours plus défavorables aux plus faibles.»

Sur le bilan de la gauche au pou-

voir, M. Hnchon a souligné, notamment, que « nombre d'entre

nous se sont retrouvés pour regretter

les promesses non tenues, mais, sur-tout, a-t-il dit, le fatt que les gou-

vernants issus de nos ranes n'aient

vernants issus de nos rangs n'aient pas pu expliquer pourquol ils avaient changé de chemin». «Pourtant, a-t-il ajouté, chacun s'accorde à tirer fierté que nui ne puisse plus mettre en doute la capacité des socialistes à assumer dans la durée l'ensemble des responsabilités gou-

vernementales. » Cependant, s'est-il

demandé, « n'avons-nous pas suc-

combé à l'enlisement technocratique, à la dérive monétariste?»

Pour l'ancien directeur du cabi-

net de Michel Rocard à Matigoon,

les deux reproches essentiels por-tent sur les *a manquements à l'éthi-que*» et le chômage. Le premier de

ques et le chanage. Le premier de ces reproches, a-t-il souligné, visc non seulement « les indélicatesses de tel ou tel » et « cette insigne maladresse que fut le vote de la loi d'amnistie » des délits politico-financiers, en jenvier 1990, mais,

aussi, a notre comportement ou pouvoir, une certaine surdité, une certaine arnogance et l'absence d'écoute des dirigeants, élus et gou-

vernants vis-à-vis des militonts comme vis-à-vis des organisations

des milieux associatifs ou des orga-

« Un nouveau

contrat social»

socialistes vise, selon M. Hnchon,

chômage presque la mesure unique

de [leur] action politique future». «Ce qui est en cause, a-t-il dit, c'est

non seulement le travail, mais sa place dans notre vie sociale.» Le

Quant à l'emploi, la réponse des

nisations syndicales».

naires potentiels que sont les écolo-

gistes, à condition qu'ils rompent

clairement avec le « ni gauche, ni

droite, car (...) la balle, a-t-il dit, est

davantage dans leur camp que dans

le notre, mais, dans leur camp, la

mêlée fait rage, et la balle tarde à

sortir/» Il a pris acte, ensuite, du « choix opéré par les dirigeants » ceutristes. Il a relevé, enfin, que la

elarification de la préférence de la

majorité des socialistes pour un

mode de scrutin mixte aux élec-

tions législatives devra être « clari-

fiée » par le congrès d'octobre pro-

Le président de séance, Daniel

Vaillant (Avenir socialiste), ayant

précisé que le vote qu'allaient

émettre les délégués consisterait à

« prendre acie.», ou oon, du rapport

de M. Huchon, la fédération de

Saone-et-Loire a fait connaître, par

un message, son intention de ne

pas prendre part au vote. Claude

Flentiaux, proche de Louis Mer-

maz, a plaidé, face à une salle hos-

tile, pour la même position, tandis

qu'Alain Claeys, au nom des fabiu-

siens, appelait à voter « pour », de

même que Jean-François Merle

(rocardieo), Bernard Auban (Ave-

nir socialiste) et Julien Dray

(Gauche socialiste), 2 665 délégués

ont adopté cette position: 5 ont

voté contre; 29 délégués se sont

abstenus; 111 ont refusé de pren-

la gauche italien (ex-PCI), Achille

Ochetto. Mais, lu par le président

de la direction nationale du PS.

quelquas minutes saulemant

eprès le discours du président de

l'Internationale socialiste, Pierre

Mauroy, ce message a pris une

Evoquant las combats das

aocielistes dans le monde,

M. Mauroy venait de prononcer,

début des «états généraux», la

nom de François Mittarrand,

«l'homme de notre destin». La

salle resta sans réaction. Il fallut

que l'ancien premier ministre l'in-

vita da façon pressante à se

manifaatar - «Vous pouvez

appleudirs - et qu'il évoque «la victoire inoubliable da 1981»,

pour qu'enfin les militants et sym-

pathisants socialistes consentent

à randre hommaga au présidant

çois Mitterrand, laisse réveurs le

Leur intérêt, cependant, n'est pas

de chercher à écraser des adver-

saires qu'il vaut mieux associer que

tenir en lisière. Il n'est pas ques-

tion, à l'inverse, pour le président de la direction nationale de se met-

tre snus la dépendance d'un cou-

rant fondamentalement hostile, en

lui concédant une minorité de blo-

case. Après tout, la fédération du

Pas-de-Calais, dont l'apport à Lau-

rent Fahius avait été décisif en

1990, ne fait plus cause commune

avec lui, et celle des Bouebes-du-

Rhône semble tenir davantsge à

son unité qu'à l'engagement de sa

direction actuelle au côté du

député de Seine-Maritime. La pro-

position de réforme des statuts,

avancée par les fédérations du

Nord et dn Pas-de-Calais, et dnnt

Michel Rocard devait rediscreter

avec Pierre Mauroy lundi, peut

séduire d'autres « cadres intermé-

diaires» et beaucoup de militants.

Qu'elle recueille une forte audience

dans les votes pour le congrès d'oc-

tobre, et il sera difficile à la direc-

listes, jouant au profit de Michel

Rocard, permet à eelui-ci d'être

maître du jeu, mais dans un parti

qui, quoi qu'en aient dit les délé-

gués de Lyon, doute de lui-même. Si les élections cantonales partielles

semblent indiquer que le PS com-

mence à retrouver, dans l'apposi-

tion, sa fonction de rassemblement des mécontents au second tour, ses

dirigeants ne peuvent ignorer que

ce phénomène signifie, aussi, sim-

plement, qu'un parti affaihli et tiré vers la contestation fait moins peur

et suscite moins d'antipathie que

lorsqn'il est au pouvoir. Ils ne sau-

tion de ne pas en tenir compte. Le réflexe de survie des socia-

maire de Conflans et ses amis.

de la République.

pour la première fois dapuis la

résonance assez particulière.

A l'occasion du passage du cap des cent premiers jours de son gouvernement, Edouard Balledur était, dimanche 4 juillet, l'invité de « l'Heure de vérité » sur France 2. Il e ennoncé qu'il espérait mettre fin à «l'aggravation du chômage à la fin de l'annee . Cet enniverseire éteit eussi fêté, lundi 5 juillet à l'Assemblée nationale, où le premier ministre devait faire face à sa première motion de censure. Les rapports de forces eu Palais-Bourbon ne leiesent eucun espoir eux socialistes et aux communistes, qui ont dépose cette motion en réplique e l'engagement de responsabilité du gouvernement sur le projet de loi l'autorisant à privatiser vingt et une entreprises du secteur

S'il est une critique qu'Edouard Balladur ne supporte pas, c'est celle de manquer de «cohèrence».
Manifestement le seul message
qu'il tenait absolument à faire passer, dimanche 4 juillet à «L'heure
de vérité», est la logique qui soustend l'action de son gonvernement depuis cent jours qu'il est en place. « Lorque nous sommes prrivés ou mois d'avril. a-t-il expliqué, nous ovions deux objectifs : redresser les comptes de l'Etat et de la Sécurité sociale et relancer l'activité et l'emploi. Nous l'avons fait en deux phases. Première phase, fondée sur le redressement finoncier et lo seconde fondée sur la relance de l'activité et de l'emploi. J'al dit o ce moment-là: lautes ces mesures moment-la: l'autes ces mesures seront efficaces, utiles et utilisables autour de la mi-juillet, parce que le Parlement n'o pas fini de les voter. A la fin du mois d'août, toute cette nouvelle politique va pouvoir entrer dans les faits. C'est en cecl que j'ai parlé d'un souffle nouveau à partir du mois de septembre, où l'on verra mois o près mole et cette politique

au mois de septembre, ou l'on verra mois oprès mois si cette politique produit ses effeis. Et je dis : il faut se donner quelques mois. Autour de décembre, janvier nous verrons bien les effets de jout celo. Et nous verrons bien s'il fout aller plus loin L'objectif premier est, hien entendu, l'emploi qui « est au cœur de [sa] politique : le premier ministre espère d'ailleurs « pouvoir arrêter l'aggravation du chômage à lo fin de l'année ». D'abord grâce aux 63 milliards de francs, financés par des économies hudgétaires et par l'emprunt, déjà consacrés à « la relance de l'économie v. Ensuite par l'utilisation de ce que pourrait rapporter cet emprunt au-delà des 40 milliards prévus, « ce qui démontrerait lo confiance des Frandemonterati lo confiance des Fran-cals ». Enfin par une haisse des impôts qu'il n'exclut pas de faire figurer dans le budget pour 1994 : «Nous verrons quels impôts il faut baisser pour favoriser l'activité, par exemple la charge qui pèse sur les entreprises en matlère de cotisa-tions familiales. » Mais comme on lui demandait si ce pouvait être

ministre a répondu : « Exacte-

La cohésion de son gouverne-ment est aussi une des fiertés de M. Balladur. Revenant sur le vote par l'Assemblée natinnale de l'amendement Marsaud» au projet sur les conditions de séjour en France des étrangers, le premier ministre a explique que le projet soumis au Parlement par le gouvertout cas, pour préserver cette cohé-sion, M. Balladur a redit son sou-hait qu'il n'y ait qu'une liste de la tions enropéennes, mais il a confirmé que, pour conduire celle-ci, « il fnudro trouver quel*au'un d'autre* » que lui.

Une cohabitation

par 42 vint. Contro 20 et 3 austritions, le plan régional préparé depuis
plusieurs mnis par Paul Masson,
sénateur RPR du Loiret, avec le soutien de la majorité UPF. Au vote
bostile du PC, dn PS et des écologistes, s'est ajnuté celui dn Front
national, dont les onae voix ont été
décisiure — (Carreen) décisives. - (Corresp.)

□ Philippe Vasseur invite ses amis à se montrer «solidaires» de M. Balladur. - Philippe Vasseur, secrélaire général du Parti républicain, a invité sitif répressif et discriminatoire du ses amis, jeudi 1º juillet, à soutenir le gouvernement à l'égard des immi-

gonvernement, au moment où gres».

majorité lors des prochaines élec-

«tout à fait» convenable

trop vite ». Toujours ce souci de la sincérité...

de DANIEL SCHNEIDERMANN

celui-ci «se trouve exposé nux doutes,

voire aux attaques d'une partie de

ceux qui sont censes le soutenir».

«Autant nous avons le devoir de pro-poser, ajoute M. Vasseur, autant nous

n'avons pas le droit de nous opposer.

Nous avons été élus en toute connais

sance de cause, conscients des difficul

estimé, dimanehe 4 juillet sur Radio-I, que le gouvernement devrait «mieux écouter sa majorité». « Nous n'avons pas été assez bien écoutés,

a-t-il regretté. C'est dommage. Le

gouvernement n'a pas assez accepté que plusieurs de ses textes soient suffi-samment amendés par les parlemen-

☐ Laurent Cathala (PS, Val-de-

lui demandait si ce pouvait être aussi une baisse de l'impôt sur le

C Centre: le plan réginnal est repoussé. – Le conseil réginnal du Centre a repoussé, samedi 3 juillet, d'un programme de redressement. Alors halte à l'autoflagellation!»

«rupture avec la gestion précédente».

– Jacques Chirac s'est félieité, dimanche 4 jnillet à Rambouillet (Yvelines), que « s'ouvre pour la France une période nouvelle qui marque une rupture avec la gestion précé-dente». « Notre pays est à nouveau gouverné». a indiqué le président du RPR qui participait à une sète orga-nisée par Gérard Larcher, sénateur et maire (RPR) de Rambouillet. « Dans un contexte aussi difficile que le contexte actuel, il faut du temps pour obtenir des résultats», a dit M. Chi-rac, qui s'est déclaré « en parfaite hormonie ovec les premières mesures» du gouvernement en matière d'aménagement du territoire. Il s'est félicité que « l'emploi [soit] redevenu, nu-delà des slogans et des

nement avait été le fruit d'un arbitrage qu'il avait personnellement rendu, et qu'il ne fallait pas «transformer» en «incident person-nel» les désaccords qui avaient pu apparaître entre Simone Veil et Pierre Méhaignerie d'un côté, Charles Pasqua de l'autre. Il a contrairement à son ministre de la justice, les nombreuses déclarations du procureur de Valenciennes. En

gouverne comme il l'entend, puis-que le premier ministre a confirmé que la cobabitation avec le prési-dent de la République « se déroule tout à fait convenablement ». Certes devant le refus de M. Mitterrand d'inscrire la proposition de loi réformant «la loi Falloux» à l'ordre du jour de la session extraordinaire, car pour lui cette modifica-tion « n'est pas un facteur de division». Mais s'il a insisté sur l'inflexion que son gouvernement avait introduite dans la politique avait introduite dans la politique de la France en Bosnie et dans les négociations du GATT, expliquant notamment qu'il souhaitait que « l'Europe olt de bonnes relotions avec les Etais-Unis », mais « dans le respect de l'égalité et de lo dignité de checute » » il chet dis persuadé de chocun » », il s'est dit persuade de la «cohérence» de la position que la France défendrait à Tokyo et assuré qu'il n'y evait pas de désaccord entre lui et le chef de

Enfin, interrogé sur les «états généraux» du PS, M. Balladur a déclaré : « Il y n des électeurs socialistes qui ont été déçus et dont je respecte les convictions. Ils veulent nrriver à créer quelque chose qui corresponde mieux à leurs convic-tions. Eh bien c'est parfait. (...) Je souhaite que ceux qui, en France, sont des sociolistes convoincus soient un jour représentés par un porti dans lequel ils se reconnois-sent. Il y va de la santé de la démocratie. » Même si le premier minis-tre ne demande pas que « ça aille

> THIERRY BRÉHIER Lire également la chronique

assuré que son gnuvernement était «diversifié pour représenter la plus grande partie des Français». Cela ne l'a pas empêché de regretter.

l'Etat sur le dossier des essais

revenu des particuliers, le premier

par 42 vnix contre 32 et 3 absten-

U Jacques Chirac se félicite de le «rupture avec la gestion précédente».

— Jacques Chirac s'est félicité, porte-parole du Parti républicain, a propos de campagne, la véritable prio-

Marne) ne votera pas la motion de censure. – Laurent Cathala (PS, Val-de-Marne), a indiqué, samedi 3 juillet, qu'il « ne votera pas la motion de censure» déposée par les groupes PS et PC ainsi que des députés du groupe République et Liberté (ex non-inscrits) en réponse à l'engage-ment de responsabilité du gouverne-ment sur le projet de loi de privatisa-tion. M. Cathala reproche eu texte de la motion de censure de ne comporter « aucune condamnation du dispo-

La fin des « états générale Fone avez pris la parole,

vous sera pas reprise déclare Michel Rocard

fi faut expendent car Barope et dans dans cette per prince pient. Aim de rapide de mondiel. A capital de la capital d rope a un role souvent, qui en conveniens de l'Organis es les drois de desorthans software and pecter. « Com ra

dues le domaire
ques et sociative
esse M. Bocard
e reintroducte
l'Europe position Contre el ante e commence americaleuri de la local

disce pour en area de discensir, un contrat de discensir, un contrat de discensir d droits de l'airme : : := Pour mener de transmisse based modifier de terrore m forces politicare et a m Tienest in legion or toming biques emises are an emi MONEY IN DESIGNATION THE SECOND miles est dans of the non d'existe de la la la tions proposition in the requirement of a control of the control o

mentine in pastor - 2016 Pour contra tor in test bei Rocking and de a migitatent une dispersant de esternir de la Mercerol sociale, ficulture de chilanouge ». In more des species de producta-lasfollomicas, de l'internitate un la l'ifficer a'uni prin ce que l'des migitalistes, elle èses que l'air le facilité nord direct le pri, le justices l'incises prepep to party at feneure

A l'emission « ? sur . -

devens « consolider l'unité du par e le président de la direction matiente de

M. Rocald a track life

mote.

manufacture of the state of the

Section 1997

A STATE OF THE STA

de l'increment » 7 mg ... gans hould be for the control of the d miles are TF1. Michael mand and it PS of become the same almostrate par à A Men Very Commence of the dien sie megets. Danie de de aune di din vient que nome durents le lons de emphablis à sendador le or is become built to the mad a easure gracemes » La prés-le diseasure dallacente de PS maistre » sur face pronocce a PAI CALL Art Trates to be passe were despote des that disconnection which decimals

Call the factor of the same of MARINE ME PURPOSED POR MINE THE RESERVE ASSESSED AND ADDRESS. me, made the property of As . Grand Jury RTL to Vice poque des déchirements intens est derrière nous "

affirme M. Strauss Korr the Labor member du Man a party sent

Report Comments (Act of the comments) (Act o

District A proper ve-

MARKET FIRST

The or Queents Porty HTL-by Property & State Property & State Property & State Property & State Property State Lancer Comment the same of the sa The second secon The state of the s A North

son autorité Suite de la première page

M. Rocard a renforcé

Cependant, comme il l'a expliqué lui-même, sans parti en nrdre de marche, pas de candidature vialle à l'Elysée. Jacques Chirac, après sa défaite de 1988, était allé jusqu'à antoriser l'expression de la contestation dint il était la eihle, au RPR, afin d'empècher que celni-ci ne se fragmente: plutôt risquer son «image», afin de préserver l'outil d'une victoire possible, qu'affaiblir l'outil pour conserver intact un statut de «présidentiable» qui pourrait bien, alors, rester théorique. Cependant, comme il l'a expliqué rait bien, alors, rester théorique. Il n'empêche que vnir Miehel Rocard actionner la démagogie militante à son profit, l'entendre affirmer, en conclusion du jeu de massacre de la gauche de gouverne-ment auquel les assises de Lyon venaient de se livrer : « Tout ce que exprimé par les militants socialistes est loin de lui incomber.

Aussi le silence du président de la République, répondant à celui des délégués de Lyon lorsque son nom a été cité, ne gêne-t-il pas l'ancien premier ministre. Au contraire, il l'arrange, comme l'ont servi, aussi, les cent onze voix, sur deux mille huit cents, rénnies par les proches du chef de l'Etat -Louis Mermaz, Roland Dumas refusant de « prendre acte » du tra-vail accompli aux états généraux.

Dans une assemblée par définition moins contrôlée que ne l'aurait été un congrès, Michel Rocard et ses amis ponyaient craindre le chahut et une régression accélérée du PS, précipité dans un marécage

pataugent les Verts. Un délégue de l'Allier, monté à la tribune, des l'ouverture de la réunion, pour en contester l'organisation et revendiquer la mise en place d'un bureau élu par l'assistance souveraine, a essuyé des sifflets rassurants pour la direction du parti, mais cela ne suffisait pas à garantir que d'autres initiatives, pareillement inspirées et plus élaborées, ne réussiraient pas

à faire tanguer les assises. La révolution anti-« écuries présidentielles», prêchée par les diri-geants dn Nord et du Pas-de-Ca-lais, pouvait ouvrir les vannes de l'ivresse « basiste ». Heureusement pour Miehel Rocard, les courants ont la vie dure, et les délégués se sont sagement pliés à la répartition des temps de parole entre ces clans

du congrès

C'est dans ce jeu classique que se prépare, à présent, la réunion du comité directeur qui, le 7 juillet, doit fixer les règles d'organisation du congrès d'netobre. Michel Rocard a besoin d'nne majorité rocardiens, au congrès de Valence, du genre de celui dans lequel opposés deux ans plus lôt à Fran-

en 1981, pour les punir de s'être

raient s'en contenter. PATRICK JARREAU

vous avez dit, tout ce que vous avez exprimé, tout cela, je le porterai », était à peu près aussi surprenant qu'une manifestation laïque emme-née par le président de la conférence épiscopale. Le silence du président de la République

Le rapport présenté en conclusion des travaux par Jean-Paul Huchon, ancien directeur du cabinet de Matignon, est un morcean d'anthologie pénitentielle. «Amer constat», a-t-il dit en battant sa coulpe devant un militant qui lui avait écrit personnellement pour reprocher aux ministres socialistes et à leurs collaborateurs de ne pas

s'être mis à l'écoute de la «base»

quand ils avaient la responsabilité dn pays. Le président de la direction

nationale dn PS et ses amis peu-vent compter, cependant, sur deux etouts, qui ne sont pas étrangers l'un à l'antre. D'abord, le dernier mot sur nne certaine « culture de gouvernement » des socialistes au pouvoir a été dit, tragiquement, il y a deux mois, par Pierre Bérégovoy. Ensuite, Michel Rocard, écarté de Matignon en mai 1991 et constamment attaqué par ceux qui se réclament de mittarrandieme se réclament du mitterrandisme, n'a certes pas un bilan gonverne-mental personnel dont il puisse se glorifier - il en a même fait l'« antocritique » deux semaines avant la réunion de Lyon –, mais il peut faire valoir que la responsabi-lité principale du ressentimen!

qu'il maîtrise. Laurent Fabius et ses amis, qui affirmaient compter 30 % des délégués à Lyon, nnt néanmoins écarté l'idée de s'inscrire en faux contre la rénovatioo entreprise depuis trois mois et de se présenter au congrès en adversaires de l'ancien premier ministre. Ils comptent, en échange, obtenir le maintien de leurs positions dans le parti. Paul Quilès, leur coordinateur, n'a pas hésité à dire à Michel Rocard que «la réduction administrative n'est pas une bonne chose ». La formule venant de celui qui avait pratiqué la «réduction» en question à l'encontre des

hnnnis mais, jusqu'à nouvel nrdre, irremplaçables. La préparation

POLITIQUE

Trois élections cantonales partielles

Le PS perd un siège

A l'issue des trois seconda tours des élections cantonales partielles orgenisés dimenche 4 juillet, le PS perd un siège au profit du RPR dans les Pyrénées-Atlentiques. La mejorité conserve les deux autres sièges,

MEUSE : canton de Gondrecourt-le-Château (2º tour). I., 3914; V., 2470; A., 36,89 %; E., 2386.

Alain Cereda, UDF-PR, 972 (40,74 %) ELU. Daniel Lhuillier, div. g., 806 (33,78 %);

Gondrecourt, 608 (25,48 %).

[Alain Cereda, UDF-PR, remporte cette triangulaire à l'Issue de laquelle il devance de sept points le candidat divers gauche Daniel Limiliar qui n'est pas parvann à conserver le potential de voix de gauche du premier tour. Son électine a également été permise par l'incapacité de aon concerrent de droite Michel Paul (ppp. UDF), prémier adjoint au maire de Gondrecourt-le-Château, André Droitcourt (UDF-PP), démissionnaire du conseil général, à améliorer son score du premier tour. M. Droitcourt e'étnit démis de son mandat parce qu'il était éteint par la législation sor le cumul des mandats depuis sa réceute élection à l'Assemblée nationale.

27 juin 1993 : L. 3 925 ; V., 2 253 ; A., 42,59 %; E., 2 186.

RPR. 3 083 (49.79 %).1 VOSGES : centon de Chât PYRÉNÉES-ATLANTIQUES :

1., 10 809; V., 4 289; A., 60,32 %; E., 3 994. Jean-Pierre Florentin, RPR, m. Châtenois, 1 503 (50,38 %) ELU. Jamin Habib, PS, adj. m. de Pau, 760 (44,06 %).

Christian Prévot, div. g., d'Houécourt, 1 480 (49,61 %).

[Jean-Pierre Florentin, damphin de Jean Virot, maire et conseiller général RPR de Châtenois, décédé récemment, l'emporte de justance, avec vingt-trois voix d'avance, sur Christian Prévot. Après avoir succédé le 23 juin à Jean Virot à la tête de la commune de Châtenois, Jean-Pierre Florentia le remplace donc contine conseiller général avec un souve qui rappelle celui de son prédécesseur lors du denclaine tour I 760 (44,00 %).

[Gaston Prieu, qui avait par trois fois échoos — in darabère fois en 1992 de vingt-ciaq voix — devant René Cazenave, conseiller général socialiste récemment décédé, e fini par l'emperter. Arrivé iargoment en tête au premier tour, le candidat de la majorité e bénéficié de la mellieure mobilisation des électeurs. Il e asset récupéré les voix qui s'étaient parties au premier rour sur le docteur Vergues, cundidat conan pour ses idées centristes. Jamin Habib, le représentant du PS, a'a pa résuir sur son nom toutes les voix de l'ancient conseiller général socialiste, lequel n'avait pas toujaurs entretem les mélleures relations avec son consin, le député castellier à adoit l'aburde meine de Pou

COMMUNICATION

En conclusion de ses travaux au Sénat

La mission Laffitte préconise de renforcer la production et la diffusion de programmes éducatifs

La mission d'information du offertes, les sénateurs souhailent Sénat sur la télévision éducative remettre cette semaine ses conclusions au président de cette assem-blée, René Monory, en premier ministre, Edouard Balladur, et au ministre de la communication, Alain Carignon. Les orientations défendues par les sénateurs sont

La mission présidée par Pierre Laffitte, sénateur des Alpes-Maritimes, membre du groupe du Ras-semblement démocratique et européen, précooise de favorises l'émergence d'une industris de programmes tout en développant les moyens de diffusion.

Concernant la diffusion d'émissions à vocation éducative, les parlementaires considèrent que la troisième chaîne et la partie de la cinquième chaîne actuellement disponible - «l'avant-ARTE» devraient être les principaux vecteurs utilisés. Les programmes dits de « service publie », comma la lutte contre l'illettrisme, l'information sur les formetions et les métiers, l'instruction civique, l'in-tégration, les émissions grand public, pourraient être ainsi natu-rellement insérés sur ces réseaux

Afin d'informer les téléspecta-teurs sur les possibilités ainsi

que toutes les chaînes hertziennes nationales, publiques comme pri-vées, se voient imposer l'annonce de ces programmes durant une durée limitée, trois minutes par jour à une heure de grande écoute

Ces annonces permettraient de sensibiliser un public qui ne choi-sirait pas, n priori, de regarder une chaîne spécifiquement éducative. Enfin, les membres de la mission recommandent la diffusion d'enseignements plus spécialisés sur d'antrea réseaux, comme des chaînes câblées, à péage, ou néces-sitant l'emploi de matériel multi-

Un coût à chiffrer

Le deuxième axe de réflexion de la mission sénatoriale concerne la prodoction. Pour ses membres toute ambition en matière de télévision éducative ne pourra être etteinte que si une véritable indus-trie des programmes voit le jour.

La faiblesse de la France en ce domaine est en effet flagrante. Les sénateurs o'hésitent pas à recommander une forte intervention de l'Etat, l'ensemble des ministères concernés (éducation nationale, ensaignement supérient et

recherche, travail, ville...) pouvant participer à la mise en place d'une filière de production de poids important. Les collectivités locales, qui interviennent déjà dans ce secteur, pourraient y être associées ainsi que les entreprises.

13 1 -- 1

MF 113 1- 24

F. 15 . 4 . 1 . W

Enfin, déplorant le manque de cohérence et la dispersion des intervenants, la mission senatoriale prône la création d'une fondation, organisme fédérateur composé d'no haut conseil dont les membres seraient à la fois compé-

Cette fondation pourrait devenir le lieu de rencontre entre le monde de l'audiovisuel et celui de la production. Elle pourrait déterminer quels types de programmes serail susceptible de recevoir un financement public et d'intervenir dans la gestion du réseau demeure en partie vacant depnis la disparition de la Cinq.

Reste toutefois à chiffrer le coût de ces différentes mesures et surtout, pour les membres de la missioo d'informatioo sor la télévision éducative mise en place en décembre 1992, à trouver une volonté politique forte au sein du

MICHÈLE AULAGNON

Après une fraude aux élections législatives

n'avait pas toujuars estractem les mail-leures relations avec son cousia, le député socialiste André Labarrère, unaire de Pau. Gaston Prieu va rejeindre les rangs déjà largement majoritaires de la droite au couseli général des Pyrénées-Allantiques, en confortant la position du RPR qui n'est plus qu'à un siège (seize coutre dix-sept) de PUDF.

Le maire d'un village des Hautes-Pyrénées a été mis en examen

de notre correspondent Le maire du village de Vieille-Aure, conseiller général de ce canton montagnard des Hautes-Pyréoées, Jean Mouniq (divers gauche), a été mis en examen pour fraude électo-rale et placé sous contrôle judiciaire, la mille la mille que la secréjeudi 14. jauliet; ainsi que la secré-taire de mairie, Josiace Cleutat. M. Monniq et dix de ses proches. adjoints, conseillers munic scrutateurs au second tour des élecavaient été placés en garde à vue, le 29 juin, par un juge d'instruction de Tarbes. Cette garde à vue avail été prolongée, mercredi 30 juin, pour le maire et quatre de ses conseillers, tandis que les six autres personnes étaient remises en liberté après inter-

L'affaire remonte au 28 mars. Ce jour-là, ovec 287 votants, soil 84,41 % de ses 340 inscrits, la petite commune avail frisé le record natio-nal de participation au scrutin. Les habitants du village s'étaient inquié-tés de cette mobilisation, d'autani plus qu'an premier tour le taux de participation avait déjà attein le

1959. Michel Meurice-Boka-

nowski e été mis en minorité

par son conseil municipal,

lundi 28 juin, à l'occasion du

vote du compte edministratif

1992. Une étapa de plus dans

la différend qui l'oppose à

Frantz Telttinger, nouveeu

député (epp. RPR) de le cir-

conscription, qui souhaite s'as-

seoir dans son fauteuil le plus

Rien ne va plus antre Michal

Maurica-9okanowski, quarra-

vingt-un ans, maire d'Asnièrea

(Hauts-de-Seinel depuis 1959, sénaleur RPR, el Frantz Taittin-

ger, quarante-deux ans, élu en 1999 sur sa liste et député (app.

RPR) da la eireonseription

depuis mars demier. Une affaire

qui remonte à 1999, où, en

constituant sa lieta, le malre

d'Aenières eveir feit eppel à

Frantz Taittinger et lui avait indi-

qué, comms à ses autres colis-

tiers, qu'il avait l'intention de

céder sa place en 1992 à celui

qu'il présentait comme son dau-

phin, son premier adjoint chargé

des finances et da l'urbaniema,

Yves Comic (RPR). Mais e'est

sur le dossier de l'urbanisme que

les premièras diesansions es

firent jour au sein du conseil. En

tôt possible.

seuil de 65 %... Même si l'enjeu était de taille dans la première circons-cription de Bagnères-Lannemezan,

cription de Bagnères-Lannemezan, certains observateurs s'étaient étonnés d'un tel civisme, qui ne correspondait pas aux habitudes des électeurs de Vieille-Aure.

Le député sortant, Pierre Forgues (PS), paraissait en difficulté avec 29,77 % des suffrages au premier tour, derrière Gérard Trémège (UDF-PR), qui en avait obtenu 30,34 % malgré la concurrence d'un candidat du RPR. Cela suffisait-il à expliquer le zèle apparent des mon-tagnards de Vieille-Aure? Poussant leurs investigations, des habitants du village, qui s'étaient abstenus au second tour, oot été surpris de constater que le registre d'émargement evail été contresigné à leur

Le score de M. Forgues est passé de cinquante-quatre à cent cinquante-six voix, d'un tour à l'eutre, dans le village, mais ces bulletins, vraisemblablement frauduleux, o'ont pas empêché l'élection de M. Trémège. Si le couveau député n'avait pas déposé de secous au capacité d'ence de passing au chape de la contra de puté de la contra de la co pas déposé de recours suprès du Conseil constitutionnel, en revanche,

Le maire d'Asnières mis en minorité par son conseil municipal

Les ambitions de Frantz Taittinger

1991, lors d'une séance particulièrement houleuse, et après una

cempagne da pétitione dans la

ville eur un projet de ZAC, une partie des élus, avec à leur tâte

Frentz Taittinger, aveit mie la maire en minorité. Yves Cornle

evait alors élé contraint de

démissionner et, du même coup, Michel Maurice-Bokanowski déci-

dait de conserver son elège jus-qu'à la fin de eon mandat, en

En mars demier, Frantz Taittin-

ger décidait de se présenter aux

électiona législativas, soua l'éti-

quatte divers droite, fece à

Georges Tranchani (RPR), député de la elreonscription depuis 1979. Il était élu au second tour,

avec 57,01 % des suffrages,

devançant son edverseire de

près de cinq mille voix sur la

aaule viile d'Asnières. Selon

Frantz Teittinger, en votant à

62,95 % pour lui, les Asniérois

ont souhaité qu'il devienne le

meire de le ville en 1995. Ce

n'est pas l'avis da Michel Mau-

rice-Bokanowski, qui pense que

«Frantz Takttinger e été élu car il

aveit en face pire candidat que

luis - candidat qu'il souteneit

pourtant seu nom de la fidélité

C'est au nom de cette même

ediscipline» que le 29 mars, au lendamain du second tour des

il s'était associé à la plainte déposée contre X..., début mai, au tribunal de grande instance de Tarbes, par le candidat écologiste, Michel Geoffre (Génératioo Écologie), conseiller régiocal de Midi-Pyrécées, pour manœuvres électorales frauduleuses.

L'affaire pourrait n'être qu'une pantalonnede politique, si elle ne s'était produite deus la commune de Jean Mouniq, vice-président du conseil général, président de Tonrisme-Envirocoement, homme influent au pied des Pyrénées. Président du bureau de vote, il ne s'expliquait pas cette fraude et ne voulail pas endosser la responsabilité civile de cette manipulation, qui ponvait le déstabiliser. Il rappelait qu'il s'était désolidarisé du candidat socialiste, en lni déniant, dans les journaux locaux, lout soutien de sa part. Cette fraude ne remet pas en question l'élection de M. Trémège, mais elle pourrait, si elle était confir-mée, aboutir à la déchéance du maire de Vicille-Aure de tous ses mandats et à la privation de ses droits civiques.

JEAN-JACQUES ROLLAT

Frantz Taittingar s'epparente au

groupa RPR de l'Assemblée

nationale. Le soir même, lore

d'une séance du conseil munici-

pel, le budgat de le commune

étalt voté in extremia, Frantz

Taittinger et ees emis décidant

de ne pae le bloquer. La hache

de guerra n'en était pee pour

autant enterrée et Frantz Taittin-

ger multipliait ses attaques con-

tre la gestion de Michel Maurice-

Bokanowski. Lundi soir, la

compte administratif de l'année

1992 était refusé par vingt et

une voix contre quatorze, les six

élus socialistes e'étant abstenus. ell faut penser à l'avenir de la

lle, affirma Frantz Taittinger.

Michel Maurice-Bokanowski a fait

son temps, il ne faut pas atten-

dre 1995. » Le vote du prochain

budget da la commune pourrait

la querre que se livrent les deux

hommes. Frantz Talttinger ne

caehant pas son intention de

mettre de nouveau le meire en

minorité. En attendant, c'ast la

cour régionala des comptes, sai-

aie par le préfet, qui devra don-

ner son evis sur le gestion de la

JEAN-CLAUDE PIERRETTE

rquer una étape décisive dans

Les comptes du quotidien en 1992

«Libération» a enregistré une chute sans précédent de ses ressources publicitaires

La récession publicitaire n'a pas épargné Libération en 1992, puisque les récettes provenant de la publicité et des petites annonces ont chuté de 17,1 %, seloo les comptes que publie le quotidien dans son éditioo du 5 juillet. Une «chute sans précédent Junier. One «crune sans precedent dans l'histoire du journal», commente Jean-Louis Péninou, directeur général. Avec uné diffusion payée de 160 077 exemplaires (- 4,1 %), selon Diffusion contrôle OJD (Office de justification de la diffusion) qui se traduit par un recal de 0,4 % sur le chiffre d'affaire a menta la chiffre d'affaire a menta la chiffre chiffre d'affaires « vente », le chiffre d'affaires global de l'année 1992 (406,2 millions de francs) e baissé

Le poids que constitue la diffusion par rapport à la publicité dans le chiffre d'affaires (67 % contre 25 %, la vente de droits et l'activité des filiales, dont la télématique) ont permis d'éviler le pire. De même out joué des efforts accomplis en matière d'amélioration des frais de fonctionnement et de ceux de le rédaction, renforcés par la baisse du coût du papier, par l'arrêt de Lyon-Libération et par l'augmentation du prix de vente, porté à 6 francs. Ainsi Libération at-il pu terminer 1992 avec un bénéfice de 1,036 million.

Tout en soulignant que * 1993 ne se présente pas sous des auspices plus riants » compte-tenu des coûts de fabrication et de distribution de la presse quotidienne et de la faiblesse conjoncturelle des investissements publicitaires dans la presse, Jean-Louis Péninou estime que les raisons de fond de la crise des quotidiens sont «dans une qualité insuffisante de l'offre présentée aux lecteurs». Une nouvelle formule de Libération est en préparation pour le début 1994. Elle aura été précédée de multiples réunions durant l'été et à l'automne.

A la suite d'une plainte de Belgrade contre le batean-radio

M. Kouchner demande à M. Juppé d'aider le « Droit-de-parole »

Bernard Koochner a réclamé, jeudi la juillet, la levée de l'interdiction d'émettre signifiée par l'Union internationale des télécommunications (UIT), sur plainte de Belgrade, au bateau Droit-de-parole, qui émettait depuis l'Adriatique vers l'ex-Yougoslavie, et d a demandé à la France de lui accorder la protection de son pavillon. tion de son pavillon.

L'ancien ministre de la santé et de l'action bumanitaire s'exprimait au cours d'une conférence de presse organisée par l'association Droit de parole pour protester contre cette interdiction visant à contraindre son bateau-radio à mettre fin à ses émissions, commencées le 7 avril.

M. Kouchner a affirmé que le M. Kouchner a affirmé que le soutien financier de 2 millions de francs qu'il avail lui-même promis au bateau lorsqu'il était au gouvernement était «bloqué indûment et immoralement au Quai d'Orsay, ce qui, a-t-il dit, est inadmissible». Il a demandé au ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, «d'assurer la continuité de la République ou d'expliquer pourquoi ces 2 millions sont bloqués, endommogeant le fonc-

tionnement de ce bateau et ne permettant pas à son message de paix

«En quoi ce que j'ai promis est-il dommageable pour la politique de la France, qui par ailleurs n fuit tant, et beaucoup plus, et pas assez?», a demandé Bernard Kouchner en revendiquant pour le bateau e le droit d'ingérence de la parole».

S'étonnant que l'UIT continue d'accorder crédit à Belgrade, les responsables de l'opération « Droit de parole» se sont déclarés « scandali-sés » par l'interdiction d'émettre ses par l'interdiction d'emettre signifiée à leur batean, qui naviguait sous pavillon de Saint-Vincent (Petites Antilles), faute d'evoir pu obtenir celni de la France, et qui diffusait «des informations objectives et des messages famillaux». Ils ont demande au secrétaire général des Nations unies d'intervenir auprès de l'UIT afin que la déclaration de recevabilité de la plainte yongoslave soit rapportée et que le bateau, actuellement à Bari (Italie), puisse

C.H.U. MONTPELLIER

VENTE DE BIENS IMMOBILIERS

Environ 30 000 m² SHON développables Mise en concurrence de Concepteurs - Promoteurs - Constructeurs Pour tous renseignements contacter avant le 13 juillet 1993 le :

67-33-93-05

EN BREF Roland Gancher demissionne de

la présidence de National-Hebdo. – Roland Gaoeber, PDG de la société éditrice de l'bebdomadaire d'extrême droite National-Hebdo a présenté sa démission, lors de l'as-semblée générale du 29 juin. M. Gaucher, secrétaire national chargé de la presse ao Front natiocharge de la presse ao Front nano-oal et conseiller régional de Franche-Comté, entend se consa-crer davaotage ao bimestriel le Crapouillot, dont il dirige la rédac-tion et qu'il contrôle depuis deux ans. Le nouveau PDG de National-

INé le 12 sont 1928; Jean-Claude Varanne a commence sa carrière de jour-naliste dans le groupe Valmonde de Ray-mond Bourgine (Valeurs actuelles, le Spectacle du Monde) avans d'entrer à l'AGEFI, puis d'être nommé, en 1991, directeur de la publication et gérant de la revue le Crapouillot. Parallètement, M. Varanue a été membre du bureau politique des comités Tinier-Vignancour, puis du comité directeur du Centre national des indépendants et paysans (CNI). Il est actuellement sécrétaire départemental du Front national des Yvelimes, et membre du comité central. Il a été réélu conseiller régional d'ile-de-France sous cette étiquette ca mars 1992.]

E

□ GUATEMALA: assassinat d'un journaliste, aucien candidat à la présidence. – Un journaliste, Jorge Carpio Nicolle, cinquante-trois ans, cousin du nouveau président du Guatemala, Ramiro de Leon Car-pio, élu le 5 juin, a été mortelle-ment blessé au cours d'une embuscade à proximité de Santa Cruz del Quiche, à 140 km au nord-ouest de Ciudad de Guatemala, Trnis personnes qui voyageaient evec le journaliste, qui fut deux fois sans succès candidat à la présidence, ont également été tuées dans l'em-buscade. - (AFP. Reuter.)

Dans une grande Université CALIFORNIE FLORIDE

Stage linguistique ou Etudes Départs possibles tous les 2 mois, année (8 mois) : 50 000 F env., emestre (4 mois): 28 000 F env. Cours, logement, repas inclus University Studies in America

CEPES, 42, av. Bosquet, 75007 PARIS (1) 45-50-28-28

Stage de pre-rentree

scientilique anunel 'omplet on par matière |

18, rue du Cloitre Notre-Dam

Pierre Bernes. derrait être tr



la victoire

participes a la manufaction de pro-

important focales, qui

daps or solicate

SESOCIOCS SIDE

Enfin, deployer coherence et

intervenants, riale prone

detion, organism

mempics willier

Cette fondation manning

te lieu de tentente mi

monde de l'accessoration

Basacemen:

dans la gestion ... there

en partir vacant and

de ces defferente:

tout, pour les membre des

sion d'intermit : et la

sion education - in fig.

en decembre

volonte potitique title La

to Roland Ganeter Coming

in presidence de Valanzidas

Roland Gamer FDC 2

société édittion au trome

Coureme de la lace

M Gauenet, faitetung im

Franches or to the term

cree dayar'... .. ! min.

of GLAMANA ... more

joornaliste, antier tanta

providence -

Carro Marine

COMMIT

nserol trices, and and and

COLOR A TT.

Quinter Clauded of Section 1

Note and a second

eds, c.

227

CALIFORN

FLORIDE

Photo Total A Ph

University St. 181

بالنفاير وأأرا

2-1-2

MUNISIT

(CN) 1 rs = -1

MICHELE AUGUS

tion de la Car.

touvernemen:

EN BREF

tests et independent

is production to the same sense susceptive and the same sense susceptive and the same sense sens

the died propagate to the LVOIST IN M. A. M. dan in present, Joses signatur that yet any-Since the his court that there is a second that the second the second that the

per ent un primeration poter le 1964, litte same ésé prévédée hou cémplese durant l'éed et

e-parele »

gant et que l'é primes est-il partie pour le primese de la gue pue esteure à line auns, et to place of you deter to a legentic proof to because a in posses que l'UTT continuer for chille à Mayrade, les en-les de l'application « Droes de

ten de l'applement à l'iller de 1 de l'applement de l'applement 1 d'applement de l'applement 1 d'applement de l'applement 1 de la lambour de l'applement 1 de la lambour d'aven per l'applement de l'applement d'aven per l'applement de l'applement d'aven de l'applement de Militar Services product dethe state of the party of the state of the s they at the to netale

ELLIER MANUERS

Les suites judiciaires du match de football USVA-Olympique de Marseille

Jean-Pierre Bernès, directeur général de l'OM devrait être transféré à Valenciennes

A l'issua da sa garde à vua, Jean-Pierre Barnès, diracteur général de l'Olympiqua de Marseille, a été écroué, dimanche 4 juillet, à la maison d'arrêt des Baumettes à Marseille. Il devrait être trensféré dès merdi à Valenciennes où le juge d'instruction Bernard Beffy entend lui notifier sa mise en examen dans l'affaire de corruption présumée, lors du match Valenciennes-OM. Une confrontetion générale pourrait avoir lieu à la fin de la

An terme de quarante-hnit heures de garde à vue, le directeur général de l'OM, Jean-Pierre Bernès, s'est vu nntifier, dimanehe 4 juillet, nn mandat d'emener délivré par le Juge Beffy, avant d'être être placé en rétention à l'hôpital de la prison des Baumettes. Selon le code de procédure pénale, son transfert à Valenciennes, où le juge Beffy devrait lui notifier sa mise en examen pour corruption active, dnit avnir lieu dans un délai de quatre jours.

Me Jean-Louis Pelletier, l'un des avocats du bras droit de Bernard Tapie, a vivement protesté contre la différence de traitement « entre les corrupteurs présumés et les corrompus qui ont reconnu» (Christophe Robert et Jorge Burruehaga) et a émis des inquiétudes sur l'état de santé de M. Bernès, incompati-hle, selon lui, avec son transfert à Valenciennes dans les délais Valenciennes dans les délais impartis par la loi. « Mon client, a-t-il fait observer, détient une ottestation délivrée par le professeur Jean-Cloude Scotto [chef da service psychiatrie de l'hôpital Sainte-Marguerite] qui dit qu'il est un homme malade et fragile dont l'étot lui Interdit, pendont une période d'ou moins 15 jours, sauf complication. d'être acheminé sur complication, d'être acheminé sur une longue distance.» Selon le procureur de la République, Eric

ON JOUE AUX GENDARMES ET AUX FOOTBALLEURS?

fermé, il a semblé indiquer qu'il

avait victoriensement résisté à la

pressinn exercée sur lui par les

enquêteurs. On a également vu

son frère qui avait suivi le cortège

policier funçant vers la prison des Baumettes, se livrer aux mêmes démnnstrations par la portière de sa voiture... Pendant tnute la

durée de la garde à vue de Jean-Pierre Bernès, l'attaché parlemen-

taire de Bernard Tapie, Marc Fra-

tani a été, par ailleurs, omnipré-sent. Muni d'un téléphone

partatif, il a constamment tenu

M. Jean-Jacques Bertrand, l'avo-

comme témoin, du juge d'Instruc-

tion Beffy. Peut-être y o-t-il, dans

son témoignoge, certoins foits qui

outorisent le procureur à ouvrir

responsable du club du SC Bastia, qui surait proposé de l'argent à

Boro Primorae s'il acceptait de

«Noël» aurait ensuite mis l'ex-

entraîneur de Valenciennes en

contact avec Bernard Tapie, dans le bureau parisien de eclui-ci. Le

président du cluh corse, Louis

Santoni s formellement démenti

de Montgolfier, le directeur général de l'OM ne devait toutefnis « pas être examiné de nouveau par des experts médicaux.»

Les evocats de M. Bernès, qui n'nnt pas eu accès à la procédure, mais qu'Yves Granger, procureur de la République adjaint de Mar-seille, a brièvement reçus « pour les informer de lo situation judiciaire de leur client », n'ont feit aucun commentaire sur les résultats de l'interrogatoite du directeur général de l'OM, Selnn certeines ruments circulant à Marseille dans l'entourage du club, M. Bernès aurait réfuté, tnut au long de sa garde à vue, les accousatioos portées contre lui par les jnueurs de Valenciennes. Le seul élément pouvant autoriser cette hypothèse est le geste fait, à deux reprises, par M. Bernès, lors de ses apparitions fugitives dans les véhi-cules de la police.

En levant et agitant son poing

M. Balladur : «Un spectacle lamentable donné à la jeunesse»

Interrogé, dimanche 4 juillet, lnrs de l'émissinn «L'Heure de vérité» de France 2, sur l'affaire de corruptioo présumée du match Valenciennes-OM, le premier ministre, Edonard Balladur a déclaré qu'il n'evait e pas de com-mentaire à foire sur l'affaire ellemême » dont « des juges sont solsis ». « Je trouve lamentable, a-t-il cependant ajonté, le spectacle qui est donné à lo jeunesse de notre pays pour laquelle le sport est un idéal et pour laquelle les clubs sportifs sont une sorte d'école de formation morale et du coractère. Il serait grand temps que tous les responsables oient un minimum de (...) sens moral. Je suis sur que lo plupart l'ont (...) mais il ne faut pas que la jeunesse ajoute cette déception à toutes les outres. »

Le premier ministre a estimé « préférable » que les procureurs de la République observent la même réserve que celle qu'il evait, auparavant, jngé souhaitable pont les militaires. « Surtout, s-t-il déclaré, si l'on veut que lo justice fonctionne dans la sérénité et que les droits de lo défense soient respectés. J'ai été membre du Conseil d'Etot. s-t-il conclu. Je suis presque un confrère pour les magistrats. J'oi quand même le droit de le dire.»

tre tous ceux qui seraient tentés d'impliquer le SC Bastia dans

droit d'engager des poursuites con-

A Valenciennes, Erie de Mnntgnifier a déclaré à l'AFP : «Il n'est pas du tout sur que les sources du Mnnde soient fousses ». Il faisait allusinn à nos informations sur la similitude des envelnppes retrouvées lars de la perquisition au siège de l'OM et celle qui conte-nait l'argent qui aurait été remis au jnueur valeneiennnis Christaphe Robert pour qu'il accepte de «lever le pied» lnrs du match. Tonjnura à propns du Monde M. de Montgolfier a assuré, causti-que, qu'il « était imprudent de s'en prendre à ce journal ».

La piste des enveloppes

De fait, il se confirme que cette piste des enveloppes est l'un des atnuts des enquêteurs. L'enveloppe retrouvée enterrée et contenant un peu mnins de 250 000 francs en coupures de 500 francs et celles saisies au siège de l'OM sont d'un modèle très peu courant. De couleur blanche et d'un matériau plastifié, elles sont commercialisées par une seule société en France qui compte peu de clients pour ce produit, parmi lesquels un seul appartiendrait au monde du football: l'OM.

Enfin, M. Thierry Herzog, l'avocat du juueur marseillais Jean-Jacques Eydelie, soupennné d'avnir joué les intermédiaires auprès des informé le président de l'OM de l'évolution de la situation. Valenciennnis, a déclaré que le relevé de téléphone du Novotel où résidaient les Marseillais la veille cat de Boro Primorac, a démenti, dimanche 4 juillet, une informadu match était un « faux grossler », cause d'incohérences entre tioo publice, le même jonr, par le quotidien le Dauphine libéré, selon laquelle l'ex-entraîneur de Valenles heures et les durées des appels. M. de Mantgolfier a reconnu que ces relevés comportaient quelques « incohérences ». Un technicien doit être requis pour une explicaciennes aurait déposé plainle pour subornation de témoin contre Bernard Tapic. « Dans le cadre de cette affaire, a-t-il précisé, il a simtion plus précise des chevauche ments d'horaires dans le relevé plement et tout à foit normale-ment, répondu à une convocation, téléphonique. D'après d'autres incohérences repérées sur d'autres relevés téléphaniques de l'hôtel fnis que les heures indiquées oe soient que celles de la fin des une information judicioire ou une enquête de police. Mais cela apparappels et que, du cnup, la pièce saisie reste valable. Mais le procutient ou dossier. » Le quotidien rhonalpin comme Le Journal du dimanche, ont fait état de la démarche d'un certain « Nněl », reur de Valenciennes a tenu a préciser a que cette pièce ne changeait pas grond chose a lo consistance du dossiet ».

Sûr de son fait, après avnir reçu le soutien de la chancellerie, M. de Mnntgnlfier a nntamment déclaré « porter le ehapeau » dans l'affaire de corruption présumée du match Valenciennes-OM. Ce mystérieux au Figaro du 5 juillet : « Je suis prêt à prendre tous les coups qu'il faudra. J'espère simplement que je ne succomberoi pas oux ottaques. Je ne me fais guere de souci à ce sujet : le dossier comprend de nombreux élèments qui me rassurent et me disent que nous sommes réelleces assertinns en se réservant le ment sur la bonne voie.»

La rumeur de Nungesser **VALENCIENNES**

de notre envoyé spécial Dans sa villa de la hanlieua de Valenciennes, Jorga Burruchaga n'an démard pas. « Beauchup plus de gens qu'on ne la croit étaient au courant de tout avant le match», martèla le capitaina d'arigina argentina de l'US Valanciennas, mis an axaman, jeudi 1º juillet, pour «corruption paasive». Salon lui, les dingeants du club cont peutêtre mai réagi ou mai mené la procédura à partir du momant où ils ont su ».

Jarga Burruchaga danna ainsi davantsga d'épaissaur à una rumeur qui court à Valenciennaa dapuis la déhut da l'affaira, at oui s'articule eutnur da deux questions. Pourquoi les responssblas da l'USVA nnt-ils attandu la mi-tamps du match eantre l'OM, la 20 mai, paur annancar qu'ila déposeraient des réservas sur la rancontre alars qu'ils avaient ennnaissance de la tentative da corruprinn dapuis le milieu da l'aprèsmidi? Auraiant-ils charché à échangar laur silanca aur la manœuvra préauméa da mamhres da l'OM enntre un résultat favnrahle à leur équipa, qui jouait son maintien en première division?

Cas daux interrogations ont franchi dapuis longtamps las portes du trihunal da granda Instance da Valenciennas, La procureur Eric da Mantgalfiar, qui n'a jamais caché que la club nordista ne présentait par la profil d'une victima idéala, préeisait, samedi 3 juillet, que la juge Bernard Beffy ne lalaaerait pas dans le dossier «una impression de flou sur cetta question. Instruire à charge et à décharge ravient à feire la lumière sur ces rumeurs, même si elles ne changant pas le fond de l'effaire. Il feut donc s'inté-resser de très près à ce qui s'est passé après, mais surtout evant at pendant la rencontre ».

> « C'était une fête»

Avant la match, le 20 mai, la olupart des responsables valenciannois ont été mis au courant da la tentativa da entruptinn présuméa dàs la milleu de 'après-midi. Le défansaur Jacques Glassmann se confia à son entraînaur Baro Primarec après le déjeuner. Ce demier répèta les accusetinns du jnueur au président du club, Michel Cnereas, lorsou'il arrive, aux alentnurs da 17 heurea, à l'Hôtel du lac nu réside l'équipe. « J'ei elors décidé d'interroger Chris-tophe Robert et Jorge Burruchaga dont Glassmann evait cité les noms, axplique M. Coencae. Burruchege m'e dit qu'il evait seulement entendu des bruirs, Robert m'e juré ne pas être au courant», «Troublé», le président de l'USVA quitte l'hôtel sana avoir pris la peine d'imerrogar le principal Intéressé, Jacques Glassmann. «C'était un match de gela et je deveis rejnindra très rapidement las invités du club. »

Au stade Raland-Nungessar, Michel Coancas convoque Jean-Pierre Barnàs dens le Incal du

club dès son errivée vere 20 heurea. Faca aux questinna serah Immédiatemam parti cher-cher Bernard Tapia. Et c'ast la président da l'OM qui sa aarah chargé da démantir lea accusatinns de Glassmann. Cette diseuaainn a-t-alla été l'occasinn d'una pramièra tantative de tractation da la part des dirigeants valanciannais? Michal Cnancaa la dément : « Nous evons discuté an présance de six témoina qui peuvant tous ennfirmer la enntenu de la conversation. »

Lnraqua Jaan-Lnuis Borlon maire de la villa, député du nard at ancian présidant du club, arriva au atada, e vers 20 h 20 s, il vnit un Barnard Tapia lancé dans una discussion eban anfants avae las dirigaants da Valanciannas. M. Burinn dit alors avoir ∢entr'entendu les rumeurs de la tentative de corruption dens le brouhaha général ». « C'était una fêre, précise-t-il. L'ambiance n'était pas du tout au drama. » Le maira da Valenciannas diseuta sinra quelquas inatants avec Bernard Tapia au bord da la pelouse - les deux hammaa sa connaïasant tràs hian puisque Jaan-Louis Barlan a langtempa été l'avacat da Bernard Tapia - puis prend place à ses côtés pendant un quart d'heure dans la tribune, M. Boorin nie evoir alora évoqué le tentative da enrruption. La match commance sans qu'aucun dirigeant de Valenciennes n'avise l'arbitre de réservaa sur le match,

Ce n'est qu'à la mi-temps de la rencontre qua les Valanciannois sa décideront à avertir l'arbitre qu'ils entendent déposer une réserve, alors que laur équipa est déjà manée 1-0. Dans les vestialres, Jacques Glassmann e explosé, convaincu qua la blassure qui a causé la sortie de Christophe Robert ast factice. Les dirigeants valencien-nnis semblent alors s'être décidés sous la pressinn des événements. Et Michal Coanças nia una nauvella fois avair profité de l'excitation qui régnalt à ce mament dans las vestiairas pnur tenter une ultime tentative de marchendage. Le club de Valenciennes dépnaere officiellament à la fin du mateh, face à un Bemard Tapia qui, seinn plusieurs témoigneges, tentait de « déstebiliser » Jacquas Glas-

Ce n'est qu'après plusieurs sameines, Inrsque la Ligue a dépasé plainte pour enruption, que le président de l'OM a évoqué le fain que les dirigeants da l'USVA lui avaient proposé de faire match nul des son arrivéa au stada. Etrengemant, dapuis Inrs, Barnard Tapie, qui a exprimé de nambreux autres arguments dens les médias, n'a plus avancé celui-ci. Una éventuella tentative de chantage de la part da Valenciennes ~ qu'aueun élémant précis ne vient pour l'instant étayer - ne ferain en fait que prouver un pau plus que ann cluh aurait bien péché le premier.

JÉRÔME FENOGLIO

ENVIRONNEMENT

Quinze ans après la marée noire de l'Amoco-Cadiz

Fête de la victoire à Portsall-Ploudalmézeau

de notre correspondant Alphonse Arzel, président du syndicat mixte des communes sinistrées, séneteur (CDS) du Finistère et maire de Pínudalmézeau l'avait promis. Le procès de l'Amoco-Cadiz s'est terminé par une grande fête. Après quatorze ans de démêlés judiciairea, les communes bretonnes sinistrées par la naufrage du tanker américain le 16 mars 1978, ont obtenu 220 millions de francs de dommagea et l'Etat français 1,05 milliard (le Monde daté 26-27 avril 1992).

- Prévues pour le 15 octobre 1992, les réjouissances avalent été reportées à l'été, par des Bretons qui connaissent leur climat capricleux. Samedi 3 juillet, quinze mille personnes se sont rassemblées sur la plage de Tréompan, à Portsall-Ploudaimé zeau. De cet endroit, le 17 mars 1978, on pouvait voir le superpétrolier tout proche, finir de

déverser son pétrole. «Merci paur votre colère au

lendemain de l'insulte, merci pnur vntre constance et votre patience», nnt dit à le faula Alphonse Arzel et Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la mer dana la gouverneement Bérégovny, tous deux à la berre du syndicat mixte depuia 1978, en présence de Pierre Méhaignerie. minietre de la juetica et président (CDS) du canaeil général d'Ille-et-Vilaine, et des trals evocats eméricaine. « C'est grâce à vous qu'on e pu tenir le coup», a ajnuté la sénetaur Arzel, remerciant ainai les contribuables des quatre-vingtdix enmmunee du syndicat mixte, qui ont participé sans ralache au financement da l'action aux Etats-Unis.

Les images du pracès projetées sur écran géant, sur une mise en scàne de Daniel Charpentier, ont troué le nuit. Cale s'appelait « Mémoires d'una Bretagne en lutte » avec un final émouvant : les maires du littoral ont chanté à l'unisson le Bro Goz, ('hymne breton.

GABRIEL SIMON

REPÈRES

ESPACE

Un Français à bord de la station russe Mir

Le cosmanaute français Jean-Pierre Haigneré et ses daux collègues russes Vessili Tsibliev et Alexandre Serebrov pnt rejoint la statinn spatiale Mir, à laquelle leur vaisseau s'est amamé samedi 3 iuillet à 1B h 24 (heure de Paris). Il y nnt retrouvé Guennadi Manakov et Alexandre Polechtchouk, avec lesquels le Françaie redescendre sur Terre le 22 juillet, Tsibliev et Serebrov devant rester en nrbite jusqu'à la fin de l'année. Parti jeudi de Baïkonnur (le Monde du 3 juillet), Jean-Pierre Haigneré va réaliser à bord de Mir une dizaine d'expériences portant essentiellement sur l'adaptation des systèmes cardiovasculaires nerveux et immunologique de l'homme eux conditions apatieles. - (AFP.)

ILE-DE-FRANCE

Les travaux de l'A 14 vont reprendre sous la Terrasse de Saint-Germain-en-Laye

Les travaux de construction da l'autoroute A 14 vont reprendre aux abords de la Terrasse de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines). Ile étaient suite d'une procédure des essocia- tion Abbé Pierre, etc.

tiona da défense et des élus locaux, qui cherchaient à pratégar catte œuvre de Le Nôtre et qui défandeient une solution en tunnel plutôt qu'en viaduc en contrehas de la Tarrassa. Le ministère da l'équipement e annoncé, samedi 3 juillet, la reprise prochaine du « cours normal » dee travaux après l'adaption de « mesures aupplémentaires en faveur de la protection de l'environ nement et du patrimoine s. L'A 14, première autoroute à péage en zona urbaina de la région parisienne, est destinée à désengorger la trafic de l'autoroute da Normandie en la doublant sur enviran 16 kilamàtres entre la Défense (Hauts-de-Seine) et Orgaval (Yvelines).

 Manifestation contre les expolsions à Paris. - Plusieurs centaines de personnes ont manifesté, samedi 3 juillet, à Paris, entre le métro Belleville et la place du Châtelet pour réclamer la fin des expulsions sans reingement et le « droit ou logement pour tous, dans le capitale. « 40 000 personnes sont déjà sans logis en Ile-de-France et pourtant les expulsions sans relogement se poursuivent et menacent des milliers de familles », ont affirmé les organisateurs du défilé, parmi lesquels l'Association des comités de défense des locataires (ACDL), la Confédération générale du logemeot (CGL), Droit eu logement interrompus depuis acût 1992 à la (DAL), Emmaiis France, la Fonda-

CORRESPONDANCE

A propos des Enfants de Dieu

Après lo publication, dans le Monde du 11 juin, d'un article sur les Enfonts de Dieu, nous ovons reçu la mise au point suivante de la Fédération internationale des religians et philosophies minoritaires (FIREPHIM), créée notomment à l'initiative de l'Eglise de scientolo-

La Fédération internationale des religions et philosophies minoritaires a été enregistrée à Strasbourg le 28 janvier 1993. De par ses statuts, seules peuvent en être memhres les personnes morales légalement constituées, ce qui exclut tout groupe informel tel que les « ex-Enfants de Dieu».

La création de la FIREPHIM a été mntivée par le climat de «chasse aux sorcières» qui prévaut actuellement en France à l'encontre des nouveeux mouvements religieux. La fédération entend lutter contre les injustices, les fausses informations, l'intolérance et, plus généralement, toutes les formes de discrimination dont sont victimes, dans un tel elimat, les religinns et philosophies minnritaires, ainsi que leurs membres. Elle demande auss qu'un droit soit reconnu aux nouveaux mnuvements religieux Inrsqu'ils snnt le eible d'attaques : le drnit à la parole. Ce drnit fsit cruellement défaut dens les campagnes de presse actuelles.

Les « nouveaux mouvements religieux v qui unt constitué la FIREPHIM sout notamment les Druides, le Grand Collège guilois, l'Ordre des chevaliers de la Tri-nité, l'Eglise de l'unificatiun de Moon, l'Eglise de scientologie, Raël, etc. L'asso-ciation des Enfants de Dien, dissoute en 1978, ne pouvait évidemment pas en être membre. Mais elle a participé à la crèstion de la FIREPHIM avec l'Eglise de scientologie au cours de deux réunions à Berlin (mars 1991) et à Francfort (juillet 1991). Il convient d'ajouter que c'est par erreur que, dans ce même article du 11 juin, a été présenté comme ayant fait partie des Enfants de Dieu un médecin du Mans qui, an contraire, millte depuis longtemps contre cette secte aux corés de l'Association de la défense de la famille et de l'individa. - H. T.)

Le procès de l'argent roi

C'est le 29 septembre que le tribunal de Paris rendra son jugement dans l'affaire Pechiney-Triangle

Ce fut le procès de l'argent roi. Mais un procès privé de la tension dramatique qu'il aurait ene il y a carore trois mois, avant que les élec-tions législatives chassent de l'As-semblée nationale une majorité de députés socialistes. Ce fut le procès de « la voyoucratie de l'argent ». Mais la cariosité eo fint pour ses frais, comme si tout avait déjà été dit dans la presse, depuis 1988...

Oui, on cut parfois l'impression d'assister au procès d'une époque révolue, comme si l'on nous invitait à femilleter les pages d'un album ancien. Et, lorsqu'on entendit le procureur Jean-Claude Marin fustiger « la course méprisable à l'argent sale » des neuf prévenus de l'affaire Dechinese-Triangle on cent entende Pechiney-Triangle, on crut entendre le François Mitterrand première manière vitupérer el'argent qui cor-rompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase. L'argent rol qui ruine et qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes.

Mais dix, vingt ans ont passé depuis cette phitippique cent fois répétée, et le triste cortège des hommes marqués, à tort ou à rai-son, par le soupçon de la corruption appartient présiément au camp préappartient précisément au camp pré-sidentiel : de l'ancien ministre Christian Nucci à Roger-Patrice Pelat, l'ami défunt du président, de l'an-cien maire d'Angoulème à l'éphémère ministre de la ville Bernard Topie. Comme si les élus d'hier avaient voulu donner raison au trait d'un personnage de Balzac : « Je serai socialiste. Le mot me plait. A toutes les époques, man cher, il y a des adjectifs qui sont le passe-partout des ambitions!».

Ainsi la 11ª chambre correction-

nelle du tribunal de Paris doit-elle nelle du fribunal de Paris doit-elle juger aujourd'hui l'affaire Pechiney-Triangle, quand l'histoire a déjà tranché. Ainsi lui faut-il s'appliquer loyalement des œillères pour o'exa-miner que ce dossier quand la tenta-tion est grande d'établir des corres-pondances avec celui de la Société générale – encore à l'instruction – où l'on voit réssurgir quelques-uns des protagonistes du procès qui des protagonistes da procès qui vient de se clore.

Enfin, pour compliquer le tout, les juges devront se déterminer sans avoir pu entendre des personnslités emportées par le destin : Roger-Pa-trice Pelat, foudroyé par une crise cardiaque en mars 1989, o'ent pas le temps de revenir sur ses premières déclarations mensongères devant les enquêteurs; Harris Puisais, qui fut tout à la fois l'éminence grise de Pierre Bénégovoy ainsi que l'ami de Roger-Patrice Pelat et de Max Théret et décédé en suri 1980 : enfin ret, est décédé en avril 1989 ; enfin, Pierre Bérégovoy lui-même, boule-versé par la révélation d'un prêt de 1 million de francs que lui avait accordé Roger-Patrice Petat, humilié par le soupçoo rampant à son encontre, effisyé sans doute à l'idée de devoir témoigner devant la chambre correctionnelle, s'est wicidé le le mai.

La face du procès en fut inévitablement changée, sinon altérée. Mais une chose reste sure : une information confidentielle concernant l'achat par Pechiney du groupe américain Triangle, en novembre 1988, permit des proches du pouvoir socie de réaliser des dizaines de millione de francs de plus-values en achetant des actions ou plus bas pour les plus haut. Pressés sur le banc des prévenus, Samir Traboulsi, l'homme d'affaires introduit dans let coulisses de l'Etat, Max Théret, le fidèle com-pagnon de route du Parti socialiste, Alain Boublil, le stratège industriel de l'Elyaée et de la Rue de Rivoli, faisaient donc, à leur corps défen-dant, figure de derniers symboles. Symboles des errements passés. Symboles des errements passés. Symboles d'une gauche corrodée par « l'argent fou », selon l'expression «l'argent fou», selon l'express d'Alain Minc.

> Raraka et phis-values

lorsque la présidente Claude Noc-quet donna lecture de l'enregistrement des cooversations téléphoniques du courtier de Max Théret et de Robert Reiplinger. Celui-ci s'of-frait le luxe insolent de transmettre un ordre d'achat, par tranches de 3 millions de francs, sur le titre Triangle dont il ne commissat préci-sément ni le code ni le nom : «Achète, achète, achète! Ils fabri-quent des trucs... pour le lait, le coa... le machin enfin,» La preuve est sinsi rapportée que l'on peut caricaturer les Pieds nickelés dans l'exécution d'un délit d'initiés et qu'une information privilégiée peut souffrir parfois d'imprécisions.

Trop confiants en leur baraka, Max Théret et Robert Reiplinger, codirecteurs de la Compagnie pari-siecoe de placement, se sont empêtrés depuis le premier jour

dans leurs dénégations. Cherchant à prouver qu'ils ne devaient leurs 9 millions de francs de plus-values qu'à leur flair de financiers, ils ont qu'a leur hair de imanciers, ils ont accumulé les déboires. Leurs témoins se sont dérobés, leurs prenves volatilisées. Le procureur ent beau jen de daober sur «leurs énormes mensonges» et de requérir contre eux trois ans de prison dont deux avec sursis.

Il revint à leurs avocats, au dernier jour du procès, de restaurer un minimum de crédibilité à ces clients en déroute. Me Henri Leclerc et Michel Blum firent comprendre avec talent qu'il existe des «mensonges d'honneurs, manière de dire que Robert Reiplinger n'accuserait jamais Max Théret et qu'il ne fallait pas devantage compter sur ce der-nier pour désigner Roger-Patrice Pelat comme étant son informateur.

M' Leciere alla pius loin, suggi-rant que les bénéfices obtenus dans l'affaire Pechiney-Triangle devaient servir à la cause de la gauche. « Je déteste l'argent, lança l'avocat. Je ne suis pas sur que Max Théret l'aime. Mais il est le nerf de la guerre.» Et M's Leclerc, dans une envolée qui laissa réveur, s'écria : « On a trop parlé d'argent sale. Qu'est-ce que c'est que l'argent propre? Allons l'ar-gent n'a pas d'odeur.»

> Quitte ou double

Alain Boubill, que le procureur e strictement cantonné dans le rôle du «traître», maintint pour sa part son «innocence» la tête bante jusqu'au bout. Accusé d'evoir transmis à sonami Roger-Patrice Pelat des informations privilégiées recueillies dans l'exercice de sa mission de directeur du cabinet du ministre de l'économie et des finances, il nia uniment, sans que le ministère public apporte contre lui de preuves.

A défant de preuves, le procureur a étant forgé une conviction: Alain Boublil n'étant-il pas tout à la fois l'ami de Roger-Patrice Pelat, de l'homme d'affantes Samir Traboulsi, représentant en Europe du groupe Triangle, et de Jean-Louis Vinciguerra, directeur financier de Pechigacra, directeur financier de Pechiney? Ne fut-il pas en permanence
alerté sur l'évolution des négociations eutre le groupe nationalisé
français et le holding américain?
N'alla-t-il pas jusqu'à commettre
l'insigne erreur de se laisser offrir
quelques jours d'une croisière en
famille sur le yacht de Traboulsi,
en août 1988, alors que se discutait
dans le carré l'éventualité de la cession de Triangle à Pechiney?
Pour cumuler sur ses frances un

Pour cumuler sur ses épanies un

« délit d'amitié », un « délit d'ubi-quité » et un « délit de maladresse » caractérisés, est-il pour autant « le » coupable de cette flibuste finan cière? Le procureur a joué à quitte ou double. En requerant deux ans de prison, le maximum, contre le symbole d'une gauche convertie aux charmes du marché, il a préveno les juges : e Ou vous relaxez, ou vous

> « Paime les affaires simples »

Mais ne pouvait-on faire preuve de plus de curiosité à son endroit? Lui-même sembla tout surpris d'être négligé par le tribunal : « Je donne l'impression de ne pas avoir été beau-coup sollicité dans ce procès a, dit-il aux juges à la fin des débats, les invitate à la constituence deventues invitant à le questionner davanta, Ne pouvait-on s'abstenir de donn systématiquement du crédit à ses déclarations lorsqo'il éloignait les soupçons du conseiller Harris Puiais on de Pierre Bérégovoy et le traiter de menteur sur tout le reste?

Avec Samir Traboulsi, on ne quit-tait m le cercle étroit des amis du pouvoir ni celui des affaires. Mais le procès ne lui rendit pas justice en rédusant son rôle à celui d'un affairiste. Ne fut-il pas aussi un messager politique entre la France et les émi-rats du Golfe, un intermédiaire de Thomsoo et de quelques autres sociétés à l'occasion de grands contrats d'armement, un «ambassa-deur» dans la négociation sans fin pour la libération des otages français retenus an Liban? Son action his valut du reste de recevoir les insignes de la Légion d'honneur, le 3 octobre 1988, des mains de son ami Pierre Bérégovoy.

Des juillet 1988, Samir Trabouls avait organisé une rencontre entre Nelson Peltz, dirigeant du groupe Triangle, et Alain Boublil. Quinze jours plus tard, il assistait au déjeu-ner réunissant Nelson Peltz et Jean Gandois, PDG de Pechiney. En octobre et en novembre, il renous le contact entre les deux patrons alors que les négociations avaient été entregent, il fut naturellement cet-civitté de la première heure qui salt si bien se rendre indispensable » décrit dans le réquisitoire.

Mais le ministère public ne lui reproche pas sa participation à l'heureuse conclusion « d'une grande nouvelle éconômique pour la France», selon la formule de Michel Rocard. Le procureur l'accuse d'avoir été « une sorte de Machia-

sels s'ingéniant à faire profiter des

tiers des informations privilégiées en sa possession. Présent à ses côtés, les prévenus Charbel Ghanem et Léo From ont, de fait, réalisé respectivement, pour eux ou des clients, 21 millions et 4 millions de france

M. Jean Loyrette et Grégoire Triet ont vivement conteste ces accusations, relevant notamment que Charbel Ghanem, dirigeant de la société Socofinance, a passé un ordre d'achat de 91 000 titres Triangle le 18 août alors que rien oe pouvait encore laisser prévoir un dénoncement favorable des négociations entre Pechiney et Triangle. De fait, Jean Gandois a expliqué au tribunal qu'il avait seulement pris la décision de conclure le 10 novem-bre, après s'être isolé dans une pièce pour peser le pour et le contre.

« Il serait quand même paradoxal qu'un tribunal contredise le principal négociateur», ont plaidé les avocats de Samir Traboulsi. Mais ce dernier doit lutter sur un second front plus redoutable : Léo From, l'une de ses relations, a acheté 15 000 titres Triangle le 18 novembre après avoir, en compagnie d'Adriano Jeday, croisé Traboulsi chez le coiffeur

L'histoire pourrait prêter à sou-rire, Adriano Jeday, personnage peu recommandable selon l'ambassade dn Liben en France, s'est mille fois contredit, accusant puis exonérant Samir Traboulsi. Léo From, tout aussi sujet à caution, s'est retranché durant quatre ans derrière le secret professionnel bancaire pour finalement donner au tribunal, le dernier jour du procès, l'identité du client des 15 000 titres, un ressortissant

Qu'en concinre sinon que de ce chapitre passablement confus se dégage une impression de rapine et de chantage... « J'aime les affaires simples», a pu lancer la présidente Claude Nocquet à Samir Traboulsi. Celle-ci ne sautait répondre à son vieu mais le tribunal s'y attardera probablement, L'affairisme, dans ses grandes et petites tenvies, n'est-il pas le lot quotidien de la 11º chambre

les moins titrés appartiennent à la caste des golden boys, les autres rele-vant de la hante fonction publique ou de la finance, Ceux-là mêmes ou de la finance. Ceux-là que le procureur Jean-Claude Marin a qualifié de «copains», lointaine réminiscence de la dénonciation « des copains et des coquins » du néo-gaullisme triomphant.

LAURENT GREILSAMER

Le volet industriel

American Can : le bon choix de Jean Gandois

«Sens l'emballage, Pechiney serait aujourd'hui menacé.» Quatre ans et demi eprès le reprise pour 1 milliard de dollars d'American National Can (ANC), Jean Gandois, PDG de sûr d'avoir fait le bon choix.

Le patron de Pechiney est convaincu d'avoir trouvé le meilleur antidote possible au diagnostic inquiétant qu'il portait, à l'époque du rachat d'American Can, sur son groupe de production d'aluminium : trop petit: trop cyclique; à trop faible potentiel de développement. «Il était absolument nécessaire de résoudre ces trois questions, ajoute-t-il aujourd'hui, et nous ne pouvions le faire que dans un déjà. » L'embellege ételt ce métier-là. qui offrait d'importantes perspectives de croissance, notamment en Europe où Pechiney venait, déjà, de procéder à des

Avec le rachet d'ANC, Pechiney changeait de dimension, se hissant d'un coup, au premier rang mondial du secteur. Aujourd'hui encore, cette activitá qui pèse au total 30 miliards de francs (46 % du chiffre d'affaires), est la seule où le groupe exerce un véritable leadership. Les retombées financières de l'opération ont été tout aussi fructueuses.

sur la base d'un «ordre venu d'en haut » et aurait revêtu «un caracire purement politique ». Cette polémique

relève d'un « genre de procédé (...)
assez écœurant et assez minable », e
estimé le ministre.

Dans un entretien publié dans le

même numéro, le procureur de la République de Nanterre, Pierre

(POG) d'ANC, le chilire d'affaires a augmenté de 9,5 %, notre marge opérationnelle de 41 % et notre : résultat net de 88 %. La contribution d'ANC aux résultats de Pechi-ney est tout à fait ce que nous emballage a permis d'éviter au groupe le résultat catastrophique

> Intégration réussie

que lui eurait réservé son eeul

métier d'origine, les prix de l'elumi-nium ayant chuté à leurs plus bas niveaux historiques.

American National Can ejoute à ces bons résultats ce que Jean Gandole appelle une eintégration verticale stratégique ». Premier pro-ducteur de boîtes-boisson avec 35 milliards d'unités vendues l'an dernier - dont la plus grande pert en aluminium, - ANC est eussi l'un des tout premiers acheteurs mondiaux de « métal blanc ». « Cela ne signifie pas que nos ressources en amont sont physiquement utilise pour produire ce que nous fabri-quons en avel, explique le PDG de Pechiney. En réalité, nous livrons très peu d'alaminium aux Etats-Unis pour des reisons géographiques.» La complémentanté est eilleurs : sur le marché. Quand le prix de l'aluminium baisse, ANC - qui en achète - regagne une pertie de ce que Pectimey - qui en vend - perd.

La controverse sur la mort du preneur d'otages de Neuilly

M. Pasqua et le procureur de la République de Nanterre

contestent la version du Syndicat de la magistrature

tement ses distances par rapport à la position exprimée par le burean du SM. «Je n'al pas la même conviction que les auteurs de l'éditorial de la revue, précise aujourd'hui le procueur de Manterre II aux clair que le

neure, precise aujourd nut le procu-neur de Nanteire. Il est clair que la justice ne peut pas se fonder sur un témolgnage anonyme, dont je ne connais d'ailleurs pas le contenu. En

«Toutes les décisions ont été contrôlées par la justice», a déclaré le ministre de l'intérieur au sujet de la controverse engagée par le Syndicat de la magistrature (SM) sur la mort, le 15 mai, du preneur d'otages de Neuilly-sur-Seine (le Monde daté 4-5 juillet). Se fondant sur une source d'information « anonyme» émanant du ministère de l'intérieur, le bureau du SM avait, dans un éditorial publié dans la dernière livraison de sa revue Justice, déclaré que la edécision d'éliminer » Erick Schmitt aurait été prise sur la base d'un « ordre venu d'en

peruse totalement, ANC produisant plus de la moitié, en valeur, de ses

Mesurer l'apport d'ANC à Pey-

compte le sentiment, partagé semble-t-il, d'une intégration réussie du géant américain dans un groupe français, nationalisé de surcroft eles deux drapeaux flottent devant les usines», remarque Jean-Pierre Ergas en rappetant son souci de coller au nationalisme américain pendent la ouerre du Goife. Le fait. aussi, d'avoir su faire cohabiter la culture marketing des hommes de Chicago avec cella, technologique, des ingénieurs sevoyards de l'aluminium, et enfin, d'avoir su combiner les activités de recherche de part et d'autre de l'Atlantique, comme en témoigne le lancement récent d'une nouvelle boîte-bois-son, la Série 2 000.

La success story semble pourtant s'arrêter là. Avec la chute de l'aluminium, Pachiney paraît à nouveau condamné à rebondir (le Monde du 12 juin). Pour éviter que le tassement régulier de son chiffre d'effaires (- 8 % encore en 1982), qui e fait revenir ce demier de 88,4 milliards de francs en 1989 à 65,3 milliards l'en demier, ne le ramène à la situation d'il y a quatre ans et demi. Trop petit, trop...

naire qui vient d'être transmis au par quet de Nanterre, et que je n'ai pas encore entièrement consulté, je n'ai a

priori pas de raison de remettre en

cause le témoignage du policier du RAID qui a tiré sur Erick Schmitt. Ce

policier, qui savait le dispositif explo-

sif en état de marche, affirme que le preneur d'otages s'est réveillé au

moment de l'intervention. En quel-

ques fractions de seconde, il a du

apprécier l'état de la menace, alors

que sa vie, celles de six enfants, du

médecin des pompiers et de sept de

ses collègues, étaient en jeu. La suite de l'enquête devra établir s'il a dit

mai. En l'état actuel de mes informa-

tions, précise encore M. Lyon-Caen,

ses déclarations semblent toutefois

concorder avec le schéma de la légi-

PIERRE-ANGEL GAY

DÉFENSE

Selon M. Baumel

Le budget d'équipement militaire pour 1994 ne dépasserait pas 94 milliards de francs

Selon le vice-président de la commission de le défense à l'Assemblée nationale, Jacques Baumei, député RPR des Hautsde-Seine, qui a tenu à an informer, vendredi 2 juillet, ses collègues, la ministère du budget se propose de limiter à 94 milllards de francs la bodget d'équipement militaire pour 1994, au Neu des 103 milliards de francs attribués en 1993. «C'est l'équivalent d'un grand programme d'armement qui ast condamné à disparaître », a commenté M. Baumel sans pouvoir dire lequel puisque le choix final est du ressort du gouverne-

Pour 1993, le budget d'équipement oucléaire, spatial et classique des armées a été, à l'origine, de 102,9 milliards de francs. Mais, an début de l'année, 2,5 milliards ont été annulés par décret, sans concertation entre le ministère du budget et celui de la défense, et 3 milliards ont ensuite été « gelés ». Déjà, en 1992, un montant global de 4,9 milliards de francs avait été annulé en cours d'exécution du budget d'équipement, qui était de 103 milliards.

L'un des rapporteurs de la com-mission, René Galy-Dejean, député RPR de Paris, considère que ces monvements de crédits affectent. année après année, un budget de la défense qui est étale au départ et

qui, en réalité, perd régulièrement de son pouvoir d'achat compte teno de l'inflation. L'un des effets majeors de cette décélération des dépenses militaires en France est, seloo M. Galy-Dejean, une perte de 12 000 emplois par an dans l'industrie de défense.

Pour 1994, les états-majors ont présenté une prévision de 107 milliards de francs, en expliquant que c'est le minimum – étant donné les « coupes » des budgets précédents — pour svoir l'espoir de maintenir les grands programmes d'armement en cours d'exécution, sans réduire outre mesure le volume des commandes, ni reporter à l'escès le mandes, ni reporter à l'excès le calendrier de livraison. En deçà de cette somme, les états-majors ont averti que le gouvernement devra procéder à l'abandon de projets majeurs.

> Un arbitrage du premier ministre

Par la voix de M. Baumel, la de francs en matière de budget d'équipement. Ce n'est certes pas encore une décision définitive, a reconoo le vice-président de la commission qui escompte un arbi-trage – à venir – du premier minis-tre plus favorable pour les armées.

e De l'avis des meilleurs experts, a notamment expliqué M. Baumel, si les arbitrages prévus ne modificient pas ces propositions, cela significant l'abandon inévitable

d'un de nos gronds programmes d'armement. l'impossibilité de maintenir les missions fixées aujourd'hui à nos armées, la mise à mort d'une part importante de notre industrie de défense et la fin d'équipes exceptionnelles d'ingénieus et de charcheurs que l'on a mis trente ans à créer, sans parler mis trente ans à créer, sans parler de la perte de 100 000 emplois qui aggraverait encore le chômage dans notre pays. »

Par rapport au budget voté pour 1993, les prévisions du ministère du budget, telles que les a rappor-tées M. Baumel à ses collègues de l'Assemblée, devraient enregistrer, en 1994, une chute des dépenses d'équipement de l'ordre de 8,5 %.

A la commission des finances du Palais-Bourbon, deux autres dépu-tés de la majorité : Arthur Paecht (UDF du Var) et Patrick Balkany (RPR des Hauts-de-Seine), ont eux aussi lancé, dans un rapport qui vient d'être publié (le Monde du 3 juillet), une mise en garde au gouvernement. «La question posée, est-il écrit, est celle des moyens budgétaires alloués aux armées pour 1994. S'ils étaient inférieurs aux besoins définis par la program-mation non votée [104 milliards de francs exprimés en valeur 1992], il conviendrait d'effectuer rapidement des choix lourds de conséquences en termes militaires, industriels et sociaux, et d'arrêter un ou plusieurs grands programmes, au prix d'un gaspillage important des deniers publics et d'une diminution de la capacité des forces à moyen et long

(4m) V:40 81

Marine Same

ger ar a boot a are

V.34

the victoire conc

user each

ACCUSE CINE

Une épée de Damoclès sur les Williams-Renault

Les Williams-Reneult ont réussi leur premier doublé de la saison, dimanche 4 juillet sur le circuit de Nevers Megny-Cours, à l'occasion du Grand Prix de formule 1 de France. Après evolr dû suivre son équipier Damon Hill, perti de le pole position, Alein Prost s'eet emparé de la première place eu vingt-neuvième des soixantedouze tours, grâce à un meilleur arrêt eux stands lors des chengements de pneus. Suivi comme son ombre par le Britannique, Alain Prost a ansuite remporté comme à le parade sa sixième victoire en treize participations au Grand Prix de France. «Nous evons maintenu nos positions dans les derniers tours, reconnaissait le pilote français. Ce ne sont pas des instructions, mais une stratégie normale de course pour une écurle en passe de réussir un doublé. » Pour la troisième piece, le duel entre Ayrton Senna (McLaren-Ford) et Michael Schumacher (Benetton-Ford), a tourné à l'evantage de l'Allemend, qui e doublé son adversaire à huit tours de l'erri-

Chire Pechiney-Triangle

efficie de managresse e quite l'illrante finan distant à fond à quite

n test maprie d'Aire Deient : « Ar donne

in des differen, be-

the real part reserving that the

- Palet

tiers des information

provinces Charles Common ont de fair maint, pour eur 21 maintens et 21 maintens et 22 maintens e

M- Jean intermit

Tree ont virginia (G. Bocusstions, reference)

gue Chartel Charter in the control of the control

ple le 18 aue: 2/03 74 2

pouvait encore la ser mon

tions outre Per

fait, Jean Candor a marat

benal qu'il avent process

décision de constant bre, après s'etre ses et a

poor peace to the elec-

gui un imbun.

negocialirus

de Samir Traby ale: Malan

doit lutter sur La service

redoutable : Les France;

relations, a croste .5 W

Trangle le la nationale

en compagnie i diene

croise Trabean de an

L'histoire pountai mini

recommendation

de Liber en france in a

contredit, steated for Samer Trabella Let Fre

THE PROPERTY ASSESSMENT

durant quatre un genera

professionne rimitin por

mone desprint : . inhate as

des 15 000 ture un mon

Qu'en area art part at

epobite brieft tatt m

de chanter

Chade Nexuel - See

Colleges de la la la l'entre

WHEN WHAT IS TO SEE THE

bkmen :

wides of post to an inside tell

Cene los and and an

les midifit

and dre with the are

vient de la little man :

Ou de la france deada

the fr promited and the

a qualifit de tore to the

· des coparer . Le lient

LAURENT BEEN

ndo-gaulier : 100-722

THE PARTY PARTY

decided grand significant and a second of the state of the second of the

ment. Com district

Film into

perfected and

Bernston Za duci de

ement militaire pour 19

as 94 milliards de franci

Mair .

Minter to the second

PRODUCT OF ST

18

der.

au harr

100m W.

17- Al .-

green - :

act - - -

.

TA:

200

7 15

tra: "

100

20000

CAMPBER 1

wings to the same

MOREY COMMENTS

MAPLE TO THE STREET OF THE

4.6

. -- -

Alexandre.

SHABBARACE

MAGNY-COURS

de notre envoyé spécial Les Williams-Renault, championnes du monde en 1992 et encore dominatrices à la mi-saison 1993, ne seraient pas conformes aux règlements techniques de la Fédération internationale de l'automobile (FIA)! Vingt-quatre des vingt-six voitures qui composent le plateau actuel de la formule 1 seraient toutefois dans le même cas, si on se réfère aux rapports des commissaires sportifs des Grands Prix du Canada (13 juin) et de France (4 juillet). Une réunion extraordinaire du Conseil mondial du sport sulcomobile aura lieu à Paris, le 15 juillet, afin d'examiner ces rapports.

Déjà durement touchée par la récession écocomique qui a écarté certains commanditaires et entraicé une baisse des affluences lors des Magny-Cours), la formule 1 est en passe de perdre tonte crédibilité. Ainsi a-t-il fallu attendre la septième course de la saison 1993, eu Canada, pour que les commissaires sportifs s'aperçoivent que la suspension réac-tive qui équipe, par exemple, les Wil-liams-Renault depuis le début du championnat du monde 1992 serait en contradiction avec l'article 3-7 du règlement technique qui interdit out dispositif (...) concu pour combler l'espace compris entre la partie suspendue de la voiture et le sol». De même, le système antipatinage, monté désormais sur vingt-deux des vingt-six formule 1, enfreindrait les articles 1-3 et 2-4 qui précisent que «la propulsion et la direction (doivent être) contrôlées par un conducteur à bord du véhicule».

Les divers systèmes de suspensions actives ou de «correcteurs d'assistite» mis eu point par Williams, Tyrreli, Benetton, McLaren, Footwork, Lotus et Ferrari permettent de réduire au minimum l'espace entre la voiture et le sol et, surtout, de le stabiliser malgré les secousses, les variations de vitesse ou la diminution de la charge d'essence, afin d'exploiter au mieux les qualités aérodynamiques des monoplaces. Les systèmes antipatinage agissent sur la propulsion. Au démarrage ou eo phase d'accélération, le pilote peut appuyer à fond sur sa pédale pnisqu'un ordinateur module la puissance du moteur afin d'éviter les risques de patinage et de

Si la non-conformité avec les rèplements techniques de la FIA devait s'avérer, oo pourrait, pour le moins, s'interroger sur le sérieux et les comqui ont mis plusieurs mois à déceler des «anomalies» qu'eucune écuric n'a cherché à dissimuler, ou de la FIA qui a cautionné le dernier championnat disputé avec des suspensions actives équipant les monoplaces les

Deux , philosophies

En fait, cette initiative hien... tardive de la FIA permet surtout à cette, dernière de placer une épée de l' Damoclès au-dessus des écuries qui contestent encore la suppression, nour 1994, de toutes troniques au pilotage (télémétrie, suscertains commanditaires et entraloé pensions actives, systèmes antipati-une baisse des affluences lors des Grands Prix (70 000 spectateurs à transmissions fly by wire, etc.), votée majorité des écuries, qui ne peuvent

RUGBY: la tournée française en Afrique du Sud

A Magny-Cours, la crise économique qui menace la formule 1 s'est traduite par l'annonce du retrait en 1994 de Camel, qui epportait quelque 20 millions de dollars (114 millions de francs) dans cette discipline. Le cigarettier n'aurait pas voulu sui-vre la surenchère de Rothmans qui aurait proposé 20 millions de livres (172 millions de francs) à Frank Wiliams, mais son départ prive Ber ton-Ford de son commanditaire prin-cipal. Rhône-Poulenc, qui psyait 1,5 million de dullars (8,5 millions de francs) pour patronner le Grand Prix de France, a décidé de mettre un terme à cette collaboration de six ans. Or, si la FISA et la FOCA (Formula one Constructor's Association) semblent décidées à mettre un frein à l'escalade des coûts en formule 1, les délais et les moyens d'y parvenir font l'objet d'interminables discussions.

Curicusement, ces discussions, dont l'enjeu principal est d'ordre financier, s'effectuent au nom de deux «philosophies» de la course. McLaren et Williams, qui ont le plus investi ces dernières années, estiment que la formule I doit rester un banc d'essai et une vitrine pour les technologies d'avant-garde de l'automobile. La FISA, qui plaide pour la suppression de tous les systèmes électroniques d'assistance au pilotage, rappelle que le championnat do moode est, avant tout, une compétition sportive qui doit mettre en valeur le talent des pilotes.

«Dans moins de trente ans, vous monterez dans votre volture, vous presserez sur un bouton et elle vous resserez sur un bouton et elle vous conduira à voire bureau pendant que vous lirez votre journal. Ces technologies existent déjà au stade expérimental, dit Max Mosley, président de la FISA. Je comprends qu'une voiture de série soil équipée d'ABS, car celn améliore la sécurité lors des freinages, mais c'est un élément de nivellement de la valeur des pilotes. Nous devons éliminer lo technologie qui tend à termilager le rélate pur un ordinateur. remplacer le pilote pur un ordinateur. Il ne s'agis pas de supprimer l'électro-nique, notamment dans la gestion des

à la majorité par la commission de formule 1, le 12 février, puis ratifiée par le Conseil mondial, le 18 mars, et la conférence plénière de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), le 9 juin. pale source de revenus de la FOCA et de la FISA, dépendent, en partie, d'un nombre minimal de voitures au

Intelligence artificielle

départ des Grands Prix. Opération

politique on financière? McLaren a

récemment fourni, à moindre coût

semble-t-il, un système de suspension active aux écuries Tyrrell et Foot-

Les multiples réunions organisées entre responsables d'écurie depuis le début de la saison n'ayant pu dégage-une plate-forme commune à propose à la FISA, Ron Dennis et Frank williams s'effercent, dans l'immé-diat, de gagner un an pour la sup-pression des aides au pilotage. S'il s'agit d'un changement dans le règle-ment sportif, comme la FISA le soutient, ces modifications sont, en effet, applicables eu 1º janvier 1994 à condition d'être publiées avant le 31 octobre 1993. En revanche, si on considère qu'elles concernent le régle ment technique, ces modifications ne penvent intervenir avant 1995, Sauf accord unanime des écuries.

Cette instabilité inquiète les grands constructeurs engagés sur de coûteux programmes à moyen on long terme, «Ce qui nous préoccupe avant tout, c'est la stabilité et la qualité des règle-ments techniques. Nous sommes motoristes de formule 1. Des règle-ments continuellement remis en cause ou contraignant à l'excès l'imagina tion des Ingénieurs nous enleveralent tone possibilité d'exprimer notre savoir-faire. Ils rendraient notre parti-cipation sans objet», estimait Louis Schweitzer, PDG de Renault, à l'oc-Schweitzer, PDG de Renault, à l'oc-ession du Grand Prix de Fraoce. Renault Sport et le Centre d'expertise et de développement en intelligence artificielle de Bull (CEDIAG) travail-ient, par exemple, sur des pro-grammes d'intelligence artificielle qui pourraient entrer en application, eu panc d'essai ou sur la paste, avant la fin de l'année « Ces programmes per fin de l'année. « Ces programmes permettront de traiter un maximum temps, en supprimant les risques d'interprétotion », affirme Bernard Dudot, directeur technique de Renault Sport.

Pour son Conseil mondial du 15 juillet, la FISA dispose a priori, avec le rapport des commissaires sportifs, de l'arme absolue pour faire pression sur les écuries contestataires. Les sanctions peuvent en effet aller du simple blame à l'exclusion des compétitions. Cette dernière hypothèse est à écarter puisqu'elle revien-drait à saborder la formule 1. Mais la position de la FISA serait en fait élicate si les suspensions actives étaient déclarées non conformes. Si les systèmes antipetinage peuvent être éliminés sans problème pour la suite de la saison, il n'en est pas de même de certaines suspensions actives. «Notre voiture n été entièreactives. «Note volture n ele entiere-ment conçue pour et autour de notre suspension réactive, affirme Frank Williams. Compte tenu de l'implanta-tion de certaines pièces, il serais impossible de l'adapter à une suspen-sion passive en cours de satson. Max Mosley le sait très bien...» Le Conseil mondial peut-il prendre le risque de décapiter le championnat du monde?

GÉRARD ALBOUY

qui emmenait les coureurs dans

la campagne vendéenne de Luçon eux Sebies-d'Olonne (215 kilomètres). L'Italien s'est mposé eu sprint face eu Belge Wilfried Nelissen et eu Français Laurent Jalabert. Le jeune Français François Simon, dont c'est la première Grande Boucle, a conservé le maillot du meilleur grimpeur. Veinqueur, samedi, du prologue du Puy-du-Fou, l'Espagnol Miguel Indurain, tenant du titre, conserve le maillot laune.

L'Italien Mario Cipollini a rem-

porté, dimanche 4 juillet, la pre-

mière étape du Tour de France,

IES SABLES-D'OLONNE

de notre envoyée spéciale Lorsqu'ils ont grimpé sur le podium, le matin, à Lucon, pour signer la feuille de présence avant la première étape du Tour de France, ils étaient tout intimidés, un peu patauds, se balançant sur leurs cycles. Ils étaient là, croisant des légendes comme Laurent Fignon ou Gilbert Duclos-Lassalle et les vedettes. Miguel Indurain ou Cleudio Chieppucci, qui leur tapaient sur l'épaule. Ils couraient donc avec eux, ils vivraient enfin cette course à laquelle ils révent depuis lout petits. Pour elle, ils ont sacrifié besucoup, s'entraînant depuis des années. Pour elle, ils ont gagné critériums, courses ou étapes. Ils sont professionnels depuis un, deux ou trois ans ct, il y a quelques jours, le directeur spor-tif de leur équipe les a retenus

Une fugitive célébrité

pour le Tour. Un adoubement.

Sur les cent quatre-vingts concurrents, ils sont quarante-sept novices à parapher pour la pre-mière fois la liste de départ. Il y a, parmi eux, deux gamins eu nom célèbre, parfois difficile à porter : Prudencio Indurain, petit frère de Miguel, double vainqueur et eccore favori de l'épreuve, et François Français est le dernier des cinq frères Simon, tous cyclistes, doot quatre professionnels.

François l'est depuis trois ans et... o'e pas voulu se démarquer de la famille. « J'ai juste fait un peu de football pendant deux ans, parce que j'étois encore trop jeune pour monter sur un velo en compétition, mais je suis resté dans lo tradition

CYCLISME: le 80° Tour de France

Le premier bal de François Simon

familiale », raconte-t-il. Membre de l'équipe Castorama, Françoie est, pour l'heure, 91° eu classement général. S'il sourit, derrière ses grands yeux bleus, c'est parce qu'il fête son baptême de fort belle manière. A l'issue de le première étape, entre Luçon et Les Sablesd'Olonne, il a conservé, dimanche, le maillot du meilleur grimpeur, au terme d'une écheppée de près de 110 kilomètres, evec cinq compères, qui lui a permis de grappiller quelques points ao classement de la montagne.

Lui, François Simon, néophyte do Tour, aura, de plus, fait le spec-tacle, aux côtés de son compatriote Ronan Pensec notamment, De son échappée, il se souvient des milliers de spectateurs massés le long de le route, qui l'ont encouragé. Il se souvient des motards de le télévision qui sont venus happer quelques images de son effort dans la campagne vendéenne.

En revient-il vraiment de se retrouver sur le podium protocolaire, eprès Miguel Indurain, le maillot jaune, et Mario Cipollini, vainqueur de l'étape et meilleur sprinteur, pour endosser son paletot blanc à pois rouges, recevoir un bouquet des mains de deux jolies filles et recevoir les vivats de le foule? « C'est très intimidant de courir son premier Tour, explique-t-il. Mals, la course commencée, il faut oublier cette émotion. Samedi, quelques heures avant le prologue. je me suis dit que je pouvais revêtir le maillot du meilleur grimpeur. Ce n'est donc pas un hasard si je le porte aujourd'hui. Il y a des côtes où je peux discuter avec les grim-peurs du Tour. Quand j'avais dix ans, j'admirais le Belge Lucien Van Impe et j'étois heureux lorsqu'il endossait le maillot à pois rouges. Aujourd'hui, c'est moi qui le porte. »

Davantage spécialiste du contrela-montre, François Simoo sait qu'il ne sera pas sacré meilleur grimpeur le 25 juillet sur les Champs-Elysées. Anparavant, il aura cédé cet hoogeor, dans la mootagoe, aux Cleudio Chiap-pucci, Reul Alcale on Tony Rominger. Pour l'heure, il souhaite seulement conserver la tête de ce classement jusqu'au lac de Madine. à l'issue des neuf étapes de plet. C'est qu'il voudrait tant traverser la Champagne, sa région netale, avec cette casaque tachée de rouge, qui l'extirpe, pour l'instant, de l'enonymat du peloton.

BÉNÈDICTE MATHIEU

Concours Lépine

LE PUY-DU-FOU (VENDÈE)

Le village-départ du prologue

de notre envoyée spéciale

du Puy-du-Fou reesembleit, samedi, à une exposition du concours Lépine. Cette piquante visite est désormais traditionnelle. Le visiteur qui se promane d'équipe en équipe peut aperca-voir, eur les voitures officielles hérissées de vélos, les demières Innovations des techniciens. Personne ne s'étonne plus de voir les concurrents se coiffer de casques profilés, erborer des combinaisons moulantes ou enfourcher de drôles de machinee aux cadres plongeants, aux roues lenticulaires et aux guidons de triathlète. Tout le monde e'est extasié sur le nou-veeu dérailleur électrique de le société française Mavic, momé sur le vélo d'Erik Breukink.

Le Néerlandais s'est élancé sur un monocoque de carbone et de titane, petit frère du vélo révolu-tionnaire utiliéé eux Jeux olympiques de Barcelone par le Britannique Chris Boerdmen, qui evalt remporté le médeille d'or de le poursuite an prenent plus d'une minute à son edversaire. Cette mechine futuriste eet conçue par Lotus, l'écurie de formute 1 championne du monde en 1963 et en 1965.

Un vélo dans l'un des temples de la recherche automobile? Ce drûle de mariage fut imaginé per un technician français. Passionné de cyclisme, il découvrit une étonnante machine à pédales reléguée au fond de l'atelier d'un inventeur britennique qui evait essuyé trop de refue pour voir, dene aon monocoque, une invention valsble. Les deux hommee réussissent à embarquer quelques spécialistes de Lotus dans l'aventure.

Dens l'uaine, l'hostilité est quasi générale. Lotua est en crise et envisage des licenciements. Certains s'indignent que l'on dépense de l'ergent pour un moyen de locomotion aussi futile qu'un vélo. Les cyclistes se font tout petits, se réfugient dans un laboratoire où ils travaillent en grand secret.

Dèe son apperition, en 1989, le prototype est benni des circuits par la Fédération internationale de cyclisme. Il sera finalement homologué pour les épreuves sur piste dee Jeux olympiques de Barcelone et volontiers accepté par une équipe britannique à la recherche de l'or. Chris Boardman va passer les mois de l'hiver 1992 à pédale dens des souffleries glaciales afin d'améliorer l'eérodynamisme de la machine. Sa epectaculaire victoire aux Jeux olympiques permet de poursuivre les recherches pour edapter cet outil à la route. Lons s'associe evec la société française Look, spécialisée dans les meté-riaux composites et qui entend distribuer le phénomène sur le merché. On préfère une fourche classique à la fourche à un bras du prototype des Jeux.

Samedi était donc la première grande sortie du Lotus routier qui permettrait da gagner 2 secondes par kilomàtre. L'Italien Merio Cipolilni eurait dû l'utiliser, meis les conditions finencières de Lotus furent trop onéreuses pour aon équipe. Erik Breukink na l'a découvert que deux jours avant le prologue. Est-ce pour cela? Pour l'heure, seul le beau profil de la monture e étonné. Le Néerlandais, qui a terminé treizième, n'e pea été essez fort pour menacer Miguel Indurain.

B. M.

Sans marquer un ceul essai, les

Une victoire concluante

L'équipe de France a conclu sa tournée en Afrique du Sud par une victoire à l'erraché, samedi 3 juillet à Johannesburg, en l'em-portant (18-17) sur les Sud-Africains à l'occasion du deuxième et dernier test-match. Lors du premier test, samedi 26 juin à Durben, les deux adversaires avaient fait match nul (20 à 20).

> Un grand sens tactique

C'eet le première foia que le

Bleus se sont créé de nombreusee occaeions, grace à leur mettriae collective et à une défense hermétique. La pertie a l'occupation du terrain la bonna pourtant mel débuté pour les hommes d'Olivier Roumat puisqu'à le eixiàme minute un ballon de Jean-Michel Gonzales, récupéré par Schmidt, e permia au Sud-Africain James Small de marquer l'unique essai de le pertie, portant le score à B à 0 en faveur

des Springboks. Les joueurs entraînés per Pierre Ouinze de France gagne sur le ter-rain des Springboks depuis 1967. Berbizier ont fait preuve d'un grand sens tactique. L'ouvreur

Alain Peneud, et Thierry Lacroix, respectivement auteurs d'un drop et de quinze points, ont concrétisé au tableau d'affichage et dans production du pack an mélées at dans les regroupements. L'errière du Quinze de Frence, Jeen-Luc Sadourny, est sorti du terrain à la quarante-neuvième minute. Il souffre d'une fracture du plencher orbitaire de l'œil gauche.

La toumée des tricoloras en Afrique du Sud se solde par quetre victoires, deux matches nuis et Berbizier ont fait preuve d'un deux défaites, et 169 points marqués contre 159 encaissée.

Les résultats

AUTOMOBILISME

Grand Prix de formule 1 de France 1. A. Prost (Fra, Williams-Renault), ies 306 km en 1 h 3B min 35 s (moyenne: 188,231 km/h); 2. D. Hill (GB, Wäisma-Renault), à 342/1 000 de s; 3. M. Schumachar (All, Benettonford), à 21 s; 4. A. Senna (Bré, McLaren-Ford), à 32 s; 5. M. Brundle (GB, Ligier-Renault), à 33 s; 6. M. Andretti (EU, McLaren-Ford), à 1 tour.

Championnat du monde des conducteurs (après huit courses): 1. A. Prost, 57 pts; 2. A. Senna, 45; 3. D. Hill, 28; 4. M. Schumacher, 24; 5. M. Brundell, 9.

Championnat du monda des eurs: 1. Williams-Renault, 85 pts; 2. McLaren-Ford, 48; 3. Benetton-Ford, 29; 4. Ligier-Renault, 15; 5. Ferrari, 9.

BASKET-BALL

Championnat d'Europe Pour la première fois de son histoire, l'Allemagne a remporté le championnat d'Europe de basket-ball en battant en finale la Russie, dimanche 4 juillet à Munich. Pour le troisième place, la Croe-tie e dominé le Grèce (99-59). L'équipe de France, qui eveit été éliminée en quarts de finele par la Grèce, a terminé

septième en battant la Bosnia (83-75).

ESCRIME Championnats du monda

éré sacré champion du monda de fleuret

L'Allemand Alexander Koch, qui avait

Essen, en battent en finala l'Ukrainien Serguel Golubitski (5-2, 5-2). Le champinn nlympique Philipps Omnàs, qui avait été éliminé an dami-finale par Alexander Koch, a obtenu la médaille de bronze.

CYCLISME Tour de France

Prologue au Puy-du-Fnu (6,8 km) en 1989 à Denver, a obtenu un 1. M. Indurain (Esp), B min 12 s; 2. deuxième titre mondial, samedi 3 juillet à A. Zulle (Su), à 8 s; 3. G. Bugno (Ita), à

T. Rominger (Sul), à 14 s. Première étape Lucon-Les-Sables-d'Olonne (215 kilo-

11 s; 4. T. Marie (Fre), à 13 s; 5.

1. M. Cipoflini (Ita), 4 h 52 min 29 s;
2. W. Nelissen (Bell); 3. L. Jelebert (Fra); 4. O. Ludwig [All]; 5. J. Capiot (Bell), tous dans le même temps.

Classement général:

1. M. Indurain (Esp), 5 h et 41 s; 2.

A. Zolle (Sui) à 12 s; 3. L. Jalabert (Fra) à 13 e; 4. G. Bugno (Ita) à 15 s.

Avec Le Monde sur Minitel - par téléphone

Admissibilité :

ENSAE SEA

36.15 LEMONDE - 36.70.30.70

Californie ou de Floride. Départs possibles tous les 2 mois. année (8 mois) : 50.000 F env., semestre (4 mois): 28.000 F env. Cours, logement, repas inclus. University Studies in America

CEPES 42, avenue Bosquet 75007 PARIS (1) 45 50 28 28

STAGEUSA Dans une grande université de

Pete Sampra

Numéro de juillet-août 1993 - 25 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Dossier Réussir son entrée à l'université

Les inscriptions, l'orientation, la vie étudiante : un grand dossier pour aider les nouveaux bacheliers dans leurs premiers contacts avec l'université.



Guide:

L'été des enfants

Région par région, notre sélection de loisirs pour enfants : fêtes, festivals, expos, nature... plus de 300 idées d'activités.

Enquête :

Portraits de jeunes passionnés

Comment des adolescents mobilisent moyens et énergies pour réaliser leurs rêves.

Reportage:

L'information sexuelle des lycéens

Parents, copains, lycée, émissions de radio, les sources sont nombreuses, mais répondent mal aux attentes des jeunes.

Pete Sampras en forgeron

Au terme d'une quinzaine où près de quatre cent mille personnes ont pris des coups de solali dans les gradins du Ali England Club, is logique des clessements mondiaux masculins et féminins e été respectée en fineles des simples des chempionnats de Wimbledon 1993 : l'Allemande Steffi Graf, samedi 3 juillet, et l'Américain Pete Sampras, dimanche 4 juillet, se cont imposés sur le gazon de Church Road, respectivement pour le cinquième et la première fois. Alors que l'Allemande s'est vu offrir la victoire par son edversalra, la Tchèque Jana Novotns, l'Américain n'e pas véritablement été inquiété par son compatriote Jim Courier. Avec ce treizième titra du Grand Cheiem, Steffi Graf e augmenté sa fortune de 270 000 livres (2,4 millions de francs), tandis que Pete Sempres, dont c'est le deuxième titre mejeur, gonflait son compte en banque de 305 000 livres (2,8 millions de francs).

LONDRES

de notre envoyé spécial Do momeot qu'il fait beau, la finale masculine des championnats de Wimbledoo est déjà réussle. C'est l'axiome qui fonde la conception anglaise do spectacle de ten-nis. Dimanche 4 juillet, les treize mille spectateurs do All England Club se rejouissaient done du bain de soleil promis peodant le dernier match de simple de la quinzajoe. Pour le reste, c'est-à-dire la partie entre les Américains Pete Sampras et Jim Courier, oo lear svait conseillé d'être patients, sioon indulgents. Bien que ce fut le jour de l'Iodépeodance des Etats-Unis, on ne devait pas s'attendre à une parade tennistique de la part de ces deux gaillards.

Rarement deux finalistes se soot présentés sur le court central précédés d'une eussi petite réputation, entourés d'aussi peo d'eotbousiasme. A Sampras, on reprochait tête baissée comme oo Arpagoo recherchant des pièces de monnaie

échappées des poches de ses adversaires. Chez Courier, c'était le côté pompiste meebo qui dérangeait, cette façon de jouer comme il aurait fait une vidange graissage en roulant des épaules. Tous les deux evaient surtout choqué one Angle-terre éternellement puritaine eo proférant quelques fortes obscénités lors de matches précédents. Oo les considérait dooc evec condescendance, comme des gamins surpris les doigts dans le oez à table, des maleppris, des malotrus. Oo regrettait presque qu'ils se soient invités à la finale.

Comment leur faire comprendre les coovenances? La seule éducation qu'aient recue les deux kids, la scule religion qu'ils connaissent, c'est le tennis. Jadis ce fut un sport d'orfèvre, de tailleur de diamants, de sertisseur de perles, d'artisan sussi soblime qu'un Benvenuto Cellini. Eux, sujourd'bui, ce soot des Krupp, des de Weodel. Entre bauts-fourneaux et laminoirs, ils produiseot uo jen d'aeier pour machine de guerre. C'est l'air du temps, le nouvel ordre mondial, la rançoo de la fin des empires, du déclin des idéologies, quaod il ne reste que rentabilité et profit, délocalisation et spéculation. Eux, ce sont aussi des initiés, tantôt raiders tantôt chevaliers blaces, l'is font sauter la beoque ou couler la Bourse, ils spéculent sur les taux ou joneot sur le change. Chaqoe tournoi est une OPA sauvage.

Denx « golden boys »

C'est pour cela que Wimbledon était dans le collimateur de Pete Sampras et Jim Courier, les golden boys. C'est la grosse affaire, eelle qui rapports pendant des années, celle qui essure le meilleur dividende. Gagner Wimbledoo, e'est apprendre avant la City que Nepo-léoo e perdu à Weterloo, e'est investir dans le latex avant le sida, c'est savoir que Pechieve va ache-ter American Can. En plus, gagner Wimbledoo, e'est vider uo méchant cooflit : on saura qui des deux est vraiment le numéro un' moodial. Sampras, qui o'a plus rico gagoé d'importaot depuis Flushiog-Meadow en 1990, meis qui amasse les petits titres, on bien Courier, qui a deux Roland-Garros de se déplacer cotre deux poiots et deux Melbourne co magasin mais qui n'a pas un gros stock de victoires moins oobles.

Femmes cruelles

LONDRES

de notre envoyé spécial

Un mauvais metch à forca d'émotions peut faire una bella finale. C'est ce qui s'est produit, samedi 3 juillat, sur le centre court du All England Club : on na repessare pas la cassette da la rencontre Graf-Novotna dens les écoles de tennis pour la qualité du jeu maie pour l'intensité de la bateille osychologiqua, pour la cruavté da l'échenga entra femmes à bout de nerfs.

Cela s'est donc terminé dans les larmea. Jena Novotna a éclaté en sanglots sur l'épaula de la duchesse de Kent, qui, an lui remettant la plateau d'argent symbole de sa défaite, voulait la réconforter at lui diseit qu'ella méritait de gagner un jour la tournoi. Comment faira bonna figure quand on vient de manquer le jour? A vingt-quatre ane, on sait que l'Histoire ne repasse pas les plate. La Tchèqua a vu ds trop pràs ls victoire pour espérer s'en approcher encore.

Tout s'est joué sur trola petits points eu bout da daux heurea da jeu, quand la fatigue tombe comme un coup de massue sur la ouqua. Jusqua-là, Jena Novotna avait dominé la débat un peu comme lors de sa demifinale face à Martina Navratilova : service, volée at amash matteisnt constammant sous pression Staffi Graf, qui semblait en perdre l'usage de son coup droit. Braf, Jans Novotna evalt emporté la seconde manche 6-1 et avait una balle da 5-1 dans le troisième eet. Son rêve ellelt

a accompli... Révait-ells vraiment? S'étaitelle réveillée? A-t-elle réalisé qu'elle était, sur le centre court de Wimbledon, en paase da devenir la centième détentrice de l'ineatimable pisteau à thé en or? En trois coups, une double faute, une volée trop longue st un smash dans le filet, tous ses espoirs as sont envolés : Steffi Graf revenait à 4-2 dans une pertia dont elle avalt été expulaée dapuls le fin du premier set.

La raste est la chronique d'une noyada : Jana Novotna e coulé comme una nageuse téméraire victime d'hydrocution. Trois doublea fautea lui ont fait toucher le fond (4-4). Elle y est restée sur un damier smash de Steffi Graf (6-4). Triste fin pour le petite sirèna de 8mo : alle aura marqué plus da jeux (17 contre 14) at plus de points (107 contra 103) pour nan. Elle n's pes au les ressources physiques, et la luci-dité qui va de pair, pour eller su bout da son ambition, ramporter la titra en l'honnaur de son entraîneur, Hane Mandikova.

Vingt et une victoires consécutives

L'expérience aure fait la différence sur un centre court écrasé de chaleur. C'était la aixième foia qua Steffi Graf disputelt la finale des chempionnats féminina de Wimbladon, qu'ella aveit déjà gagnés cinq fois. C'était encore le vingtième fois que l'Allemande atteignait le finala d'un tournoi du grand chelam, dont elle détenait douze titres. En regard, Jana Novotna n'avait à faire valoir qu'une finala perdue à Malbourne en 1991.

Alnei, an ayant sena douta produit son plus meuveis tennis de la quinzaine, Staffi Graf e fait bascular la pertia an sa favaur. Cela e tenu à da petits détails :

«A 4-1 dans le troisième set, je
me auis rappelée que j'aveis déjà
été dans une situation semiplable avec Martina Navratilova. J'avais alors changé da requetta, er j'aveis gagné. J'al essayé da nouveau, et ce a marché. » Aucune situation n'est jamaie déasapérée pour une grande chempionne : en dépit d'una blessure à un ortell qui la gêne dspuis les Internetioneux de Frence, Steffi Graf a remporté eemedl eon vingt et unième match consécutif sur le gazon de Wimbledon, eon trolslàma titre consécutif.

Derrière ce cooteotieux, il y evait une autre question taut eussi grave qoi divisait les experts. Il s'agissait de savoir si Jim Courier pouvait avoir ici un destin compa-rable à celui de Björn Borg. Si, après deux titres sur la terre battue de Roland-Garros, il allait s'imposer sur le gazon de Wimbledon comme le Viking légendaire. Pour beaocoup, cela aurait été uoe oouvelle offense à l'esprit des lieux, su devoir de jeu offensif. Oo maudis-sait done le ciel trop clément qui evait provoqué le ruine de la pelouse, qui evait contribué à tranformer le pré en uo seotier pou-dreux et qui favorisait sinsi le cogneur. On craignait aussi que Pete Sampras n'ait pas le plein usage d'ane épaule douloureuse maintenue en état de servir à force de pommade et de cachets.

Vaioe querelle, vaioes alarmes. Le public e pu bronzer tranquillemeot jusqu'à le balle de match. Pendant près de trois beures, il ne s'est pratiquement rien passé. Il fallut etteodre 57 minutes pour voir la première égalité (sur le service de Courier), 1 b 26 min. pour la seconde (encore sur le service de Courier) et plus de 2 heures pour le premier break (sur le service de mpras). Pendant tout ce temps, Pete Sampras et Jim Courier, gâcbeurs de plaisirs, ooirs forgerons, ont tapé des services.

Ce fut le principal coup de tennis joué pendant le match, presque le seul, jusqu'à l'indigestion, la surdose. Et Sampras le jone mieux que Courier, particulièrement avec des deuxièmes balles totalement incootrolebles. L'exploit dans ces cooditioos consista pour Courier à avoir deux balles de break et à les transformer. Cele se produisit au troisième set, quand Sampras accusa momeotacement oce certaine fetigue après evoir raflé les deux premières manches au tiebreak. Cela oc fit pas un match. Juste une défaite, inéluctable, pour Jim Courier, le deuxième eo uo mois.

· Ni avant: (excepté une balle de set daos le tie-break de le deuxième manche, effecée par une valée amortie) ni après, Sampras oe fut mis sous pression. 11 est vrai que Jim Caurier o'y était guère leurs oeuf rencootres précédentes. Pour Sampras, c'était presque une affaire courante. Le tour de force, la démonstration algébrique, il les evait réussis vendredi en demi-fioale, face à Boris Becker. Le mur allemand s'était lézardé puis effondré sous la multiplicité des coups, la variété des angles, la profoodeur du champ. Une victoire de percemuraille acquise avec une appareote et décoocertante facilité, la marque du pur talent.

Où cela le menera-z-il? Pete Sampras avait été le premier étonné de devenir en 1990 le plus jeuoe vainqueur de l'Open des Etats-Unis. Trois ans après, à vingt 'et un ans, avec cette victoire à Wimbledoo, il approche de la maturité, imposant un style aux antipodes de celui du champion sortant André Agassi. S'il s'amuse, il n'est pas là pour amuser. C'est un jeu austère, un peu comme du Bach, c'est sussi bien quand c'est

ALAIN GIRAUDO

Les résultats Finale simples messieurs

P. Sampras (E-U, n° 1) b. J. Courier (E-U, o° 3) 7-6, 7-6, 3-6, 6-3. Finale simples dames

S. Graf (Ali, nº 1) b. J. Novotna (Tch, o° 8) 7-6, 1-6, 6-4. Finale doubles messieurs

T. Woodbridge et M. Woodforde (Aus, n° 1) b. G. Connell et P. Gal-braith (Can et E-U. o° 5) 7-5, 6-3, Finale doubles dames
G. Fernandez et N. Zvereva
(E-U et Bié, o° 1) b. L. Neiland et

J. Novotna (Ukr et Tch, n° 2) 6-4, Finale doubles mixtes

T. Nijssen et M¹² M. Bollegraf (P-B, o 12) b. M. Woodforde et M¹² M. Nevratilova (Aus et E-U, n° 3).

Finale simples juniors garçons R. Sabau (Rom, o* 9) b. J. Szy-manski (Ven, o* 7) 7-6, 7-5. Finale simples juniors filles

N. Feber (Bel, o' 1) b. R. Grande (Ita, n' 7) 7-6, 1-6, 6-2. La Suissesse Martina Hingis, douze ans, championne de Roland-Garros, a été battue en demi-finale par l'Italienne Grande 6-2, 7-6. (Entre parenthèses la nationalité et le ouméro de tête de série des

CARNET DU Monde

Le général et M= COT, Michèle et Antoine KIRRY, Pierre-Etienne et Emmanuel

ont le joie d'annoncer le naissance de

Anne-Cécila.

le 25 jain 1993.

Décès

- M≈ Lina Brulé née Maurer, son épouse, Mes Marcelle Brulé,

sa mère, Mª Germaine Sirot, en tante, Et toute la famille, unt la douleur de faire part du décès de

M. Heari BRULE professeur bonoraire d'histoire-géographie, officier des Palmes académ

survenu à Ortéans, le 30 juin 1993, dans sa soixante-dixième anné

Ses obséques not eu lieu le 3 juillet, à Brigueil-le-Chantre (Vienne).

33, boulevard Rocheplatte, 45000 Orléans.

- France et Philippe Fondanziche, Martine et Bertrand Fievet Mailhebian

et leurs enfants, Les familles Wartelle, Cande, Guinard, Revaux et Raux, out la douleur de faire part du décès de

Jean FIEVET, X 36, Colditz 1941-1943, ancien directeur au SEA et à Elf-Erap,

leur père, grand-père et parent, sarvenu le 28 juin 1993, dans sa

La cérémonie religieuse et l'inhuma-tion nut eu lieu le 3 juillet, à Creuzier-le-Neuf (Allier), dans l'intimité fami-liale.

Unissez dans vos pensées

Yvonne,

Marie-Hélène,

Cet avis tient lieu de faire-part. - Les familles Karaimsky-Amar et ont la tristesse de faire part du décès de

Mª Alice GAMON,

survenu le 28 jnin 1993, à son dami cile. à l'âge de soixante-sept aus.

Les obsèques ont été célébrées dans

83, rue Marcei-Bonnet, 94230 Cachan. - Vitry-le-François.

Le 2 juillet 1993, natre très estimé et regretté époux et père,

M. Habert LABRUSSE,

nous quittait.

Cet avis tient lieu de faire-part. - Simone et Michel Gallemard,

leurs enfants et petite-fille, Marthe et Daniel Riou et leurs enfants, Henri et Claude Pigeyre

et leurs enfants, ont le regret de faire part du décès de M. Philippe PIGEYRE,

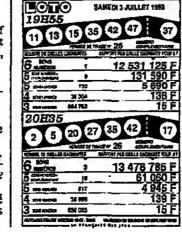
survenu le 2 juillet 1993, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

23270 Clugnat.

87800 Nexon. 19220 Saint-Julien-aux-Bois.

Un déjeoner-débat sur l'aveoir

de l'Europe. - A l'initiative du groupe Alerte aux réalités internationales, un déjeuner-débat aura lieu, sur le thème de « L'avenir de l'Europe», autour de Jean Françnis-Poncet, le jeudi 8 juillet, à partir de 13 heures, à l'hatel Frantour à Paris. Pour tous renseignements, téléphoner à Réalités internationales, au 45-23-23-63.



- M. et M. Gilbert Gantier et leurs enfants, M. et M. John Riggs

et leurs enfa Mª Béatrice Lacoste. ses enfants et petits-enfants, M- Marie-Chantal de Montjoye,

sa sœur, Ses parents et alliés, unt la douleur de faire part du décès, le

28 juin 1993, dans sa quatre-vingt-hui-tième 20née, à Urrugne [Pyrénées-

M. Francis LACOSTE, ancien résident général de France au Maroc, ancien ambassadeur de France

au Canada et en Belgique, commandeur de la Léginn d'honneur, grand officier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945, US Medal of Freedom.

Les obseques ont eu lieu dans l'inti-mité familiale, le 30 juin, en l'église

Le présent avis tient lieu de faire-

part.

[Né le 27 novembre 1906 à Paris, licencié às lettres et diplômé de sciences politiques, Francis Lacorte était autré au Qual d'Orasy en 1929, il sesti ceurs était autré au Qual d'Orasy en 1929, il sesti ceurs pétitéres postas élpomatiques en Europe, en Asie et aux Etate-Unis, avent d'être noumé, en novembre 1947, ministre délégué à la résidence générale du Mêroc où, face à une politique de fernanté alors conduite par le général Jein, il s'afforça de maintenir des relations avec le Palais royal. C'aux en mois de mel 1954 qu'il succéde au général Guillaume comme résident général au Maroc. Il dameurera à ca poete jusqu'en juillet 1966, préparant le toute proche indépandance de pays, affirmant alors que les nouvelles institutions devront floar les modelités d'une cusion future jevec l'ancienne métropole) dans une interdépondance volontairement consentie ». Compoient de la nécessité d'une politique de réformes, il aura du mal à convaincre les Mêtrocains que calles-el vout assez loin et les Françaia qu'elles ne vont pas trop loia. Il sera ensulte entrestès de peunére en retraite en 1971.]

On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 1≠ juillet 1993, du

docteur Jeanne LEVY professeur honoraire à la Faculté de médecine de Paris, docteur ès sciences,

de la Société des médecins de Bohème membre d'honneur de la Société médicale tchécoslovaque, vice-président de l'Uninn rationaliste,

chevalier de l'ordre de la Légino d'honneur, afficier de l'ordre de l'instruction publique, chevalier de l'ordre de la santé publique.

De la part de M. José Levy,

Le docteur et M. Philippe Delory. Le docteur Jean Levy, M. Michel Levy,

M. et M- Charles Feld.

Jeanne Levy a été la première femme professeur à la Faculté de médecine de Paris.

126, boulevard du Montparnasse,

CARNET DU MONDE Renseignements: 40-65-29-94 Tarif: la ligne H.T. Communicat diverses _.. 105 F Véronique Ben Jacob, ant la douleur de faire part du décès de

André METZEL survenu en sa soixante-septième année

li a été enseveli à Moneteau (Yonne).

9 A, rue Charles-Pathé, 94300 Vincennes.

- M. Jean Zivy,

son époux, M. et M= Alain Zivy et leurs enfants, Le docteur et Me Pierre Zivy leurs enfants et petits-enfants,

ses enfants et petits-enfants Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

Mª Jean ZIVY, née Lucette Tressont,

snrvenu le 2 juilles 1993, dans sa

Les obsèques aurant lieu le mardi 6 juillet, à 14 heures, en l'église des Batignelles, 44, houlevard des Bati-gnelles, Paris-17, suivies de l'inhumatinn au cimetière du Mantparnasse, 3 bis, houlevard Edgar Quinel,

Ni fleurs ni couronnes, seinn la volonté de la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

51, avenue Trudaine, 75009 Paris.

Condoléances

Les enseignants de l'UFR d'italien de Paris-III expriment leurs condoléances attristées à la famille de leur ancien collègue

Gilbert TAIEB, professeur d'italien à Aix-en-Provence.

Remerciements

- Josette Guintoli remercie toutes les personnes qui lui ont témoigné de la sympathie lors des obsèques de son mari

Lucien GUINTOLI.

Anniversaires - Il y a dix ans, le 4 juillet 1983,

Albert GONTTER

pous quitrait. Geneviève Barral.

Véronique,

- Ce 5 juillet 1993, onzième anniversaire de la mort de

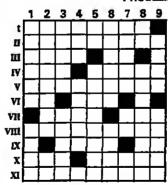
Edouard LABIN.

Nous le rappelans au sauvenir de ceux qui l'ant connu, jaignant à sa mémoire celle de ses deux frères,

Armand LABIN, Emile LABIN, décédés en 1956 et en 1974,

et celle de leurs parents.

Saniel et Charlotte LABIN, 'disparus en 1953 et en 1957.



HORIZONTALEMENT

I. Des personnes qui ont peur da voir das souris à leur place. - II. Qui ont recu une bonne correction. - III. Etra à l'ouvraga. Point da dépert. -IV. Son dos feit une bosse. Veut la randu. ~ V. Un homma qui peut-être n'aimeit pee le compegnie. – VI. Quertier de Vienns. Ca qu'il y avait de moins dur dene le boulot. – VII. N'eat pas une fine mouche. Coule à l'étrenger. - VIII. Un métier qui s'exerce eu plad lavé. IX. Déesse. Abréviation. -X. Belle en mer. Parfois accompagnée de fracas. - XI. Prises en main pour una évaluation.

VERTICALEMENT 1. Peut se laver dans un panier. Peut-être comme celui qui a été vu. - 2. Insigne. Saint.

1 2 3 4 5 8 7 8 9 - 3. Peut enivrar. Selut edrassé à un vaeu. — 4. Pâquea, par exampla. Fecteura da troublas. - 5. Nota. Objet da pétition. -6. La groesa galette. Qui ont beaucoup circuié. - 7. Dans la Meyenna. Attira daa cherchaurs. Daux cantons dans l'acu. -8. Symbole. Marchend d'illusions. - 9. Se donner du mal. Fortes, peuvent être en tôla.

Solution du problème nº 6075 **Horizontalemant**

I. Gâchis. Râpées. - II. Arles. Démon. Arp. - III. Uropoda. Etc. - IV. Leu. Lémsn. Aisée. -V. E1. Topa. Epis. MM. -VI. Oasians. Isolée. - VII. Enher-nschés. Our. - VIII. Us. SG. Age. Uti. - IX. Assiette. Pied. -X. Eeu. Peureuses. – XI. En. Carrière. Ers. – XII. Nor. Eat. Vel – XIII. Aérées. Mer. Je. – XIV. Ganou. Entérites. -XV. Entées. Géante.

Verticalement

1. Gaula. Euméa. Aga. – 2. Arrêtons. Année. – 3. Clou. Ahl Au. Ome. – 4. Hepl Teere. Créon. – 5. Isoloir. Spa. Eut. – 6. Dépeneièree. – 7. Déménegeurs. Ee. – 8. Ré. SC. Tritons. - 9. Amène. Hâtée. -10. Pot. Piégeur, Meg. -11. Encaises. Sévère. - 12. leo. Pé. Aria. - 13. Sans. Louise. TN. - 14. Emeute. Rejet. -15. Ephémérides. ESE.

GUY BROUTY

u tychens rents, copains, lycee m nombreuses.

portage : information sexuelle

4 4 Aug 18 Aug 1

wasin 💘 👸 in in

Marie Wales Arrive

4.

40.50 Sec. 40 (100.00)

Appendix of the

 $N_{\rm st}^{\rm h} = 2 e^{-i t} e^{i t} e^{i t} e^{-i t} e^{-i t} = 0$

the property of the second

State of the second

 $|A_{ij}| = \cdots + \frac{1}{2} \sum_{i=1}^{n} \frac{1}{2} \sum$

48-89-61

All the second second

April Land

and the switches of the

Although the Control

Service of the service of

19. 基础设施的基础。

. .

1. A. .

o O B R N A U X

and the second

insions de radio les soules repondent mai attentes des jeunes

joueuses et des joueurs.)

.

STATE OF THE STATE

CULTURE

L'Été festival

LES EUROCKÉENNES, à Belfort

La nature, le rock et la politique

Le plus grand festival en plein air de France entre fête et conformisme

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

C'est une drôle de façon de passer le week-end, un festival de rock.
Quand nn arrive à Belfint, par exemple, pour les Eurockéennes, il faut prendre un train qui fait la navette entre la ville et le site du festival, la base nautique dn Malsancy. A la gare de Belfort, des policiers surveillent les festivaliers.

A Malsaucy, ce sont des gendarmes qui les attendent. A la muit, quand il faut revenir, ce sont des CRS qui parouillent la gare de Belfort, ils en profitent pnur promener lenrs profitent pnur promener lenrs chiens, heureusement muselés.

chiens, heureusement muselés.

Cette année, du 3 au 4 juillet, environ soixante-dix mille personnes ont fait le voyage des Eurockéennes. C'est beaucoup pour une base de loisirs. Beaucoup trop, pensent les écologistes, qui nnt obtenu du conseil général, principal soutien du festival, que l'on étudie l'impact sur l'environnement. Après avoir compté le nombre d'insectes au mètre carré sur le site avant le 3 juillet, on le contrôlera au lendemain de la dernière soirée. Il faut bien avouer que les festivaliers ne font guère attention aux bêtes à bon Dieu. L'an passé, ils étaient transis, en 1993, ils sont écrasés par la chaleur, il leur fant s'hydrater. Dans les festivals de rock, le kit de réhydration comprend généralement nu grand verre en plastique, plein de bière (boîtes et bouteilles sont interdites). Parfois des groupes bien intentionnés arrosent le public depuis la scène à l'aide de grosses bouteilles d'eau minérale. Samedi, un groupe de rap a sans doute cru gagner du temps en jetant une bouteille pleine qui a atterni sur le front d'un spectateur.

Dimanche, dans l'Est républicain, un médecin se félicitait de ce que « l'alcool associé aux joints ne rend pas les gens nerveux [...] Ils sont plutôt nmorphes, et c'est tant mieux». C'est peut-être à cause de cette mollesse que la baignade, d'or-dinaire encouragée sur la base nau-Eurockéennes. Dimanche, le bean temps a fini de virer à la canicule, quelques recoins du site se sont transfirmés en cloaque à ciel ouvert, et les cours d'histoire sur l'hygiène dans la cité médiévale reviennent à l'esprit. D'ailleurs, les échnppes installées autnur des espaces de concert complètent l'im-pression. Ici, vnisinage franc-comtois oblige, la saucisse de Morteau concurrence la merguez. La perma-nence de certaines valeurs rassure les plus agés : comme il y a vingt-cinq ans, nn peut s'acheter des t-shirts violets, des petites lunettes rondes à verres bleus et des disques pirates, proposés dans un stand pas très éloigné de celui de la SACEM.

Malgré tout, ils étaient, elles étaient, soixante-dix mille à avoir payé environ 150 francs (prix de la inuraée) pour cette aventure des urace) pour cette aventure des temps modernes dont le rituel s'est figé en 1969, l'année de Woodstock (le paradis) et d'Altamont (l'enfer), bien avant que la majorité des spec-tateurs de Belfort ne soient nés. La

musique, elle, a changé. Vnilà maintenant trois fois que les Eurockéennes affichent leur volouté d'être le grand festival en plein air français, l'équivalent de Roskilde au Danemark, de Leysin en Suisse, de Torhont-Werchter en Belgiqne. Pour y arriver, il faut de grands noms, des gens qui déplacent les fnules. En 1993, ce furent Lenny Kravitz, Noir Désir et Midnight Oil. Au fur et à mesure que l'nn descendait vers le bas de l'affiche, on retrouvait ce souci de plaire plntôt que de surprendre. D'ailleurs, Christian Proust, président du conseil général et fondateur des Eurockéennes, ne cachait pas que « l'ardente obligation » de combler le déficit accumulé les années précédentes n'avait pas compté pour rien dentes n'avait pas compté pour rien dans les choix artistiques.

> Canularesque et réjouissant

La scène C, la plus petite, réservée aux découvertes, a permis de passer l'après-midi de samedi avec quelques groupes de rap franco-phones placés sous le haut patro-nage de MC Solaar, Parce que les maisons de disques se sont lassées aussi vite de la course aux signa-tures qu'elles l'avaient entamée, parce que les disques qui sortent sont souvent bâclés, un pourrait croire le mouvement en panne. Sur scène, on s'aperçoit que le rap fran-cais traverse allegrement cette crise de croissance : les rythmiques de chair et de peaux de tambour com-mencent à apparaître. Sens Unik, groupe helvète, s'applique à trouver des rimes justes, à la hanteur de rythmes serrés.

On pouvait d'aillenrs écouter Sens Unik en regardant Chris Isaak. Un petit vent traître portait les sons de la scène C jusqu'aux alentonrs de la scène B, grande tente destinée aux talents de renommée moyenne, ce qui semble être le destin définitif de Chris Isaak. Heureusement, le mnral du Californien n'a pas l'air d'en avoir été trop affecté. An nocturnes, parasitées par les rappers vnisins, semblaient un peu dépla-cées. Mais, vêtu d'un beau costume argenté, Chris Issak s'est alors mis à jouer l'idole des jeunes. Il s'est déchaîné sur quelques classiques (dont un amusant Diddley Daddy), a fait monter force jeunes gens sur a tait monter force jeunes gens sur scène, et, avant qu'nn ait pu se rendre compte de la farce, s'est transformé en fantôme pervers de ces rockers synthétiques (Frankie Avalon, Pat Boone) qui tuèrent le rock'n'roll une première finis, à la fin des années 50. Bien sûr, le cas Isaak est plus complexe que ce concert canularesque et réjouissant, nn aura l'occasinn de l'étudier bientôt à Paris.

Calvin Russell, qui lui succéda sous le chapiteau, est devenu une espèce de phénnmène. Inennnn ehez lui, au Texas, ce quinquagé-naire vend des dizaines de milliers de disques en France. A l'entendre sur scène, nn pent s'en étnaner. Anteur très limité, accompagné d'un groupe ordinaire quoique sin-

cère, Calvin Russell se distingue surtout par sa voix cassée en mille morceaux, faite pour chanter le blues. Mais il y a aussi le rock (banal, dans la lignée de Bruce Springsteen) et les textes qui n'échappent à la prétention que par neïveré

C'est sur la grande scène, plantée au bout d'un pré en pente dauce, au bout d'un pré en pente dauce, que se rejouent vraiment les mystères des grandes heures du rock. A Willy De Ville, par exemple, échut le coucher du soleil, qu'il illustra de sa version mariachi de Hey Ine. Ensuite, Jean-Louis Aubert, qui avait nbtenn des nrganisateurs qu'ils rallongeassent la durée de son concert d'une demi-heure, démuntra qu'il ne reculait devant aucun moven pour prolonger une adolesmoyen pour prolonger une adoles-cence qui ne finira sans doute jamais. Le contraste avec Noir Désir, qui lui succéda était cruel.

Le dimanche, l'affluence était maindre. Même les rockers écoumnindre. Même les rockers écou-tent Bison fûté, et le grand camping installé sur un aéroport voisin s'était en partie vidé. On put ainsi profiter en toute quiétode des Lemonheads, groupe de Boston qui allie au laisser-aller grunge (la rythmique est un modèle de désor-ganisation) un sens mélodique très fort. Evan Dando, le chanteur, est assez joli pour que l'on groje qu'il a assez joli pour que l'on croie qu'il a choisi le rock par vocation. Il n'est avait pas besoin pour devenir célè-bre sur son campus. Les Lemon-heads jouent très intelligemment de heads jouent tres intengerment de la frustration que fait naître leur la frustration que fait naître leur inenmpétence instrumentale affichée, y puisant un surcroît d'énergie. Sur la grande scéne, Living Colour démentait en partie les dernières nouvelles qu'avait apportées Saira leur després dispus accumpant nières nouvelles qu'avait apportées Stain, leur dernier disque, accumulation étouffante de prouesses techniques. A Belfort, au soleil cquichant, ils ont retronvé un peu de souplesse, de sensualité. Midnight Oil, groupe écologiste, a conchr les festivités.

Plus tôt, dans l'après-midi, les organistateurs, M. Proust en tête, avaient détà tiré le bilan. Ce fide compagnon de Jean-Pierre Chevècompagnon de Jean-Pierre Cheve-nement avait vu là «une image très positive de la jeunesse». Les Eurockéennes, ce n'est un mystère pour persnune, sont l'expression d'une volonté politique d'intégra-tinn de la jeunesse. Méthodique-ment, naïvement presque, le couscil général a construit ce festival sans renâcker devant les nécessaires com-promissions avec le note d'outrepromissions, avec le rock d'outre-Atlantique (ces Eurockéennes n'avaient plus rien d'européen), avec les partenaires commerciaux, marchands de boissons gazeuses ou de cigarettes. De cette reucontre étrange entre les vieux rêves esti-vaux du rock et les aspirations poli-tiques d'un petit département fran-çais, tous les ans depuis 1989, naît de la musique.

THOMAS SOTINEL ► Chris Isaak nvec Shawn Colvin au Grand Rex, 1, bd Polssonnière 75010 : le 6 juillet à 20 heures. Location FNAC, Virgin Megnstore. JVC HALLE THAT JAZZ, à La Villette

Grappelli ou le temps retrouvé

Le violoniste, en grande forme, a invité ses disciples

Grappelli aime la route, la scène et la jemesse. Il apporte au concert, à ses moindres détails, un soin extrême. Belle composition théâtrale du trio (Marc Fosset à la gnitare et Jean-Philippe Viret à la contrebasse), harmonie et gaieté des couleurs, spiendeur du son, équilibre du répertoire, dédicaces an public, tout est aussi éloigné que possible de la désinvolture et du mauvais goût. Comme les grands seigneurs de la rue et des cours, Grappelli met un point d'honneur à placer ces petites touches de perfection : par humilité, par devoir, par égard pour le public et par désir de bien faire.

Des musiciens vieillis, des musi-

Des musiciens vicillis, des mus Des musiciens vieillis, des musiciens qui ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes, qui se survivent, on en connaît. Pas en jazz sculement d'ailleurs. Grappelli manifeste en scène une vivacité de présence, une luminosité de swing, une élégance de l'attaque, une démonstration du plaisir de joner et de varier qui n'ont pas d'âge.

A chaque air, il s'envole le sourire aux lèvres. On n'est ni dans la répéti-tion ui dans la commémoration, tion ui dans la commémoration, mais en plein acte musical. Il sait tout le premier qu'il ne suit pas des comparses, des faire-valoir mais de vrais musiciens accomplis. Le choix de ses contrebassistes est, de ce point de vue, très significatif. Le jeune Jean-Philippe Viret, aussi remarquable dans les tempos, les parties siappées à l'ancienne, les solos de virtuo-sité très actuels ou à l'archet (Autumn Leures), tient une place discrète et considérable. Marc Fosset assure depuis de nombreuses années la dynamique du trio. Sa position d'accompagnateur fait oublier de belles qualités de délicatesse et d'improvisation,

Pas de festival sans invités excep-tionnels. Dans une ambiance gaic, aimable, où la musique attendue semble toujours venir à l'improviste, Grappelli invite , ses: disciples :



Michaël Urbaniak, qui a définitive-ment quitté la Pologne pour les Etats-Unis, Didier Lockwood et Pierre Blanchard; trois voix du violon qui lui doivent tout, y compris l'indépendance que le sage de la rue Lepic a su leur accorder.

Sans rater une note de celles qu'il joue ou qu'il partage, parti en coursepoursuite avec ceux qui ont une cinquantaine d'années de moins que hi, extraordinairement frais dans son jeu, ses idées et ses intervenbons, Grappelli confirme la musique dans le projet qu'il hii a toujours donné et qu'il est le seul à mainteair à cette nteur : le grand jeu, l'amitié philo-

sophique et l'attention pure aux

FRANCIS MARMANDE

➤ Stéphane Grappelli à Mon-treux. le 8 juillet; à Pérouse (Italie), le 9 et le 18; à La Haye, le 11; Munich, le 15; Bayonne le 19 et Antibes, le 21.

JVC Halle that Jazz, à la Grande Halle de La Villette, 211, evenue Jean-Jaurès, 75019 Paris : Jimmy Smith, Michel Camilo (le 6 juillet); Abbey Lincoln : Etta James (le 8) : Jne Henderson, Wynton Marsalis (le 9) : Santana (le 10). Tél. : 40-03-75-75.......

es nomitings mouses to b

DOUG ELKINS, a Montpellier

Un danseur sous pression

Mascotte de Montpellier-Danse, le chorégraphe new-yorkais est en forme moyenne

MONTPELLIER

de notre envoyée spéciale

Doug Elkins passe d'une caméra à une autre; France 2 succède à TV5. C'est la ruée sur eet Américain de trente-deux ans, réputé pour sa danse brillante, à la limite de tous les genres et de tous les styles – donc fragile, – qui, depuis trois ans, fair participer les jeunes Maghrébins du quartier de La Paillade, les Mega Cool Rap (MCR). Il a tout pour intriguer : cheveux rasés sur les côtés, goût prononcé pour le chignon des muiguer: cueveux rases sur les côtés, goût prononcé pour le chignon des hutteurs de sumo, yeux fendus, marron, qui n'arrêtent pas de bouger, corps monté sur ressorts. Il a donné un spectacle décevant, à Saint-Jean-de-Védas, avant d'être accueilli à l'Opéra-Comédie.

Fils naturel de mère à moitié chi-

noise, il est abandonné à la naissance, puis adopté par une famille de State Island, à une demi-heure de New-York. Très jeune, il a deux passions: le dessin et la danse. Dès l'âge de cinq ans, il suit des cours de peinture. Et son grand plaisir est de danser sur la musique funk dans le sous-sol de sa maison. Du sous-sol à la rue, il n'y a qu'un pas. Il y fait son la rue, il n'y a qu'un pas. Il y fait son appreutissage. Victime de violences sexuelles à l'entrée de l'adolescence, il arête presque de parler, et suit une thérapie. La danse, affirme-t-il, en partie, le sauve.

Après une incursion chez Cumningham, il s'approche d'Arnie Zane et de Bill T. Jones, deux danseurs encouragés, au début des années 80, par Andy Wahrol. Il collabore avec le musicien Phil Glass à une pièce sur Jean Genet, puis avec le metteur en

scène Robert Woodriff, qui moute Baal de Brecht. Il écoute, il regarde, il apprend. En 1988, il crée sa compagnie, avec David Neumann et Jane Weiner, deux amis de l'université. Le succès est immédiat. Sa réputation d'enfant terrible l'amuse. Il croule sous les récompenses. Rien que pour cette année, en dehors du travail de sa empagnie et de ses tournées, Doug Elkins a chorégraphié pour la Washington University, le Piftsburg Dance Alloy et le Graz Opera Ballet, en Autriche.

Le spectacle présenté à Montpel-lier-Danse 93 fait les frais de cette lier-Danse 93 fait les frais de cette activité trop intense. Quatorze créations en quatre ans! Dans A Cerca de la Escuelita (1991), West Side Story à la sauce salsa où Maria préfère les filles à Tony, Elkins ne trouvait pas l'élan nécessaire pour se démarquer des danses de night-clubs. Davantage de verve et d'émotion dans Mn (or) town (1992), une sairie de la Pavane du Maure, un classique du répertoire : sur fond de voix sirupeuses et endiablées (celles des chanteurs du fameux label Motown) Othello tue une Desdémone de ban-Othello tue une Desdémone de banlieue an moyen de quelques passes de danse bien appryées sur la gorge.

More Wine for Polyphemus, création pour Montpellier 93 avec les Mega Cool Rap, est inspirée de l'Odyssée – Ulysse et les Cyclopes. Cette chorégraphie met en évidence les progrès des MCR. En revanche, elle manque de cette chaleur qu'il sait d'habitude faire passer entre les jeunes Montpelliérains et les danseurs de sa compagnie, tous excelseurs de sa compagnie, tous excel-ients. Il manquait aussi Doug Ellons sur scène : sa mobilité déchaîne l'énergie des autres. Mais l'année 1994 s'annonce déja chargée : en janvier, à New-York, le Joyce Theater attend la Doug Elkins Company une consécration - puis l'Europe, et Paris, à nouveau, au Théâtre de

DOMINIQUE FRÉTARD

La Doug Elkins Company est programmée dens le cadre de « Paris Quartier d'été», à pertir du 23 juillet, au cours des e Bais modernes » qui auront lleu de 19 heures à minuit, au Palais de Chaillot. Autres chorégraphes: Daniel Larrieu, Philippe Decou-flé. Jnsé Mantalvo. Tal.: 40-28-40-33. Le Monde

RENCONTRES DU THÉÂTRE DE LANGUE ANGLAISE, en Normandie

Les mots et les mentalités

Confrontations et discussions avec des comédiens britanniques

ALENÇON

de notre envoyée spéciale

Pour la seconde année consécutive Michel Dubois, directeur de la Comédie de Caen, centre dramatique, invite des comédiens britanniques à présenter leurs spectacles dans la région, à voir des auteurs de chez eux joués par des troupes de chez nous. Pendant une semaine, des acteurs bilingues français et anglais ont travaillé ensemble sur Saved d'Edward Bond, avec Anna Furse, directrice artistique de la compagnie Paines Plough, et Claude Yersin, directeur du Centre dramatique d'Angers, La discussion a commencé au château de Carrouges, près d'Alençon, avec pour ambition de sortir des clichés. Michel Dubois a lu un texte de Roger Planchon accusant les politiciens de brader le génie européen et son patrimoine culturei, dénonçant les fermetures des salles de cinéma, des salles nationales – notamment le Schiller Theater à Ber-lie Mande du 25 inità referenlin (le Mnnde du 25 juin), refusant d'accepter le désastre spirituel, rappe-lant les menaces qui pèsent sur la

angue et l'identité françaises. Mais les Anglais ne se sentent pas menacés dans leur langage. Ni dans leur iden-tité, et finalement la diatribe de Plantité, et finalement la diarribe de Plan-chon ne les a pas touchés. Ils savent qu'il dirige une institution riche, alors qu'eux-mémes depuis des années sont « coincés par les pro-blèmes financiers », habitués à des situations précaires. « Ce n'est pas le manque d'argent qui fait mourir le théâtre, c'est qu'en temps de crise, les riches deviennent de plus en plus conservateurs », disait une scénariste.

Call Blue Jane, de Deborah Levy, spectacle présenté la veille, fait partie de ces pièces totalement nihilistes dont les Anglais semblent ne pas se lasser. Il y est question d'une sorte de golden boy qui doit de l'argent à un autre, et a tout perdu. Il est question de deux individus semblables, qui jouent les rapports de forces et s'en-foncent sans rémission dans l'échec. « Qu'est-ce qui dérange le plus, deux hommes en train de se battre ou deux hommes en train de danser?» Telle est la devise des deux comédiens. excellents, Simon Thorne et Phillip Mackenzie. Sur scène, ils se battent

et dansent, et se détruisent, irrémé-diablement. C'est un aspect du théâtre anglais dont on retrouve rare-ment la violence sur le continent. Anglais et Français se sont efforcés de dialoguer. Il faudra encore du temps avant que les mots rapprochent les mentalités. Michel Dubois a l'intention de poursuivre chaque année, tant qu'il le peut, les rencontres. C'est une nécessité.

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

Déjà vu, de John Oaborne, lecture per le Comédie de Caen: le 5 juillet, à 21 haures au Théâtre d'Alençon; le 7, à 21 heures au Théâtre d'Alençon; le 7, à 19 h 30 nu théâtre d'Hérouville. The Desire Paths, de Graem Miller, spectacle musical: le 6 juillet, à 21 heures eu théatre de Caen; le 8, à 21 heures d'Alençon. Tableau d'une axécution de Howerd Beker, par le Neuveau Théâtre de Bnurgogne; le 8 juillet à 21 heures et le 9 à 19 h 30 au Théâtre d'Hérouville. Renseignements à le Camédie de Caen: (15) 31-46-27-27.

FRANÇOIS RAFFINOT, à Châteauvallon

Un rébus indéchiffrable

CHATEAUVALLON

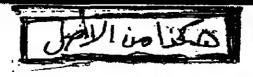
de notre envoyée spéciale François Raffinot est un bean garçon, par-dessus le marché doué d'hnmonr, d'intelligence et de charme. On est chagriné de devoir le peiner, mais vraiment ses Météores qui viennent d'ouvrir le Festival de Châteauvallon laissent pour le moins perplexe. Emprunté à Joseph de Maistre - «La foudre est un météore comme la rosée» le titre ne fournit pas la moindre clé pour un spectacle en forme de rébus indéchiffrable.

Neuf danseurs, dix-buit figurants et deux petits enfants très chics évoluent sar le plateau de l'amphithéatre, sermé au fond par un mnr oblique fait de panneaux pivotants. Une grande partie de leur activité consiste à déménager des accessoires : un vieux juke-box qui diffuse des chansons 1900, des petits pliants, des fauteuils à deux places tête-bêche dits «de conver-

Parmi les éléments du rébus figurent aussi des références au billard, au tennis (invasion de balles), au golf (petits drapeaux blancs que l'on dispose minutieusement). Insérée dans une bande-son assez amusante de Hugues de Courson (trompes de chasse, cornemuses bulgares, nuds syriens), une voix off diffuse des sortes de communiqués sur la création de jeux (encore le tennis) par les Ballets russes, la visite d'une université russe, le départ de la navette Challenger. Un cortège de vingt-quatre personnes fait plusieurs fais le tour da plateau au pas militaire.

La danse, lorsque danse il y a, est d'une extrême banalité. Seules consolations : les costumes d'Hermès, notamment d'aériens manteaux longs fendus jusqu'à la taille. Et la présence de Jean-Christophe Paré, hélas sous-employé mais qui n'a qu'à bouger le petit doigt pour confirmer être l'un des plus fascinants danseurs de l'époque.

SYLVIE DE NUSSAC



CULTURE

L'Été festival

MUSICIENS RUSSES A COLMAR, en l'église Soint-Matthieu

La perfection et le style des orchestres soviétiques

Le relatif isolement de ces formations leur a permis de cultiver un style bien à elles

de notre envoyé spécial Vladimir Spivakov monte sur la scène installée dans l'église Saint-Mathieu, au pied d'un christ en croix dont seuls le haut des bras dépasse d'un grand rideau de velours rouge. Sa pâleur est extrême, il est nerveux et les regards qu'il iance à Evgueni Svetlanny semblent des appels eu secours. Le vinloniste russe dnit interorètre, le Concerto pour violon interpréter le Concerto pour violon de Tchaîkovski, une œuvre qu'il de Tehaikovski, une œuvre qu'il joue depuis longtemps, une œuvre qu'il a promenée un peu partnut dans le monde et que le chef qui l'accompagne à la tête de l'Orchestre symphonique d'Etat de Russie (avant la chute du mur, il s'appelait d'URSS) a dirigée de nambreuses fois pour de nombreux violonistes. Tont devrait se passer le mieux du monde. Et pourtant Spivakov est pétrifié par un trac qui ne le quittera pas de toute l'exécution, Il y e des soirs dans la carrière du plus agnerni des solistes m's ses forces l'abandonnent. Ses doigts dérapent, son pouvnir de commu-niquer avec le public s'évennuit

alors par un mauvais coup du sort. Spivakny, qui a passé quelques semaines à l'hôpital – il y a été soigné pour, une mauvaise bronchite, – entre en scène pour la première fois depuis deux mois. Et il ne peut assumer l'effort intellectuel et physique nécessité par l'interprétation d'une pièce aussi difficile tation d'une pièce aussi difficile que le Concerto de Tchaîkovski. Ce type d'accident'arrive souvent et cela ne présente aucun caractère de gravité. A ceux qui ne compren-draient pas cela, conseillons d'écouter des disques.

Les vedettes de ce concert d'ou-verture, donné le 2 juillet, étaient l'Orchestre symphonique d'Etat de Russie et Evgueni Svetlanov san

chef titulaire depuis 1965. Leur interprétation de l'nuverture de Rouslan et Ludmila de Glinka en noverture du concert était d'une virtuosité exceptionnelle et d'une virtuosité exceptinnnelle et d'une vivacité euphorisante qui n'étaient pas sans rappeler les interprétations légendaires de Mravinski et de l'Orchestre de Leningrad. Mais leur interprétatinn du Pnème de l'extase de Scriabine fut plus parfaite – si cela est possible, – plus sonmise encore à une Ingique de construction implacable.

construction implacable. mais il y a dans les ex-Républiques soviétiques, et particulièrement en Russie, quelques formatinns symphoniques et de chambre dant la qualité n'a rien à envier eux meil-leurs ensembles de l'Ouest. L'Orcbestre de Svetlanny serait beaucoup plus célèbre s'il eveit pu se lancer plus tôt dans la compétition internationale. Mais le relatif isole-ment dans lequel il a évolué lui a permis de développer nne identité snnnre que les formations de l'Ouest ont peu à peu perdue en se conformant à un style international qui les fait se ressembler de plus en plns - vnir les nrchestres lando-niens. Rien de taut cela dans l'ex-

Les cordes de l'Orchestre d'Etat de Russie unt une virtuosité que l'un rencontre eilleurs - à Cleveland, Boston et Chicago, par exemple, – meis leur grain et lenr snyeux, nhtenns grâce à une conceptinn identique du vibrato et du jen d'archet, et leur perfection d'intnnation n'nnt d'équivalent qu'à l'Est – à Saint-Pétersbaurg ou Novossibirsk pour être précis. Les bois ont su conserver ce jeu à l'ancienne et ne craignent pas davantage de vibrer comme ceux des nrchestres français d'entrefnis que de lancer des inverités perçantes

qui leur permettent en toute occa-sion de sortir de la masse de l'nrchestre, d'en éclairer spectaculaire-ment la sonnrité d'ensemble. Les cuivres sont plus spectaculaires encore, les trombones, les cors et les trompettes untamment qui réveilleraient un mort.

L'nrchestre de Svetlannv jnue L'archestre de Svetlannv jnue comme l'Orchestre de Chicagn, mais avec du style et une bien plus grande malléabilité snunre. Le Pnème de l'extase est justement une œuvre qui met trus les paramètres du jen archestral et le pouvoir du chef à rude épreuve. A une perfectinn que l'on aimerait entendre plus souvent sur disque. Svetladre plus souvent sur disque, Svetla-nnv et ses musiciens ant apporté une passion quasi mystique qui a entraîné les anditeurs vers des sphères que fréquentaient les audi-teurs de Furtwangler, de Munch, de Bernstein ou de Knapperts-

Hommage à Yehudi Mennhin

La programmatinn de ce cinquième Festival de Calmar e été cançae, cette année, comme un hammage à Yehudi Menuhin. Troquant l'archet pour la baguette du chef, le vinloniste accompagne Gil Shaham dans le Cancerin de Beethoven, le 3 juillet. Le jeu sublime de Sbaham, sa sonnrité si tendre, sa concentration et son aptitude à s'edresser, droit dans les yeux, à chaque auditeur, font oublier, malgré les tempos beauconp trop lents, la rythmique défaillante de Menuhin larsqu'il est confranté à une grande formation symphonique. Et il est éminavant d'entendre ce géant dont Einstein disait après l'evair entendu alars qu'il n'était qu'un entendu alars qu'il n'était qu'un enfant : «Il est la preuve sur lerre de l'existence de Dieu», - diriger un confrère de vingt-trois ans qui

mérite pareil éloge.

Dans l'après-midi du 4, Spivakov prend, à son tour, la directinn de l'orchestre de Svetlanov pour accompagner Evgueni Kissin dans le Premier Concerto pour piano de Prokofiev et interpréter la Cinquième Symphonie de Prokofiev. Plus habile que Menuhin dans cet exercice, Spivakny l'est assurément, mais est-il un chef d'nrches tre de plein droit pour antant? Sa raideur, son mangne de précision rythmique et ses difficultés pour faire corps avec snn soliste prouvent que non. Et peut-on encare diriger Tchaîknvski avec ce mélange de sentimentalisme désuet et de raideur militaire?

Sur le pndium, Spivakny a des airs de tambour-majnr à la parade : il bombe le turse, sante sur la pointe des pieds, relève la tête, raide comme un piquet. Et cela passe dans l'nrcbestre. Dans un grand jour, Kissin se jette sur son clavier. Sans l'nmbre d'une appréhensinn, il se libère des forces mystérieuses qui distinguent l'interprète qui compte de ceux qui passent. Comme Martha Argerich, comme Guiomar Navaes autrefois. il jnue comme si sa vie était sus-pendne au fil qu'il déroule sur son

ALAIN LOMPECH

► Festival de Colmar, prochains cnneerts : « Las virtunses de Moscou jauant Bach, Bartok at Chostakovitch a sous la direction de Yehudi Menuhin et de Vledide Yeltudi Menuhin et de Vieur-mir Splvakov, le 6 juillet; Mozert et Salieri, sous la direc-tion de Menuhin et Spivakov, le 7; récital de mélodies julves, par Macha Itkina, le 8, Tél.: 89-41-29-82.



des citadins extraordinaires

Douze expériences culturelles, artistiques

et sociales en milieu urbain



Le Monde

Préparez sortir v o u s

SPÉCIAL FESTIVAL D'AVIGNON Mercredi 7 juillet dans le Monde daté 8 juillet

sophique of l'attendes conthouse, le B puntet, à fin (talie), le 9 et le 18, a la s le 11; Munich, le 15; Esp

r sous pression

FRANCIS MARVA

Stephene Grappelli & M.

> JVC Halle that Jan

Alta evenue Jean-am 76072 Paris umy fr Michel Carnin e 8 Mar Abbey Lincoln Era Jean 181: Joe Henderson Wa Marasia fla 9: Santara al 76, a 40-03 75-75

Ade Halie se La l'En

temps retrouvé

a some, a invité ses disciples

disciplate new partais est en fact and

L'ombre de l'Irak

Lea prix du pétrole sont-ils à la veille de c'effondrer ? Sans doute pae, mels leur faiblesse structurelle vient une nouvelle fois d'être mise en évidence. Il a suffi sn fin de aemaine dernière que l'ambassedrice eméricaine à l'ONU, Madeleine Albright, dise que aon pays n'avait aucune objection à un accord pétrolier entre l'Irek et l'ONU pour que les coure du brut perdent près d'un doller et tombent à leur plus bas niveau depuis le début de l'ennée. Les opérateurs ont réagi svec d'autant plus de vivacité que l'attaque de l'eviation eméricaine sur Bagdad quelquee joure exparevant avait fait croire à un durcissement de Washington, et pertant revigoré les cours du brut. En fait, il y e deux ens que le problèma d'un retour - partiel - de l'Irak sur le merché pétrolier est posé. Deux résolutions de l'ONU votées en 1991, eu lendemain da la guerre du Golfe, autorisent en effet Bagded à exporter pour 1,6 millierd de dollere de brut. Les recettee dolvent entre sutres servir à financer l'eide humanitaire distribuée à la population ireklenne. Mals. parce que l'opération doit être conduite sous le contrôle de l'ONU, Bagded l'e jusqu'à présent refusée au nom de son

prêtée à Bagded d'aboutir sur ce dossier : le raprise des discussione sur la levée partielle de l'embargo mercredi 7 juillet a New-York va donc s'ouver dans un climet favorebla. La réaction du marché pétrolier est là pour montrer comblen les producteurs de brut, même s'ils s'en défendent - ne souhaitent pas qu'un eccord aoit trouvé. C'est qu'un compromis avec

indépendance nationale.

Déclaration conciliante des

Américaine, volonté désormaia

l'Irak jetterait sur le marché pétrolier 500 000 barils/jour supplémentaires pendant six moia. Or, celui-ci souffre déjà d'un excédent en brut imputable à le surproduction de l'Orgenisation des paye exportateurs de pétrole (OPEP). Les prix, déprimés, ne font que refléter cette situation. Si les discussions entre l'Irek et l'ONU échouent à nouveau, les cours du pétrole vont sane doute se raffermir quelque peu. Leur dégringolade subite au lendemain de la déclaration américaine n'en est pas moins de mauvala augure pour la suite. Lorsque l'Irek pourra anfin exporter son pétrole aans restriction aucune, Bagded mettra immédiatement aur le marché 1,3 million de barils/jour supplémantaires. Le marché aure du mal à les sbsorber. Les cours du brut risquent alors da chuter considéreblement, au grand dam des eutres paye producteurs mais pour le plus grand profit dee

concommateurs. JEAN-PIERRE TUQUOI

C L'angmentation du prix du Gazole est reportée au 20 août. -Ednuard Balladur a annancé dimanche 4 juillet que le gouvernemeot preodrait la décisinn de reporter « au 18 ou ou 20 août » la hausse de la taxe sur le Gazole a pour des reisons techniques ». Invité de «L'heure de vérité» sur France 2, le premier ministre a expliqué que «les entreprises qui utilisent le Gazale auront le plus grand mal à répercuter sur leurs clients cette augmentation ». Cette augmentation de 28 centimes par litre était prévue pour le 12 juillet. En décidant de la reporter, le gouvernement prévient toute manifestation d'hostilité des transporteurs

Le pouvoir d'achat des ménages salariés a progressé de 0,5 % l'an dernier

«L'année 1992 porte la marque de l'ajustement de l'économie fran-çaise au raientissement de l'actisité», souligne le rapport annuel publié hundi 5 juillet par le CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts) (1). Ce ralentissement « touche l'emplai et les revenus du travail en 1991 et 1992 après avoir travail en 1991 et 1992 apres avoir pesé essentiellement sur les revenus du capital en 1990», constate l'étude, qui insiste également sor « le rôle de soutien à l'activité joué par l'Etat (aide à l'emploi, transferts sociaux nets en faveur des ménages, etc.)». Au total, la croissance du propuseir d'achet per ménage salarié pouvoir d'achat par ménage salarié, net d'impôts et de cotisations sociales, aura été « modeste » en 1992 comme en 1991 – « autour de 0.5 % par an - sans qu'apparaissent de différences notables entre catégories de salariés. En revanche, «l'évolution a été un peu plus favorable pour les ménages épargnés par le chômage ou le sous-emploi mais nettement plus défavorable pour ceux qui ont été directement affec-tés».

 Les revenus salariaux. Dans le secteur privé, la croissance du taux brut de rémunération (salaire de base et primes) se situe en moyenne entre 0,8 % et 1,1 % après 0,6 % en 1991. Le taux moyen de rémunéra-tion, net de prélèvements, n'enregistre pratiquement pas de gain de pouvoir d'achat. Le CERC observe un net infléchissement de l'évolution de la masse des salaires en raison de la baisse do nombre d'emplois, de l'augmentation des cootrats emploi-solidarité et du ralentissement des hausses de salaires. Dans la fonction publique, le calendrier de l'accord salarial et les effets de la réforme de la grille salariale ont permis une hausse de 1,4 % à 1,9 % (en francs constants) do taux brut de rémunération après une stagnation en 1991.

• Les professions indépendantes.

«La foiblesse de l'activité a, en général, limité la croissance du revenu des professions indépendantes, lesquellés, en moyenne, ont vu disparaître leurs gains de pouvoir d'achat », note l'étude. Néanmoins, pouvoir d'achat », note l'étude. Néanmoins, pouvoir d'achat de la rémunérale pouvoir d'achat de la rémunéra rion moyenne par actif non salarié s'améliore de 3 % en 1992 après une baisse de 2,4 % en 1991 et une croissance de 4 % en 1990.

Dans l'agriculture, le revenu moyen par exploitation, toutes caté-gories confondues, est en retrait de 13 % en 1992 après avoir augmenté d'un peu moins en 1991 et baissé de près de 4 % en 1990, note le CERC qui estime qu'un «avantage exceptionnel a été reçu par les

années, les bénéfices évoluent à la baisse dans la boucherie et la boulangerie, pénalisées par le ralentisse-ment de la consommation. Sur la période 1989-1992, le bénétice est en progression de 2 % à 5 % en francs constants dans le secteur des cafés-restaurants mais en chute de 1 % à 4 % pour les bôteliers. En

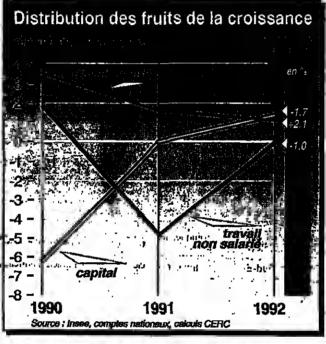
revanche, il évolue favorablement (de 2,5 % à 5 %) dans la réparation automobile. Parmi les professions de santé, le bénéfice net des médecins après paiement des cotisations sociales progresse de 3 % à 4 % en 1992 pour les généralistes, de 2,5 % à 3 % pour les spécialistes, de 1 % pour les chirurgiens-dentistes, et fléchit de 1 % pour les masseurs-ki-

 Les revenus socians, Le CERC observe un maintien du pouvoir d'achat du revenu lié aux prestations sociales, qui ont représenté 1 592 milliards de francs, en 1992 (3.2 % eo francs coostants, hors lépenses de santé). Les indemnités chômage augmeotent de 13 % en francs constants et l'accroissement des effectifs de retraités, plutôt que

la revalorisation des pensions, pèse sur les régimes sociaux.

e Les revenus du patrimoine. La performance globale réelle du patri-moine de rapport est de 1,5 % entre 1989 et 1992 contre 6,8 % entre 1984 et 1989. Cependant, « les obligations et les sicav monétaires conservent des performances élevées sur la période décembre 1989 décembre 1992 » (7,7 % en 1992 pour les titres do marché monétaire). En revanche, les performances des actions et de l'immobilier souffrent des mains-values : recul de 10,5 % l'an passé pour les logements parisiens, hausse limitée à 2,8 % pour les autres et progres-sion de 3,8 % pour les actions francaises après 11.1 % en 1991, Globalement, les revenus du patrimoine se sont élevés à 68,5 milliards de francs l'an passé, dont 12,5 mil-liards au titre des sicav monétaires.

(1): Constat de l'évolution récente des evenus en France. Documents du CERC, e 107.



La rémunération du travail salarié (3 666 milliards de francs) a progressé moins rapidement en 1992 (1,1 %) que sur l'ensemble des trois demières années (2,2 %), alors que les revenus du travail non salarié (651 milliards) sont restés stables mais enregistrent, sur la période, un recui de 1 %. En revenche, la rémunération du capital (828 milliards de francs) augmente de 1,3 % en 1992 après deux sunées moins favorables.

1992, l'année des rentiers

par Jean-Michel Narmand

A PRES deux ennées eu cours deequeline la tendance s'était inversée, le rapport annuel du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) constate qu'en 1982 les efruits de la crois-sance ont une neuvelle fois davantage profité au capital qu'au traveil. Contrairement à la polémi-que aur les inégalités apparue au début de l'été 1990 et dont le gouvemement Rocard avait subl lee conséquences, Il ns s'egit plus d'opposer l'évolution des revenus des saistés et des nonsalariés. L'an passé, tous ont souffert du relentissement de la croissance, elors qu'entre 1999 et 1989, en pleine période d'ex-pansion, las seconds aveient distancé les premiers. Cette fois, la problèms est ailleurs.

Les travaux du CERC montrent cisirement qu'en 1992, une ennée qui a vu la croissance limi-tée à 1,2 % et le chômage proresser de 11,2 %, lee revenus de l'épargne ont été privilégiée par rapport à ceux des saleriés ou des entrepreneurs. Or, cette meilleure rentabilité du patrimoine est très sélective car elle repose pour l'essentiel sur les performances très élevées des plecements à court terme, et singulièrement des sicav alimentées par le haut niveau des taux d'intérêt réels, dont chacun a'eccorde à considérer qu'il fait obstacle à la reprise de l'activité. 1992 eure été l'année des rentiers.

L'essor considérable des sicav

Globalement, lee 52 milliards de francs représentant le supplé-ment de ressources dégegé par 'économia française l'en damies sa control a marcalación de travell salarié (41 milliards de francs) et le capital (11 milliards). Sur le période: 1990-1992, l'activité salariée a vu son pouvoir d'achet augmenter de 2,1 % en moyenne annuelle alors que les non-sels-riés ont reculé de 1 % et que la rémunération du capital baresait 16 1.7 %. CADres avoir pase essentielisment aur lea revenus du capital en 1990, la ralentissament touche l'emploi et les reve-nus du travail en 1991 et 1992», commentent les euteure de 'étude. Il e'agit donc d'un rééquilibrage qui n'a pae bouleversé les écarts entre catégories socieles dont les gains de pouvoir d'actiat

🕯 sa situeralent autour de 0,5 % par en s en 1891 comme an 1992.

Cependant, la rubrique « revenus du patrimoine » (qui regroupe iss placements physiques ou financiera, ce qui exclut notamment l'outil de travail d'un entrepreneur individuel) recouvre des réalités très contrastées. Alore que elss performances des actions et de l'immobilism pâtissent des moins-values après iss fortes heusses des snnéss antérieures (...), les obligations et lea sicay monétaires conservent des performances élevées », souligna le CERC, qui met en relief des distorsione importantes entre la rentabilité réelle (avant impôt sur le revenu) des différents placements. Ainsi, l'en passé, celle des logements parisiens e baissé de 10,5 %, celle des terres agricoles louées e reculé de 4,5 %. Les performances des ections françaises ont progressé de 3,5 % et celles des comptes d'épargne-logement de 1.9 %. En revanche, les titres du marché monétaire font beaucoup mieux; ils dégagent un gain de 7,7 % contre 5,7 % en 1991 et 5,9 % en 1990.

Sur une longue période, le même constat se vérifie. Entre fin 1989 et fin 1992, le « performence globale » (qui prend en compte le taux de rendement courent, la plua ou moins-value éventuella et la hausse des prix) da l'ensembla du « patrimoine de rapport » n'excède pes 1,5 % contre 6,8 % entre fin 1984 et fin 1989. Or, cella des sicav monétaires et des sicav e obligations françaises » atteint 8 %.

Rémunérées au taux du marché monétaire et bénéficiant de larges avantages fiscaux, les elcav ont pris cee dernières annéee un essor considérable. En 1992, elles représentaient un actif de 1 900 milliards de france contre 208 millierde en 1995, aoit un montant pretiquement égal à le cepitaliection bourclare de le place de Paris (1 809 milliards). Or, cas instrumente, qui totz"sent 20 % de l'épargne liquide et ont distribué 12,5 milliards de francs de dividendea l'an passé (44 % des revenus du patrimoine, hore produits d'assurance) ne sont pas neutree sur l'économie. Elles contribuent à renchérir les ressources des banquas comme des entreprises (« le Monde-l'Économie » du 9 juin).

Alors que le Frenca est mena-cée par le récession (les prévielona officielles tablent sur una baisse de 0,9 % du PIB - produit intérieur brut - cette ennée) et que l'essoufflement de la consommation des méneges affole lea chefs d'entraprise, la répartition des revenus en 1993 révèle les risquee de voir ee développer une économie de rentiers, progressant au rythma des taux d'intérêt réele que la spéculation contre le franc, fin 1992, a

sensiblement accéléré. Dès lors, la baisse des taux qui, depuis le début de l'année, e contribué à diminuer d'une trentalne de milliarda les souacriptions nettes de sicav malgré les svantages fiscaux dont ces dernières continuent de bénéficier devient une priorité autent écono-mique que sociale. En espérent que les placements s'orienteront vers l'épargne longua, peut-être moins profitable que l'épergne liquide mais gege d'un finence-ment plus sain de l'économie, plus favorsble à la reprise de la croissance et, surtaut, mains pénalisante pour l'emplo!.

· Italie : signature d'uo pacte social entre les syndicats et lo patronat. - Après deux ans de laborieuses tractations, le petronat e les syndicats italiens ont signé, samedi 3 juillet, un pacte social qui met un terme à l'iodexation automatique des salaires. Les syndicats et le patronat se rencontreront deux fois par an pour vérifier l'évolution de l'inflation et des tarifs publics, deux éléments qui enteront en ligne de compte pour fixer les augmentations salariales. Viendroot s'y ajouter d'nutres variables - productivité, qualité propres aux entreprises. De son côté, le gouvernement s'est engagé à relever les indemnités de chômage et à soutenir la formation

Un entretien avec le président de France Télécom

«Il faut doter la société d'un capital et l'ouvrir à d'autres partenaires» nous déclare Marcel Roulet

Dans une quinzains de jours, Marc Dandelot, chargé d'une mission par le ministre de l'industrie. Gérard Longuet, remettra un rapport sur l'évolution du secteur des télécommunications. Avant l'éventuelle publication de ces travaux, le patron de France Télécom a, lui, décidé de prendre date. Pour la première fois, il se déclare en faveur d'une modification du statut ds l'exploitant public, tout an déclarant son hostilité à une priva-

e France Télécom vient de subir errance l'electrin vient de stair un revers cuisant eux Etats-Unis. Candidat à une elliance avec l'américain MCI, l'opérateur fran-çais e'est fait damer le pion per son grand rival européan, le bri-tannique British Telecom. Comment expliquez vous cet échec?

tisation totale.

- C'est vrai! L'accord BT-MCI est un événement majeur. Parce que les deux opérateurs, l'un américain, l'an-tre britannique, nnt nnué nne alliance capitalistique. Et parce qu'ils se sont entendus sur un partage du monde. BT, épaulé par MCI, va donner la priorité à l'Europe, en utilisant des moyens financiers considérables et en a appuyant sur une base, le Royaume-Uni, où sont implantés de nombreux sièges d'entreprises mon-diales. British Telecom, qui avait, un temps, cru pouvoir aller seul, aux Etats-Unis, a effectué un véritable

revirement stratégique. » L'affaire a évolué comme un véritable loiegspiel [jeu de guerre]. Sa conclusion a mis en évidence deux handicaps structurels de France Télécom. Une insuffisante mobilité stratégique liée au statut actuel et une capacité financière limitée à cause de

son endettement. Il nous faut nous

- Avant même la remise du - Avant meme la remise du rapport Dandelot, le ministre de l'Industris s'est prononcé pour une évolution du statut de France Télécom...

- C'est nécessaire et urrent. l'en ai njourd'hui acquis la conviction. Une nouvelle étape de l'évolution de France Télécom doit être engagée. Le statut actuel, qui date de 1990, étnit bien adapté au contexte d'alors. Mais la décision récemment confirmée à Bruxelles d'ouvrir la totalité de nos Bruxeues o ouvrir la totalité de nos activités à la concurrence en 1998, l'évolution technologique, l'agressivité commerciale et le dynamisme straté-gique de cos concurrents européens et américains ont changé la donne. — Quelle forme pourrait prendre ce nouveau statut?

- C'est au gouvernement d'en décider. Et je pense que le ministre, Gérard Longuet, est particulièrement attentif à ce dossier. De ce point de vue, la contribution du tapport Dandelet seru décision Durante de le contribution du tapport Dandelet seru décision du tapport Dandelet seru de la contribution du tapport de la contribution du tapport de la contribution du tapport de la contribution de la contribution du tapport de la contribution de la contribution de la contribution de la contribution du tapport de la contribution de la cont vie, a communion du napport Dan-delot sera décisive. Deux ubjectifs prioritaires doivent être recherchés. D'abord, nous permettre de nouer des alliances stratégiques au niveau de la maison mère du groupe France Télécom. Ensuite, conduire l'État à bien gérer France Télécom pour l'ai-der à faire face, dans les meilleures conditions, au choc qui l'attend En conditions, au choc qui l'attend. En clair, il faut doter France Télécom d'un capital pour pouvoir ouvrir ce capital à des partenaires. Cela nous permettra, par exemple, de croiser des participations avec Deutsche

Une privatisation est-elle dès lors envisageable à plus long

Si par privatisation vous enten-dez la cession d'une majorité du capital à des actionnaires privés, je pense que cela n'est pas souhaitable.



L'Etat doit, selon moi, garder le contrôle stratégique de France Télé-com. Pendant longtemps encore, le réseau de France Télécom consti-tuera la colonne vertébrale du sys-tème nerveux de notre pays. En outre, jusqu'en 1998, et pent-être au-delà pour les infrastructures, une partie de nos activités restera sous

» Pour moi, le point fondamental, c'est que l'Etat conserve la majorité du capital. C'est d'ailleurs dans cette voic que s'orientent nos partenaires

 Indépendamment du statut, face à British Telecom, le couple franco-allemend France Télécom-DBT apparaît sur la défensive. ·

- Avoir une attitude défensive, ce serait gérer le déclin. Je considère depuis longtemps qu'un partenariat structurel étendu et de long terme entre France Télécom et Deustche Telekom est la meilleure réponse que nous pouvons apporter au défi qui

nous est lancé. Ce partenariat doit aller bien su-delà d'Eunetcom (la filiale commune créée dans les ser-vices destinés aux très grandes entreprises]. C'est la raison pour laquelle prises. Cest la raison pour saqueare, si nous mettous en commun une par-tie de nos activités, donc de notre avenir, ce mariage devra être scellé et consolidé au niveau des maisons

» Il n'est pas question de construire une Europe forteresse dans les télé-communications. Ce qui est sûr, en tont cas, c'est qu'on ne conclura pas d'accord avec BT-MCII

 France Télécom est action-naire de Bull. D'ores et déjà, Ber-nard Pache chiffre à plus de 2,5 militards de francs les besoins de son groupe pour 1993. Etes-vous prêt à remettre au pot?

- Notre présence eo capital de

- Notre presence so capital de Bull s'explique par des raisons his-toriques. Nos synergies avec ce groupe, comme nvec Thomson dont nous sommes également actionnaires, sont faibles. Cela n'exclut pas des partenariats roughnels par des suiess partenariats ponctuels sur des sujets communs. Nous sommes conscients que nos responsabilités vont au delà de nos intérêts propres. Nous avons toujours fait notre devoir d'actionnaire et nous continuerons à le fiare. Bien entendu – et j'ai compris que l'Etat avait la même démarche, – nous demanderons avant de souscrire à de nouvelles augmentations de capital qu'elles s'inscrivent dans le cadre d'un plan d'entreprise conduisant à des perspectives sérieuses de retour à l'équilibre. La situation financière de France Télécom, la position prise par mon conseil d'ad-ministration, et enfin ma responsabilité de mandataire social o'autorisent pas d'autres attitudes.»

> Propos recueillis, par CAROLINE MONNOT et la recherche.

ger en ven 1991 mil

rue du patrimone les placements processes de la company de

brauer underget tour

premeut more constitutes a the cles performants

actions of 20 parties of the fortes hausses Tes Pe

les eicau monetares terre

des performenter La testing

Mene te CERC

des distorsions

coments. Ams. a page

coles loudes à lesse self

Les performances assets françaises on primers

3.5 % et celles ces an

d spargne-logeners

revenche, les tires :. --

Sur une drijus seria

même constat te le le le

1989 or fer 1992 atte

mance globe to the tree

compte le taux le tette CONTROL IN PLU SE TOTAL

dwarmania et a reusse on: de l'ensemble de calmina

PROPERTY TRACES SEE ! contra 6 8 4 peris fen 1989 if co e iu:

improfraces et per bitte en

Sons franchier: a chemili

Manataria el birtificampo

pris pos 20" ("C: 774.

Name conviction in a

200 mdfattt 1- 155 2

montant plat permit is

magetaliset um et an en a

place de Para " Elènie.

Or, ces mette rente mit

ont Out the State of

PROSE DE CHIEFER FE

hors property a setume

BOW DEL THAT'S SE 'EST

CHes com! Lut : True

PRESOUTHER TOE TENTIFIE

Bee merente ber ein geber-

Alors gur a Print IE

ces par a cicilir di Brons of Later States

consum effole les

Provide PS 12 22 25 1

Seresoppe.

tions programme to 15

Date in Fourse 1853

CONTROL OF STATE OF S

Supris Trans Transaction

everte in the state of

CONTROL OF THE PROPERTY OF THE

NAME OF THE PARTY OF THE PARTY.

VALUE AND THE PROPERTY OF

physics

P. PRINT 1 THE RESERVE TO THE PRINT SHEET

fromer a d. 5 ar.

Martin : 121 2. T

HAR CHANGE WAS TANK! 1 Cr 100 101 101 101

MARIE TO THE PARTY OF THE PARTY plus free Erdies: to finise signalar fat MOCIAL FILL CL ST. EMICA EDITICAL CONTROL OF THE PROPERTY OF THE PROPER THE STATE OF THE S The state of the s photosics of a married and a second

THE RECORDS IN IN INC.

ECONOMIE

Le rebond du capitalisme japonais

Alors que s'ouvre la campagne électorale, la reprise nippone paraît encore incertaine Malgré tout, l'archipel devrait démontrer une fois encore sa capacité d'adaptation

de notre envoyé spécial Rhume bénin ou cancer grave? De quel maiadie sooffre, depuis deux ans, l'économie japonaise? Le diagnostic ~ et donc le thérapie — oppose à Tokyo deux écoles. La première, menée par le «MOF» et la «BOJ» (le ministère des finances et le Banque du longe) voit dese le la Banque du Jepon), voit dans la récession actuelle un simple refroidis-sement résultant du passage de vents

mauvais.

Le pays traverserait le creux normal d'un cycle conjoncturel, celui-ci se trouvant accentue par le nécessaire dégonflement de la «bulle» spéculative de la fio des années 80 et la hausse jugée ici «trop» brutale du yen. Le Japon devrait s'en sortir sans séquelles graves. L'autre école, représentée notamment par quelques grands patrons de l'industrie, est plus pessimiste. Profondément affecté, le capitalisme japonais ne pourrait surmonter la mauvaise passe actuelle qu'en se mutilant, en s'alignant grosso modo sur le modèle anglosaxon.

La réalité est sans doute à mi-che-min. Plus douloureuse et sans doute plus longue que ne veulent le dire les responsables officiels, la crise de l'économie japonaise n'affeint eppareconomic japonaise n'attenti eppa-remment pas en profoodeur les mécanismes qui ont fait sa force depuis quarante ans. La manière, col-lective, doot les crises sont gérées, démontre que ceux-ci cootinueut à jouer leur rôle. Deuxième puissance écoomique mondiale, le Jépoo écoomique mondiale, le Jepoo atteint une certaine maturité. Sans conduire à une remise en cause du «capitalisme à la japonaise», la récession y accélère des évolutions iodispensables. Ainsi renforcé, le «Jepoo nouvean» pourrait pleinement tirer parti, dans l'evenir, du dynamisme de sa région, l'Assie.

Inattendue - les officiels comme Inattendue – les otheiels comme les conjoncturistes privés le reconnaissent tous aujourd'hui; ils ont été pris de court, – la crise que traverse le pays, dépuis, deux, ans est blen la plus grave qu'air comme l'archipel depuis 1945; La chute y à été impressionnaire. Pas sculement celle de la Bourse (l'indice. Nikkei a baissé de 60 % entre fin 1989 et août 1992, avant de se redresser un peu depuis) ou celle de l'immobilier (les prix à Tokyo ont baissé de 30 % au moins), mais aussi celle de la production iodustrielle (un recul de près de 10 %), de la profitabilité des entreprises (pour la troisième année consé-cutive en 1992) et des investisse-

Pour la première fois depuis 1945, Péconomie japonaise a ainsi enregis-tré, au cours de deux trimestres suc-cessifs (fin 1992 et début 1993), une baisse de l'activité, ce qui définit me récession. Le gouvernement pariait sur une croissance de 3,5 % au cours de l'année fiscale 1992 (du 1 evril 1992 au 31 mars 1993). Elle o'a même pas été de 1 %!

Uo grand constructeur automobile, Uo grand constructeur automobile, Nissan, annonce le fermeture de l'une de ses usines et une réduction, importante (de 9 %) mais sans liccociemeots, de ses effectifs. Des groupes industriels que l'on croyait inébranlebles affichent des pertes (Nissan, Nec, Fnjitsu...). Un reportage télévisé, poignant, sur quelques salariés qui croyaient disposer, dans leur société, d'un «emploi à vie» et qui se retrouvent à la rue. Uo grand magasin de Tokyo reconnaît que, f a c e à le désaffection nouvelle de sa clientèle.

face à le désaffection nouvelle de sa clientèle, il va tenter de vendre une partie de ses stocks, désormais démodés, en Chine du Sud. Dans Marunouchi, le quartier des affaires, des bureaux, nombreux, cherchent désespérément des locataires. Dans les journaux économiques, la rubrique consacrée aux faillites s'allonge, les annonces publi-citaires se font plus rares. Dans les milieux industriels, les projets d'io-vestissements se cherchent. La crise est bel et bien là l

> Les difficultés des grands groupes

Et les signes d'uo retour à meil-leure fortune sont bien ténus. Si elle étonne par son ampleur, cette crise etonne par son ampieur, cette trise pourrait aussi surprendre par sa durée, Malgré un assouplissement net de la politique monétaire et deux énormes plans budgétaires successifs de relance, le redémarrage reste incertain (voir encadré). Inutile cependant de dramatiser, Crise industrielle, crise financière crise sociale : tout crise financière, crise sociale : tout apparaît blen maîtrisé. L'industrie, la force de l'archipel,

souffre, c'est vrai. L'effoodrement de la demande jotérieure (brutal dans l'automobile, l'électronique ou la chi-mie) comme la crise financière ont mie) comme la crise imanciere ont plongé, ces deux dernières années, les grands groupes' industriels dans d'énormes difficultés, La hausse bru-tale du yen au printemps a été un nouveau coup pour une industrie qui avair encore dégagé, en 1992, un sur-plus commercial record de 117,7 milliards de dollars (plus de 3 % du PNB). Production, profits, prix de gros et - pour la première fois co 1992 - investissements sont en baisse. La récession epparaît pourtant, surtout, comme une occasion de

Dopés plusieurs années par l'ar-gent boo marché, les grands groupes nippons avaient investi massivement, sur l'archipel et en dehors. Ils avaient surinvesti, même. Entre 1985 et 1991, l'investissement industriel avait augmenté de 60 % en volume, dépas-sant ainsi le montant de l'équivalent américain. Le recul, ea 1992, de 4 %

l'ioster du PDG de Matsushita, Alco Tanii, de nombreux

dirigeants ont été débarqués. De nou-velles équipes ont été mises en place pour resserrer les boulons. « Dans le capitalisme japonais, la sanction est terrible», relève un banquier français installé à Tokyo.

En fait, l'industrie jepooaise est déjà engagée dans une gigantesque restructuratioo. Tout d'ebord, la récession amène les directions d'entreprise à changer d'objectif. «Les profits redeviennent lo priorité, et non plus comme pendant longtemps chez nous les paris de marché», note Rei Masunaga, vice-président du Centre japonais pour la finance internatio-nale. Cure d'amaigrissemeot : tel est le mot d'ordre. Les industriels cherchent à exploiter les gisemeots de productivité qui existent dans leurs usines: en simplifiant le gamme de leur offre, en réduisant le combre de pièces détachées, etc. «Les grands groupes abandonnent des diversifica-tions hasardeuses pour se recentrer sur leurs métiers de base», remarque aussi Alain Coine, patron de Rhône-Poulenc pour le Japon.

Seconde évolution: une profonde restructuration sectorielle. «Le pays cherche à se développer dans les nou-veoux métiers, ceux de l'avenir, comme l'oéronautique, le matériel comme l'oeronautique, le materiel médical, les teres rares ou les cérumiques industrielles », note Joel W. Jeuvell, directeur du Credit Lyonnais Securities (Japoo). L'ampleur des investissements – notamment en recherche et développement – qui y ont été réalisés facilite la transition. Les grands groupes - les keiretsu,

evec le fameux système des partici-pations croisées qui n'a pas été tou-ché par la crise financière, comme on l'evait un peu vite annoncé – ne vont pas abandouner pour autant leurs forces traditionnelles. Dans l'auteurs rorces traditionnelles. Dans l'au-tomobile ou dans l'électronique, ils oot déjà délocalisé une partie de leurs activités vers les pays voisins, l'Asie du Sud-Est et la Chioe. Ce recentrage vers l'Asie, un marché prometteur, constitue le troisième volct de cette restructuration Ayant retrouvé à la faveur de la

crise une influence accrue, le fameux MITI (ministère du commerce international et de l'industric) soutient ces mutations. Ses bommes militent pour edes aides aux PMI, le vivier où se préparent nos grands groupes de demain, et pour le développement d'infrastructures adaptées vux industries de l'avenir», explique Tsuyoshi Nakaï, l'un des directeurs du minis-tère. Inquiétant officiellement les exportateurs, la flambée printanière do yen eccroît encore la pression. L'industrie japonaise e déjà réussi eu

apparaît dans ces conditions bien s'adapter à trois périodes de hausse modeste. Les trusts s'éteient, en outre, diversifiés et avaient relâché 1971, en 1978 et en 1985. «Nous n'avons aucune raison de nous inquié-ter de cet « endaka- V », commente Akira Kojima, rédacteur en chef du Nikkei, le quotidien économique de l'archipel (trois millions d'exem-

> La manière dont e été gérée la crise du système financier après le dégonflement de la «bulle» spècula-tive est aussi révélatrice de cette capacité d'adaptation du capitalisme jeponais et... de sa permanence. Le MOF, la BOJ et la communauté bancaire privée ont, dens une parfaite coonivence, réussi à éviter toute catastrophe dans une situation pourtant compromise à bien des égards.

> > Eviter toute faillite bancaire

« Avec l'assouplissement rapide de sa politique monètaire le taux d'es-compte a été ramené de 6 % en juil-let 1991 à 2,5 % en février, la Banque du Japon nous a permis de dégager des marges importantes dans notre exploitation, marges que nous ovons utilisées pour couvrir les créances douteuses de nos bilans », explique ainsi l'un des grands de la place, Toyoo Gyobten, président de la Banque de Tokyo.

Le MOF a actionné d'autres manettes. Face à la surcapacité persistante de bureaux – la crise immobilière devrait encore durer au moins deux ans, avec une baisse supplémentaire des prix d'au moins 30 %, – le gouvernement a mené une véritable opératioo de salut public. Le ministère e «suggéré» aux banques la créatioo d'une coopérative privée, qui rachète, avec l'argent des banques, les créances immobilières doot clles veulent se débarrasser, avec un avantage fiscal à la clé pour les établissements bancaires. Cette coopérative fonctionne cahin-caha depuis le début de l'année, Comme par miracle aussi – un rairacle naturellement piloté par le MOF – la Bourse de Tokyo a amoré, des août 1992, un redressement, fort heureux pour les banques. Le ministère a en fait autobanoues. Le ministère a en fait autorisé, et incité, la Poste à investit davantage en actions.

Voulant enfin éviter toute faillite bancaire, Tokyo a organise plusieurs opérations de sauvetage evec effica-cité et discrétion. Les grandes banques les plus saines oot tepris -spootanément? - les petits établissements noo bancaires empêtrés dans le crise de l'immobilier. A trois reprises, le système d'assurance des dépôts a été mobilisé pour sauver des associations de crédit.

«Nous faisons du sur mesure, du cas par cas», explique Toshihiko

Fukui, directeur général de la BOJ. «Ils cherchent à étaler les pertes dans le temps et à organiser un consensus de place entre eux », explique un ban-quier français, admiratif de le méthode. «Le pire est passé Mois nous avons encore besoin de temps avant de parvenir à une normalisa-tion de lo situation», reconnaît cependant M. Fukui

Si enfio la «récession» n'a pas provoqué jusqu'à présent de panique sociale, e'est aussi qu'elle o'a pas modifié fondamentalement les principes qui régissent les relations de travail au Japon. Pour les dirigeants travail au Japon. Pour les dirigeants (ceux de l'Etat, des entreprises et des syndicats), le plein emploi reste quasiment une «obligation morale». De fait, le fameux système de «l'emploi è vie» – qui oe concerne en réalité qu'une très faible part des salariés, ceux travaillant dans les grands groupes – n'e été qu'à peine écorné, «Il n'y a pas eu de licenciements style Detroit», selon l'expression de Chiharu Shime, économiste à l'UBS Securities. La technique de la mise à l'écart pour iociter eu départ est l'écart pour iociter eu départ est pourtant très utilisée : bureau peu éclairé et poste sans responsabilité.

> Des relations sociales stables

Conséquence : si le combre d'of-fres d'emplois est désormais inférieur à celui des demandes, le chômage reste un phénomèoe marginal. Le taux officiel se situe autour de 2,3 %, «Le chômoge reste dans les entre-prises», ironise M. Kojima, du Nik-kel, qui fait état d'évaluations selon les qualités les marginesses. lesquelles les sureffectifs seraient d'environ un million de personnes dans l'industrie. L'économie continue pourtant à créer des emplois. Malgré la crise, 650 000 nouveaux postes de travail ont été ouverts eo 1992 – contre 850 000 en moyenne les précédantes. Les estraises anoées précédentes! Et certains, comme Hirobiko Okumura, patron de l'Iostitut de recherches de Nomura, annoncent déjà uo retour prochain à iné situation de pénurie de maio-d'œuvre.

point, la «récessioo» et l'ectuelle crise politique pourraient provoquer un rééquilibrage. Très riches – eu deuxième rang dans le monde pour le rétent pour par babitant de le revenu moyen par habitant, - les Japonais consomment assez peu.

La crise se répercute bien sûr sur leurs comportements: ils recherchent des produits moins chers. Ainsi, si les ventes des grands magasins sont en baisse «depuis quatorze mois consécuconcurrence nouvelle, celle des discounters qui se multiplient à la périphérie des villes comme sur les trottoirs des grands centres. « Au lieu de payer 700 dollars à Ginza, j'achète mointenont mes costumes chez Aoyama Cie, à 250 dollars, un nouveau distributeur qui casse les prix», evoue Takahido Ueda, économiste à Plodustrial Bank of Japan. Comme beaucoup d'autres, désormais.

La pression eo feveur d'une réforme fiscale se trouve elle aussi accrue. Evoquée lors de l'élaboration du dernier plan de relance, elle a été barrée par le MOF. Mais de plus en plus d'experts la jugent nécessaire. Makoto Utsumi, professeur à l'université de Keio, par exemple, edresse deux critiques à la fiscalité japonaise deux crinques à la listaite japonaise actuelle : une « prépondérance excessive de l'impôt direct sur l'impôt indirect et un impôt sur le revenu trop progressif». La réforme covisagée favoriserait uoe structure de le consommation plus proche de celle des autres pays développés. «Je vois mal des dirigeants politiques propo-sant une hausse des impôts indirects, près impopulaires chez nous», indique cependant Haruhiko Kuroda, vice-muistre adjoint des finances pour les

La récession cootribue à accélérer certaines évolutions. Elle ne remet pas en cause pourtant, pour l'instant, japonaise», une organisatioo dans laquelle les équilibres macro-éconocés par les évolutions conjoncturelles. Coovaincus de la supériorité de cette organisatioo, les Jeponais ne comprennent pas pourquoi il leur fau-drait en changer. «Le chômage, la drogue, lo délinguance, lo violence urbaine... nous ne connaissons pas. Pourquoi vous, Occidentaux, voudriezvous que nous chongions pour nous rapprocher du système des Américains?», interroge M. Okumura, de l'Institut de recherches de Nomura. Pourquoi diable, effectivement!

ERIK IZRAELEWICZ

 Jacques Delors n'ire pas an sommet du G7 pour raisons médicales. - Le président de la commiset des revenus plus favorable à l'emploi, le capitalisme japonais conduit aussi à favoriser le producteur par rapport au consommateur. Sur ce du 7 eu 9 juillet. Souffrant d'une sion européenne, Jacqu le sommet du G7, qui doit se tenir du 7 eu 9 juillet. Souffrant d'une sciatique depuis trois semeines, il n'est pas en mesure de supporter la Luc Dehaeoe, premier mioistre belge, qui assure la présideoce de la CEE, et Henniog Christophersen commissaire européen à l'économie et eux finances, cooduiront le délégation de la Communeuté. européenne. M. Delors peut néanmoins poursuivre ses ectivités à

Une sortie de crise lente et progressive

TOKYO

de notre envoyé spécial

Le Japon a-t-il atteint la creux de la « récession » et emorce-t-il, grāce eux daux mége plene de relance successifs du gouverne-ment, son radémarrage? A le veille du eommet du G 7 de Tokyo (la réunion ennuelle des chefs d'Etat et de gouvernement des sept grands pays industrialisés), qui se tient du 7 au 9 juillet, la question provoque dene l'archipel de rudes polémiques entre économietes privéa et organismes officiels - c'est une habitude - mels aussi, et c'est plus nouveau, au sein même de

Les optimistes - comme Tsutomu Tanaka, vice-ministre pour les affaires internationalee, da l'EPA (Economie Planning Agency) – repèrent dans les sta-tistiques les plus récentes lee premiers signee d'un retournement. Le creux aureit été touché au cours de l'hiver. Ces experts heureux prévoient une reprise progressive de le croissance à partir de l'eutomna. Elle sara d'ebotd tirée pat lee ctédits publics (travaux publics, infrastructures sociales et eidee au logemant), prévus dans le budget eupplémentaire que vient d'adopter la Diète, de 13,7 trilliards de yens (115 millierds de dollars). La consommation et les investissemente devicient ensuite prendre le relais. Au taux de 3,3 % de croissance prévu pat le gouvernement pour l'ennée fiscale 1993 (du 1- avril 1993 au 31 mers 1994), les

plus optimietes opposent une croissance de 3 % environ.

Les économistes privés mais eussi ceux du MITI, proches de l'industrie, eont beeucoup plue pessimistes. Ils na crolent pas à una reprise repide de la consommacon et da l'investissement et s'inquiètent des effete à court terme de la heueee du yan. Ils perient eur une croiesence encore Inférieure à 1 % eu coure de l'ennée fiscale 1993, comma en 1992. Feisant vieiblement devantage

confiance eux enalystes privés, les Occidentaux vont à nouveau demender aux Japoneie de relancer leur demande intérieure, à travere un nouvaeu coup da pouce fiecal. Tokyo e se réponsa. « Vous ne pouvez pae nous demander de discuter déjà du menu du dîner alors que nous n'evons pes encore pris notre déjeuner», explique Mekoto Utsumi, professaur à l'université de Keio, faisant allueion au plan da refance juete edopté par la Diète et que l'économie jeponaise n'e donc pes encore

En tout état de cause, qu'elle alt lieu en 1993, 1994 ou en 1995 - toue les économistes de l'erchipel sont d'eccord sur es point, - la reprise sera lente et progressive. Le Japon ne retrouveta plus son rythme de croissence des années passées autour de 5 %. Le potentiel de croiseence de l'économie jeponejea ee situetalt désormeis entre 3,5 % et 4 % l'an.

7897 456x

Le rapport annuel de la Cour des comptes

Immobilier : les imprudences des banques

d'entendre dire que « les banques ont poussé au crime » dans la crise que traverse le secteur. Lorsque est la Cour des comptes qui le dit, en termes châtiés, l'accusation prend plus de poids: «La gravité de la crise actuelle ne saurait être imputée ou seul retournement conjoncturel du marché: ce dernier a précipité une crise dont certoins éléments étaiem déjà réunis. En se portant sur un secieur jugé plus ren-table en raison des marges qui s'y gient et des perspectives de gains élevés en capital, de nom-breuses banques ont perdu de vue les règles habituelles de prudence.»

Il est fréquent dans l'immobilier

Seules les bengnes publiques tence de la Cour. Son enquête n'e donc porté que sur sept d'entre elles et leurs filiales (1). Pendant les «années folles» de l'immobilier, les engagements de ces établissemeots oot fortement augmenté, doublent voire triplant en deux ans, pour atteiodre 150 milliards de francs à le stn 1991, soit la moitié des encours toteux de la profession. Plus de 80 % de ces 150 milliards sont réalisés par trois groupes bancaires et plus du tiers par un seul établissement, précise la Cour sans donner de noms (c'est le cas dans tout ce chapitre).

Autre fragilité: ces engagements sont conceotrés sur uo tout petit nombre de professionnels. «Les dix premiers promoteurs clients des grandes banques généralistes représentent plus des trois quarts des encours globaux, et il arrive dans certoins établissements que le premier client absorbe à lui seul entre procédures d'instruction, de décision le quart et le tiers de leurs engagements », notent les auteurs. Ce phénomène se double d'une coocentratioo géographique sur le région parisienne « dont les encours neuvent atteindre jusqu'à 70 % des engagements ».

> Des exemples truculents

Les « sages » de la Rue Cambon, grâce à quelques coups de projecteur, montreot bien l'engrenage dans lequel banques et immobilier sont tombés. D'abord, l'endettement croissant des promoteurs visà-vis de leur benquier : ainsi, les encours d'un établissement pour un promoteur sont passés de 250 millions en 1988 à 1,6 milliard en 1990, peodant que l'eodettement global de ce groupe était multiplié par... dix. Ensuite, une tendance à avoir «une appréciation incomplète du risque-client », certains établissements ne procédant qu'à une anslyse des risques opération par opération a sans porter une attention suffisante à l'évolution de la situation sinancière globale du promoteur». Enfin, « si la plupart des établissements dispospient d'équipes professionnellement compétentes et suffisamment averties de la nature particulière des risques immobiliers, l'emballement du marché à mis en évidence des insuffisances dans les avaient été engagés pour occuper les

et de suivi des opérations r.

Le rapport recèle quelques exemples truculents comme celui de cette banque qui s'est engagée pour une centaine de millions de francs sans avoir pris la peine de vérifier l'identité du marchand de biens ni « la réalité des liens qu'il prétendait ovoir ovec un importont groupe étranger». L'instruction du dossier s'est faite par téléphone, la banque oe visitant même pas l'immeuble eoncerné, « précoution qui lui ourait sans doute révêlé que les surfaces ne correspondaient pas oux caractéristiques du projet finance ».

Perdant de vue les règles élémentaires de prudence dans la profession, les banques ont également entrepris de financer intégralement des opératioos sans demander les moindres fonds propres, « de peur de voir échapper « d'excellents clients ». Exposées à la forte pression de lo concurrence, les banques ont parfois donné leur accord à des montages juridiques qui ne garanvissaient ni la solvobilité des emprunteurs ni la bonne sin des opérations », tablant sur noe poursuite de la hausse des prix.

A l'étranger, les imprudences commises étaient tout enssi nombreuses : un établissement a prête 20 millioos de dollers (une centaioe de millions de francs) è uo promoteut fraoçais qui e acheté des cotrepôts prétendument occupés sans voir que « certains baux étoient fictifs et que des comédiens

locaux lors de lo visite préalable à

Pis, peut-être, les banques n'ont que tardivement pris la mesure du retournement du marché et des risques qu'elles couraient. La Cour critique, en particulier, le pratique qui coosiste à considérer un dossier comme douteux seulement quand uoe échéance est impayée depuis plus de trois mois. Elle regrette « la politique de provisions lardives » et le fait que les banques n'aient pas, à une exception près fait de « provisionnement sorfaitaire de précoution ». Mais, dens se réponse, le ministre de tutelle des banques (celui de l'économie) fait part, sur ce point, de son scepticisme sur les bienfaits de ce type

Bref, conelut la Cour, le système banceire fait aujourd'hui « face a une crise mojeure qui, sans affecter la solidité de ses assises, met en cause l'attitude de telle ou telle banque et de ses actionnoires et plus généralement les conditions de financement du marché de l'immo-

1) Le groupe Crédit lyonnais ainsi que ses filiales Althus finance et la Société de banque occidentale (SDBO); le groupe BNP et sa filiale Meunier promotion; la banque Worms (filiale de l'UAP); la banque Hervet et sa filiale Hervet crédi-terme; le groupe UIC-Sofal (filiale du CLF-Immo (filiale du Crédit local de

VIE DES ENTREPRISES

Patron secret mais charismatique

L'armateur danois Maersk McKinney Moeller prend sa retraite

L'une des principales figures du monda maritima, l'armateur danois Maarsk McKinney Moellar, discret mais charismatique, vient d'annoncer qu'il prenait sa retraite. Son groupe, qui va du transport maritime et des chantiars navals eu secteur alimentaire, fait pâlir d'anvie, par sa florissante aanté, aes concurrents du monde entier.

COPENHAGUE

correspondence L'un des patrons les plus mythiques du nord de l'Europe, l'arma-teur daoois Maersk McKinoey Moeller a cédé à la fin juin le flambeau de son groupe « à des forces plus vives » à la veille de son quatre-vingtième muniversaire. Père de trois filles qui ne souhaitaient pas reprendre la barre, Maersk Moeller a remis les rêces à son dauphin. Jess Seeberg, quarante-nenf ans. Jamais le départ d'un chef d'entreprise n'a autant occupé les médias dans le royaome du Danemark.

Concentration

dans le secteur du champagne

« C'est toute une page de l'histoire d'un succès hors du commun qui est tournée», constate-t-oo dans son

Son père, Peter Arnold Moeller avait débuté dans le transport maritime en 1904 avec un bateau à vapeur. En 1993 le groupe A. P. Moeller compte vingt-cinq mille employés dans le monde et réalise un chiffre d'affaires, tenu secret, qui avoisinerait les 50 milliards de couronnes (43,5 milliards de francs), dans plusieurs secreteurs, marine dans plusieurs secteurs : marioe, pétrole, informatique, industrie... La compagnie maritime Maersk, fleuron du groupe, est une des toutes premières an monde pour le transport de marchandises, notamment par navires porte-conteneurs.

> Un homme austère, craint et respecté

Travailleur infatigable «Monsieur Moeller », comme l'appellent ses employés, a mené la diversification la plus réussie dans le monde des affaires nordiques en étendant ses activités à la prospection pétrolière et gazière, ootamment en mer du Danemark (troisième producteur européen de pétrole); mais le groupe prospecte également en Algérie et en Asie du Sud-Est.

A. P. Moeller, e'est aussi une compagnie aérienne, Maersk Air, qui dispose d'une flotte de dix-sept Boeing, l'une des plus jeunes et des plus solides du monde malgré la crise. Le groupe est également pré-sent dans la distribution alimentaire et possède un grand nombre de

« J'ai toujours veillé, durant mes soixante années d'activité au sein du groupe, à la bonne marche de l'en-treprise, sans excès», dit Maersk Mc-Kinney Moeller. Prenant le gouvernail à l'âge de cinquante-deux ans à la mort de son père en 1965, il s'est montré plus audacieux dans es visions, plus tacticien aussi, tout en demeurant prudent. Austère, craint et respecté dans son palais de verre en bordure do port de Copenhague jouxtant la résidence royale d'Amalicabore, « Monsieur Moeller » a fait régner des coutumes dignes du dix-neuvième siècle que lui reprochent certains. Il exigeait

épingles et se donnent corps et âme an groupe car, disait-il aun problème sur la table aujourd'hui ne doit pas être traité demain». Le bilan est impressionnant. Les

actions du groupe qui valaient 1 000 couronnes l'unité en 1965 otteignent eo 1993 jusqu'à 156 000 couronnes. Mais même à ce prix elles sont introuvables l Cultivant le secret « Monsieur Moelier» a fait de son groupe l'entreprise la plus fermée, ou point que certains actionnaires minoritaires et la Bourse de Copenhague se sont plaints de « cette perle qui ne laisse filtrer les informations qu'au compte-gouttes ». Peu loquace, il s'exprime cependant parfois, uni-quement par le biais de la revue interne du groupe, et ses opinions résonnent fort jusque dans les sphères politiques. Il avait irrité l'ancien gouvernement conservateur quand il avait plaidé pour le «oui» an traité de Maastricht.

ALEXANDRE SARIN

Dix industriels vont définir en

commna une norme de magnéto-

Dix fabricants de magnétoscopes

les japonais Hitachi, Matsushita, Mitsubishi, Sanyo, Sharp, Sony, Toshiba et JVC, les européens Phi-

lips et Thomsoo - voot créer

eo septembre uoe conférence -

ouverte à d'autre industriels - pour

fixer les paramètres des futurs

magnétoscopes oumériques haute

définition. Ces industriels enten-

dent ainsi mettre au point - puis

soumettre aux instances internatio

nales - une oorme qui s'impose

mondialement, et s'adapte aux dif-férents pays. Ces magnétoscopes

numériques auront une meilleure

qualité que les actuels magnéto-

scopes analogiques. Outre les images haute définition, ils

devraient pouvoir également enre-

gistrer les oormes actuelles PAL, SECAM, NTSC.

D BP Chemicals : arrêt de la pro

duction et suppressions d'emploi à Lavéra. - Le groupe chimique bri-tannique BP Chemicals a annoncé

le le juillet l'arrêt de la production

à des fins commerciales du PZ3, un polyéthylène fabriqué dans son

usine de Lavéra près de Marseille.

ce qui entraînera la suppression de

cent vingt postes dans les six pro-chains mois. BP Chemicals France a enregistré en 1992 des pertes

oettes de 209 millions de francs

pour uo chiffre d'affoires de 4,7 milliards de francs. La firme

emploie huit cents personnes : sept

cents à Lavéra et cent au siège

lions de francs de nouveaux contrats

nmutation): 430 mil-

EMPLO

CONTRATS

MARCHÉS FINANCIERS

A nos lecteurs

Deputa lundi 5 juillet, plusieurs modifications sont intervenues dans la page où sont publiés les cours de la Bourse. Alnai, on trouve quotidiannament en haut do la page la date de liquidation mansuelle oinsi que la taux de report pour las opérations à terma. Y figurent égalemant l'heure à laquelle lao coure ont été relevés ainsi que le niveau de l'Indice CAC 40 - en pourcentaga et an points - à cette même heure.

De plus, une colonne € tournanta » aituée à la droite das valeura du règlement mensuel donne cheque jour une indication différente : la lundi (daté mardi) sere résarvé à la variation des cours depuis le 31 décembre do l'onnée précédante; la mardi (daté mercredi), figurera la mon-tent du dividende; la mercredi

(daté jeudi), la date de mise en paiement du dernier coupon; le jeudi (daté vendredi), le couro de compansation, et la vendredi (daté samedi), lea quotités de Enfin, quelques abréviations et

WRSE DE PARIS DE

aymbolas permattant da consistre la place da cotation des valeurs ainsi que leurs caté-gorlas da cotation (1, 2 ou 3). Un astérioque indique si cea valeurs peuvent être intégrées dans un Pion d'épargne en actions (PEA). D'autres sym-boles, explicités dans un encedré oous les cours des Sicav, indiquent la date da détachement du coupon ou du «droit», la cours du jour ou le cours précédent, si la valeur bénéficia d'un contrat d'animation, si le titre est offert ou demandé, enfin si la demande ou l'offre sont réduites.

PARIS, 5 juillet 1 Mauvais départ

Dans un merché très calme, le Bourse de Paris e commencé la semaine sur une note très faible, lundi 5 juillet, en raison du glissement du franc face au mark et de la faiblesse qui a'ensuit des marchés obligataires. En repil de 0,95 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 effichait une heure plus tard un recul de 1,46 %. Aux alentours du 13 heures, l'Indice CAC 40 refaisit un peu du chemin perdu, n'affichant plus qu'une perte de 0,90 % à 1 923,77 points.

Le volume des échanges restait modeste, le chiffre d'affaires sur le marché à réglement meneuel étent net-tement inférieur à 1 milliard de francs.

La bonne tenua du mark, qui depuis quelques jours se maimient aux dépens du franc, commence à préoccuper les opérateurs. Ces demiers soulignent que la derrière beisse des taux d'intérêt en France a été moins importante que la baisse allemande, una décision qui aurait di être favorable à la devise française.

Les demières statistiques améri-caines, qui révèlent un raientissement de la reprise aux Exts-Unis, préoccu-pent également les analysses. Le marché est calme, les effets des premiers départs en vacances com-mençant à se feire sentir.

Pour l'instant, les Investisseurs dis-posent d'importantes liquidités prove-nant notamment du détachement des coupons, les cherchent un emploi pour ces capitaux.

Ou cots des valeurs, parmi les titres en baisse, on relevait Berger SA (2,8 %), Casino (2,7 %), Pinault-Prin-temps (3,3 %) et Erap-Elf (4,8 %). Lundi, débute l'offre publique de

des informations circulant dens des selles de marché, l'opération se fera à 563 francs l'action. Lors de sa demière cotation le 18 juin, cette action valeit 576 francs.

LES INDICES HEBDOMADAIRES **DE LA BOURSE DE PARIS**

ENSTITUT MATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES Base 100 : 31 décembre 1987

25-6-63 2-7-83

TOKYO, 5 juillet = Inchangée

La Bourse de Tokyo a clôturé inchan-gée lundi 5 juliet au terme d'una journée de transactions termes et peu fournées. L'indice Nikkel a fini sur un geln de 1.80 noite, soit une transperson L'indice Nikkel a fini sur un geln de 1,80 point, soit une progression symboseque de 0,01 % à 19 823,06 points. Les échanges ont porté sur queique 150 millions de titres, contre 230 millions su cours de la séance de vendredi, soit le plus faible volume de transactions depuis le 18 janvier.

Le marché avait ouvert en hausse à la faveur de rachats de découvert sprès le baisse de plus de 300 points vendredi et grâce à queiques achats de lots par des perdudiers. Par la suite, des ventes liées aux contrats à terme sur indice ont pesé sur la cote.

VALEURS	Coura de 2 juliet	Coura du 5 juilles
Alleomoto Pridgestone Conog Feli Bunk Houde Motors Automatine Electric Witachiel Heavy Sony Corp. Toware Miscory	1 350 1 200 1 290 2 380 1 240 1 290 643 4 280	1 340 1 180 1 320 2 390 1 280 1 280 4 280

CHANGES

en Amérique latine. - Le groupe Dollar: 5,7460 F 1 français de télécommunications Le deutschemark continuait de gagner du terrain à 3,3825 francs, landi 5 juillet, an cours des premiers échanges entre banques, contre 3,3805 francs vendredi soir (il s'inscrivait à 3,3814 francs selon le cours indicatif de la Banque de France, à la suite de la baisse des aux directeurs de la Banque de France, vendredi matin. Le dollar reste soutem à 5,7460 francs contre 5,7317 francs dans les échanges interbancaires de vendredi soir (5,7240 francs cours Banque de France). Alcatel a remporté plusieurs contrats pour l'installation de quel que quatre cent mille lignes télé-phoniques dans quatre pays d'Amérique latine, représentant d commandes d'un montant total de 430 millions de francs, a indiqué jeudi 1º juillet Alcatel-CIT. Ces Banque de Fra

FRANCFORT 2 juillet Dollar (ca DM) ____ 1,6935 TORYO 2 juillet Dollar (ca year) 107,93 MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

---- 75/16-77/16 %

BOURSES

Attorio

Indice sénéral CAC 541,70 535,30 **NEW-YORK (Indice Dow Jones**)

.3 510,54 3 483,97 1° juillet 2 juil 2 888 2 857, 2 262 2 238 2 857,10 2 238 FRANCFORT t 706,63 1 697,81 TOKYO Nikini Dow Jones 19 621,46 19 623,86 Indice général 1 586,83 t 585,42

EDITIONS

COMMENT PENSER

L'ARGENT

Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

Roederer prend le contrôle de Deutz

La maisoo de champagne Louis Roederer a pris le contrôle, à 61 %, de la maisoo Deutz, à la faveur d'une augmentation de capital de 116 millions de francs, à laquelle Roederer a souscrit à hauteur de 93 millions de francs. La part de l'actioonaire principal de Deutz, André Lallier, est revenoe de 60 % à 17,9 %. C'est l'endettement croissant de Deutz, une ceotaine de millions de francs pour 140 mil-lions de chiffre d'affaires en 1992, qui a nécessité eelte opération, sous la pression des banques, Clinvest (Crédit lyonnais) et Crédit Nord Développement (Crédit du

Cet endettemeot est du, essentiellement, au poids croissant des stocks de bouteilles, élaborés avec qu'en 1990, et au fléchissement des ventes depuis deux ans. Cette opération permet à Roederer, dirigé par Jean-Claude Rouzaud, et qui dispose d'uoe trésorerie excédentaire, d'apurer les dettes de Deutz qui s'accumulaient depois deux ans. Elle permet également à Roe-derer, à la dixième place des pro-dueteurs de chnmpagne avec 2,4 millions de bouteilles par an, d'ajouter à son groupe le millioo de bouteilles de Deutz, les deux sociétés restant, toutefois, totale-ment indépendantes, ce qui ne les empêchera pas de «coopérer». Une telle opération pourrait donner le signal d'autres concentra-tions, rendues nécessaires par la crise qui secoue actuellement le

FRANÇOIS RENARD

RÉSULTATS ioférieur au profit réellement O Siemens : angmentatinn de 4 % da chiffre d'affaires prévue en 1993. Le groupe Siemens a anooncé, lundi 5 juillet, que ses activités restaient soutenues malgré la faiblesse des marchés. Son chiffre d'affaires devrait atteindre 78,5 milliards de marks (262 milliards de francs) en 1993, soit une aogmentation de dre de ceux de l'exercice précè-dent », soit 1,95 milliards de marks. Ses effectifs seront ramenés sous le barre des quatre cent mille, ce qui équivant à plus de treize mille suppressions d'emploi. Le gronpe entend développer « systé-matiquement » ses ventes sur l'Asie, qui constitue désormais sa principale priorité. de dettes à court terme. - (Cor-

Carrefnur : hausse de 4,7 % do chiffre d'affaires au premier semes-tre. - Carrefour a réalisé au pre-mier semestre un chiffre d'affaires consolidé de 64,92 milliards de fraocs en hausse de 4,7 % sur la même période de 1992. La progression est de 4,7 % à l'étranger (due notamment à l'ouverture de oouveaux magasins en Espagne et en Italie) et de 0,7 % en France, chiffre qui porte sur cent seize maga-sins contre cent dix-oeuf auparavant. Pour le seul mois de juin, la hausse du chiffre est de 10,4 % dont 8,3 % en France.

D Philips annonce us a profit exceptionnel be de 3,3 milliards de francs. — Comme l'exige le droit boursier américain, Philips a révélé, mercredi 30 juin, que la vente an groupe japonais Matsushita, pour 185 milliards de yens (9 milliards de francs) de sa participation de 35 % dans leur filiale eommune Matsushita Electronie commune Matsushita Electronie Corporation (MEC), se solderait par un bénéfice de 3,3 milliards de francs (le Monde du 4 mai). Ce a profit exceptionnel » est toutefois

dégagé, car il s'entend « oprès déduction de provisions (...) pour lo cessation ou la cession de certaines octivités ». Les résultats do premier semestre en seront améliorés : le bénéfice net du groupe (309 millions de francs au premier trimestre), sera en hausse sensible; l'endettement (114 milliards de francs au 31 décembre) sera moindre. Philips va pouvoir racheter 1,62 milliard de francs de certificats coovertibles en actions et de rembourser 1,68 milliard de francs

Testut : dépôt d'un projet d'OPR

par Bernard Tapie Finance. - Le groupe Bernard Tapie Ficance (BTF) vient de déposer un projet d'offre publique de retrait (OPR) des actions de sa filiale Testut, par la Société des Bourses françaises, Au jour du dépôt, BTF détenait 375 074 actions Testut SA, représentant 95,981 % dn capital et des droits de vote de cette société. BTF a fixé le prix de son offre à 100 F par titre. Cotée sur le marché au comptant de la Bourse de Paris, Testut était détenu à plus de 88 % par Bernard Tapie Finance début 1992. Ce pourcentage a augmenté ces derniers jours, selon Elie Fellous, présideot de BTF. Avant la suspensioo de cotatioo intervenue à la mi-juio, l'action cotait 100 F.

NOMINATION

C Elf Aquitaino: Jean Privey nommé représentant du groupe aux Etats-Unis. - Jean Privey, quarante-six ans, a été nommé représentant do groupe Elf aux Etats-Unis où il assurera la directioo générale d'Elf Aquitaine Inc. à New-York eo remplacement de Michel Schneider-Maunoury. Eotré dans le groupe Elf en 1972, M. Privey a été successivement en poste au Cameroun et aux Pays-Bas. A partir de 1987, il a été responsable de l'Afrique à la direction financière de la Direction Exploration-Production (DEP), puis directeur financier de la DEP avant d'occuper le poste de directeur financier à la direction générale des Hydro-

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



LE CCF ET LA BANQUE HERVET **FUSIONNENT LEURS ÉQUIPES** DE CRÉDIT-BAIL MOBILIER ET DE LOCATION FINANCIÈRE

LOCAMIC et LOCATERME, filiales respectives du CCF et de la BANQUE HERVET dans le domaine du crédit-bail mobiller et de la location financière, viennent de rapprocher leurs équipes au sein de LOCAMIC. Comme prévu, elles ne constitueront plus qu'un seul ensemble homogène à compter du 1º juillet 1993. Ainsi renforcée, LOCAMIC, dont les performances au cours des d'oppremiers mois de l'année ont confirmé leur évolution satisfaisante, pourra notamment améliorer son approche de la clientèle des différents réseaux bancaires du groupe CCF et du groupe HERVET. A cette occasion, M. Jean-Charles Gaudrion, Président-Directeur Général de LOCATERME, devient membre du Directoire de LOCAMIC, où il prend en charge la Direction du Marketing, du Développement et des Grands Clients.

Vous ne trouvez pas It Honde chez votre marchand de journaux ?

€,

Appelez gratuitement le numéro vert 05.40.14.31 Nous ferons le nécessaire



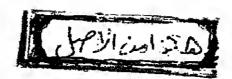
contrats concernent le Chili (267 000 lignes), l'Equateur (62 000 lignes), le Costa-Rica (60 000 lignes) et le Nicaragua (9 000 lignes), précise le communi-que d'Alcatel-CIT. MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS		
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	
E-U ca (100) co (100)	5,7455 5,2614 6,6159 3,3820 3,7919 3,7425 8,4567 4,4267	5,7465 5,2648 6,6209 3,3825 3,7951 3,7475 8,6612 4,4293	5,8010 5,3120 6,610t 3,5782 3,8118 3,7208 8,6832 4,3840	5,8040 5,3183 6,6184 3,3804 3,8179 3,7785 8,6919 4,3915	

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offert	Demandé	Offert	Demande	Offert
\$ E-U Yes (100) Ecu Dentychemark Franc snisse Lire italicase (1000) Live sterling Pesets (100) FRANC FRANÇAIS	3 V16 7 5/8 7 7/16 4 7/8 9 5/16 5 13/16 11 1/8 7 7/16	3 1/8 3 3/16 7 3/4 7 9/16 5 9 9/16 5 15/16 11 3/4 7 9/16	3 1/8 3 1/8 7 5/16 7 3/8 4 13/16 9 1/4 5 13/16 10 5/8 7 1/16	3 1/4 3 1/4 7 7/16 7 1/2 4 15/16 9 1/2 5 15/16 11 1/8 7 3/16	3 5/16 3 1/16 6 15/16 7 1/16 4 5/8 9 1/8 5 13/16 10 6 11/16	3 7/16 3 3/16 7 1/16 7 3/16 4 3/4 9 3/8 5 15/16 10 1/2 6 13/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de le



• Le Monde • Mardi 6 juillet 1993 21

MES FINANCIER	MARCHÉS FINANCIERS	Le Monde • Martir d Junier 1995 21
A nos lecteurs	BOURSE DE PARIS DU 5 JUILLET Liquidation: 23 juillet Taux de report: 7,00	Cours relevés à 13 h 30 CAC 40 : -0,74 % (1926,76)
dest public les joud (daté vergre	Variation VALEURS Cours Pricéd. Cours + Règlement mensuel	Variation VALEHRS Coars Bernier % 31/12 (1) VALEHRS priced coars + -
companients on hair (data samed)	- BMF-(IP) 1000 1000 1000 - 51/12 (1) VALEURS Core priorial coars +- 3t/12 (1) VALEURS CORE +- 3t/12 (1) VALEURS COR	+ - +21,23 Heachi 1
de valours articles de constitue de valours articles de constitue de c	- 0.11 Accord - 0.12 Accord - 0.13 Accord - 0.15 - 0	90
de parieries de la resta de la	-1,55 Bergar (M) 1255 1200 -2,58 -19,28 FS serif 919 968 -1,20 -4,11 Pachinery (ed 1 200,00 200,00 -1,77 +11,75 US\$ 1 855 855 42,22 428 +1,65 +2,27 Eng-Bi Chet 1 346 325,00 -2,58 +1,77 Princip Ficer 1 334,70 325 +4,02 +2,25 Urbaha 1 429 427 4	-0.47 + 50,66 Philips Morris 279 280 + 0.36 +0.47 +50,66 Philips M.Y 90,28 90,05 0.17 +0.49 +10.47 Placer Dome Inc 121,50 123,50 +1,73 10 -1,42 -3,87 Proctor Gunble 271,10 233,20 +0,53 +0.52 +18,42 Outlines 271 272 235 +3,69 10 -0.14 +254,03 Randformin 49,50 94,54 +1,71 +2,02 +2,23 Rhone Paul Rorer 282 263 +3,39 +0,72 +17,12 Rayal Drinch 526 528 -0.38 70 +1,25 +1,53 817 2 58,40 58 -0.38
DE LA BOURSE DE FAIR DE LA BOURSE DE FAIR DE LA BOURSE DE FAIR ENTRE ETUDES ECONORICE ENTRE ETUDES ECONORICE Indiana de la faire de l	+ 25,00 PF France 1	10 43.19 -0.39 -0.39 -0.43
t note beside place and the second se	+35,92 Cebelent 1 1380 1386 -1,01 -4,55 Herves 1 477 412,90 -1,01 +8,34 Schneider 1 189 549 -1,57 +177,92 Direforeix 1 14,00 75,1 +34,15 CGH-informerique 1 329 329 -9,56 89,41 213,50 215 +0,57 SCDA 1 13,55 13,45 -0,74 +2 De Peut Nemeurs 1 271 274 +15,27 CGH 1111 1102 -0,81 +28,26 Nemeur 1 1111 1102 -0,81 +28,26 Nemeu	- 8,77 + 182,95 Voal Reefs 1 442 449 - 0,45 - 9,23 + 43,37 Volkswagen A.6 1 1236 1190 - 2,88 55 + 1,54 + 20,55 Voho lace,8) 1 297 296 - 0,34 + 1,11 + 282,02 Western Deep 1 194 192,65 - 0,72 40 + 1,12 + 1,61 Xerox Corp. 1 442,60 446,10 + 0,73 50 - 0,89 + 7,45 Yamonocchi 1 110,50 118,29 - 0,25 50 - 1,78 + 0,95 Zambia Copper 1 5,30 5,25 - 0,94
Application of the Control of the Co	- 9.19 Clarins 1	60 - 1,26
Manual Color of SAS Administration of the Color of SAS Administration of the Color of SAS Administration of the Color of t	+43.56 Credit Lycons, CIP1 580	61 -0,10
Michigan Carrier Carri		Emission Backust VALEURS Emission Fractust net
THE REPORT OF THE PARTY.	Chicago Control Cont	119,81 116,32 Poste Croissance
addressed for perspite their services and addressed for the services and addressed for the services and addressed for the services and the services are as a service and the services and the services are as a service and the service	Fine foot 10,877 104,51 1925 1927 1928 1928 1928 1929	251,A 24/76 ← PriAssociations
TOKYO 5 when when the property of the property	CEPME 9% 57-06 TSR 111,65 7,890 E.F.C. 2 451 C.F.M. 50,10	16724.22 16396_30
THE CONTROL OF BOTH THEORY OF CONTROL OF THE CONTRO	Control Cont	73,20
dispers the effective annument of the party	Monopris 1242 1273 1274 1275 127	20148,85 19948,18 Smis Street Act. Eur 10391,61 70040,20 ◆ 12938,52 13439,73 Street Street Act. Free 11271,24 1993,254 1993,254 1993,254 1993,254 1993,254 1993,254 1993,254 1993,254 1993,255 1993,85 2097,75 134,07 Street OAT Plas 1258,63 12024,44 2097,85
The state of the s	Ariel 2 255	1174.77 11478.33 Intero Immestriel
The arrival is a first france of the arrival and a second a second and	Side colors	1105.59 1094.64 Uni-Franciar 1356.22 1323,12 Uni-Franciar 1356.22 1323,12 Uni-Francia 1356.22 1323,12 Uni-Francia 1514.11 1356.22 1323,12 Uni-Francia 1514.11 1356.22 122,26 Uni-Francia 1525.25 1325.15 Uni-Francia 1525.25 1325.25 Uni-Francia 1525.25 1325.25 Uni-Francia 1525.25 Uni-Francia 1
	Concords-Ass Resp. 610 802 Ulfoor Cofrects 1995 1901 Foscor 193 620 Foscor 193 630 Foscor 193 Foscor 193 630 Foscor 193 193 Foscor 193 193 Foscor 193 193 Foscor	251,42 244,50 24
ACCOUNT AND THE PARTY AND THE	Marché des Changes Marché libre de l'or LA BOURSE SUR MINITEL Marché à terme	international de France)
Ce Monde	Eints Units (1 used) 5,7435 5,7240 5,50 8 0r fin (felin en harre) 68500 71100 71500	CAC 40 A TERME Volume : 15 755
COMMENT PENSER	Beligique (190 F)	Cours Juillet 93 Août 93 Sept. 93 Dernier 1939,50 1967 1956 Perioddopt 1954 1975
COMMENT PENSER ARGENT? ARGENT?	Subda (100 ks] 74,390 74,490 76 77 78 78 79 79,3100 75 34 34,900 43,900 45,400 45,40 4	Précèdent 1954 1964 1975 SYMBOLES ion - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible su PEA droit détaché - > cours du jour - • cours précèdent offre réduite - † demande réduite - # contrat d'animation

COMMENT PENSER

ARGENT

Arection de Reger Poi

MUSIQUE

CONCERTS

AMPHITHÉATRE DE LA SORBONNE (42-62-71-71). Orchestre Paris-Sorbonne : 20 h 30 mer. Gérard Parmen-tier (piano), Jacques Grimbert (direc-tion). Fauré, Revel, Chausson. Dans le cadre du festival Musique en Sorbonne.

AMPHITHÉATRE RICHELIEU. Eric
Davoust: 1B h mer. Pieno. Poulenc,
Indy, Chabrier, Roussel, Ravel,
Debussy, Dans le cadre du festivel
Musique en Sorbonne Girk Campion Debussy. Dans le caure du leadve. Musique en Sorbonne Guy Campion, Mario Vachon : 19 h jeu. Piano. Satie, Durey, Auric, Tailleterre, Honegger, Poulenc, Milhaud. Dans le cadre du festion de Carlonne França Durie. Poulano, Milhaud. Dana le cadre du fes-rival Musique en Sorbonne Francis Dud-cialo, Marie-Paule Siguret: 20 h 30 jau. Baryton, plano. Duparo, Fauré, Ravel, Debussy, Chabrier, Saint-Saëns, Masse-net, Bizet. Dans le cadre du festivel Musique en Sorbonne Frédéric Aguessy: 18 h ven. Piano. Fauré, Chausson, Dukas. Dans le cadre du fes-tival Musique en Sorbonne Eliane Tem-cheff, Christophe Roy, Camille Roy: 20 h 30 ven. Mazzo-soprano, violon-celle, piano. Fauré, Franck. Debussy. celle, pieno. Feuré, Franck, Dehussy, Bordes, Duparc, Capiet, Milhaud. Dens la cadre du fastival Musique en Sor-

ÉGLISE DE LA MADELEINE. Chosur et EGUSE DE LA MADELEINE. Choeur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993, 20 h 30 jeu. Dominique Panal (direction). Requiem de Mozart Choeur et orchestre Sinfonietta de Paris : 21 h mer. Corfinne Laporte (soprano), Klara Ceordas-Witt (mezzosoprano), Bernard Boudier (ténor), Philippe Désert Reseau. Occipioloue Fanal Appe Désert (basse), Cominique Fanai

EGLISE NOTRE-OAME-OES-BLANCS-MANTEAUX, Etienne Balliot : 15 h mer, Orgue, Scheidernan, Tunder, Dans le cadre des Rencontres de musique ancienne du Marais. ÉGLISE SAINT-ETIENNE-DU-MONT.

Jean-François Marquet : 17 h 45 dim. Orgue. Bech, Franck, Liezt. Entrée libre. EGLISE SAINT-EUSTACHE
(45-22-28-74), Jacquee Teddel:
20 h 30 jeu, Piano, orgue, Liszt, Dans
la cadre du Feetival d'orgue à SaintEustaene Jean Guillou: 20 h 30 lun,
Orgue, Bach, Mozart, Tchalkovski, Guillou. Dans le cedre du Festival d'orgue è

EGLISE SAINT-GEORGE, Jennifer Kelsey, Robert Huw Morgan : 18 h 30 sam. Violon, plano. Bach, Brshme, Enesco. Entrée libre. ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS

Orchestre de chembre Alexandre Stujic : 20 h 30 mer. Alexandre Stujic (direction). Vivaldi, Albinoni. ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. ESLIDE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Kerstin Einquist-Gomall: 19 h 30 met., jeu., vann-saint-J Violoncelle-Bach-Orchestre 'de Chambre. Alexandre Stejic: jusqu'en d.9 juillet 4993.:21 h. mer., jeu., verr., sem. Alexandre Stejic tviolon, direction). Vivaldi La Concert lassique : 1B h 30 21 h lun., mar Hélène Perret (mandoline), Charles Limouse (filité, direction). Vivaldi.

3 semenes (10 m-) ...

1 mais (26 n=)

ADRESS

VOTRE ABONNEMENT VACANCES:

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

□ Vous êtes abonné(e) FAITES SURVRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT LES VACANCES

□ Vous n'êtes pas abonné(e)

RECEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VACANCES rous au moine 15 joure à l'avence ca bulletin accompagné de votre règlemen

A cavoyer à « LE MONOE », Service abounements I, place Habert-Beuve-Méry, 94852 lvry-sur-Seine Cedex

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

2 mois (52 n=)

. 360 F

ÉGL(SE SAINT-LOUIS-EN-L'(LE. Chœur byzantin de Grèce : 20 h 45 mer. Lycourgos Angelopoulos (direction) Chœur Rybine de Moscou : 20 h 45 jeu., ven. Valery Rybine (direction) Académie de l'île Saint-Louie : 20 h 45 sam. ; 17 h dim. Schola Cancoura d'Orford Restrand de Rilly d'Oxford, Bertrand de Billy (direction). Fauré, Haydn Ensemble de cuivres d'Ile-de-France: 20 h 45 mar. Schola Cantorum d'Oxford, J.-P. Allard (direction). Bach, Haendel, Purcell, Gabriel, Vittorie, Pastestrine. EGLISE SAINT-MERRI (42-71-93-93).

Miklos Schon: 21 h sam. Pieno. Schu-bert, Katcheturian, Chopin. Entrée libre. ÉGLISE SAINT-MARCEL: Florence Barbera: 20 h 30 ven. Gultara. Villa-Lobos.

JARDIN D'ACCLIMATATION. Quin-

tette Prokofiev ; 16 h dim. Prokofiev, Ravel. Entrée libre. MAISON DE L'EUROPE (42-72-94-06). Ensemble Schmeizer Consort Paris : 21 h mer. Dans le cadre des Rencontres de musique ancienne du Marals Hélène Oufour, Stefeno Intrieri : 18 h 30 ven. Clavecin, orgue. Picchi, Merulo, Gabrieli. Dans le cadre des Rencontres de musique ancienne du Merais Ensemble Sine, Titulo : 21 h ven. Dans le cadre des Rencontres de musique ancienne du Marais. MUSEE NATIONAL DU MOYEN

AGE-CLUNY (43-25-62-00). Ensemble Clément Janequin ; 20 h 30 sam. Dans le cadre du Festival de musique médiévale de Peris Ensemble Alegria : 18 h dim. ; 20 h 30 km. Dans le cadre du Festival de musique médiévale de Paris. Festival de musique médévale de Paris.

OPÉR A-BABTILLE (44-73-13-00).

Orcheatre Paris-Sorbonne: 20 h 30
mer. Opéra de Bizet. Béstrice Uris-Monzon, Oenyce Graves (Carmen), Barry

McCauley, Micheel Sylvester (Don
José), Hel-Kyung Hong, Leontina
Vaduva (Micaela), Barseg Tumanyan,
Samuel Ramey (Escamillo), Chœur et
orchestre de l'Opéra de Paris, MyungWhun Chung (direction), José Lule
Gomez (mise en scène), Kate Flatt (chorégraphie).

ORANGERIE OU PARC OE BAGA-ORANGERIE OU PARC OE BAGA-TELLE (36-70-00-44), Akiko Ebl; 20 h 45 jeu. Pieno, Chopin, Bach, Brahms, Dans le cadre du Fastival Cho-pin à Parls Piotr Paleczny; 19 h 30 sam, Piano, Chopin, Brahms, Dans le cadre du Festival Chopin à Parie Jean-Efftam Bavouzet; 19 h 30 dim, Piano, Chopin, Haydn, Schumenn, Dans le cadre du Festival Chopin à Paris Jean-Clauda Pagnetis; 20 h mar. Piano. cadre du Festival Chopin è Paris Jean-Claude Pennetier: 20 h mar. Pieno. Chopin, Fauré, Debussy, Chebrier, Dans le cadre du Festival Chopin à Paris. SAINTE-CHAPELLE (46-61-55-41). Ensamble Ars Antiqua de Peris: jus-qu'eu 14 juillet 1993, 19,h 21 h mer. qu'eu 14 juillet 1993, 19,h 21 h mer. Musique des troubadours et des trouvers et des trouvers et des trouvers et musique espegnole du XVIe siècle Ensemble d'archets européen : jusqu'eu 24 juillet 1993, 21 h jeu., mer. Hubert Pralicz (violon), Cari Breinich (direction), Pagarini, Massanet, Kreisler, Bizet, Mozart, Schubert, Tchalkovski,

Nous publions le lundi (daté mardi) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

sam. Cans le cadre du Festival JVC Halle that Jezz.

HIPPOCAMPUS (45-48-10-03). Trio

New Orleans : jusqu'au 31 juillet 1993. 21 h sam. ; Tho Jazz Middle : 21 h

Ven.
JAZZ CLUB LIONEL-HAMPTON

(40-6B-30-42). Illinois Jacquet Blg Band : 22 h 30 mer., jeu., ven., sam. ;

Botto et Novos Tempos : 22 h 30 dm. LATITUOES SAINT-GERMAIN (42-61-53-53). Chantage : 22 h 30 eu.; Tory & Richard Allen Show : 22 h 30 ven., sam.

LA LOUISIANE (42-36-5B-99). Boo-

Tourisher (#2-36-36-36), soc-zoo's Jazz Combo : 21 h mer.; Jean-Pleme Gélineau Trio : 21 h jau.; Michal Mardignen Clarinette Connection ; 21 h van.; Philippe de Preissac Group : 21 h sam., mar.; Febrice Eulry : 21 h lun.

LE MONTANA (45-48-93-08), René Urroger Trio : Jusqu'au 20 juillet 1993. 22 h 30 mer., kin., mer. ; Jeen-Pierre Bertrand Trio : 22 h 30 jeu., ven.,

sam. ; Chris Henderson Band : 22 h 30

MONTGOLFIER (40-60-30-30). Merc

Richard: 22 h mer., jeu., ven., sam.; Alein Wilsch: 22 h lun., mar.

NEW MOON (49-95-92-33). Forbiden

Toya': 20 h 30 mer.; The Kingsnekes: 20 h 30 jeu.; Les Zerzoteurs: 23 h ven.; Mongol Shuudan: 23 h sam.; Tears of Adoll: 20 h 30 km.; Big Yum Yum: 20 h 30 mer. NEW MORNING (45-23-51-41). Tania

Maria Group: 21 h mar.; The Very Big Carta Bley Band: 21 h jeu.; African Jazz Pioneers: 21 h ven.; Los Ven Van: 21 h sam., dim.: The Brecker Brothers Band: 19 h, 22 h lun.

PALAIS OMNISPORTS OF PARIS-

BERCY (40-02-60-02). Guns'n'Roses :

Ray Baretto Latin Jazz : 22 h jeu.

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL

(43-26-28-59), Polya Jordan : 21 h 30 mer. ; Maastricht Illimited : 21 h 30

Jeu. : Gilbert Leroux Weshboerd Group : 21 h 30 ven. ; Clerinettes

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36). Petrice Geles, Christophe Wellemme: 22 h 45 mer. Piano, contrebesse, Christophe Marguet (batterie); Franck Wess, Franck Jaccard, Jules Bikoko:

22 h 45 jeu., ven., sam. Saxophone, pieno, contrebasse, Jerry Allen Moye

ction: 21 h 30 sam.

Vivaldi Ensemble Ars Amiqua de Paris: jusqu'au 19 juillet 1893. 18 h 21 h ven. Musique du Moyen Age, musique de l'âga d'or de le musique espagnole Ensemble d'archets européen: jusqu'au 20 juillet 1893. 21 h sam. Béatrice Burley (mezzo-soprano), Hubert Pralicz (violon), Carl Brainleh (direction). Vivaldi, Roesini Ensemble Ars Amiqua de Paris: jusqu'au 19 juillet 1993. 19 h 21 h lun. Musique de temps de Seimt-Louis, musique à le cour de Bour-Seint-Louis, musique à le cour de Bou-gogne Les Trompettes de Verseilles : jusqu'au 25 juillet 1993. 21 h dim. Vivaldi, Haendel, Losillet et Telemann. Viville CORTOT (47-63-90-16), Devid Lively: 20 h 30 tun. Piano. Ravel, Rametu, Brahms. Entrée libre.

Périphério

SCEAUX. ORANGERIE (48-80-07-79). Les Muelciene du Louvre : 17 h 30 dim. Marc Minkowski (direction). Hisen-del, Dans le cadre du Festival de l'oran-

OPÉRAS

OPERAS

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Carmen: jusqu'au 17 juillet 1993, 19 h 30 mer., ven., sam., lun. Opéra de Bizet. Béatrice Uris-Monzon, Denyce Graves (Carmen), Barry McCauley, Michael Sylvester (Don José), Hel-Kyung Hong, Leontina Veduve (Micaela), Barseg Tumanyan, Samuel Ramey (Escamillo), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (dirsction), José Luis Gornez (mise en scène), Kate Flett (chorégraphie). Faust ; jusqu'au 19 julllat 1993, 18 h 30 jeu., mar. Opéra de Gounod. Gluseppe Sahbatini (Faust), Janes Morris (Méphistophélès), Nancy Gustafson (Merguerite), Philippe Duminy (Valentin), Colette Alfiot-Lugaz (Siebel), Jocelyne Teillon (Merthe), Chosur et orchestre de l'Opéra de Paris, Julius Rudel (direction), Jorge Lavelli (mise en

JAZZ, POP, ROCK

AU OUC OES LOMBAROS (42-33-22-89). François Mechiali Acte 1V: 22 h 30 mer., jeu.; Aldo Romano Cuartet: 22 h 30 ven., sem., Meges-wing + One: 22 h 30 dim.; Paris Jazz Repertoire Orchestra: 22 h 30 km.; Music Hall Musette: 22 h 30 mer. AU GRANO REX (45-08-83-89), Gary

Moore: 20 h 30 km.
AU PIED OE CHAMEAU
(42-78-35-00). Calico: 22 h 30 jeu.;
Zool Fleisher, Merc Bertaux: 22 h 30 ven., sam. Piano, contrebasee.

BATACIAN (47-00-30-12). The Wallers, Desmond DeRice: 18 h 30 ven.

Marathon pour Marley.

LE BILBOQUET (45-48-81-84). Phi-

lippe Duchemin Trio : 22 h 45 mer., jeu., ven., sam. ; Turk Meuro Quertet : 22 h 45 dim. ; DJ Victoria Quartet :

22 h 45 km., mar, CAVEAU 05. LA HUCHETTE (43-26-65-05). Stúphane Guéraut Cuimtet : 21 h 30 mer. ; Roger Van He, Pascal Micheux : 22 h 30 jeu., ven.,

sam., dim., km., mar. ELYSEE-MONTMARTRE (42-52-25-15). Bad Religion, Shonen Knife: 1B h 30 Jeu.; Volvod: 1B h 30

Knife: 1B h 30 jeu.; Volvod: 1B h 30 sam.

ESPACE REUILLY (42-63-00-92).

GBF, Utime CRG, HPT, Ethnie Together, CRK, To II: 20 h 30 mer. King du Swing, Dynamic Style.

FRONT PAGE (42-39-9B-69). The Moovies: 22 h 30 mer.; Coketale: 22 h 30 jau.; Blues Burger: 22 h 30 ven.; Alain Berquez & Blues Heritage: 22 h 30 sam.; House Band: 22 h 30 dim.; FFPP: 22 h 30 hun.; Red & Blues: 22 h 30 mer.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (40-03-75-75). The Mighty Clouds of Joy: 20 h mer. Dens le cadre du Festival JVC Helle thet Jazz; Etta James & the Roots Bend: 22 h 30 mer. Dens le cadre du Festival JVC Helle thet Jazz; Alain Brunet Quartet: 21 h 15 mer. Dans le cadre du Festival JVC Helle thet Jazz; Alain Brunet Quartet: 21 h 15 mer. Dane le cadre du Festival JVC Helle the Roots Bend: 22 h 30 mer. Dens le cadre du Festival JVC Helle that Jazz; Alain Brunet Cuartet: 21 h 15 mer. Dane le cadre du Festival JVC Halle that Jazz; Guillaume Naturel Cuartet: 21 h 15, 0 h mer. Dane le cadre du Festival JVC Halle that Jazz; Guillaume Naturel Cuartet: 21 h 15, 0 h mer. Dane le cadre du Festival JVC Halle that Jazz; Simone in Concart: 20 h jeu. Dans le cadre du Festival JVC Halle that Jazz; Cuol de neuf docteur?: 21 h 15 jeu. Dans le cadre du Festival JVC Halle that Jazz; Cuol de neuf docteur?: 21 h 15 jeu. Dans le cadre du Festival JVC Halle that Jazz; Wynton Marselis: 21 h 15 O h jeu. Dans la cadre du Festival JVC Halle that Jazz; Joe Hendenson Trio: 20 h ven. Dans le cadre du Festival JVC Halle that Jazz; Bingtomaria: 21 h 15 ven. Dans le cadre du Festival JVC Halle that Jazz; Bingtomaria: 20 h sem. Dane le cadre du Festival JVC Halle that Jazz; Singtomar: 20 h sem. Dane le cadre du Festival JVC Halle that Jazz; Santane: 22 h 30 sem. Dane le cadre du Festival JVC Halle that Jazz; Santane: 22 h 30 sem. Dane le cadre du Festival JVC Halle that Jazz; Jérôme Barde Quartet: 21 h 15, 0 h ne Barde Quartet : 21 h 15, 0 h

Depuis 1894 DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÈTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur À qualità égale, nos prix sont les plus bas.

LEGRAND Tailleur Hommes et dames 27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra Téléphone : 47-42-70-61. Du kundî av samedî de 10 h à 18 h

(betterie) ; Ray Bryant, Michel Gaudry, Philippe Combelle : 22 h 45 mar. REX CLUB (45-09-B3-B9). Flowerhead: 23 h 30 mer. Solrée Metallic Jungle; Mind Bomb: 23 h ven. Soirée Planèts rock. SLOW CLUB (42-33-84-30). Puissance Jazz Band : 22 h mer. ; Jean-Paul

Amouroux : 22 h jeu., ven., sam., mar. SQUARE LÉON. Sawt el Atlas, Malka Family : 18 h dam. UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-79-68). Chris Lancry: 22 h mer.; Stylix: 22 h jeu.; Baby Blues: 22 h ven.; Dixie Stompers: 22 h sam.; Blues Manlacs:

LA VILLA (43-26-60-00), Houston Person Quertet : 22 h 30 mer., jeu., ven., sam., lun., mar. Sacophone, Laurent de Wilde (piano), Wayne Dockery (besse), Stave Philips (batterie). ZÉNITH (42-08-60-00). Neil Young : 20 h mer.

Périphérie

CHESSY. MANHATTAN JAZZ CLUB (80-45-75-19). Fabrice Zemirarchi Trio: 21 h mar.; Gilles Clément, Alain Jean-Marie, Yves Torchinsky: 21 h jeu., ven., sem. ; Jecques Bouniard : jusqu'eu 25 juillet 1993. 21 h dim. ; Henri Florens Trio : 21 h lun. ELANCOURT. LE BILBO-CLUB (30-92-59-82), Benoît Bluss Boy : 21 h 30 lun.

THOIRY. CHATEAU (39-73-72-33). Bruno Durand Quintet : 20 h dini. MUSIQUES

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-82).

Zakie Bellouti : 20 h 30 km. CAVEAU OES OUBLIETTES (43-54-94-97). Cabaret de la chanson française : 21 h mer., jeu., ven., sam., lun., mar. Chansons à la carte tous les POINT-VIRGULE (42-78-67-03). Las Sardines : 22 h 15 mar., jau.

BALLETS

CENTRE MANDAPA(45-89-01-60). Kumari Poornashri : 20 h 30 ven. Oanse de l'Inde du Sud, bharata

OPÉRA OE PARIS. PALAIS
GARNIER(47-42-53-71). Bailet de
l'Opéra de Paris: 1B h 30 mer., ven.,
sam. Orchestre de l'Opéra de Paris,
Jonethan Derington (direction). Thème
et variations, George Balanchine (chor.).
Moves, the Concert, de Jerome Robhine (chor.).

MUSIQUES DU MONDE

INSTITUT OU MONOE ARABE (40-51-38-50). Les Grawas de Marra-loch : 21 h 15 jeu. ; 22 h van. Ensem-ble El-Gharnatia de Koléa : 21 h dim. Musique arabo-endalouse.

PARIS EN VISITES

MARDI 6 JUILLET

Exposition : « Splendeurs de Rus-ale», 10 h 30, entrée de l'exposition, Petit Palais (P.-Y. Jaslet).

«Les passages couverts et galeries marchandes du dix-neuvième siècle. Une promenade hors du temps (pre-mier parcours) s. 10 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autrefols).

«Mouffetard et sas secrets. De la malson du Père Goriot aux convulsionneires de Saint-Médard et aux erènes de Lutèce s. 11 heures, 14 h 45 et 1B heures, métro Monga (Connaissance d'ici et d'ailleurs). «Une heure su Père-Lachaise », 11 heures et 15 heures, porte prin-cipale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

20 h mer,
PASSAGE DU NORD-OUEST
(47-70-81-47), Ali Hassan Kuban :
22 h mer, ; Darmy Thompson Quertet :
19 h mer, ; Liam O'Flynn : 1B h jeu, ;
Richard Thompson : 1B h ven. ; Alceu
valenca : 22 h ven., sam. ; Robert Gordon, Chris Spedding Band : 19 h dan. ;
Wilem Breuker Kollektief : 22 h leu. ;
Bay Baratto | stin. | Jazz : 22 h leu. ; Exposition: «Splandeurs de Rus-sle, mille ens d'orfèvrerie» (limité à trente personnes), 14 h 30, entrée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill (Monuments historiques).

«Le temple bouddhique du bois de Vincennes. Histoire du bouddhieme, des origines à nos jourse, 14 h 30, métro Liberté (P.-Y. Jasiet). CLes artisans du faubourg Saint-Antoine à travers cours et pas-sages e, 14 h 30, place de Bastille.

" chied of the bare and a

vant la café Les Grandes Marches « L'église Saint-Etlanne du Mont ; se construction et son histoire », 14 h 30, devant l'église (Seuvegarde du Paris historique).

du rans instorque, de la Bibliothèque nationale : passé et avenir d'une grende institutions (limité à vingt-cinq personnes), 15 heuree, 58, rue de Richelieu (Monuments historiques).

« Les passages couverts du Sentie où se réalise la mode féminine, Exo tisme et dépaysement essurés» (deuxième parcoure), 15 heures, 3, rue de Palestro (Paris autrefois). «La Salpētrière au temps de Mahon Lescaut», 15 heures, entrés de l'hôpital, 47, boulaverd de l'Hôpital (Approche de l'art).

«L'enclos tragique de Picpus», 15 heures, 35, rue de Picpus (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

Aquarius, 54, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 20 h 30 « Pourquoi vivons-nous? « sainteés #bres (Rose-Groix d'or). « ann sainte a sainte

Le Monde

SELECTION HEBDOMADAIRE Edition internationale

POUR LES NON-VOYANTS ET MAL VOYANTS

Vous lisez ou travaillez avec un micro-ordinateur équipé Le Monde, avec le concours de l'Institut Bull, en association avec la société Braille Soft, vous propose: les articles de la sélection hebdomadaire du Monde sur disquette.

CHAQUE SEMAINE, VOUS POUVEZ ACCÉDER A UNE SÉLECTION DES ARTICLES ESSENTIELS DU « MONDE », DE MANIÈRE ADAPTÉE ET AUTONOME.

Micro-ordinateur équipé d'un clavier braille, et/ou d'une sortie vocale, et/ou d'un programme de grossissement des caractères.

à retourner à : Braille Soft, 24	rue des Dames,	75017 Paris.
Règlement à l'ordre de Braille	Soft. Tél.: (1)	42-93-44-38

Nom	Durée choisie :	□ 12 mois. 590
Prénom		(52 numéros)
Adresse		□ 6 mois. 380

Code postal.

Bulletin d'abonnement. Sélection hebdomadaire sur disquette (26 numéros) □ 3 mois. 200 F (14 numéros)

TATE 27.7 7 . . . Charles and the 4417 13 193

TEUROLOGIA

Gammes sur l'impuissance

ANS qu'on lui demende nien, Edouard Selledur précise d'emblée à «L'heure de vémé» qu'il ne souscrireit pes à l'emprunt qui porte son nom. « C'est un bon placement, ce qui eignifie que, moi, je n'ai pas le droit d'en acheter.» Depuie le lencement de l'emprunt, le question eveit été plusieurs fois poeée eu premier ministre. Il l'evait toujours plus ou moins éludée, mais cet ergument du « trop bon plecement pour que j'aie le droit d'en echeter » surgissait là pour le première fois. Il Isisse rêveur. Signifie-t-il que l'épergnent Balledur estime de son devoir de se condamner à de meuveie plecements? D'eutre

TF 1

22.25 Cinéma :

0.40 Série :

20.45 Série : Navarro.

0.05 Sport : F1 Megazine.

1.05 Journal et Météo.

23.20 Journal et Météo.

FRANCE 2

Grand Prix de France.

Alfred Hitchcock présente. La Chauffard, de Mano De Leo.

20,50 Feuilleton : Le Château des Oliviers. De Nicolas Gessner (3* épisode).

23.40 Megazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

1.10 Cyclisme. Tour de France (rediff.).

20.45 Cinéme : Merius,
Film français d'Alexander Korda, d'après la pièce de Marcel Pagnol (1931).

23.25 Megazine: Strip-tease,
Présenté per Jean Libon et Marco
Lamensch. La soucoupe et le perroquet, de
Frédéric Siaud; Le baron, de Manu Bonmariage; Bisous sur toute la ligne, de Didier
Lannoy; Les trois mamans de Mamadou, de
Stéphane Le Gall.

Strip-show, de Gérard Marx. De jeunes prostituées sont assassinée

L'Attaque du fourgon blindé.
Film australien de Bruce Beresford (1979).

part, on e cru lire ici ou là que certains ministres avaient d'ores et déjà souscrit. Sont-ile civiquement condemnables? Doivent-ile revendre d'urgence?

Avec Edgusrd Belledur à «L'heure de vérité» et Michel Rocerd à «7 sur 7», las émissions politiques dominicales beisesient le rideeu sur un duc des deux vedettee du moment. La résurrection ennoncée du PS suivit de quelques heuree le retour progremmé de le confience : bref, tout allait pour le mieux. Honorebles, sérieuses, réfrac-

taires aux peillettes, «L'heure de vérité » et « 7 sur 7 » pereistent preeque seules à meintenir haut le pevillon de le politique dens toute sa splendeur. On y évoque, sane tertes à le crame, eene eppleudieeemente du public, 'ebrogetion de le loi Felloux, le défich dee comptes socieux, l'im-migretion clandestine, le Bosnie. D'où vient elors le sentiment d'entendre, dimenche eprèe dimenche, des mots glisser eudeesue de noue, qui ne noue concernent pas? Ce centiment, terrible mais tenece, que toute une heure de vérité d'Edouerd Balladur tiendrait dans une minute des «Guignols de l'info»? Comme si une sorte de film, mince mais infranchissable, nous sépareit désormeie du diecours

politique... Lee hommas politiques perlent

bien, maie ile parlent d'une autre planète. Le chômage? «Il faut absolument que nous nous mobilisions». « Je suis persuadé que nous ellone obtenir des réeultats »... La Bosnie? «Il faut faire respecter les zones de sécurité, » Maie ellee ne le sont pas I « li faut les faire respecter la De temps à sutra, crevent le mélancolie de ces gemmes sur l'impuissence, éclete le scherzo consoleteur d'une ection d'éclet. Le général Morillon, cette seison, nous éblouh un moment. Précisément, Frençois-Henri de Virieu nous informe à demi-mot qu'il evait dégiré l'inviter à « L'heure de vérité». Mais ce ne semblait pas être du goût du premier ministre.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semeine dens notre supplément daté dimenche-lundl. Signification des symboles

signelé dans « le Monde radio-télévision » ;

Film à éviter ;

On peut voir ;

Ne pas manquer ;

Une Chef-d'œuvre ou classique.

TEGENDE

BASOLEUE

THE NAME

MIAGELX COURTES ECLARCIES

///// OU BRUNE

NEICE

A/ERSES

OBAGES

PROMES ET

SENS DE DEFLACEMENT

PRÉVISIONS POUR LE 6 JUILLET 1993

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5 JUILLET A 0 HEURE TUC

INSTITUT DU VOICE DE 140-51-35-50 Cranton touch 21 5-15 e. Cranton the Fr-Gharmana T. 112-2 Michigue prider and ages

1 . gar. .

Shale Durind Quinter 200 200

AKTEON THEATER

CAVEAU DES GUERNAMENTALES CONTRACTOR CONTRAC

POINT-VIRGULE ALTERNA .

CENTRE MANDAPA

Kameri Porinasi Osnas de l'alla de l

GARNIERIA

sem Orchestre pr Carrier

Jonethan Daries

at emetions were a second

Moves, I'm 12 ... Se

MUSIQUES DU MONT

A& #gise Laittifferent 1.2-

P. 20 German, made 55% construction of the con

nich Betweitel mir für frag :

Fuel 64 Care : 12 2 2772

du Paris Tus' Ir

Zahin Belious

MUSIQUES

EN VISITES

March Blas Boy

No Chart Michel Control Michel Control Control

Figure 10 August Park A State - Jose Park Marie - Jose Park Marie - Jose - Andrea Marie - Jane - Andrea Marie - Marie - Land Marie - Marie - Donke Marie - Marie - Donke Marie - Marie - Donke Marie - Marie - Marie - Donke Marie - Marie - Marie - Donke Marie - Marie -

MARION & JUILLEY ent to we'r in drawn to

OYANTS ET MAL VOYANTS

in our un micro-ordinateur

in section Bemille Soft, water for the

a hadindramedialier des Morale sur disquette.

TOUS POUVEZ ACCEDER A IN

ARTICLES ESSENTIELS

ERE ADAPTÉE ET ALTONOME

the series beautiful of the court of

Danie danie

250

67.5

simulation consider.

a le concesse de l'Institut Beilt.

with Salphit are a terration to the transporter of the control of Temps previ le marci os juriet 1993 Amprocess as an area to the second of the se Mardi : moins chaud, mais plus de soleil. - Le matin, le ciel très nuageux des Pyrénées aux Alpes, eu sud d'une ligne Blarritz/Aurillec/Belfort. Sur le CONFERENCES sud-est, des Alpes à la Corse, le ciel sud-est, des Alpes a la Corso, le cel demeurera même franchement orageux toute la journée, avec des orages qui pourront-être localement assez violents en Corso, Les faibles pluies qui concei-neront encora-en-matinée-les-autres réglons de cette petite moité sud ces-seront en mi-journée, et le solell domi-nera largement toute l'après-midi. Seuls les reliafs ne verront pas d'évolution aussi rapide, les Pyrénées et les Alpes Magazirens ... Cope d'er

es Pyréi

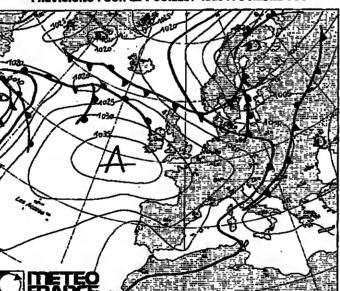
restant assez nuageux. La mistral at la tremontene souffleront fort, jusqu'à

70 km/h en rafales le matin, etteignant 90 km/h à 100 km/h en fin d'après-

Partout eilleurs, la journée sera bien ensoleillée déjà au lever du jour, et le pout vent de nord-est y maintendra un ciel presque cleir sur la majorité des

Les températures minimeles esront de l'ordre de 12 degrés à 14 degrés au nord de la Loire, imais de 8 degrés à 10 degrés <u>les loire</u>, imais de 8 degrés à 10 degrés <u>les loire</u>, des côtes de la Manche, Au sud de la Loire, il fera plus doux, avec 19 degrés eu lever du jour. Dans l'eprès midi, le vent de nord-est frances un peut le mercare par rangors à freinera un peu le mercure par rapport à le veille, qui ne gepesser pe-19 degrés sur le littoral, de la Bretagne eu Nord. Dans l'Intérieur, il fera entre 20 degrés et 2B degrés du Nord eu Sud, localement 28 degrés dens le Sud-Est et en Corse.

PRÉVISIONS POUR LE 7 JUILLET 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima at tamps observé Valours extrêmes relevées entre le 4-7-1993 à 6 houres TUC et le 5-7-1993 à 6 houres TUC

CAEN 26	28 C M C D C C C C C C C C C C C C C C C C	ST-ETTEN STEASM TOULOU TOURS ET ALIGHE AMSTER RANGEO RANGEO RANGEO RANGEO REGILIN. RETURNI DAKAR GENEVE STANBU ILE CARE LISBORN LONDRES LOS ANG	HIRS 30 SR 21 FRANGE DAM 25 S 21 FRANGE 31 FRANGE 32 FRANGE 3	17 D 16 N 18 N C 18 N C 18 N C 18 D D C N 19 D D D 16 D D 16 D N N N 17 D D 17 D D 18 N D 17 D D 18 N C 18	LIXEMBH MADEID. MARRICA. MILAN. MOSTTEL MOSCOLI. NEW YOU PERIN HOW DEL HOW-TO STULLE SINGAPOI STOCKEO TOKYO YENER VENER VENER VENER VENER VENER	28 22 32 32 32 33 34 34 34 35 32 34 34 34 34 34 34 34 34 34 34 34 34 34	16 II 17 II 18 (N 17 N 16 II 26 N 26 N 27 II 20 II 21 II 22 II 23 N 24 II 24 II 25 II 26 II 27 II 28 II 29 II 21 II 21 II 21 II 21 II 22 II 23 II 24 II 25 II 26 II 27 II 28 II 28 II 28 II 29 II 20 II 21 II 22 II 23 II 24 II 25 II 26 II 27 II 28 III 28 II 28	
A B brume	C ciel couvert	D ciel coppe	N ciel guagetra	Orage	P	T tempête	neign	

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale mains 2 heures en été ; heure légale mains 1 heure en hiver.

(Document établi arec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Lundi 5 juillet

0.20 Continentales. L'Eurojournal ; l'info en v.o.

CANAL PLUS

20.35 Cinéme : Ghoulies 2. o Film eméricain d'Albert Band (1988). 22.00 Flash d'informations. 22.05 ▶ Documentaire :

Mercel Duchamp, même. De Brigitte Cornand et Mathias Ledoux, 23.05 Cinéma : Le Fille de Trieste,

Film franco-Italien de Paequale Festa Cam-panile (1993). Cinème ; Le Vieil Homme et l'Enfant, ww Film français de Claude Berri (1966). 0.50

22.20 Divertissement : Smein à l'Olympia. Les plus célèbres sketches de Smein, enre-gistrés en septembre 1989 et en avril 1990. 20.45 Cinéma : Zappa, mm Film danois de Bille August (1983) (v.o.). 22.25 Těléfilm :

Divorce à le carte. De Konrad Babrautsky. 23.50 Court métrage : Ragazzo.

Court metrage : Magazzo.
 De Vincent B. Mentorana.

 Cinéme d'enimation : Snark.
 Sunsbeen, de Paul Vester.

M 6

20.45 Cinéma : Opération Dragon. m 22.40 Cinéms : Qui cheuffe le lit de ma femma?

Film italien d'Ugo Tognazzi (1976). 0.30 Informations: Six minutes première heure.

0.40 Misgazine : Culture pub.

22.40 La Redio dans les yeux.

1,05 Megezine ; Jazz 6.

1.55 Msgazine : Culture rock.

FRANCE-CULTURE

20.30 L'Histoire en direct. Après-guerre à

riette goubal, Mercel Mouloudji.

21.30 Dramatique. Pietro le Fou et eutres

Seint-Germein-des-Prés. Avec Juliette Gréco, Jacques Laurent, Alain Vian, Hen-

contes, facéties et nouvelles de la Renais-

L'actualité du théâtre.

0.50 Musique : Code. Micheux, Bartok et

0.05 Du jour eu lendemsin, Avec Jean Duvignaud (le Singe patriote).

Ligeti (jusqu'eu 9 juillet). FRANCE-MUSIQUE

19.30 Le Salon romantique. Concert (donné le 27 mars salle Gaveau) : Variations sur un thème de Frank Bridge op. 10, de 9ritten ; Suite pour violoncelle seul nº B en ré maieur BWV 1012, de Bach; Concerto pour violoncelle et orchestre n+ 1 en re maieur, de Haydn ; La Jeune Fille et le Mort, de Mahler, par le Scottish Ensemble : Colin Cerr, violoncelle.

22.00 Concert (donné le 5 août 1992) : Œuvres de l'Institut Robert Shaw, dir. Robert Shaw; Norman Mackenzie, orgue.

0.35 Bleu nuit. Par Xavier Prévost. Nicolai Bentzon, planiste, et son trio, avec Thomas Ovesen, contrebesse, et Jonas Johaneen,

Mardi 6 juillet

TF 1

15.30 Série : Hawaii, police d'Etat. 18.25 Jeu : Une famille en or.

16.55 Club Dorothée vacances. 1B.05 Série : Huit ça suffit. 18.55 Série : Premiers baisers. 19.30 Série : Hélène et les gerçons. 20.00 Journal, Tierce et Météo.

20.45 Cinéme: Le Petit Belgneur.
Film français de Robert Dhéry (1967).

22.25 Cinéms: Règlement de comptes à OK Corral.
Film américain de John Sturges (1956).

0.35 Journal et Météo. 1.10 Magazine : Reportages. La vie de château.

FRANCE 2

14.16 Sport : Cyclisme. Tour de Frence Vennes-Dinord, 3- étapa (190 km). 18.35 Magezine : Vélo club. Présenté par Gérard Holtz.

17.20 Magazine: Gigs.

18.50 Sport : Le Journal du Tour (et à 1.10). 19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus. Animé par Nagui.

20.00 Journal, L'image du Tour, Météo et Journal des courses.

20.50 Cinéma : Outremer. ■ ■ Film français de Brigitte Rotan | 1990). 22.30 Magazine : De quoi j'ai l'eir? Invités : Gloria Lasso, Richard Gotalner, François de Closets.

23.45 Journal et Météo. 0.05 Megazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.

1.35 Sport : Cyclisme. Tour de France (rediff.).

FRANCE 3

15.40 Série : Le croisière s'emuse. 16,30 Veriétés : 40º à l'ombre. 18.25 Jeu : Questions pour un champion,

19.00 Le 19-20 de l'Information. De 19.09 à 19.31, le journal de le région. 20.05 Feuilleton: Une famille pas comme les autres. Os Patrick Bureau (2º épisode).

20.35 Jeu : Hugodélire. 20.45 Série : Guerres privées, La Temps du partage, de William M. Finkelsteir

21,40 Planète chaude. Poussières de guerre. 1. Le chant des armes, documentaire de Chrietophe de Pon-filly et Frédéric Laffont. La guerre en Afghanistan vue per les com-

22.40 Journal et Météo. 23.10 Megazine: Les Chemins des hommes. Paul-Emile Victor, un rêveur dens le siècle. 2. De pôle en pôles.

0.00 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.

CANAL PLUS

15.45 Cînâma : Les Deux Sirênes. ■ Film américain de Richard Benjamin (1990). 17.40 Ceneille peluche.

En clair jusqu'á 20.35 -18.55 Le Top.

19.29 Séria enimée : Tem-tam. 19.30 Flash d'informations.

19.35 Msgszina : Nulle part silleurs.

20.35 Cinéma : Atlantie. ■ Film franco-italien de Luc 6esson | 1991|. 21.45 Flash d'informations. 21.55 Cinéma :

Danse avec les loups. IIII Film eméricain de Kevin Costner [1990] Iv.o.). 1.40 Documentaire :

Les Enfants de Sitting Bull.

ARTE

18.35 Cinema d'enimation : Snark. The Room | rediff. |.

19.00 Magazine : Rencontre, Delphine Betho/Albert Jacquard.

19,35 Documentaire : Des images qui ont fait l'histoire. 19.45 Cînêmêmo : La Vie, une plage.

20.30 8 1/2 Journal. 20.40 La Roue. Portrait de Greg LeMond.

20.45 Soirée thématique : Continent V, la Suisse. Soirée conçue par Jacques Baynac et Philippe Nahoun.

20.50 Documentaire : L'Ile suisse.

21.40 Débat. Avec Jean-Claude Pleclet, rédacteur en chef de l'Hebdo, Roger De Week, rédacteur en chef de Tagesanzeiger.

21.50 Cinéma : L'Ame sœur. • • Film suisse de Fredi M. Murer (1985) (v.o.).

23.45 Documentaire : L'Ile suisse. 0.35 Débat (25 min).

13.55 Megezine : Destination musique.

17.00 Veriétés : Multitop. 17.35 Série : Les Aventures de Tintin.

L'Affaire Tournesol |2- partie). 18.00 Série : L'Homma de fer.

19.00 Série : Les Rues de San-Francisco.

19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Série : Cosby Show.

20.35 Msgazine : Grendeur nature. Présenté par Caroline Avon.

21.10 Téléfilm : Marie et sa bande.

D'Eric Till. 23.00 Sárie: Mission impossible.

0.00 Lee Stars en noir et blenc.

0.55 Informations:

Six minutes première heure.

1.06 Musique : Flashbeck.

FRANCE-CULTURE

20.3D Archipel médecine. La thérapie génique.

21.30 Le Corpe. La chair de Psyché, par Chris-tine Goërne.

22.40 Les Nuits magnétiques. Ardèche : la conversation des choses. 1. Une déclara-

0.05 Du jour eu lendemsin.

0.50 Musique : Code.

FRANCE-MUSIQUE 19.30 Concert (donné le 25 juin salle Pleyel) : Concerto pour piano et orchestre re 22 en mi bémol majeur K 482, de Mozart; Une symphonia alpestre op. 64, de R. Streuss, par l'Orchestre philharmorique de Rado-France, dir. Marek Janowski; Alicia de Lar-

rocha, piano. 22.00 Concert (donné le 19 août 1992, lors du Festival de musique beroque de Malmō):
Guvree de Hasaler, Schutz, d'India, Luzzaschi, Grabbe, Saracini, Schutz, Monteverdi,
Neuwach, par The Consort of Musicke, dir.
Anthony Rooley.

0.35 Bleu nuit.

Erwin Venn, saxophone, et son trio.

Set. 24. rue des Dames. Braille Soft. Tel.

Le Monde

Suivant une décision dans le même sens du président Clinton

La France prolonge son moratoire sur

La présidence de la République e fait aavoir, dimenche 4 juillet, par un communiqué que la France était « favorable à un traité d'interdiction complète des essais [nucléalres] à condition qu'il soit universel et vérifiable ». Vingt-quatre heures seulement après les déclarations du président américain Bill Clinton ennoncant, elors que l'on attendait une reprise des expériences américaines et britanniques, qu'il avait décidé de prolonger le moratoire « au moins jusqu'à la fin du mois de septembre de l'année prochaine», Paris suit done Washington, Londres einsi que Moscou qui, dès ie 1- juillet, s'était déclaré en faveur de le suspension de ces essals (le Monde du 2 et du 3 juillet).

rappelé sur France 2, lnrs de «L'heure de vérité», qu'il avait été rédigé en commun, samedi après-midi, avec le président de la Répu-blique, insiste sur le fait que la France, « veillera à ce que sa capacité de dissuasion soit préservée face aux progrès éventuels de la techno-logie». Un point sur lequel le premier ministre a insisté en affirmant qu'il fallait que la force nucléaire française « soit en toute circonstance suffisante».

A cet effet, MM. Mitterrand et Balladur ont décidé de mettre sur pied « un groupe d'experts mili-taires et scientifiques de très haut niveau» chargé de vérifier que les forces nucléaires françaises, malgré cet arrêt « sur la durée duque! on en peut pas se prononcer aujour-d'hui », ne subiront pas de dommage. Car, ce qui est très directement en jeu, c'est la modernisation et le développement des armes nonvelles que le gouvernement et

lette; Doug Elkins à Montpellier François Raffinot à Chateauvallon les rencontres du théâtre anglais er

Le rapport annuel du CERC...... 18

Rebond du capitalisme japoneis.. 19

Le rapport ennuel de la Cour des

L'ÉCONOMIE

• Les fragilités du tissu industriel : l'année terrible des PME • Le point

ramés terrible des PME e Le point de vue d'un patron jeponais : la responsabilité de la «triede» e Logement : «coup de froid» sur les locations à Paris e Privatisatione en Amérique latine : Mexique, gros profits e Le commerce mondial désorient à mériques sur le libre-échance e Congreture : Indicateur

échange • Conjoncture : Indicateur

l'emplol ; région, le Proche-Orient ; pays, la Jordanie ; secteur, le pneu-25 à 32

Services

Le télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahler

folioté 25 à 32

Le numéro du « Monde » daté 4-5 juillet 1993

Annonces classée

Marchés financiers

Météorologie

En tout premier lieu, les experts affirmaient qu'une campagne de «tirs de qualification» était néces-saire pour évaluer et valider le saire pour evaluer et valuer le concept de la nouvelle tête nucléaire TN-75, plus légère et plus furtive, destinée à équiper en 1995 les futurs missiles M 45 dn sousmarin le Triomphant. Deux essais an moins devraient être menés pour y persenir estimaient-ils

Ds même d'autres sont nécessaires, selon Roger Baleras, direc-teur des applications militaires an Commissariat à l'energie atomique (CEA), pour mettre ao point la charge explosive du missile ASLP (air-sol à longue portée) monté sur le Rafale. Cette charge, à l'instar de certains armements américains, doit être en effet à «énergie régla-ble» de manière à dégager une ce de destruction modulable en fonction de la cible visée.

Enfin, reste le missile M 5 des-

giques de la nouvelle génération. Mais cette arms risque, moins que les antres, de souffrir des décisions du gouvernement français, car un report ou un glissement des essais affecterait peu un système qui ne doit être opérationnel qu'en 2005.

Bien sûr, certains pensent qua l'on peut désormais s'affranchir de tels essais en vraie grandeur en se contentant de simulations comme le CEA se propose de le faire avec le programme PALEN (préparation à la limitation des expérimentations nucléaires). Mais le patron de la DAM estime quand même qu'un nombre restreint d'essais est malgré tout nécessaire pour « valider la pertinence des modèles et ajuster les paramètres de la simulation ».

Une thèse épousée par Jacques Baumel, vice-président RPR de la commision de la défense à l'As-semblée nationale, qui s'insurge contre la décision d'on premier ministre « se réclamant des thèses gaulliennes en matière de dissua-sion nucléaire » et souligne que « ce

du programme PALEN que l'on pourra résoudre les problèmes ».

« C'est une décision très mauvaise, dit-il, car, dans ce domaine, nous ne sommes pas dans la situa-tion des Américains qui sont ailés au bout de leurs programmes d'es-sais. Il nous faut donc développer nos armes du futur et ne pas diminuer notre effort au moment où on assiste à une montée de la prolifé-ration nucléaire dans certains pays. » Une opinion que partagent notamment le RPR Patrick Bal-kany et l'UDF Arthur Paecht. Des arguments qui ne manqueront pas d'alimenter la polémique à l'heure de la renégociation du traité du TNP pour laquelle la France « est favorable à une prorogation illimitée en 1995. » Génération Ecologie se félicite pour sa part de la décision du souvernement de la décision du souvernement. sion du gouvernement. « C'est le moment où jamais, dit-elle. Ou bien le monde bascule dans la proliseration, ou bien les grandes puis-

nue en état de merche pour un

avenir indéterminé. Les derniers essais français, tout

comme ceux des Russes, remon-tent à 1991, alors que la Chine et les Etats-Unis (et per conséquent le

Grande-Bretagne, qui utilise le site américain du Nevada) ont procédé

à leurs demiers tirs en septembre

1992, soit un en plus tard. A

l'heure où le France prépare le

renouvellement des missiles sous-

manns de sa force ncéenique, peut-elle prolonger indéfiniment le moratoire? Les nouvelles techni-

quee de simulation par le celcul

peuvent-ellee remplacer l'expéri-mentation ... quendeur neture » d'armes qui, de toute manière, ont fait de très grands progrès depuis

dix ans en matière de miniaturisa-tion et de sécurité? Il est à prévoir

que la bataille sere rude sur toue

daire berlinois B. Z. am Sonntag. u L'Elysée «se réjouit» de la décision de Washington à l'égard du Vietnam. – La présidence de la République a exprimé, samedi 3 juillet, sa satisfaction après l'an-nonce de la décision américaine de leves l'opposition des Etats-Unis aux prêts do Fonds mouétaire international (FMI) au Vietnam. Le porte-parole de l'Elysée, Jean Musitelli, a indiqué que la France e se réjouit de cette décision très positive du président Bill Clinton». En février 1993, lors de sa visite officielle à Hanoi, le président François Mitterrand avait appelé à une levée de cet embargo.

EN BREF

: Allemagne : le président de la commission économique de la CDU demande 20 milliards de marks

économique de l'Union chrétienne

démocrate (CDU), le parti du

chancelier Helmut Kohl, s'est pro-

noncé pour que le paquet d'écono-mies de 21 milliards da marks

(71 milliards de francs) élaboré par le ministre des finances, Theo Wai-

gei, soit suivi d'un programme d'économies additionnel de 20 mil-

liards de DM. « Pour faire face à

d'autres risques, il faut se fixer pour objectif à moyen terme un volume d'économies de 40 milliards de

marky, a-t-il déclaré à l'hebdoma-

□ Convention médicale : prochaine ouverture des négociations. - Les discussinns en vue de l'adoption d'une nonvelle convention médicale entre les trois caisses nationales d'assurance-maladie et les quatre syndicats représentatifs de médecins libéraux (CSMF, MG-France, FMF, SML) s'ouvriront mercredi 7 juillet. Dans le cadre de soo plan d'écocomies sur les dépenses de santé, Simone Veil, ministre des affaires sociales, souhaite qu'un texte permettant de réduire de 10,7 milliards de francs les dépenses des médecins en 1994 soit conclu « courant juillet ».

a Bibliothèque de l'Institut de France. – M. Mireille Pastoureau, archiviste paléographe, conservateur en chef du département des cartes et plans à la Bibliothèque nationale, vient d'être nommée conservateur en chef de la Bibliothèque de l'Institut de France. Elle place M= Françoise Dumas ayant atteint l'âge de la retaite.

112 7.70

...

2.2

200 00

rays inde 🚒

- t _= t -= 1

t. 416 *

ren er er er er

Un compromis

par Michel Tatu

DANS tous les paye, les déci-sions en matière d'esseie nucléaires sont le fruit de compromis entre les demandes des complexes militaro-industriels » et les impératifs diplomatiques des dirigeants politiques. Mais il s'y ejoute, dans le cae français actuel, un compromis de type «cohabitionnel» entre le gouvernement de M. Balladur et M. Mitterrand. Le premier était tenu par sa

cbase > RPR, qui avait vivement critiqué le moratoire annoncé le 8 avril 1992, pour un an, sous le voy. Le second était tenu par sa promesse, réitérée en février dernier, que la France ne serait pas la nière à reprendre ses essais. Et Ki hermonie totale a entre Matignon, et l'Elysée dont fait état le premier quelque peu leborieux : la France ne reprend pas ses essais, mais, à la différence de M. Clinton, elle ne précise pas de date butoir pour la fin officielle du moratoire de 1992, d'orne et délè expiré d'ores et déjà expiré.

Ce eera la tâche d'un groupe d'experts chargé de vérifier que la suspension des esseis ne porte pas atteints à le capacité dissussive française. Sauf donc à préjuger des conclusions de ce groupe, Paris ne peut pas garantir qu'il ene donnera pas is signal d'una reprissa, comme M. Mitterrand l'e dit jeudi dernier encore dans un entretien au journal japonais Asahi Shimbun.

En fait, la France se trouve prise au piège d'une contradiction bien plus sacienne. Pendant toute le période de guerre froide, toutes les es nucléaires se disaid prêtes à renoncer à l'arme nucléaire et même aux essais, à la condition que tout le monde en fasse autant. C'est ce que redit le communiqué de l'Elysée en assurant que le France rest favorable à un traité dissuasion minimale, mais maimi d'Interdiction complète des essais, à condition qu'il soit universel et vériflable». Mais comme Il se trouvait toujours quelqu'un, surtout parmi lee grendes pulsaances nucléaires, pour ne pas jouer le jeu, ces promesses evalent peu de chances d'enrayer une machine bien huilée : malgré un ralentissement certain du rythme, près de deux mille essais nucléaires ont été effectuée depuis 1945, dont la moitié per les Etats-Unis.

Le renouvellement du traité de non-proliferation

Il n'en va plus'de même maintenent que la course aux armements entre les Grands a fs t place à une course eu désarmement, et store der l'eseentiel d'un ersenel nucléeire redondant, poiluant et très peu sûr dens son emploi comme dans son entretien. Si l'on ajoute à tout cela les pressinns constantes des écologistes et le fait que l'arrêt des essaie est considéré par la plupart des pays nnn nucléaires comme une condition de eur accord au renouvellement, en 1995, du traité de non-prolifération nucléaire (TNP), le contexte interna-tional devient de plus en plus défavorable à la poursuite des tire où que ce soit et par qui que ce soit. En sens inverse, la menace d'une prolifération « sauvage », les ambitions nucléaires de la Corée du Nord (dénoncées comme « dangereuses », dimanche, par le eecré-taire d'Etat américain), de l'Iran et d'autres pays encouragent dans de nombreux pays les partisens d'une

Demain dans « le Monde »

« Sciences-Médecine » : la sexualité au temps du sida

Le emmpnrtement exuel des Frençals e coneldérehlement changé, à cause de l'évolution des mœurs, mais surtout sous la pression de la pandémie de sida. Un entretien avec Alfred Spira et Nathelle Bajos, auteurs, vingt ans après le rapport Simon, d'une récente étude sur « les emmportements sexuels en

« Le Monde Initiatives » :

que sont devenus les licenciés ?

Dans leur phase de préparation, les plans sociaux font la «une » de l'actualité, au moins pour les plus importants. Ensuite, plus rien. C'est le silence, la trou noir. Chacun e oublié les circonstances de ces réductions d'effectifs. Les employeurs sont souvent incapables la faire le bilan de leurs plans sociaux.

SOMMAIRE

Un entretien evec Robert Rochefort, patron du CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observa-tion des conditions de vie) 2

ÉTRANGER

Egypte : l'extradition du chelkh Omar e été demandée eux Etats-Critiquée par lereel et par les Arabes, les Américains menacent d'abandonner leur rôle de médiateurs dans le

Denielle Mitterrand va intervenir en faveur de Vuk Draskovic

POLITIQUE

a fin des « états généraux » du PS 8 et 9 Trois élections cantaneles per-

COMMUNICATION

La missinn Leffitte préconise de renforcer la production et le diffu-sion des programmes éducatifs 10

Les suites judicialres du metch Valenciennes-OM......11 SPORTS

Automobilieme : le daublé des Williams-Reneult eu Grand Prix de France de formule 1 e Tennis Steffi Graf et Pete Sempras remportent les championnats de Wim-bledon • Rugby : le Quinze de France remporte le deuxième test

CULTURE

L'été festival : les Eurockéennes à Belfont ; Stéphane Grappelli à la Vil-

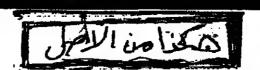
en Afrique du Sud 13 à 15

IC OUVRE UNE BOITE POUR COMPAQ. COMPAQ Tout Compaq, rien que Compaq. Avec l'ouverture à Paris de PC Encore Compag, toujours Compag. Du ProLinéa au Systempro, son 10° point de vente, le groupe IC inaugure un magasin IC.PC vous offre les meilleurs prix sur l'ensemble de la gamme

unique en France. Exclusivement consacré à Compag, IC.PC c'est 300 m² de sourires, de conseils, et de services. IC.PC: 83/85 RUE DE JAVEL - 75015 PARIS.

Compaq. IC.PC va vous ouvrir de nouveaux horizons. Renseignez-vous sur nos prix d'ouverture. FAX. 45 77 97 43 TEL. 40 58 00 58 COMPACE

ENTRE COMPAQ ET VOUS IL Y A IC. PC



Le Monde

-Demain dans e le Monde

inguistaments enimed des Français a cons certains de la financia de relacions des moners, mais sumotinas des moners, mais sumotinas de sida. Un entracion e.e. A 70 Million des propositions de sida. Un entracion e.e. A 70 Million de la recommenta de sida en escape de seconda de sida de la recommenta de la rec

Mande leitatives .: ant devenue les licencies?

to faire to plan de leurs plans sous



banctier He market source bont dat : bring tares de 2: 7: (71 milliard: de e minister der finner

economies additions sards de DN: . : Course toque. .. d'économie Le C Marks & and a Course daire berimon R X 27 500 a L'Elyste a se rejonit a febie

alon de Washington à l'epri Victuam. - La president Republique a cupilité les I suiffet, an eat. state : lever l'apposition in Eng. isternational (FA Le porte peroie de Trita Musitelli, & indique an in En Cevrier 1995, an artic officielle a Henry is the François Misterrano Livering une levée de tet emparie

er Convention medicale : per enverture des negatieties. discussions en ver en les mie entre les trois mant dustre syndicate representation médecins liberaux CSM? France, FMF, SW, 1777 mercrede? juillet. Dara gen-Appenses de sante fizie nimietre des affi er counhette qu'un fette pirmite delaire de 10." m ilita a ti es dépenses des intérna e -

a Bibliothèque de l'immi Physics - Mrs Miss is Feered acceiving-paleographs and bene en chef au toyuncent nastes et plans z la En las

extionals, victi illimit ognorymour on the state of numplace Mes Figure 2

cherché à comprendre ce qui lui arrivait.

prise à la faillite. Les établissements Petitjean, spécialisés dans les matériaux de construction, installés au Cameroun, avec une douzaine d'années d'expérience en Afrique, avaient obtenn un chantier important pour la réalisation partielle d'un terrain de golf privé à Mvomeka, le village natal du chef de

Le coût de ce « neuf trous », destiné à satisfaire une passion présidentielle bien connue, s'élève à 5,4 milliards de francs CFA (un franc CFA – 2 centimes).

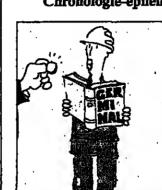
Marie-Pierre Subtil



prises publiques au Mexique - plus de trois cents au total ont rapporté près de trente milliards de dollars à l'Etat. Elles ont été eussi une bonne effeire pour Iss ecquéreurs. Moins bonne pour les

page 27

Chronologie-éphéméride (juin)



Les événements économiques de juin 1993. Un mois merqué notamment par la remontée des tentations protectionnistes. Et pour mémoire, un retour en errière sur les mois de juin des décennies

page 31

MODE D'EMPLOI Humeur, par Josée Doyère : Vous avez dit mo-dé-rée? La cote des mots, par Jean-Pierre Colignon: Blue[-]chip. Livres : Darwinisme économique, une critique du dernier livre de Peter Drucksr, Au-delà du capitalisme. Notes de lecture : la Médecine scandale, de Petrick

PERSPECTIVES 27 à 30

Coquidé : Droit social, les cotisat

de sécurité sociale. Agenda.

CONJONCTURE L'emploi : L'exception britannique. Le Proche-Orient : Eclipses françaises. La Jordanie : Défis. Le pneumatique :

À-CÔTÉS

Golf dangereux

L'aménagement d'un golf au Cameroun peut devenir une affaire politique risquée. Un industriel français l'a appris à ses dépens

«Coup de froid » sur les locations

Les loyere conti-

nuent à monter en

région parislenne,

meis finie le « loca-

tion fecile » : lss

candidats se bous-

culent moins pour

les eppertements

à louer, et même

pour les pstits

logements, lle ee

montrent plus exi-

page 26

E 24 juillet 1992, vers 20 heures, Gilles Petitjean, un entrepreneur originaire de Montbéliard, rentre chez lui, à Yaoundé, lorsque des coups de feu sont tirés sur sa voiture. Trois balles traversent le pare-brise. Celle qui reste bloquée dans le volant aurait pu lui être

Le 23 décembre 1992, à 6 heures du matin, des policiers en civil viennent chercher Gilles Petitjean à son domicile Douala sans lui laisser la possibilité de contacter l'ambassade de France, et le mettent dans un avion pour Paris. Entre ces deux dates, l'industriel français a

Mais six mois après son retour en France, il n'a toujours pas réussi à éclair-cir cette affaire, qui, loin d'apporter les recettes escomptées, a condnit son entre-

PEtat, Paul Biya.

Lire la suite page 27

LES FRAGILITÉS DU TISSU INDUSTRIEL

L'année terrible des PME



Les petites et moyennes entreprises sont les premières victimes de la crise. Or elles représentent les gros bataillons (plus de 99 %) des firmes françaises. Près de 8 000 défaillances en mai et 62 000 depuis un an, c'est une « mortalité » record, d'autant plus inquiétante que les PME concentrent les deux tiers de l'emploi salarié (hors fonction publique). Les entreprises de moins de 500 salariés sont la partie la plus fragile, mais aussi la plus dynamique du tissu économique français. Le gouvernement Balladur, comme ses prédécesseurs, déploie des trésors de sollicitude pour les

Lire pages 28 et 29 les erticles de Sophie Gherardi, Eric Le Boucher et Catherine Lévi.

LE POINT DE VUE D'UN PATRON JAPONAIS

La responsabilité de la « triade »

L'Europe, les Etats-Unis et le Japon doivent presure leurs responsabilités et chercher à définir ensemble les règles qui devraient régir un nouvel ordre économique mondent. Pinsieurs directions sont à explorer, selon Ario Morita, le plus connu des patrons Japonais : la réforme du système des changes, la transparence des marchés, le fonctionnement des entreprises. Et le Japon doit enfin réaliser que son rang économique lui crée des obligations.

PL AKIO MORITA (*)

N Europe, l'intégration du marché communautaire nous permet d'assister à des chan-gements fondamentaux. La récente ratification du traité de Maastricht par le Denemark s relancé le mouvement d'unification et renforcé la probabilité qu'il soit finalement ratifié par les douze membres de la Communauté. Malgré certains obstacles eérieux, les Européene se rapprochent de l'objectif d'union exprimé jadis par le « père » de la Communauté européenne, le visionnaire Jean Monnet.

Aux Etats-Unis, l'administration Clinton e Etats-Unis nous indiquent qu'une tendance mon- une solution et permettre que e'établiese une (*) Président de Sony.

diale se dessine, qui place les considérations confiance réciproque. Cet effort, je le conçois économiques eu sommet des prioritée natio-

Des défis économiques majeurs nous attendent, à une échelle qui dépasse nos horizons nationaux et combentaux : l'intégration de l'ex-Union ecviétique et des pays de l'Est dens le marché mondial n'en est qu'un exemple. De tels

défis nécessiteront les efforts concertés des nations de la triade CEE, Etats-Unis et Japon. Les tâches euxquelles ont à faire face ces nations dirigeantes peuvent se résumer ainsi : a) promouvoir sans cesse l'économie de marché; b) restaurer la santé et la croissance économique mondiale.

« Libre concurrence »

En ce moment, la Communeuté européenne, les Etats-Unis et la Japon se trouvent souvent en désaccord à propos de «ce que sont » et « ce que ne sont pas » les règles et comportements eppropriée à une concurrence globale. Au nom du bien-être universel, ces nations se doivent de coopérer davantage les unes avec les eutres. A mon sens, seule l'exisproclamé la relance économique comme premier tence entre ces nations d'un marché libre, objectif. De tels mouvements en Europe et aux ouvert, transparent et interdépendant peut offrir

Le premier pas vers ce nouvel ordre écono-mique mondial serait que les trois grandes puis-sances économiques puissent définir en quoi consiste le «libre concurrence». J'y vois trois

conditione préalables : Valoriser les «partenaires» de l'entreprise. J'entends par « parteneires » tous les individus dont les intérêts et l'avenir sont associés à ceux de l'entreprise, c'est-à-dire les employée, les actionnaires, les fournisseurs, les clients et l'en-

vironnement local. Par rapport à leurs homologues européennes et eméricaines, les entreprises japo-naises ont peut-être exigé de la part de leurs « partenaires » davantage de sacrifices, comme des horaires de travail plus astreignants et une rémunération inférieure pour les employés; des dividendes plus faibles pour les actionnaires; moins d'ettention accordée par les entreprises à leur devoir civique, ainsi qu'à leurs responsabilités vie-à-vis de l'environnement, aspects qui concernent de près la communauté locale.

Lire la suite page 30

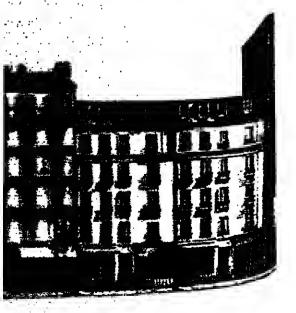
E esisca 3° CYCLES SPÉCIALISÉS Unplus pour votre formation en Management

Ces 5 programmes d'un an dispenses par un corps professoral et des spécialistes experts vous assurent une formetion de heut niveau dans les domaines les plus porteurs du management

FINANCE ET NÉGOCE INTERNATIONAL-TRADING INGÉNIERIE FINANCIÈRE MANAGEMENT DES ENTREPRISES **GESTION DE PATRIMOINE** EXPERTISE ET CONTROLE DE GESTION

Renseignements: 3º cycles spécialisés GROUPE E.S.L.S.C.A. 1, rue Bougainville, 75007 Paris - Tél.: (1) 45-51-32-59

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES Fondée en 1949 - Reconnue par l'Etat



Die Proteinte in Systempio. de l'amprendate de la garrene

LOGEMENT

«Coup de froid» sur les locations à Paris

Dans l'agglomération parisienne, les candidats pour louer un appartement se font moins nombreux, plus exigeants. Mais les prix ne baissent pas

A crise de l'immnbilier, qui s'était jusqu'ici limitée aux opérations d'achat et de vente, ferait-elle tache d'huile? Plusieurs signes concourent à montrer que le secteur locatif commence à être touché à son tour dans la capitale et ses abords immédiats.

capitale et ses abords immédiats.

Cependant, les chiffres publiés par l'Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne (OLAP) montrent que l'on n'assiste pas encore à une baisse des Inyers. Loin de

là: en moyenne, ils unt encore augmenté de 6,7 % en 1992 pour Paris intra-muros et de 6,3 % en proche banlieue (1), ce qui porte le lnyer du mètre carré à 76,50 francs et 61,40 francs respectivement. En 1991, les hausses avaient été un peu plus fortes: 7 % pour Paris et 6,7 % en banlieue.

Mais c'en est fini des candidats locataires se bousculant dans les escaliers des immeubles. Certains appartements restent vacants plusieurs semaines et ne trouvent preneur, an bout d'un certain temps, que mnyennant des baisses de prix. Le phénumène, jusqu'ici limité eu très haut de gamme, semble toucher des appartements plus petits. Certains agents immobiliers assurent, exemples chiffrés à l'appui, que des studios et des deuxpièces de bunne qualité, proposés à des prix raisonnables, restent sur le marché: « Nous faisons passer les annonces plusieurs fois. Parfois, naus ne recevons même pas d'appel. »

MARCHANDAGE • Même la clientèle
« de proximité » (apprentls, employés chez des
commercants) touinurs à la recherche de

commerçants...), tnujnurs à la recherche de petites surfaces dans le quartier, fait défaut. Et les candidats, quand il y en a, visitent à plusieurs reprises avant de se décider, marchandent le prix demandé nu réclament telle ou telle amélinration du logement proposé.

Jusqu'ici, les propriétaires se heurtaient à un problème de solvahilité des locataires : comme ils réclament fréquemment de leurs locataires potentiels un revenu égal à quatre fois le lnyer ou, à défaut, de solides cautions fami-

liales, il feut gagner plus de 30 000 francs par mois pour louer un appartement de 100 mètres carrés au prix moyen du marché. Avec nn revenu mensuel de 12 000 francs, on ne peut s'offrir qu'un petit deux-pièces d'une quarantaine de mètres carrés.

Maintenant, il semble que la demande ellemême commence à se dérober. Certains profes-

TROP PETITE ON NE LA REMARQUE

PAS, ET TROP GRANDE EUE INCITE

LE CLIENT A DISCUTER DU PRIX

sionnels racontent que des locataires occupant

de très grands appartements nnéreux déména-

gent pour prendre des surfaces plus petites et

ques Laporte, président de la chambre de Paris-

lle-de-France de la Fédération nationale des

agents immobiliers (FNAIM), s'il concède effec-

tivement que « le marché est moins facile »,

assure pourtant qu'e on loue encore très hien » et

qu'il ne s'agit là que d'a un retnur à la nor-

Pnur les bailleurs, e c'est la fin de la loca-

of francs par male ». Pnur lui, c'était la situetinn antérieure qui était anormale. Il ne discerne pour sa part hé. Avec nn qu'« un tassement » sur les loyers des nouvelles locations.

Un point de vue que corrobore totalement

l'arrivée de nnuveaux locataires se traduisait l'an passé par une hausse de 16,3 % du loyer, contre plus de 20 % en 1991. En banliene, ce chiffre n'était plus que de 13,6 % (an lieu de 18,4 %). Ce qui portait quand même à 91,20 francs le mètre carré le loyer payé à Paris par les loca-

l'analyse de l'OLAP : dans Paris intra-muros,

13,6 % (an iten de 18,4 %). Ce qui portait quand même à 91,20 francs le mètre carré le loyer payé à Paris par les locataires ayant emménagé en 1992... et obligeait le même ménage gagnant 12000 francs par mois à se contenter de 33 mètres carrés! En proche banlieue, le tarif était de 70 francs le mètre carré. Selon Alain Papadopoulos, directeur du désertement administration de hiers

du département administration de hiens de Century 21 France, « les propriétaires sont contents lorsqu'il ont reloué avant le départ du locataire précédent et lorsqu'ils nnt pu appliquer l'indice» (du coût de la construction). En clair, ceux qui jugent leur bénéfice insuffisant ne peuvent donc plus profiter d'un changement de locataire pour opérer un rattrapage.

Pour Alain Panadopoulos c'est

Pnur Alein Papadnpoulos, c'est plutôt à un gel du marché que l'on assiste, les occupants évitant de déménager. Et le seuil psychologique des 100 francs du mètre carré est de plus en plus difficile à franchir. Parallèlement, explique-t-il, les bailleurs – qui ont dû faire leur deuil de tnut dessous de table

et autres commissinns en liquide – acceptent plus facilement qu'enparavant l'idée de baisser leurs prix. Mais, ajoute-t-il, sur les studios et les deux-pièces, ces cas restent « isolés » : « Le gel commence à partir du trois-pièces. »

Françoise Vaysse

(1) C'est-à-dire toutes les communes des Hautsde-Seine et les communes proches de Paris situées en Seine-Saint-Denis, dans le Val-de-Marae et les

HUMEUR • par Josée Doyère

Vous avez dit mo-dé-rée?

V OUS avez vu? Mardi dernler, le ministre du logement – Hervé de Charette –
e'eet fendu d'un communiqué
sur la hausse das Inyers en
1992. Cette hausse – 6,7 % à
Paris – il la juge « modérée » I
Non, mais je rêve. Pincez-moi,
qua ja me réveille I Mo-dé-rée.
Vous avez hien lu. Ah I « par
rapport à 1991 », où ila
avaient augmenté de 7 % I Ça
change tout, puiaque tout est
relatif. Ajnutune qu'en hanlieua c'est du même gente.

lieua c'est du même gente.

Il se moque, M. de Cherette I ou II ne connaît pas le aens das mnta, ce qui est grava pnur un minlatre de la République I ou encore – mais je ne veux pas y croire – il trouva vraiment que le niveau atteint par les loyers en région perisienne n'eet pas ancore eeeez élevé I nu enfin, il fait eon métier en dépit du bon sens, pour laiaser son ministère formuler de telles énormi-

Modérée, la hausee des loyers, quand l'infletinn, maîtrisée, n'a été que de 2 % ? Modérée, la hausse des inyers, quand la progreesinn du salaire horaire ouvrier e été de 3,6 % ? Modérée, la hausse des loyers, quand l'indice trimestriel du coût de la construction — sur lequal les loyere sont accrochée le plupert du temps — n'a pae dépassé 3,5 % ?

Modérée, la heusse des

Inyers, quand le Tnut-Parle Immobilier ne cesse de gémir aur le crise, sur la baisse du prix des logements enclens (11,1 % en 1992, selnn les notaires)?

(11,1 % en 1992, seinn les notaires)?
Taut ca parce qu'en mnyenne les propriéteires perisiens ont lâché trole dixièmes de paint sur le

hausse déjà frénétique de l'an-

née précédante. Et encore, depuis plusieurs années, un décret – très peu respecté, on est blen obligé de la constater – Interdisait au moment du renouvallement des baux le rajustement du loyer « sousévalué »... Qu'est-ce qua cela aurait été, sans ça l

La crise aidant, commerçants et industriels constatent que leura clients recherchent les petits prix paur laurs achate courants. Il y a une chose certaine : pour se trouver un toit, lee candidats à la locetion peuvent toujours cherchar. Le petit prix, c'ast comme la faurmi de 18 mètres de Robert Desnos, ça n'existe paal Tout à l'heure; j'ai vu dans la vitrine d'un agent immabiller l'annonce d'un « petit studin » (il n'y avait pas la surface... Mais paur qu'un agent immobilier qualifie un atudio de «petit »...) «aménagé » (tout de même I) dana le 3 arrondissement de Paria, pour la begatelle de... 2000 franca par mois. Et tout à côté, un eutre, traité da « beau studio », dans le 64, pnur... 4 000 francs. Et il faut gagner quetre fois le montant du inyer paur evoir le chanca d'être accapté comme loca-taire. Rien d'étannant qu'on ne se bouscule plus dana les eaceliers pour être l'heureux élu. Si le montant des loyers continue à monter « modérément » en 1993, bonjour les dégâta pour les locataires de

SI la conjoncture ae fait plus clémente, si la repriae tant attendue se manifeste en 1994, on peut tout craindre d'une évolution des loyers qui e fait preuve d'autant de modération » en période de crise.

LA COTE DES MOTS

Blue [-] chip

«Continuant en progressinn, le marché néerlandois a, cette semaine, évolué à la hausse, principalement grâce à ses blue-chips. » Ces «chips»-là n'ont rien à voir evec les minces rondelles de pommes de terre frites que l'nn consomme froides ou réchaussées et pour lesquelles on a proposé un équivalent français: croustilles Non, il s'agit bien d'un nom camposé appartenant eu domaine de la Bourse et des

La définitinn officiellement proposée (Journal officiel du 31 janvier 1990) est la suivante: «Titre coté d'une sociéré o forte capitalisation boursière, réputée pour sa sécurité et assurant généralement un dividende régulier à ses actinns», tandis que l'administration, dans le même arrêté, donne «valeur de père de famille» comme synonyme à adopter en français.

Bluef-fchip n'est pas à confondre avec glamour stock, locution qui s'applique à une «valeur vedette» ou «valeur de croissance», censée disposer d'un fort potentiel de plus-value. Pourtant certains dictionnaires accordent au mot bluef-fchip le sens de «valeur de premier ordre» ... ce qui n'est pas équivalent à «placement sûr, de tout repos», qui convient à la prudente démarche d'un pre de famille – dont on s'accorde à penser qu'il gère sagement son patrimoine. Sans rechercher de mirifiques (et illusoires) profits.

L'usage, dans les milieux de la Bourse et de la finance, donne clairement la préférence à l'acception la plus valorisante de blue-jchip. Cependant, l'ambiguïté de sens qui demeure incite à préférer à cet anglicisme des formulations françaises, tout aussi... croustillantes.

Jean-Pierre Collgnon

LIVRES

tion faciles, com

Darwinisme économique

APPARTEMENT

Pour Peter Drucker, dans la gestion comme dans la production, la possession du savoir l'emporte de plus en plus sur celle de l'argent. Par son efficacité

AU-DELA DU CAPITALISME de Peter Drucker.

OUTES les idées qui deviennent à la mode chez les intellectuels sont déja martes. Ils se trompent toujours car ils croient à la clarté, nr, inrsqu'un phénamène devient clair. il est faux. » A quatre-vingtrois ans, Peter Drucker n'e rien perdu de son gnût du paradoxe. Car son dernier livre e précisement l'immense amhition de rendre clair l'ensemble des phénoménes socieux, éconnmiques et politiques présents, en les replaçant dans une perspective histori-

que.

Et c'est lumineux. Peut-être faux – l'avenir le dira, – mais lumineux, surtout pour des «intellectuels»! Car cette fnis le «pape du management» – selon son éditeur – se pose en humaniste, passionné d'histnire et de culture autant que d'économie.

MUTATIONS . Que dit-il? Que le monde actuel traverse une de ces grandes mutations qui, tnus les deux ou trois siècles, bouleversent de fond en comble la société - et qui par ailleurs explique la crise actuelle. Comme au quinzième siècle lorsque les « grandes déconvertes » et la Reneissance révalationnent le champ des connaissances, comme au dix-huitiéme, lorsque le révolution industrielle et la machine à vapeur donnent naissance ou capitalisme et aux « temps modernes », en cette fin de vingtième siècle une métamorphose est en cours qui, en l'espace de queiques dizaines d'années - d'ici à 2010 ou 2020, donnera naissance à une nouvelle

cette nouvelle société, Peter Drucker la nnmme e postcapitaliste», parce qu'elle reste fondéc sur les lnis du marché, mais que le capital et le travail n'y jouent plus

nn rôle fondamental. Les grands capitalistes du début du siècle disparaissent, remplacés per les investissenra institutionnels. Les caisses de retraites, en particulier, contrôlent la moitié du capital en actinns des grandes entreprises américaines et sont gérées par « une nouvelle race de capitalistes, salariés anonymes et sans visage, les onalystes financiers et les gérants de portefeuille», bref les « managers ». Quant aux travailleurs - les anciens « prolétaires » de Karl Marx, - ils sont devenus « une classe moyenne prospère », les employés des services remplaçant progressivement les ouvriers

Cette société «postcapitaliste» est déjà et sera de plus en plus une «société du savoir». «Le facteur de production décisif, lo ressource réelle qui commonde tout, ce n'est plus le capital, ni la terre, ni le travail. C'est le savoir », assure Peter Drucker. La productivité ct l'innovation, « qui sont toutes deux les applications du savoir au travail », ont permis le décullage des cent dernières années dans les pays développés: étape ultime de cette évolution, le savoir aujourd'hui « s'npplique au savoir lui-même»: c'est la «révolution du management », décienchée au milieu de ce siècle - avec l'aide de l'informatique et des nouvelles techniques de communication -, qui bouleverse la

société.

Première conséquence de cette mntatinn: les graupes sociaux duminants sont les «travailleurs du savoir» (intellectuels et menagers, techniciens et employés des services). Contrairement aux travailleurs du système capitaliste, ils sont propriétaires des moyens de production (via les caisses de retraite) et des nutils de production (le savoir que chacun

porte en lui).

Deuxième conséquence : le pivot de la société n'est plus l'en-

treprise mais «l'organisatinn», terme qui inclut aussi les hôpitaux, les universités, les congrégations religieuses, les syndicats, etc. Enfin, dernière conséquence mejeure: l'ère de l'Etetnation souverain est terminée. La mondialisation aidant, on voit se mettre en place peu à peu un régime «pluraliste», dans lequel l'Etat-nation ne sera qu'une composante parmi d'autres structures d'intégration politique — transnationales, continentales, régionales, locales, voire tribales.

OBÈSE • En libéral bon teint, Peter Drucker en profite pour, au passage, régler son compte au « méga-Etai», devenu « obèse» et à son instrument, l'« Etat fiscal», qui à fince de poursuivre veinement des objectifs sociaux, accumule les déficits structurels et se prive ainsi des moyens d'agir sur la conjoncture. Pnur que l'Etat retrouve un « minimum d'efficacité, il doit se reconvertir».

cité, il doit se reconvertir ».

Efficacité. Tout est là. Car Peter Drucker a une vision tonte darwinienne de l'histoire et de l'économie. Efficaces, donc dominants dans la société future : le savoir, l'innovation, les managers, les multinetionales, les organisations centrées sur leurs objectifs propres – et non sur le pouvoir, etc. Inefficaces donc condamnés : les capitalistes à l'ancienne, les travailleurs manuels, le socialisme, l'Etat-providence, l'aide économique et militaire, etc.

C'est ici que le « pepe du manegement », imprégné des théories de l'organisation qui ont fait son succès, rattrape et dépasse — involnntairement? —, l'humaniste. Ainsi vues à travers le filtre du gestionnaire, les mutations de la société et de l'écnnomie epparaissent bien impitoyables. Une vision inquiétante... mais diablement « efficace » l

Véronique Maurus

NOTES DE LECTURE

LA MÉDECINE SCANDALE de Patrick Coquidé. Flammarion, 329 pages, 120 F.

De l'affaire du sang contaminé eux bavures médicales en passant par les dessous de table et les gaspillages organisés an détriment de l'assurance-maladie, le corpa médical français n'est pas à la fête. Le livre de l'atrick Coquidé, journaliste au Point, résume tous les griefs auxquels doit faire face une profession dont le succès médiatique de certains de ses représentants dissimule à peine la perte progressive de son statut social privilégié.

Malgré les opparences, cet ouvrage n'est pas un réquisitoire eveugle mais une mise au point, un appel à davantage de modestie. «Arrêtons de croire que les hommes et les femmes qui évoluent dans le monde de la santé sont fondamenta lement différents des autres. Il y o la même proportion de profiteurs, d'escrocs et de margoulins qu'ailleurs », écrit-il. L'énumération des « combines», des rentes de situation ou des petites et grandes lâchetés de l'exercice - libéral ou non - de la médecine insupportera sans doute nombre de disciples d'Hippocrate. Fort heureusement, l'auteur cherche à expliquer comment certaines pratiques ont pu se développer. Après de complicités politico-administratives et commerciales.

tives et commerciales.

Conclusion: e Un Etat qui ne joue pas son rôle de régulateur, des lobbies qui en profitent, une Sécurité sociale qui laisse faire. Le décor est planté pour qu'éclatent les scandales de la médecine. » Dommage pourtant que ce diagnostic précis ne fournisse guère de pistes sur ce que devraient être, demain, les règles du jeu d'une médecine plus sincère.

J.-M. N.

DROIT SOCIAL
Les cotisations
de sécurité sociale
numéro spécial, juin 1993,
115 pages, 105 F.

Au moment où l'on s'efforce de remettre à flot le régime général de sécurité sociale (en attendant d'autres, guère mieux portants) par des éconnmies mais aussi par des recettes nouvelles, le numéro spécial

de la revue Droit social, consacré aux cotisations de sécurité sociale (au sens large) et sous tous les angles, ne manque pas d'intérêt. Il rappelle d'abord que celles-ci sont un prélèvement sur les rémunérations, et, comme le dit Jean-Jacques Dupeyroux, la distinction entre cotisations patronales et cotisations salariales n'est qu'eun leurre», les cotisations dites patronales étant seulement plus indolores.

Autre « tour de passe-passe » : le plafond de cotisation. Autrefois jus-tifié par le fait que seuls étaient assuiettis les revenus les plus faibles. il rend enjourd'hui la cotisation dégressive. Un des motifs, avec la multiplication des emplois exonérés, pour chercher de nouveaux finance ments, comme la CSG. Où s'arrête. d'autre part, l'assiette des cotisations? Les frais de mission, les indemnités de licenciement en fontils partie? Le recouvrement des cotisations, fort contraignant, evec la crise économique, devient eussi de coopération avec les entreprises entamés dans la décennie 80.

G. H.

AGENDA

MARDI 6 JUILLET. Paris. Début de la concertation sur la préparation de la loi quinquennale sur l'emploi.

MERCREDI 7 JUILLET. Paris.
Assurance-chômage: nonvelle réuninn patronat-syn-

dicars.

Lille. Lancement de la campagne du CNPF sur l'emploi des jeunes.

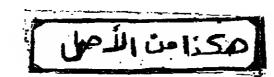
Tokvo. Sommet du Groupe

Tokyo. Sommet du Groupe des Sept (G-7). A l'ordre du jour, l'aide à la Russie et aux pays en développement, l'éconnmie mnndiale et les négociations commerciales du GATT (jusqu'au o).

SAMEDI 10 JUILLET. France.
Clôture de l'emprunt d'Etat
dit emprunt Balladur.
LUNOI 12 JUILLET. France. Augmentation de 28 centimes
dn prix de tnus les carburants.

Bruxelies. Conseil économi-

que et financier de la CEE.



L'énorme programme de cession d'entreprises publiques a rapporté beaucoup à l'Etat mais aussi aux acheteurs, en dépit de quelques surprises. Moins aux salariés

nes précédante. Et store depuis plusieurs 2-7655, deures - très per 650000

μις avez dit mo-dé-rée)

e petit a...) caménagés = de même li dans le 2 ---dissement de Pars, stra begatelle de 2000 m par mois. Et tout à con :

total in other

Tieffetion,

chose certaine pour se to wir un ton, les 22-2-2215 location pouvent 12-53 chercher Le petit pia ig comme la four-18 mètres de Roten 2473 CB n'existe pas' The houre. I si vu cars a .-d'un agent immes et e nonce d'un e pett sizza n'y avait pas la surface 15 bont dr nu sac-- --muslifis un stud: 3

sutre, trané de chez. e. ... dans le 6. ... 4 000 france Et fam par quetre fois le mantants layer pour ave a serd'être accepte same is sere. Rien d'étantem ... ne se bouseur rus trise escellers pour the hard Mu. Se le montant des for continue à monte emple ment > an 1993 tortes digits pour co commen

Si la con pratute tra lus clémente s 3 1832 un untendue en marinne 1994, on paul 11.1 1720 d'une évolution des avers test preuve tillimi canodécation a en percas

il rend ac

multiplication and are assets

pour character of the same

Thereto Table

tuons Lin

moemhan -:

A partie

Minus grise erit. T. origin de constant de constant

enterer unit in the second to

MARDI & JUILLET, PLTA

MERCRED! 7 JUILLE.

The second secon

BAMEDI 10 JUILLE

AGENDA

d'autic part

120 mm 22 5

de la revue l'en min ma CHIEF MANNET But Colombian in which is the sens large, it in the mogies, no manuar parami rappelic d'al un préléventes de la la tions, et. aura

Depeyrous is the service = BENEFIT THE PROPERTY OF THE PARTY. rights n'est division Comité sations dile farmes soulement plantage Autre tific per ir sometin le to ma april degreeater

terprises des ections

CONTRACTOR OFF gene samenanner. Après. Aut en se dessinations. Après.

materiale a tie first que de la suit chie de régulation des teory. La diese est

LUNE 12 JUNE Breat -

est bien oblige de e ante anterdisar au money renouvellement des 124 raustement du oyer (s. évalué »... Qu'est de carin Murait été, sans ça La crise aidar: cor-

Après les privatisations au Chili, qui s'est le premier engage dans cette voie en 1974, avant même la cents of industries corpore Que leurs clients tempe Grande-Bretagne, et qui a mis quinze ans à achever tes petits prix political achete courants son programme « le Monde-L'économie » du 22 juin), après l'Argentine, qui s'est iancée su pas de charge, privatisant presque tous les services publics (« le Monde-L'économie » du 29 juin), nous examinons le cas du Mexique, qui a réalisé en dix ans ie plus important volume de cessions d'entreprises publiques. MEXICO

de notra correspondant

RANCE TÉLÉCOM a décroché le gros lot en participant ou rachot de Telmex : les Français ont mis 350 millions de dollars en décembre 1990 pour des actions qui valent aujourd'hui 1 200 millions de dollars à la Bourse de New-York. C'est fantastique!», s'exclame, admiratif, un des hommes d'affaires les plus respectés du Mexique, Carlos Abedrop, qui a, lui aussi, investi dans la privatisation de la société nationale des télécommunications (1). « J'al à peine mis 5 millions de dollars dans l'offaire, moins de 1 % des actions », regrette-t-il.

Cet ancien banquier dans la soixantaine, antrefois associé à la Banque nationale de Paris, avec laquelle il entretient eocore des relations commerciales, a préféré le transport aérien, eo participant, en 1989, au Tachair de la société publique Mexicana de Aviacion avec des partenaires mexicains (2): « Grave erreur »,

reste un chaud partisan de la politique de privatisation : « Elle a améliore l'efficacité des entreprises qui offraient des produits de mauvaise qualité à des prix trop eleves pour le consommateur. » De son côté, le gouvernement a fait d'excellentes affaires, surtout avec les dix-huit banques qu'il avait nationalisées en 1982 et qu'il a revendues « très cher », compte tenu du montant des créances nan recouvrables, découvertes par la suite. « Les nouveaux banquiers savent qu'ils ne feront aucun profit pen-dant plusieurs années, mais, à long terme, ce sera rentable.»

MAL GÉRÉES . C'est aussi le cas de Mexicana. Carlos Abedrop, qui a récemment démissioggé de la présidence du groupe, a conservé ses actions. « Nous ne savions pas, à l'époque, que Mexicana alloit si mal. Nous avions constaté, avant l'ochat, que les pertes étoient maquillées et nous en avions tenu compte. Mois nous ne soupçonnions pas à quel point les entreprises publiques étalent mal gérées. »

Les aouveaux propriétaires de Mexicana allaieot eo effet découvrir natamment que le salaire des pilotes était versé nar l'iotermédiaire de leur syndicat. pour leur permettre d'échapper totalement à l'impôt, ou que la saciété natianale des pétroles (PEMEX) vendait secrètement le carburant moins eher à Mexicana, an détriment des compagoies étrangères, auxquelles oo facturait anssi des prix plus élevés pour les services aéropor-

Ces « privilèges » ayant disparu avec la privatisatian - qui devait, précisément, rendre les eotreprises plus efficaces, - les oauveaux propriétaires de la compagoie dureot mettre eo place, très vite, un plan de redressement draeonico pour

Les nouveaux banquiers savent qu'ils ne feront aucun profit pendant plusieurs ennées mais, à long terme, ce sera rentable. "

affronter une sitoation d'autant plus préoccupante que le trans-, port action commissant au même. momeot la pire crise de sou histoire aux Etats-Unis, principal parteoaire du Mexique. « Nous avions cinquante appareils et

Le nombre d'entreprises

publiques e été divieé per

cinq, peeaant da 1 155 en 1982 à 217 en 1993 ; le

part des dépenses publiques

(y compris cellee dee edmi-

nistratione) dena le praduit netionel brut (PNB), de son

côté, revanant de 44,5 %

en 1982 à 28 % en 1992

(une bonna partie étent for-

entrepriada privatisées figu-

rent lee 18 banquas nationa-

lieées en 1982 (les plus

importantes étent Banemex

et Bancamer), Telmex (télé-

Permi les principales

mée per le pétrole).

13 500 salariés lors de l'achat de la compagnie, rappelle Carlos Abedrop, Aujourd'hui, nous avons soixante-quotre avions, y compris des Airbus et des Fokker, mais nous n'avons plus que 7 500 salaries. »

Il fau dra cepeodant encore supprimer 1 500 emplois, estiment les dirigeants de la compagnie, pour affronter un marché très concurrentiel et enregistrer les « premiers bénéfices d'ici deux ou trois ans . (Mexicana a perdu 100 millions de dollars en 1992 et environ 30 millions au premier trimestre 1993).

STRATÉGIQUE . Le redressement oe pourra se faire que dans le cadre de l'« ollionce stratégique » egoclue avee l'autre trans-

communicatione), le trans-

port eérien (Aaromexico et

Mexicena), le compegnia

minière Cananee, le sidérur-

gie (Sidermex, scindée en

trois), dee reffineries de sucre, etc. Ont aussi été concédéea des eutoroutes.

caurs de privatisation : des

entreprises da pétrochimie

légère, deux chaînes de télé-

vision, le quatidian El Nacio-

nei. les studios de cinéme Americe, des selles da

cinéma, une chaîne d'hôtels,

lee eervicee portuairas et

eéroportuaires, etc.

Sont ectuellement en

porteur national privatisé, Aeromexico, qui a récemment pris le cootrôle de Mexicana et racheté Aeroperu, devenant aiosi la plus importante compagnie aérienoe d'Amérique latine sous la directioo de Gerarda de Prevoisia. Le groupe de cet homme d'affaires, descendant de Barcelannette (3), doot la famille a fait fartuoe dans les assurances, déticot désormais 70 % du marché mexicain des transports aérieos, loio devant Taesa, une petite compagnie en pleioe ascension qui offre des vols à la demaode sur plu-

sieurs cootinents. Malgré des résultats fioaociers aux antipodes, Telmex et le groupe Aeromexico/Mexicaoa soot, avec le démantèlement de baoque nationalisée, les opération de privatisation entreprise, timidement d'abord, sous la présidence de Miguel de la Madrid à partir de 1982, puis à toute vapeur avec l'arrivée au pouvair de Carlos Saliaas eo

décembre 1988. Paur protéger l'iodépendaace natiooale eo garaatissant l'accès aux ressaurces stratégi-ques (nationalisation du pétrole en 1936), mettre sur pied uze infrastructure industrielle et de susciter uae a meilleure répartition de la richesse en faveur de toutes les couches sociales », le Parti révalutionnaire institutionael (PRI), issu de la révalutian de 1910, a créé un vaste secteur public, qu'il va remettre en ques-

tioz un demi-siecle plus tard. La madernisatiaa de l'Etat et de l'écanamie, canditiaa sine qua non pour réussir un ambi-tieux traité de libre-échange avec

les Etats-Uois, qui devrait eatrer ea vigueur l'an prochaio, a doaoé oaissance depuis à uoc gouvelle philosophie, le « libéralisme social ».

Le gouveroement dépease des sommes importantes pour vezir eo aide aux plus démunis. par le programme « Solidarité », pour limiter les effets pervers de l'ouverture écocomique : aggravatioo des coaditions de vie des défavorisés et risques d'iastahilité politique (comme oa a pu le voir au Vegezuela).

PLÉTHORIQUE . Mais les privatisations oot en des répereussiaos sur l'emploi poor deux raisoos : les oouveaux propriétaires oot vite réduit le persoonel pléthorique dont ils avaieat hérité. et le gauvernement a purement et simplement liquidé près de six ecots des 1 155 sociétés publiques, souveot iaveadables, taodis qu'il eo cédait ua peu plus de trois ceots au secteur privé (il ca a cooservé eoviroz ceot).

Le Mexiqoe, qui avait dù renégocier sa dette extérieure de plus de 100 milliards de dollars et dévaluer le peso daos les années 80, a aujourd'hui uo budget en excédeot. «Lo rente ou la fermeture des canards boiteux subventionnés par l'Etot ont contribué à cette omélioration, due cependant ovont tout o une meilleure gestion des finonces publiques et à une plus grande efficacité dons lo perception des impôts », soutient un expert du quotidien économique El Finonciero. Marcos Chavez.

Celui-ci est pourtaot 1rès critique à propos du « manque de transparence » des privatisations.

« Il y a bien eu des oppels d'offres. reconoait-il, mais on n'a jamais su vraiment dans quel état se trouvaient les sociétés en vente, ni combien le gourernement avait tables. » Les deux chaines de télévision publique font actuellement l'objet d'une réorganisation eouteuse, afin d'en obtenir un meilleur prix.

RICHES • « Lo privatisation a permis oux plus riches de s'enrichir encore davantage *, s'insurgeat de leur côté les dirigeants du Parti de la révolution démoeratique (PRD, apposition de gauche), lfigeaia Martinez et Parfiria Munaz-Leda, qui soupçaanent le gauvernemeat de « brader le patrimoine national au profit des amis du président Salinas v. Paur eux, « le meilleur exemple en est Telmex qui n'aurait jamais du être vendue car c'était une entreprise rentable ».

« La vente de Telmex fut une opération complexe, qui a effectivement suscité des soupçons, finalement injustifiés, reconnaît l'an-

M. Mme Mile

eieo responsable de la privatisatiaa, Jacques Rogozinski. Mais le gouvernement devoit vendre cette entreprise cor il ne disposoit pas des 10 milliards de dollars nécessaires pour la modernisotion du système téléphonique», que les gouveaux propriétaires se soot eagagés à meoer à hien, cooformémeat à un cahier des charges

très précis et cootraignant. Malgré les havures dénoacées par l'opposition, les privatisatioas constitueot sans aucuo doute ua graod succès pour le gouvernement. Outre les ohiectifs annoocés comme la moderni-

Les privatisations ont permis de faire revenir des capitaux nationaux qui avaient fui le pays au cours des deux dernières décennies.

sation de l'écogomie, l'assaioissemeot des finances publiques, l'augmentation des dépenses sociales et l'ouverture aux iovestissemeots étraogers, elles oot aussi permis de faire revenir des capitaux natiooaux qoi avaient fui le pays au cours des deux dernières déceooies.

Selon un écogomiste du quotidien El Norte, Enrique Quiotana. la moitié eoviron des sommes iovesties daos le rachat des entreprises publiques (15 milliards de dollars sur près de 30 milliards) soot des capitaux ainsi rapatriés. Cela cooduit à poser une

question plus que jamais à l'ordre du jour : quelle proportion de ces iovestissements a été qui, co l'abscoce de coatrôle sur le rapatriemeot des capitaux et d'enquête sérieuse sur l'origine des foods, aurait trouvé là une occasioo idéale de se recycler dans les circuits légaux?

Bertrand de La Grange-

(1) Un consortium dirigé par le Mexicain Carlos Slim, associé à la société américaioe Southwestern Bell et à France Câhle et Radio, filiale de France Télécom, a pris la majorité des

(2) L'Etat mexicain conserve 38 % des narts L'homme d'affaires francohritanoique Jimmy Goldsmith, entre

aotres, détient 6 % des actions. (3) On appelle ainsi les descendants d'immigrés français venus de

> Prochain article: le Brésil.

cette ville, combreux à Mexico.

Golf dangereux

Divisé par cinq

Suite de la page 25

Le marché des établissements Petitjean est important (830 millioos de francs CFA) et l'entreprise l'a accepté malgré une condition imposée in extremis: Gilles Petitiean s'est yu désigner un parteaaire Albest Mva Mbalo, un membre de l'eatourage présiden-

Une société ad hoc sera constituée à parité, la SECAM (Société d'exploitation de carrières et matériaux de construction), hien que le premier ait mis 425 millions de francs CFA dans l'affaire, et le second seulemeat 100 millions. Les travaux, entamés en fanvier 1992, ont suivi un

cours normal et oat été achevés Petitjean échappe de peu à la six mais plus tard.

Les ennuis, eux, commencent en avril 1992. La First Investment Bank prévient alors Gilles Petitjean que son associé a demandé un crédit de 110 millions de franes CFA (2,2 millioos de francs), à titre personnel, ea échange d'une hypothèque sur une partie da matériel de l'entreprise. L'industriel français y met son veto. Albert Mva teote la même apératian quelques semaines plus tard auprès d'une autre banque, paur un crédit de 50 millions de francs CFA (1 million de francs). Le climat s'envenime entre les deux associés, jusqu'à cette

fameuse soirée de juillet où Gilles

Pendant des mois, l'iodustriel va multiplier les démarches auprès de l'entourage présidentiel. Ministres et autres proches du chef de l'Etat lui présenteot des excuses, l'encouragent à ne pas porter plainte, tout en promettant de plaider sa cause. Les contacts se succèdent

mais n'aboutissent... qu'à son retour en France manu militari au bont de six mois et à la liquidation de fait de son entreprise.

PRIVÉE . Depuis, Gilles Petitjean remue ciel et terre pour récupérer les « 600 millions de francs CFA de matériel resté sur place», sans parler des 200 millioos de francs encare dus sur le coatrat. Contactée par téléphone, la personne qu'il croit chargée du dossier au Quai d'Orsay tombe des nues : « On n'est pas du tout au courant de cette affaire », dit-elle. Qui suit ce dossier? « Personne. »

Même son de cloche à l'ambassade de France à Yaoundé, qui avait pourtant suivi l'affaire au jour le jour lorsque Gilles Petitjean se trouvait encore au Cameroun. « C'est une offaire privée, affirme le oouvel ambassadeur, arrivé en mai

dernier, si M. Petitjean a un litige commercial, il peut 10ujours engager une action en lustice. »

«Si on mène une action au Cameroun, on n'a aucune chance!, s'insurge l'industriel. Evidemment c'est une affaire privée, mais on ne peut rien régler tant que l'affaire ne devient pas politique... » Les jaurnalistes camerounais a'aat, eux, accun daute quaat au caractère politique de l'affaire. Pius Njawé, directeur de publication du Messager, a passé vingt-quatre heures en garde à vue le 12 mai, au lendemaia de la parutian d'ua article sur les démêles de Gilles Petitjean dans la Messagère, une publication qui se substitue au Messager larsque celui-ci est suspeodu - e'est-àdire régulièrement. « C'est un sujet sensible, la présidence prend ça très au sérieux », remarque Pius Njawe.

Mardi 22 juin, la Nouvelle Expression, autre «pilier» de la presse frondeuse de Douala, a publié ua eatretiea avec Gilles Petitjean, des copies de documents relatifs à l'affaire, ainsi que cinq

Le lendemain, une partie des exemplaires diffusés à Douala étaient saisis.

Marie-Pierre Subtil

orientations

Filières, débouchés, métiers: des écoles vous informent.

désire recevoir gratuitement des infarmations sur des écoles qui larment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vaus intères Design, Design Industrie Expertise Comptable Formation en Alternance Formation Continue Preparer un MBA 3º Cycles de Gestion, Droit Ecoles à Vocation Internati Gestion du Personnel

Vente, Commerce, Dis Architecture Intérieure Arts Grac Assistante de Direction/Bureautique Assurances Communication et Culture Communication, Publicité unication per la Volume

Cours par Correspondance Sci

Code postal _____ Ville

Niveau d'études 92-93 ...

Logistique Distribution Ostéonathia Paramedical Relations International

75008 Paris (reponse par courrier uniquement)

ou composez sur minitel 3615 code ORIENTATIO

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille ę.

Bronislaw GeremekPhilippines ...Cambudge Slobodin Milasevie Ferdinand Marcos Hun SenRomania Ariel Sharon Petre Roman L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR



LES FRAGILITÉS DU TISSU INDUSTRIEL L'année terrible des PME

Défaillances d'entreprises en cascade : la récession lève un lourd tribut sur la partie la plus fragile – mais aussi la plus dynamique – du tissu économique français

A métephore biologique, vnire darwinienne, est de rigueur lorsqu'on parle des petites et moyennes entreprises. C'est le struggle for life dans la jungle économique : « forte notolité, mais oussi mortalité élevée, taux de survie très sélectifs, risque de défaillonce élevé des plus petites», comme l'écrit Jacques Roger-Machart, ex-député socialiste, défeo-

seur inlassable des PME (1). L'année 1993, celle de la plus grave récession de l'après-guerre en Europe continentale, se révèle à cet égard particulièrement meurtrière : il y a eu 7 987 défaillances d'entreprises eu mois de mei et 61 777

depuis juio 1992. Au début de la décenoie, le nombre de « décès » annuel tournait autour de 40 000 et dix ans avant, autour de 20 000. On peut, sans risque de se tromper, affirmer

> Effets en chaîne de la crise : les premiers frappés sont les sous-traitants des grands groupes

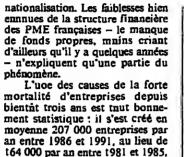
que les faillites concerneot pour l'essentiel des PME-PMI puisque celles-ci représentent plus de 99 % du total des entreprises. Et les conséquences sur l'emploi sont immédiates : les PME emploient les deux tiers des effectifs salariés.

STATISTIQUE . La crise a fait septir ses premiers effets dès le deuxième trimestre 1990, explique Bertrand Larrera de Morel, PDG de la SOFARIS. Cette institution spécialisée dotée par l'Etat peut garantir à 50 % le risque pris par les banques qui prêtent aux PME: elle est donc au cootact des plus fragiles des entreprises, dont elle a vu les «taux de chute» augmenter en flèche en 1991 et rester élevés Source : INSEE

La clientèle de PME des banques connaît, les années normales, un «taux de chute» de 0,5 à 1 %; ces temps-ci, c'est plutôt eotre 1,5 et 2 %, soit un doublement des sinistres qui explique à la fois les difficultés des banques les plus exposées (comme le Crédit d'équi-pement des PME, qui assure à lui seul le cinquième des encours des prēts à long terme aux PME) et la réticeoce de toutes à prêter à ces

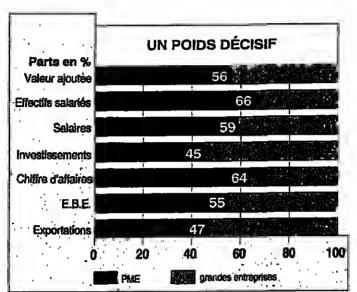
clients risqués.

La SOFARIS constate, elle, des taux de défaillance plus importants aux trois périodes charnières de la vie des eotreprises : 10 % chez celles qui viennent d'être créées, 5 % au moment de la transmission, 3 à 4 % lors des phases de développement rapide ou d'inter-



NÉOPHYTES • Sachant que les taux de survie au quatrième anoiversaire oe dépassent pas 56 % dans l'industrie, 53 % dans les services et 40 % dans le commerce, il n'y a rieo de surprenant à voir enfler le nombre des défaillances dans les années suivaot les périodes de forte natalité. A fortiori quaod heaucoup de créateurs étaient des oéophytes, sans grande expérience, qui s'étaient jetés à l'eau dans l'enthousiasme de la fin

des années 80. Et puis il y a les effets en chaioe de la crise. Les premiers frappés sont les sous-traitants des grands groupes. Ce soot souvent de très petites unités qui dépendent d'un donneur d'ordre, ou de quelques-uns, et s'aspbyxient dès que les commandes vieonent à manquer. Il est à noter que la sous-trai-



sion ne cessent de s'allonger. Les donneurs d'ordre trainent six mois et plus avant de concrétiser leurs commondes. Les PME peuveni patienter quelques mois, mais à la fin, elles plongent, » Si elles résistent à cette épreuve, elles se font «cueillir» eo aval par l'allongement des délais de paiement (voire Avant mème la dégradation

comble!» Le résultat de cette conjoncture détestable, c'est que la notinn de développement, si importante en temps normal pour les PME innovantes, est remplacée par la notion de survie. Pis, ce soot celles qui ont des projets et des commandes en pagale qui trébuchent ; si elles en viennent à manquer de fonds de roulement, elles font faillite. C'est pour répoodre à

La démographie des PME du secteur productif français selon l'effectif salarié

	0	l à 19	20 å 99	100 å 499	Total PME	Grandes eotreprises
Industrie	74.9	110,5	22.5	5,0	212.9	1,0
	147.6	157,3	9,3	1,0	315.2	0,1
	268.1	296,4	14,7	1,6	580,8	0,3
	45.1	27,9	3,9	0,6	77.5	0,1
	521.7	438,3	17,7	2,7	980.4	0,4
	1 057.4	1 030,4	68,1	10,9	2 166,8	1,9

tance s'est énormément développée (37 % des PMI étaient sous-traitantes en 1980, 60 % en 1990), et que les PME la pratiqueot aussi

EMBÜCHES . Les entreprises qui fabriquent des biens d'équipement ont subi la baisse des investissements, en France et sur les marchés européens, dès le début 1992; celles qui travailleot pour la consommation oot, elles, suhi le décrochage de l'automne dernier. Luc Sollier-Bresset, directeur du Centre européen d'eotreprise et d'ionovation de Touloo, décrit parfaitement les embûches qui sont actuellement le lot des jeunes entreprises de haute technologie. « Depuis un on, les délois de déci-

CYCLES

PROFESSIONNALISEZ VOTRE FORMATION

MANAGEMENT DE LA DISTRIBUTION

DIRECTEUR PÉDAGOGIQUE LÉON SALTII PIIG IIE FRANCE PRINTEMPS

GESTION ET FINANCE D'ENTREPRISE

MANAGEMENT COMMERCIAL

MASTER EUROPÉEN DES AFFAIRES

ADMISSION

professionnels justifiant d'au moins 5 ans d'expérience

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements: 46-62-72-67

70, GALERIE DES NAMIERS - LA DÉFENSE | 92400 COUPBEVINE MÉTRO : ESPLANADE DE LA DÉFENSE

L'EDC PARIS-LA DÉFENSE

TÉL: (1) 47 73 63 41

titulaires d'un diplôme BAC+4 on équivalent

ET MARKETING DIRECT

récente de la conjoncture, les PME étaieot payées en moyeone à 90 jours (les grandes entreprises à 70 jours), ce qui revient à faire peser les charges de trésorerie sur le mailloo faihle. Les mauvais payeurs devraient en tout cas être sanetionnés, eo vertu d'une loi de décembre 1992, applicable depuis le 1= juillet, qui impose des pénalités (un intérêt égal à uoe fois et demie le taux légal) en cas de retard. Cela ne suffira sans doute pas à étancber la soif de liquidités des PME. « Au premier problème de trésorerie, les hanques suppriment les lignes d'escompte, ajoute Luc Sollier-Bresset. Récemment, l'une d'elles o même refuse d'escompter une créance sur lo Direction générale de l'armement, un premier semestre 1993 - on Paris, 1991.

ce cas particulier qu'un nouveau mécanisme vlent d'être créé : la SOFARIS est datée d'un « fonds de garantie de renforcement des capitaux permanents» de 300 millions de francs, pour assurer les baoques qui accordent des concours à moyen et long terme aux PME saines.

Les banques ont la réputation tenace d'être à la fois timorées et chères. Chères, c'est surement vrai pour leurs elients des PME. Le coût d'uo découvert de mnins de 100 000 franes avnisine encore les 14 %; quand on sait que 40 % des PME affirment avoir eu des prohlèmes de trésorerie au second semestre 1992 - proportion qui ne s'est certainement pas améliorée au

mesure les dégâts que peuvent faire de tels coûts financiers. Timorées, c'est en partie injuste. Les banques ont accordé de très larges crédits aux entreprises toutes ces dernières anoées (l'encours augmentait régulièrement plus que la croissance du PIB); aujourd'hui, il n'y a pas globalement de demande de crédit insatisfaite de la part des cotreprises.

MESURES • Celles qui vont bien n'iovestissent guère, et si on voit le taux d'autofioancement monter (63 % en 1992!), ce n'est certes pas signe de saoté pour l'économie. Celles qui demandent des concours en ce mnment sont souvent mal en point et les banques, qui ont assez de sinistres sur les hras, refuscot, précipitant la chute.

Les pouvoirs publics sont bien conscieots des risques des dépôts de bilan en cascade. Le gouvernement Balladur a adopté des mesures d'urgence : remboursement plus rapide de la TVA; prêts moins chers du Fonds de développemeot économique et social aux entreprises eo difficulté; augmentation de plafend des CODEVI, fonds SOFARIS déjà cité, allégement de charges pour les petits

Bien dans le ton maussade qui prévaut actuellement, un dirigeaot de PMI juge ces mesures « homéopathiques». C'est faire peu de cas de la série de dispositioos favorables aux PME-PMI prises depuis au moins dix ans daos tous les domaines : fiscalité, charges, transmissions, création, recberche, embauche, implantation, exportation, encouragement au capital-ris-

Mais c'est sans doute l'occasioo de se demander si l'aspect crucial de la structure fioancière o'aurait pas dû être la priorité des priorités.

Il est vrai que les mécanismes spécifiques aux PME (crédits bonifiés, CODEVI et « établissements boncaires charges d'une mission d'intérêt public dans le domaine du financement », comme les SDR, le Crédit d'équipement des PME et la SOFARIS) o'ont pas co France la cohérence et finalement l'efficacité qu'on constate eo Allemagne, aux Etats-Unis ou au Japon.

Le résultat, c'est sans doute la faiblesse du tissu industriel français en entreprises moyennes (5 000 firmes de 100 à 500 salariés contre 6 000 en Grande-Bretagne et 8 200 en RFA). Or ce soot les «grosses PME» qui allient le dynamisme à la solidité et sont eo fin de compte le meilleur amortisseur

Sophie Gherardi

Le Monde

(1) Réussir nos PME, Dunod,

Petits ruisseaux grande rivière

Bien qu'il n'existe pas de définition légale de la PME en France, cette eppallation fait usuellament référence eux entreprises Industrielles, commerciales, artisanales et presta-taires de servicea (autres que les antreprisaa agricoles), dont les affectifs n'axcèdent pas 500 personnes. L'appellation cache donc une population des plus hétéroclites.

de la tendance à l'externalisa tion d'activités des grandes antreprises, aont filiales da grands groupes, et ont des caractéristiques peu comparables aux autres. Da même, sont confondues dans la population daa PME des antreprises dont les affectifs sont inférieurs à 20 parsonnes - la moitié des PME n'ont aucun salarié et 48 % en emploient entre 1 et 19 - et d'autres comptant de 100 à 499 salariés (à peine 0,5 % des PME). Ceci pose naturellement le problème de la justesse des appréciations portées sur l'ensembla. Mais k manque de statistiques, la difficulté à retenir trop de critères de sélection et sans doute une certaine habitude jouent en faveur da la globalisation du faveur da la globalisation du sphénomène PME». Les PME sont pour las deux tiers des antraprisas de forme individualle, 33 % seulement étant des sociétés. Leur poids dans l'écono-

mie est significatif (voir graphiqua). Elles représentant, en nombre, 99,9 % des entreprises françaises, assurent plus de la moitié de la valeur ajoutée nationale et emploient les deux tiers des effectifs salariés : 8,6 millions sur un total de 13 millions en 1991. Principales créatrices d'emplois eu cours des ennées 80, créant 450 000 emplois alors que les grandes entreprises réduis leurs effectifs de 870 000 durant catte même période elles ont aussi, avec 46 % des Investissements nationaux, largement participé à l'essor du tissu productif français entre 1987 et 1990. Enfin, alles essurent directement, hors matériel militaire, plus du quart des exportationa de produits manufacturés et contribuent à hauteur de 30 % à l'effort de

Présentes sur l'ensemble du tissu productif français, elles sont, par tradition, fortement implantées dans le commerce, le bâtiment et l'hôtellerie. Le développement des activités de services aux entreprises et aux particuliers semble avoir constitué un terrain idéal à leur multiplication au cours des vingt der-

Source : Service des études du CEPME

erite ii-esti -24ti

Bon nombre de PME, nées 64:10:=: -: -: 2:1 E 5 CHEST CHE and in Factoria me interes 2.27 (2.7) . 21 Wer ign 128. U.M. TOTAL STATE OF THE PARTY OF THE THE ARE PROPERTY. Applicas de minigarent per in the same of the

Card Card . T. C. T. and The state of the s THE PARTY ASSESSMENT OF THE PA Habit de l'Our mare de Harris PDG Is demoure : ;: - 1:2 hagens retired to the second Estrephis Kolman 174 mi Florence de l'inne em se sud-est de Bertin. Ems desinées à l'industrie

recherche national. Torsher scul

BERAGILITÉS DU TISSU INDUSTRIAL

«Esprit (d' Le Mirro 5:370 s. Ce tissu de PME-PMI qui a feir Les 'éussites restent isolées. Ce n'est pas l'a

> rectioners at 4 in chance. Done de LILLY COMMENSOR COMMENSORS & militar die se septimioneme soulare THE BUILDING HOUSE the La st TETRADO MAN MENOR OF ra effective and sid rame CALLY STATE & LIVE COME; OF the spinstore man that & fatt THE SAME SAME IN NORTHWEST LAND The There I amelication

retream l'an ponne il moine du ---- Se de qui elle fut grans alt. Curatate. Herner Hille inmate our le développ Cathoria d'essence à l'Est : + Le marrie est estime à deux molle Partie canti campan charge d'her . 1'29 mout a're daging empired the court of the party of the same of the L'a renewater les ventes du tent 12 land spres l'extraglement des exportations very l'ex-Compuss. c i miche instantiant à 90 % peut Europe de l'Est, nous livroms Actormant 95 % to water product Même nécessore de retainesser

es ventes d'Est vers l'Outre paux Faiken, entreprise qui fabrequi des lournitures de burein istatscurs, chemiers.) & Courbus, & ving extonderes de la frontaire polonaum. Une région dévante per in crise de textile et maibre reviewent consult depois on an per les attentats néo-nome « Vinct grand betoin i un partenaure ». explosurat les anciens cadres de Catteprise Le grance Bestel societé de l'Owent que proque la sefamuel time disserbuser can memore fournitures de buteau fabriquece

Mari 1888 4.5 49 Mar. 4 10

Liver const BOA LA SOFTER more which there is PROPERTY OF THE PROPERTY OF ments for Eve to the same many minut pour

BENEFIT AS

Continued the see

venter form a

CONTRACT SHE

THE PARTY OF

As Seemed the

pilipelisätt sen

der sees de des

MARK BE CALLY

perce us . se

Favorer + In

an inset therety

ASSESSED AND AND A

Parent Straig

THE REAL PROPERTY.

Quand les jeunes qu

Les « pépinières » offrent un passaport d'avermais leur sortie est semée d'embûches. surto-

AOVIRE la montante initian ub des entreprises les brende Selon (Agence matto-Per la creation d'annuaire se Mesociais pasties en pepifor son toujours on ... apres Requeste angli estatista dante strong 41 % pour calles qui on:

Mais sur dossier dans les dinables, les créaleurs d'années any beseficient, peridant enviadmans, de lovers 2: 27:2324X. d mitrick, etc.), de prestations emed e d'un fabuleux reseau

be ecouveuse : Cu: eur (at) a brancoup de termes à la ser-Hore passage en 1997 à la sermined Erry now a permissible notre projet et de nous moer a noire entreprite sand sal nous soucier de la de Froin financiers, adm. Mi de Progespace, une societé dans les programmes iques, spatiaux e: mii-Lustoire de cette entrehis qui aujourd'hu; realise un dit fallaires de 48 millions de are to 100 employes. fait are 100 employes.

Massi constituer un gaze de chine susceptible de 721511762 de matteure callent de 721511762 Seurs frileux. Somie fin e la pépinière de Cestas. aglomeration octdelaise. alle Technologies, par exemple, iden le soutien de la municipa-Pour construire son usine de speciales à commande e (il faut dire que de nos les sindustriels en herbe o the delices lates qu'il ne vaus M pas laisser partir dans la

blin ce passage apprend a that avec ses voisins de patier d'esprit qui demeure. de la desprit qui uc. 12 au 13 de la constante de se di uce 32 A letting: « Les pépinières sons sir des alelters pratiques de gement en réseau », 265472

Patrice Simounet, secretaire gene ral de leur association, Elan, aproceresponsable du Centre d'innovation et de transfert lechnologique de Nord (CITTN) d'Hellemmes. dans l'assiomération lillome. Autant d'avantages per rapport sur createurs moids qui a rament » au fond de leur garage.

Man le passage en populater ne fait pes pour mutant franchir tous les obstacles. Selon les responsables des pépanières aux-mêmes, un tiers environ des créateurs connaîtraient des difficultés à la sortic, pas toujours rechibitoires beureusement.

La sorte elle-mime, d'abord. est brusque : « Déménager, investir en materiels, solorier une secretaire, payer un layer plus lourd, ausori: d'une cautton importante, etc. auani de charges qui s'élèveni brie-Litement v. explique Luc Sollier-Bresset, directeur du centre rurapéen d'entreprine et d'innovation (CEEI) de Toulon Ver Technolo-

ties () School time étude réalisée par Nantes Créatic en 1988, une outreprise versant 1100 france de loyer per mois pour 40 mètres carrés. voyail ses charges s'envoler de 3:0 % à 465 % mico la durée des emprunts lorsqu'elle voulait ache-ICT SES HOCKERL

Pas tonjours facile, non plus. de trouver les locaux idoines ou de COBVERNOTE IES REVESTISSEERS ÉES merites de sa sociésé. Quand les Communed et leurs partendires metitutionnels amettent le paquet a sur les pépinières, ils ne déploient pas forcement le même acle pour la Dittic wivenes

Après deux années à Heiiemmes, Deniel Christian, PDG de Promatec, une entreprine specialissee dans la biotechnologie des zigues, s'est senti soudainement orphelin. . Vosta avons eu le plus trand mal à trouver des levaus cians l'applomération litterer, et les banquiers sont restes timores & l'égant de notre projet ditail Fishe lement, un partenaire financier dans le Sud de la France nous avant fait confiance, c'eu dans cente région que nous allons installer Mere activité »

eren ale rrigan Bremet La . Character PCa thenhings dat depart de CI bear falances derivers there

ALEMPANCE. 黃 表 dass hear atpen thesett spiritor pilled for July stille her proper

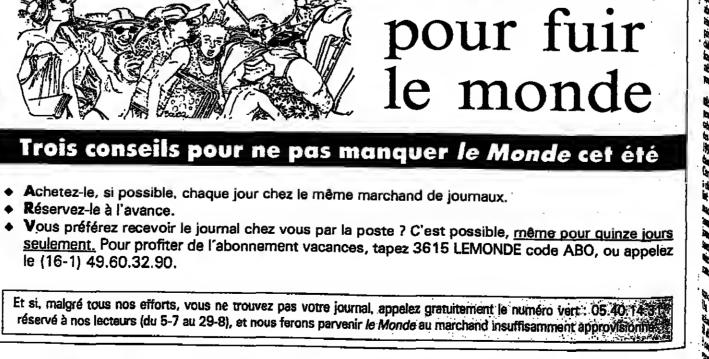
ou Tenderme. 和人和收益 森 知 PARTICIPAL TO LANGE DE PROPER d'and the willing DEPARTMENT OF O PATENT MAND 15年 報 新化 iven de cersam Contraction on DESCRIPT 2010 1 QUART ME. O men is loud

HALFELD WOMEN OF A. Three MONE & Lange M. Phi Programme

AL S. 41 M. A. A. CHEST STATE STATE PARTY NAMED of her area tompth trie

-.- ALM Y 154





componente cons acce

des PME DES empras

20 persones - 2 res

PME n'en sur Ser

48 % er er plaer er:

100 à 499 sa sués in 0 5 % des PVE 36

Untrathener of the

Austresse des apprentin

1865 54 6.54-45 12

manque de sizialidas p

cutte a with the an

DE SERVICE (1 SES 203

COMMING THE LOS CE

taveur or a course appending of Fig. 2

sont pour es teur per

dustie, 27 h sectors

met est sign fast farg.

nombte. it i h mit

DOWNE THE COLLEGE MARTE

STEED E SC STORT MED

MUSOCAY !! PTTORTE:

BIBCH THE CHEST'S ESD

8.6 m https:// car

police . The Transport

Cours And American San

450 (ki) (**)-05 (m2)

Sente of Level to E.S.

1987

森事事ないのでも、 O fe zigintii (1

PROBLEM MILITER PLACE

des exponences as The

FRANCE OF STREET, BEINGE

heinteut de 20 % ; ##

de 166. Constitution

SONT, Day VOLTE TO

ample VIII are a min

to bet ment et entre

Gevernor" DE TE

SECURIOR OUT TO THE SECURITIES

particularly : Entering

THE UP THE WEST BUT ! BUT

pacation 9, 1001 25 (5)

Source Sen.:1

referen arrive

Presentes for the

rectured'y suspens

Lear price consider

des soncies

600 persones cache pont the popular Mus belefactes Bon Turbre de AlE לשים. ב שנתבטרים: 4 60 THOM COST LINES THE grands groupes er Caractéristiques per my bins aux autres De les

CONTENT of couldness beni-

pour fuir le monde mquer le Monde cet été setand de journeux Car possible, mame THE LEMONDE CODE AS HE TO HUMBERO 16"

LES FRAGILITÉS DU TISSU INDUSTRIEL

Ex-RDA: «Esprit (d'entreprise), es-tu là?»

Le « Mittelstand », ce tissu de PME-PMI qui a fait la richesse de la RFA, tarde à se développer à l'Est. Les réussites restent isolées. Ce n'est pas l'argent qui manque, ce sont les entrepreneurs...

FRANCFORT de notre correspondant

OMMENT naissent les entrepreneurs? La question - la plus intime du capitalisme - intéresse le monde entier; l'Ouest en mal d'emplnis, comme l'Est en mal de conversinn à la démocratie. Dans les anciens pays communistes, personne ne semble satisfait de la seule génératinn spontanée. En Russie, l'npératinn du saint-marché, laissée à ellemême, fait naître surtout une prolifération de mafias. Des lors comment procréer, accoucher, puis élever, les néo-capitalistes? L'expérience est-allemande où l'argent, venn de l'Ouest, n'est pas le facteur manquant, ne rend pas optimiste: il faut surtout du temps.

Créer une PME est comparé souvent an parcours du combattant dans un pays comme la France. Imaginez alors dans l'est de l'Allemagne, après la tombée du mur. Outre les inextricables problèmes juridiques posés par le rétablissement dans leur droit des anciens propriétaires, tout, absolument tout, est plus difficile à la puissance dix : problèmes financiers, problèmes de management, problèmes de distribution, etc.

« Coup de chance, on a trouvé une bonne situation technique. Il ne s'agit pas d'une usine comparable à celles de l'Ouest mais du point de vue de la qualité, ça va.» Heiner Hölzemann, PDG venu de l'Ouest, demeure optimiste.
«Nous serons rentables en 1995.» Son entreprise, Kramer CTA, fabrique à Fürstenwalde, à trente kilomètres au sud-est de Berlin, des citernes destinées à l'industrie

മ കൂടിച്ച വയിരുന്നു സ്ഥാനി വം

pétrolière et à la chimie. Dans des hangars immenses construits à l'image du « socialisme réel », c'est-à-dire impossibles à chauffer l'biver, quatre cents personnes soudent les tôles. La majorité des opérations sont encore manuelles. Les effectifs nnt été ramenés de quatre mille à trois cents; contraction ahurissante mais tont à fait normale dans les nouveaux Lander après l'unification.

PARTENAIRE • La production de l'industrie est-allemande a été rétrécie l'an passé à mnins du quart de ce qu'elle fut avant «le tnurnant »... Heiner Hölzemann compte sur le développement des stations d'essence à l'Est : «Le marché est estimé à deux mille quatre cents camions-citernes d'ici à 1998, nous n'en avons encore fabrique que trois cents. » Mais il a fallu réorienter les ventes du tout au tnut après l'écroulement des exportations vers l'ex-Comecon. «L'usine travaillait à 90 % pour l'Europe de l'Est, nous livrons désormais 95 % de notre production sur place, » Même nécessité de rebasculer

les ventes d'Est vers l'Ouest pour Falken, entreprise qui fabrique des fournitures de bureau (classeurs, chemises...) à Cottbus, à vingt kilomètres de la frantière polonaise. Une réginn dévastée par la crise du textile et malheureusement connue, depuis un an, par les attentats néo-nazis. « Nous avions besoln d'un partenaire», expliquent les anciens cadres de l'entreprise. Le groupe Becker, société de l'Ouest qui jusque-là ne faisait que distribuer ces mêmes

en Autriche nu au Portugal, se présente, fait ses calculs et saute le pas. Passer de distributeur à producteur : le chemin est plutôt emprunté dans l'autre sens par les capitalistes d'Europe. Il faut dn

« Mon père a gagé toute sa fortune personnelle », explique le fils de familie Güntber Becker. Les investissements engagés nut été de 50 millinns de marks, alors que le chiffre d'affaires n'est que

> Lia rattrapage du niveau des salaires de l'Est sur celui de l'Ouest plombe la compétitivité des nouveaux Lander.

de 42 millinns. Même en enmptant les 15 millions de subventions diverses, le risque est considérable. « Mais les gens d'ici étaient prêts à se battre à 100 %. c'est ce qui nous a convaincus ».

Une vieille locn diesel, avec des wagonnets si rouillés qu'nn se demande comment ils ronlent encore, apporte le sable au pied de l'usine. A l'intérieur il est broyé et mélangé dans un hangar datant de trente ans - comme neuf pour la RDA. Le process est automatique, surveillé par une armoire électromécanique dont les relais claquent. Pas d'électronique. Ensuite, le grès calcaire est mis en blncs qui, une fois cuits, font des plaques préfabriquées pour le bâtiment. Les plaques sont ran-

gées, emballées, stnckées par un dispositif tnut neuf, mhntisé. De gigantesques pnnts roulants vert pomme, neufs aussi, prennent enfin les palettes et les déposent sur les caminns ou les péniches sur la Spree, qui chule le lnng de l'usinc. La rouille conduit aux Puces: Haniel, PMI de l'Ouest qui a repris le site, a jugé qu'il fallait moderniser en commençant par la fin du process.

Trute la modernisation a été confiée – nriginalité – à Elektro-Anlagebau GmbH, petite entreprisc privée de cinquante personnes qui est née de la privatisation de l'ancien installateur des équipements de l'usine de parpaings. Les relations datant de trente ans sont prolongées au-delà des privatisations. Le client Hanicl a fait naître Elektro-Anlage. A charge pour ce dernier d'en trouver d'autres.

Cc soutien par unc PMI dc l'Ouest – par rachat ou par passa-tion de commandes – reste pourtant l'exceptinn. Parce qu'il manque ccs grandes entreprises modernes à l'Est, capables d'être des donneurs d'nrdres pour une quantité de PM1. L'effet «industrialisant », bien connu à l'Ouest, des usines d'autnmobiles nu de grande mécanique, est ce qui man-que le plus à l'Est.

De sorte qu'il y a encore bien peu de PMI : elles emplnient le sixième des effectifs de l'industric manufacturière dans les nouveaux Lander, contre plus de 60 % à l'Onest. Une grande majorité d'entre elles demeurent de petite taille : une vingtaine de salariés, ce qui les rapproche en fait de l'artisanat. Globalement, « elles ne jouent pas un rôle important dans la rénovation de "est», déplure le Deutsches institut für Wirtschaftsforschung (DIW) de Berlin. Elles ne sont nombreuses, relativement. que dans la réparatinn nu des secteurs alimentaires comme la bnulangerie nu la bnucherie. Dans la mécanique, elles n'emplnient que 10 % des salariés. Bref, ce Mittelstand snr lequel repose la farce industrielle de l'Allemagne de l'Ouest, ses exportations et ses emplois, n'arrive pas à naître à l'Est malgré une culture technique et industrielle, par exemple en

Saxe, qui remnnte à loin.

PRÉFÉRENCE • Les autorités ne comptent pourtant pas leurs efforts, leur argent et les facilités nffertes. Les entreprises locales bénéficient, par exemple dans le BTP, d'une préférence, même si elles sont de 10 % voire 20 % plus ebères. Les entreprises de l'Ouest apportent leur écot : à l'initiative du patronat qui craint qu'nn l'accuse de ne rien faire, cinquante d'entre elles nnt décidé de passer des commandes à l'Est pour des sommes considérables (50 milliards de marks en 1995).

Les banques, contrairement à la méchante réputation qu'elles nnt auprès des «nssies» (ceux de l'Est), prennent des risques bien supérieurs à ceux qu'elles s'autori-sent à l'Ouest. Mais la vninnté bute sur la pénurie : les candidats entrepreneurs manquent. La Deutsche Bank a créé deux filiales pour entrer au capital des PMI à l'Est : elles n'ont pu prendre des parts que dans une poignée d'entreprises. Les obstacles, il est vrai, ne manquent pas. Outre la récessinn de l'Ouest, figure en haut de la liste le rattrapage du niveau des salaires de l'Est sur celui de l'Ouest, qui plambe la compétitivité des nouveaux Lander, Le manque d'innnvatinn et du réflexc de l'amélioratinn permanente tue ensuite beaucoup des apprentis capitalistes. Et puis il y a le manque d'expérience. La Treuband, l'nrganisme des privatisations, a procédé à deux mille reprises de mnrceaux d'entreprises par leurs salariés (RES). Devenir capitaliste fait rever : « Leurs responsables viennent nous voir en présentant un chiffre d'affaires de 15 millions de marks, un cash-flow de un million et... un désir d'investissement de 10 ou 20 millions. Il faut les ramener aux dures réalités », explique Wolf-Dietrich vnn Bothmer-Schlegtendal, directeur de la succursale de la Dcutsche Bank à Dresde.

Des espoirs naissent tnutefnis dans le bâtiment et dans certaines réginns de Saxe, par exemple. Mais les autorités sont désnrmais cnnvaincues que, contrairement au modèle nuest-allemand, l'industrie ne pourra pas renaitre partout. Le tnurisme, snuvent, est la scule vnie de regain. Du moins pnur la génération actuelle d' « ossies ». « Les jeunes de moins de vingi-cinq ans, qui n'ont guère eu le temps d'être marquès par le communisme, viendront dynamiser le pays, croit M, von Bnthmcr-Seblegtendal. Ils ont reçu une excellente éducation en technologie et, surtout, ils savent, à l'inverse des jeunes de l'Ouest, que rien ne leur sera donné. »

ADMINISTRATION :

1. PLACE HUBERT-BEUVE MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél.: (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Télex: 261.311F

Le Monde

PUBLICITE

Eric Le Boucher

Quand les jeunes quittent le nid

Les « pépinières » offrent un passeport d'avenir aux créateurs d'entreprise mais leur sortie est semée d'embûches, surtout par les temps qui courent

tile des entreprises, les « pépinières » semblent un bon remède. Selon l'Agence nationale ponr la créatinn d'entreprise, 83 % des sociétés passées en pépinière sont toujonrs en vie après leur cinquième anniversaire, contre sculement 41 % pour celles qui ont fait cavalier seul.

Admis sur dassier dans les pépinières, véritables maternités confortables, les créateurs d'entre-prises y bénéficient, pendant environ deux ans, de loyers avantageux. de services à coût partagé (secrétariat, matériels, etc.), de prestations de conseil et d'un fabuleux réseau de contacts (1).

Une « couveuse » qui leur fait agner beaucoup de temps à la sortie. «Notre passage en 1987 dans la pépinière d'Evry nous a permis de valider notre projet et de nous consacrer à notre entreprise sans avoir à nous soucier de tas de problèmes financiers, administratifs et juridiques », souligne Daniel Erard, PDG de Progespace, une société spécialisée dans les programmes aéronautiques, spatiaux et militaires. L'histoire de cette entreprise, qui aujourd'bni réalise un chiffre d'affaires de 48 millions de francs, avec 100 employés, fait même partie de ces contes de fées

RÉSEAU . Le label « pépinière » peut aussi constituer un gage de crédibilité, susceptible de rassurer des investisseurs frileux. Sortie fin 1991 de la pépinière de Cestas, dans l'agglomération bordelaise, Carrère Technologies, par exemple, a obtenu le soutien de la municipalité pour construire son usinc de machines spéciales à commande numérique (il faut dire que de nos jours les «industriels en herbe» sont des denrées rares qu'il ne vaut mieux pas laisser partir dans la

Enfin ce passage apprend à travailler avec ses voisins de palier. Un état d'esprit qui demeure, même s'il a tendance à se diluer au fil du temps : «Les pépinières sont à coup sûr des ateliers pratiques de

ONTRE la mortalité infan- Patrice Simounet, secrétaire général de leur association, Elan, ancien responsable du Centre d'innovation et de transfert technologique du Nord (CITTN) d'Hellemmes, dans l'agglomération lilloise. Autant d'avantages par rapport aux créateurs isolés qui «rament» au fond de leur garage.

Mais le passage en pépinière ne fait pas pour autant franchir tous les obstacles. Selon les responsables des pépinières eux-mêmes, un tiers environ des créateurs connaîtraient des difficultés à la sortie, pas toujours rédhibitnires

La sortie elle-même, d'abord, est brusque : « Déménager, investir en matériels, salarier une secrétaire. payer un loyer plus lourd, assorti d'une caution importante, etc.: autant de charges qui s'élèvent brutalement », explique Luc Sollier-Bresset, directeur du centre européen d'entreprise et d'innnvatinn (CEEI) de Tnulnn Var Technolo-

Selon une étude réalisée par Nantes Créatic en 1988, une entreprise versant 1100 franes de layer par mnis pour 40 mètres carrés, voyait ses charges s'envnler de 370 % à 465 % seinn la durée des emprunts lorsqu'elle voulait ache-

Pas toujours facile, non plus, de trouver les locaux idoines nu de convaincre les investisseurs des mérites de sa société. Quand les commimes et leurs partenaires institutionnels «mettent le paquet» sur les pépinières, ils ne déploient pas forcément le même zèle pour la phase suivante. Après deux années à Hel-

lemmes, Daniel Christian, PDG dc Promatec, une entreprise spécialisée dans la biotechnologie des algues, s'est sonti soudainement orphelin. « Nous avons eu le plus grand mal à trouver des locaux dans l'agglomération lilloise, et les banquiers sont restés timorés à l'égard de notre projet, dit-il. Finalement, un partenaire financier dans le Sud de lo France nous ayant fait confiance, c'est dans cette région que nous allons instoller

De tels départs suscitent alors l'amertume des élus locaux, qui se demandent quel est l'intérêt d'investir dans les pépinières si les entreprises qui s'y sont ahritées partent créer de l'emplni ailleurs... Au point, même, de fermer une pépinière jugée insuffisamment «rentable», comme l'a fait l'an dernier le département du Nord

avec le CITTN d'Hellemmes. Pour éviter les lendemains qui déchantent, il est important de pré-parer sa surtie langtemps à l'avance. « Trop souvent, les entreprises s'habituent à un confort, voire un luxe, susceptible de fausser leur appréciation des conditions normales de fonctionnement d'une entreprise », reconnaît Luc Sollier Bresset. En revanche, Jean-Paul Gachelin, PDG de la société 5irs, spécialisée dans les systèmes d'information géographique, a cu la chance de pouvnir travailler à son départ du CITTN, avec un directeur financier et administratif rapi-

dement engagé. ASSISTANCE • Même si elles ne se sont pas bercées d'illusinns pendant leur séjnur en pépinière, cer-taines entreprises restent enenre fragiles au bout de deux ans. Pnur elles, les pépinières développent, depuis peu, des farmules d'assis-

Certaines, comme à Nantes nu Tnulouse, augmentent progressivement le coût du loyer pour le rapprocher en dnuceur des conditinns du marché. Nantes (comme d'autres villes) a aussi installé à proximité de sa pépinière des klocaux relais» - loyer inférieur de 15 % au prix du marché et maintion de certains services communs - pour que les firmes adolescentes passent sans encombre le cap des quatre ans, qui marque généralement le tournant en matière de recrutement et d'investissements.

Ailleurs (à Héricourt, près de Belfort, à Toulouse, à Toulon, etc.), les entreprises peuvent rester dans les murs au-delà de leur phase de création, moyennant des modifications juridiques et contractuelles. « Chez nous, une fois, la pépinière remplie, celle-ci réinstalle de nou-

veaux locaux et recrée les services d'animation communs comme dans le site précédent », explique Jean-Claude Mercicr, directeur du Ceotre de développement des compétences et des entreprises d'Héri-court. Une formule originale qui a pu être mise en pratique grâce aux nombreuses friches vacantes issues

des mutations industrielles. Maternage excessif? Vnire. Les entreprises qui se sentent prêtes préférent généralement vnler de leurs propres ailes le plus tôt possible: « Rester trop longtemps dans une structure protégée donne une image de jeune boîte qui, à la longue, finit par être nuisible », dit Jean-Paul Gachelin, qui, lui, a plié bagages au bout de deux ans.

En revanche, Philippe Esparcieux, gérant de Vihria, une entreprise spécialisée dans le traitement du signal, a été bien content de pouvoir rester trois ans et demi au CEEI de Tnulnn. Luc Sollier-Bresset s'inquiète, quant à lui, de la tendance des «petits» à vnulnir rester: all y a un vide juridique ennuyeux. Une fois passé le délai couvert par la convention d'occupa-tion précaire, on ne sait plus à quel titre les entreprises peuvent rester. » Evidemment, la crise actuelle incite les PME à s'incruster... et les pépi-

nières à les garder plus longtemps. Mais cette générosité n'est pas tout à fait désintéressée. En aidant leurs poulains, les pépinières les ancrent aussi dans le tissu local, les attachent à la réginn, répondant ainsi aux inquiétudes des élus Mouvement encore jeune, les pépinières, qui nut fait leur apparitinu dans l'Hexagone en 1985, cherchent ainsi démontrer qu'elles ne sont pas qu'un simple gadget...

Catherine Lévi

(1) On compte aujnurd'hui environ 180 pépinières, qui accueillent en moyenne 20 sociétés chacune.

(2) Il existe 97 CEEI dans les pays de la Communauté européenne. Ces centres de services aux entreprises innovantes ont été créés à l'initiative de la Commission européenne et répondent à des cabiers des charges

RÈDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15. RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 T6l. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principeux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant. Imprimerie du « Monde » 12, v. M. Gunsbourg 94852 IVRY Cedex 0 ommission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

TARIF

3 mois

Renseignements sur les microfilms t index du Monde su [1] 40-85-29-33

1 038 F

Président directeur genéral Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction Jacques Gaiu, Philippe Dupuis,
Isabelle Tsaidi,
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Téléir : 4642-83-73 - Soniéé filiair

Le Monde

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 · Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

1 560 F

ABONNEMENTS 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30) SUISSE-BELGIQUE LUXEMB-PAYS-BAS FRANCE

1 123 F

2 086 F ÉTRANGER : par voie zérienne tarif sur demande Pour vous abonner, reavoyez ce bulletin accompagné de votre règlement l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO LE MONDE » (USPS – pending) is published daily for \$ 892 per year by « LE MONDE » I, place Hubert-Benve-Méry - 14852 lvry-sur-Scrise – France. Section close postage paid at Champlain N.Y. US, and address of manages to DAS of NY Box 1514, Champlain N.Y. 12919 – 1518.

Point is alphonement someries are USA

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Jor. 3330 Pacific Avenue Saize 404 Virginia Beach. VA 23451 – 2983 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonoé.

BULLE	TIN D	'ABO	NNEN	/IENT

301 MQN D1		PP.Paris F
Durée choisie : 3 mois □	6 mois 🗆	1 an C
Nom';	_ Prėnom :	
Nom:		
	_ Code postal:	
Localité :	Pays:	
Localité :	•	

LE COMMERCE MONDIAL DÉSORIENTÉ

I - Menaces sur le libre-échange

Suite de la page une

En revanche, en France, le discours protectionniste gagne du terrain. L'Hexagone a beau s'être hissé au quatrième rang des exportateurs mnndiaux, les vertus du libreéchange v sont contestées - v compris dans les milieux patronaux. En témoigne le succès médiatique d'un Philippe Séguin, pertisan d'« une disparition pure et simple » du GATT et tiede défenseur d'un libre-échange comparé à « un piquet qui ligote l'agneau européen promis à la voracité de concurrents 6 combien plus féroces ». L'attaque éteit excessive; elle a pourtant fait Si, des deux côtés de

l'Atlantique, le protectionnisme est une valeur en bsusse, la remocrée du chômage daos les pays de l'OCDE (les plus riches de la planéte) n'y est pas étrangère. Une trentaine de millions de chômeurs receosés aujourd'bui; daveotage demain, pronostiquent les experts. Comment ne pas établir un lien entre ce désastre social, la récession qui l'alimente, et l'aggressivité commerciale des «nouveaux pays industrialisés » (les NPI), qu'ils se recrutent eo Asie ou en Amérique

Leur montée en puissance est indéniable. « En vingt ans, le poids de l'Asie (sans le Japon) dans le commerce international aura doublé, passant de 10 % à 20 %. Aux quatre dragons traditionnels (1) sont venus s'ajouter les provinces du sud de la Chine et des pays de l'ASEAN (2) comme la Malaisie et l'Indonesie, ainsi que d'anciens pays communistes comme le Vietnam. L'Amérique du Nord et l'Europe voient leur compétitivité s'éroder peu à peu », observe l'économiste Phi-

Un chiffre donne la mesure du phéoomène : l'année dernière, sur les 84 milliards de dollars (480 milliards de francs) de déficit commercial américain, 80 provenaient de la seule Asie. Dans ces conditions. quoi de plus naturel de la part des pays riches que de vouloir ériger des barrières pour tenter de sauver

DUMPING . Les «bonnes» raisons pour adopter une attitude défensive ne manquent pas. « Dum-ping social » (salaires dérisoires et couverture sociale inexistante), dumping commercial (prix à l'exportation inférieurs à ceux pratiqués sur le marché intérieur), manipulations monétaires (les monnaies asiatiques sont notoirement sousévaluées), environnement sacrifié : les recettes employées par ces nnuveaux conquérants nnt été maintes fois disséquées. Aox yeux de ceux qui souhaitent » fermer un peu le robinet des échanges », elles valent condamnation. Le libre-échange « ne peut s'appliquer intégralement qu'entre des pays proches qui jouent avec les mêmes règles du jeu», écrivent Gérard Lafay et Deniz UnalKesenci dans leur ouvrage Repenser l'Europe (éditions Economica).

Le procès souffre d'une lacune. Il évacue les effets positifs de cette montée de l'Asie dans le commerce mondial. Effets sur le développement des NPI d'abord. En Corée, le produit national brut (PNB) par hebitant ne dépassait pas 100 dollars en 1962. Il frise aujourd'hui 7000 dollars et dépasse celui du Portugal et de la Gréce. Si le 1,1 milliard de Chinois nnt vu leurs (toujours précaires) canditions d'existence s'amélinrer régulièrement depuis 1978, l'ennée du lancement des réformes économiques. l'explosinn des exportations nationales n'y est pas étrangère. Exemple contraire, l'Afrique. Acteur de plus en plus marginal du commerce mondial (sa part ne dépasse pas 2 %, soit moins que le Belgique et le Luxembourg réunis), le continent noir n'en finit pas de s'enfoncer, en dépit des eides financières et des bonnes paroles.

COGNAC • Effets bénéfiques sur les économies développées ensuite, «Le développement de ces pays asiatiques est une excellente chose. A cause de leurs gigantesques besoins à assouvir, ils tireront la croissance mondiale. C'est là que nos entreprises trouveront de nouwaux marchés », fait valoir l'ancien ministre délégué au commerce extérieur Bruno Durieux. Pour quelques rares secteurs - nucléaire, aéronautique civile et militaire -

Le GATT (Accord général

sur les tarifs douenlers et le

commerce) n'surait jsmels dû voir le jour. En réalité, était pré-

vue par la Charte de La Hevane,

signée en 1948 psr vingt-trois

pays, la création d'une Organisa-

tion Internationale du commerce

(comme il existe une Organisa-

tion Internstionale du traveil).

Faute de ratification (notamment

par les Etats-Unis), celle-ci ne vit

emais le jour et l'on dut ee

contenter d'un eccord provi-

soire, le GATT, qui sert de cadre eux négociations commercieles.

Le GATT n'ast donc pes une

institution internationale; il ne

compte pas d'« Étets membres »

msis des « perties contrac-

tantes ». Son objectif est de libé-

raliser le commerce. Dans ce

but, il lance des cycles succes-

sifs de négociation, les

«rounds». L'Uruguey Round est

son homologue français, des

patrons des grends groupes Industriels sux ténors des insti-

tutions économiques internatio-

nales... tout le monde jure aou-

heiter un eccord sur l'Uruguay

Round. Belle unanimité pour un

Du président sméricain è

le demier en date.

c'est déjà le cas. Anecdotique mais de bon augure, Hongkong est le premier marché mondial pour le cognac français.

Tableau trop rose qui gomme phénnmène des délocalisations? Son ampleur doit être relativisée. La France, dont le quart du PNB dépend directement du commerce international, importe seulement 7 % de ses produits d'Extrême-

> Di la France est leminée par la récession et le chômage, la responsabilité en incombe en priorité á la crise que traverse

Orient et d'Europe centrale. Le chiffre est faible, à l'image de celui des investissements bexagonaux dans les pays à faible coût de main-

son voisin allemand.

d'œuvre (4 %). En réalité, si la France (comme l'ensemble de l'Europe) est laminée par la récession et le chômage, la sponsabilité en incombe en priorité à la crise que traverse son voisin allemand et, au-delà, eux gains de productivité inouis - facteurs de progrès sur le long terme - réalisés ces dernièrs années dans le pays. La concurrence sans vergogne des pays

Les ratés du GATT

chantier lancé il y a sept ans

(avent la récession I), censé être

terminé en 1992 et toujours en

plen. L'objectif è atteindre était

peut-être trop embitieux. De

l'agriculture eu textile, des ser-

vices à la propriété intellectuelle,

l'Uruguay Round se propose en

effet d'intégrer quinze nouveaux

solution n'a jameis peru aussi

lointaine. Si elle a eccepté le

volet oléagineux du préaccord

agricole de Bleir House, négocié en novembre dernier entre le

Commission de Bruxelles et les

Américains, la France récuse

l'autre volet. Et pour ceuse : son

application signifierait qu'à l'ho-

rizon 2000 le part de la Frence

sur le marché mondial des céréalea serait réduite de moitié

- eu profit des Etats-Unis. Ces

derniers refusent d'abandonner

leur « section 301 », un chapitre

du Buy American Act, grâce

auquel ils peuvent prendre des

Pour nombre d'entre eux, la

domaines.

Asiatiques est venue s'y ajnuter. «C'est la goutte d'eau qui a fait déburder le vase», coofirme Micbèle Debonneuil, éconnmiste à la banque Indosuez.

CHIFFRES . En dépit de tous les discours sur l'invasion des pays pauvres, le commerce mondial demeure l'apanage des pays riches. Sur les 3 700 milliards de dollars de marchandises échangées dans le monde l'année dernière, la part des pays du G7 dépasse à elle seule 50 %. C'est dire que les conflits commerciaux opposent le plus souvent des nations développées entre

lis tiennent de le querelle de famille avec un Japon souvent en position d'accusé à cause de ses frontières chichement ouvertes aux produits étrangers. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 1992, le Japon a importé moins de marchandises que la France (mais il en a exporté bien davantage). Par tête d'habitant, ses importations soot deux fois plus faibles que celles de l'Allemagne ou du Canada.

Pour contraindre les Japonais à s'ouvrir davantage, l'équipe du prêsident Clinton mise sur des accords bilatéraux assortis d'objectifs précis pour mesurer les résultats notenus. Exemple type, les semi-conduc-teurs, Tokyo s'est engagé à réserver aux firmes américaines 20 % de soo marché national. La promesse sera facile à contrôler. Dans d'autres cas, l'étalon sere une modification

de la législatinn, le nombre de firmes étrangères retenues dans des eppels d'offres publics... Le procédé n'est pas sans rappeler le comporte-ment des Britanniques à l'égard de la Chine au XVIIIe siècle. Faute de pouvoir rééquilibrer des échanges qui leur étaient structurellement défavorables, ils obligèrent l'Empire dn Milieu à acheter de l'npium produit dans l'empire britannique.

MUSCLÉE . La manière forte de l'administration américaine n'e pas grand-chose à voir evec les règles traditionnelles du libre-échange et la théorie des « avantages comparatifs » (3) chére à David Ricardo. Mais qu'importe. Washington l'epplique sans états d'âme. Et pas uniquement à l'encontre du Japon. Condition sine qua non à la ratifi-cation du traité de libre-échange de l'ALENA, Washington est décidé à obtenir des Mexicains qu'ils révisent leur législation sociale et celle qui touche à l'environnement, pour que les entreprises américaines ne soient pas aspirées vers le Mexique. Politique musclée eussi vis-à-vis d'une Communauté européenne sommée d'ouvrir davantage son marché intérieur et de restreindre certaines de ses exportations. Le free trade a bel et bien du plomb dans l'aile outre-Atlantique.

Se porte-t-il mieux dans la Communauté? Pas vraiment, à en croire une étude du secrétariat général du GATT. A la fm 1992, celui-ci avait recensé trente-trois entraves formelles dans les pays de la CEE, sur un total de soixantedix-neuf comptabilisées pour une centaine de membres du GATT (ou plutôt de «parties contrectantes» au GATT). Mince consolation, les Etats-Unis arrivent eo seconde nosition, et les Japonais au quatrième rang.

Les querelles eotre grands acteurs du commerce mondial vont renforcer un mouvement de food du commerce percepuble depuis quelques années : la constitution de trois graods ensembles régionaux plus ou moins ouverts sur l'extérteur. Aujourd'hui, le commerce total de marchandises réalisé au seio de ces trois zones (entre 1000 et 1 500 milliards dc dollars) reste iofértenr à celui du commerce inter-zones (1500 milliards). Demain, rien ne dit qu'il en sera de

La première zone englobe la Communeuté européenne et l'ex-Association européenne de libreéchange (AELE) au sein de l'Espace économique européen (EEE). Orpbelins du Comecom, le défunt marché commun socialiste, les anciens pays de l'Est ont vocation à s'arrimer à cet ensemble, une fois leur économie remise à niveau. Mais la CEE jouera-t-elle le jeu? N'aura-t-elle pas tendance à traioer les pieds comme elle le fait avec les pays du Maghreb, eux eussi candidats au rapprochement.

A terme, la seconde zone pourrait s'étendre d'« Anchorage à la Terre de Feu », selon l'expression de George Busb. A l'heure actuelle, elle se limite oux trois pays signataires de l'ALENA, Fort de ses performances éconnmiques, le Chili, qui a déjà signé un accord de libreéchange avec le Mexique, est candidat pour en être le quatrième membre, tandis que les pays du Mercosur, une zone de libre-échange eutre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et 'Uruguay, ne demandent qu'à se raccrocher à le locomotive nordaméricaine.

Reste le troisième pôle, l'Asie. Celui qui grossit le plus vite. Le plus hétérogène aussi puisque y cohabitent le Japon, les «dragons» et, dernier venu, la Chine. «La grande caractéristique du début de cette décennie est la confirmation du pôle asiatique, non plus autour, mais à côte du Japon », écrit Philippe Chalmin. De fait, les quatre «dragons», eux prises avec l'étroitesse de leurs territoires et des coûts de main-d'œuvre en hausse, reproduiseot le schéma appliqué eu son

La grande caractéristique du début de cette décennie est la confirmation du pôle esiatique, non plus autour, mais à côté du Japon. ??

temps par le Jspon: conserver chez soi les activités de pointe, délocaliser les eutres. Le Vietnam en profite. Mais surtout la Chioe qui, dopée par les investissements étrangers (ils oot crû de 70 % au cours du premier trimestre de 1993). pourrait talonner le Japon à l'aube du prochain siècle.

Si elle devait se confirmer, cette évolution du commence mon-dial pose un double dess Comment s'articulera-t-elle avec'la stratégic de groupes industriels multinationaux qui ignorent les frontières? Et comment évitera-t-on de marginaliser les pays qui o'auront pas réussi à s'intégrer à l'une des trois zones?

Jean-Pierre Tuguoi

(1) Ce sont la Corée du Sud, Tafwan, Hnngkong et Singapour.
(2) Brunci, Indonésie, Malaisie,

lippines, Singapour, et Thailande: (3) Conçue au début dn XIX siècle, la théorie des « avantages comparatifs » repose sur l'idée que chaque pays tend à orienter sa production vers les secteurs où il est le plus compétitif, tandis qu'il importera les produits qu'il n'est pas à même de fabriquer à uncoult suffisamment has.

Prochain article : Les volte-face de l'admirtistration Clinton par Serge Marti

her is CEE on 1994. By 1995 to to Pilk (product tendents Beet) in TAL de la pustio distal de l'Al

mtectionnisme

MATERIAL LEGIST OST

370 Q ES 4-5 CT S3 :

SECTION SEASON

ME 10 TOS CE - 993.

STATEMENT SE SE TENENTS.

CHEST COMPOSITIONS

SELESCHTES CO. ET. J'UN

Hoders & C. Te echange

regorement dans le cadre

damselers de E . Cimon

MINTE GETTE GET TOOR .

THE ECT. T. S. 'S GUE

aimetpler es accords

Bar de pays à pavs, dans

mens à haute :echno-ooie

delindustrie atte carre.

salt en Europe et sustout

waéé eggravée dar le

zde l'adπinstration

riae qui a multiche de

a mezes et settetens

septe récent étatt à

Romarché américam

atramosphere encore

menu les quere les de

emps larvé, dans

gon Anhuis sur les

meres à l'encontre des

maajugés «déloyaux», 👪

amearopéenne, quasament

May Round, il était -évitable

tide d'huile. La France, qui

abrigassé en la matière, a

Papamère et la sius touchée.

tagone, le débat a éciaté le

haisaions industrielles, qui

unt allime le sécateur, de

miner trois millions d'emplois

iane vient arrêter la tendance.

larçais découvraient, avec

Amenaveté, la « vraie » cause

antée des pays à bas salaires

labriage : la concurrence

anout de l'Asie. Quelques

Rapius tard, Philippe Séguin.

in discours volentairement

moaleur, enfonçait le clou : le

dange, assurant-il, a est le

ans à la voracité de

naments ô combien plus

Italian protectionniste

isque là frondeuse et

ment condamnée par le

ties fermes prises par le

notions du GATT. Quitte à

européens, lesquels,

the Bellagne et les Pays-Bas,

Véronique Maurus

Chantal Dunoyer

Chronologie réalisée par

Brigitte Camus Lezero Ephéméride réalisé par

a bujours viscéralement

mosar à la majorité de ses

Manament. Reste qu'elle

ence manifestement les

Redans le cadre des

Allemagne, la

des aux vertus du

at qui sote l'agneau européen

Make la publication du

Attailation protectionniste

theratir ces parts de

Rada créée par ces

estiens le monde.

percentors de l'Unguay

d-delaure es cus

Bles Eas-C 5 OL 6

adigiseurs II

1902 - - =

IT. - CH CHOMAN : TUPCO KIN

a. - Can-deller à la ferrare avaller la de l'accord de Mair Venue com Vintempes, le FF mirosche 1982, de CEE et les Ende-Units, dans la sed reafficant son relation dans la CER sons reafficant son relations sons la CER de address le 27 % per refusion page la CER de address de 27 % per refusion dis automatical de 11 % en rotune des appointations and Vi pulcagene. Edward Bellader dictors que la France referera tité tecnes que se seus que giobal et el challerene. le fé. desseus l'Ausentrige agrapagia, l'auseilled de la GATT /19 12 12 18 18 18 T. - SATT | Arthur Dunies, peneral du montaries de GATT fois

peniral out he surific d constant avec by Paus-Lines on and Historiananications, l'Allienan

l'abre des autolitées assère de la CEE dans le domaine des mu - COLLECTIV STRUCTS L'Americhie nationale et le Rénie e definitivement le projet de los de finissem rectificative pour 1903 : le pouverenteur a find le déficit budgétaire pour 1945 à 317.5 milhorin de finnes (2. 17-12, 15. 48.

12. - BANGRAK BE PRANCE: L'ANNO. hite nationals adopts on premiter technical

pair 433 scale position 40 to ministra de for 1 YA 210 ANS 1783

Le montpolitiere : in 4 pin frares Etionne et Joseph de Microsphi fige lancast & Annoney is must to cost La 18 approvince automobile. Versalles, le roi Louis XVI sumplier à l'envoi de l'adrostat, que apporter un mouton, un cod at un camera, when premiers voyageurs de l'aspecie:

IL Y A 100 AMS : 1883

L'impôt de Bourse : la 1- juin write an vigualit pour la pravisité fais l'imposition des paérations de Bourse : l'achet ou la vente des valeurs donne lieu à le rédeczion d'en bardereau soumis à un droit de sessions de 5 cantimes pour chaque fraction de 1 000 francs. La pressa proteste comme to Patit Journal du 12 mon 1893 : « De mémoire de boursire, cer n'avad vu parelle pénurie d'effaires C'est en grande parrie au nouvel impôt sur les opérations de Bourse que la marché partaien sus redevable de cet étet de choses La Champre et te Séner, en votent le loi, avaignt de « Tue ! » ; le directeur de l'arregiente ment a dit. « Associate to Son recement est le mort du marché bien plus que l'impôt lui-même. Il a considéré benquiere, agents, coulisaters, num-siers, spéculateurs, comms gens 2 tondra sana pitié ni miséncorda Soulement if arrive cost is lest one to contribuable, comme is plus belle the du monde, he paut donner que se pu'é a, et l'on n'a pes penad qu'en rendere obtenir de la pour cheque opéranges de Bourse plus qu'elle ne lui rapporte dans beaucoup de cas il semera imput

ne faire surune opération x • IL Y A SO ANS : 1503 Les Automobiles Ford . w ers mière emperise automobile ame caine est créée le 18 jain per Henry Ford avec un capital de 100 000 dollars. Grâce à la production en sêrie qui permet d'arreindre des prix populaires, dix mille s modèlis ? a sont vendus la pramière aucès En 1914. Ford ralleyo la malaire minuscipi. de ses employés de 2.34 dobars à 5 dollars pat jour C'est t'des ou départ de la consommation de massa : créer des revenue pour aven

. RY A 80 ANS : 1913 Protection des femmes enceintee : la première ice but la tratterries, in 19 junt, our destinate aus fernities, selection a de restlement francames. Elle autorias les famines es état de grossesse apparente à quitte leur traveil « sens avoir à payer pie

mesures de rétoraion unilatérelee contre des partansires jugés par eux délovaux. Le dos-

comme celui des subventions à l'industris, tandis que le conten-

sier textile est au point mort tout

L'Europe a-t-elle intérêt à ce qu'un accord intervienne à l'Uru-

tieux sur le propriété intellec-

tuella piátine.

guay Round? Il faut se garder de prendre pour argent comptant les chiffres minfiques de certaines études sur les retombées à en attendre.

Des bilans tout aussi euphoriques furent dressés par evance pour justifier l'intérêt du Marché unique. On sait ce qu'il en advint... La seule retombée capitale serait is transformation du GATT en une véritable Organisation du commerce multilatéral. Le biletéralisme dispereîtrait alors et avec lui la possibilité pour les Etats-Unis d'imposer leur loi, eutrement dit la loi du plus fort. Mais cette révolution passe par une modification de la Constitution américeine à laquelle personne ne croit vrai-

Le commerce mondial de marchandises, heureusement, se moqua des incertitudas de l'Uruguay Round. En 1992, il a cru de 4,5 % en volume, soit 0,5 % de mieux qu'en 1991.

LE POINT DE VUE D'UN PATRON JAPONAIS

La responsabilité de la « triade »

Suite de le page 25

La cause diracta da cetta attituda récide dens les habitudes des entreprises japonaises qui veulent que la victoire sur le concurrence passe an premier quel qu'en soit le prix. Ce type de comportement das Japonais dans les effeires a pu amanar les Européens et lea Américains à se dire, « les Japonais aont déloyaux, car ils l'emportent sur laurs concurrents en contraignant leurs propras « pertenaires » à des sacrifices insenséa ».

Cele étant dit, lee compagnies européennes et américaines ne sont pes irréprochables. Le modèle américaine en matière de rémunération des dirigeants a récemment été critiqué, à juste titrs, tandis qu'en Europe on commencs à se demander si la moyenne ennuelle d'heures de travail n'est pas trop faible eu vu des pressions de la concurrence internationale;

 Harmoniser les règles de le concurrence. J'apprécia les efforts déployés evec conatance par le GATT pour la promotion et la protection du avstèma de libre-échange. Cepandant, avac plus de cent pays participant à l'Uruguay Round, il est difficile pour le GATT d'atteindre un consensus internetional sur l'hermonisation des règles diversas qui influent sur le concurrence internationale. Da plus, la mejorité dee conflits qui touchent eu commerca intamational, et aurtout les plus graves, oppossnt antre eux la Communauté européenna, lea Etats-Unis et le Jepon. Or ce « triengle commercial » représente à lui eeul environ 70 % du commarce international. Ne sereit-il pes plus reisonnabla que les nations de ce « triengle » commencant allesde la concurrence globale? Je le crois.

On pourrait tout d'abord e'attachar à harmoniser les règles touchant su droit commsrcial, aux lois entitrust, eu dumping et sux droits de propriété intellactuelle. A terme, des questions telles que les procédurea comptables, le droit fiscel et celui du travsil. einsi que les lois aur l'environnsment, pourraient être sbordées. La façon dont l'harmonisation entre la Communauté européenne, les Etats-Unis et ls Jspon devreit s'effectuer est le point délicat. Neturellamant, il sereit absurde da suggérar que la Jepon dût s'slignar unilstérelement sur le système européen ou eméricain en bloc, ou vice-versa. Il devrait sppartenir à chaque élément du « trisngla » de se réformer, et d'aider las autres à opérer des changemente à leur tour.

Vers la globalisation

Quoi qu'il en soit, la première étape davrait consister è amaner las gouvernements de ces netione à reconnaître l'étendue des problèmes qui se posent aujourd'hui. Sachant que besucoup relèvent du domeine public et légal, il aarait peut-êtra opportun que nous-mêmaa, dana la secteur privé, incitions nos gouvernements respectifs à an discuter è l'occasion du eommet du groupe des Sept qui se tient à Tokyo cette semaina;

- Revoir le mécanisme internetionel des changes. L'industrie considère la valaur de l'argent comme un « mètre ételon » grâce euquel lea résul-

planifiés. Or, comment cela est-il possible si la longueur du «mètre étalon» change quotidiennament? Il est urgent d'innover dans la gestion du cours des monnsies. Js pense d'alleurs qua ls recherche d'uns monnaie unifiée par les membres de la Communauté auropéanne est le signe qu'eux non plus ne sont pas satisfaits par l'incertitude qu'engendre le syatème monétaire ectuel.

Certaina, eu Jepon, voient un danger dans l'unification européenne ou dans l'Accord da libreéchange nord-américain (ALENA), en ca qu'ila risquent d'eboutir à des « forteresses » destinées à repousser les biens et services asiatiquea. Je ne la pense pae. Je lee percois su contraire comme les premiers pas aur la voie de la globalisation : lee nations qui y perticipent consentent sn effet dee efforta considérablas pour créar des marchés plua vastes et plus ouverts en sacrifiant une partie de leur souveraineté et de leure intérêts nationeux.

Le Japon, en revanche, est peut-être déjà percu per le CEE et les Etats-Unis comme une « forteresse». Pour que le système économique at la pretique des affeires eu Japon se repprochent de ce qu'ils sont dans le reste du monde, il faut paut-être anvisagar l'idéa da « réinventer » le Jepon. Pour prendre une part active dans l'élaboration d'un nouvel ordre économique mondial, il doit svent tout rendre ses propres marchés transparents et ouvarts eux biens et services étrangers, ainai qua rapenser séneusement le comportement de ses antreprises.

C'aet paut-être la Japon qui e tiré le plue de bénéfices de l'économie de marché; l'heure est tate peuvent être évalués et lee investiesements maintenant venue pour lui d'admettre qu'il est

devsnu la deuxième économie du monde, et que le succès s'sccompagne da certaines obligatione et responsabilités globelea. Le rôle du Japon maintenant, eu crépuscule du vingtième siècle, devrait être de coopérer evec ls CEE, lea Etats-Unis et d'autres, pour promouvoir et soutanir le marché libre mondial et sider les nouvelles économies qui voudraient a'y

C'est la structure même du marché international qui est en cause. J'eepàre que les netions de la « triada » assumeront leurs responsabilitéa globales et auront le courage de percevoir, de rechercher et de favoriser le changement, toujours fécond.

Akio Morita



Chaque mercredi (éditions datées jeudi) 46-62-75-13

IMMOBILIÈRE

echange avec to the same

l'Aspentine, is item

Plingua, or at mountain

meers her

Cetur que pre

plus hererogene

grande . w. . .

pole assuring

may a colo de del mar

hppe Chalmin Later and

edragons », nus production

tense de seun terri, in mine

durient le sehrma err many

La grande

caractéristique du déb-

de cette décennis esta

confirmation du pôle

asiatique, non plus

Butour, mais a cité

Managed plan to the first of affice.

DE L'E C. L. CAROCK PM MM

ser les autres la comment

fite. Mais

dopte pat in the Thirty

de premier tem er at at at

potential thier to 7712

dest profe to

Bonber undagen

toest extern

S'ENEGRY I N. LANCE OF THE LOCAL

Contraction in the Said

Brown and Alexander

wan Hebre.

Mr Brita Comb

Philipper

cle is the control of the control of

the trace of the same of the same

tend & months

Sender Co. Sender Co.

B est per a

Prochan ande

par Serce Vin

Les voire lace de l'administration Com

part of Your Trans

Jean-Fiere Titt

Si ette eren i in tallte.

` _ =:

pers life ort

du procha :

du Japon.

Reste to the time of the

AMOTHUME.

eine s's pari to water arent the chiles n de liber behange et ne a Come Lectron cohabitent is lap. wer. Westerday Pastheir of Tange. His west werinocue du lapon the state and the same same gad die Telero-Achtenge de Nationgton est décide à micros curto revi-क्षिति के जीवार्थित के इंक्क्रीय Correspondentes. Print minter were to blendance. machine among views visi BASSAL errogenac porte despitage 1900

prof in front the beginner estat massa dess la the The vendence, & est desire du ascrétacion CATT A be the 1401. mit maintain trease-trois repulles dans les pays de r on rotal by spiratuladistribution and a state of the state of mantabane ille GATT for DESCRIPTION OF THE PARTY OF THE PARTY OF officer commissions, his POSTOLER DE SENn you to be a second

bound at the understander

r um experiencem. Le

mercial amore grands mentioners are admit word mer per service deput more de reministrations de die automobile inplichert there we very me trails. ener en agreement frame to COC: Totaled spaces sides within the spinishing of spinishing de transfer de technologie and me the war to we were the

commer some technic is part our opposite at l'exto management de liber top 27 mi min de l'Eugene de Consesses le défent parentupa merafista les nd the film and westfrom a d des apprendite des lines studied andread y mission The programme with he part " the gas sensitioned to trainer persons after in that over her displayed, one could consider. the in mentage and from

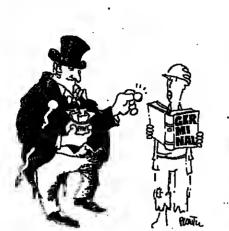
ESCONDE SECONDA POR SE

party #1 Ameterings of he

A separate source of the separate of the separate state of the sep u Com ipen giftert THE WASHINGTON 100 Pages in the same AL SHOWING COURSE OF THE the parameter of the last and t A 14 9

personne dente personne dente beller geloeb militie geloeb

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIERE Absque mererell. teditions dance gall



S 48 14 S

Protectionnisme

Chômage + récession = protectionnisme. L'équation est connue et dangereuse. Elle a été largement vérifiée dans les années 30 avec les résultats catastrophiques que l'on sait. Pourtant, en ce mois de juin 1993, les vieux démons se sont réveillés. Le mouvement, comme toujours, est venu des Etats-Unis, où le débat est désormais ouvert : d'un côté les défenseurs du multilatéralisme et du libre-échange - position officiellement défendue par le gouvernement dans le cadre des négociations de l'Uruguay Round, - de l'autre les plus proches conseillers de Bill Clinton qui prônent le «managed trade», le commerce administré, lequel revient à multiplier les accords bilatéraux, de pays à pays, dans les secteurs à haute technologie afin de garantir des parts de marché à l'industrie américaine. L'inquiétude créée par ces discours dans le monde, notamment en Europe et surtout au Japon, a été aggravée par la conduite de l'administration américaine, gui a multiplié de facto, menaces et sanctions commerciales à l'encontre des partenaires jugés «délovaux», le cas le plus récent étant la sidérurgie européenne, quasiment bannie du marché américain. Dans une atmosphère encore alourdie par les querelles de l'Uruguay Round, il était inévitable que la tentation protectionniste fasse tache d'huile. La France, qui a un lourd passé en la matière, a été la première et la plus touchée. Longtemps larvé, dans l'Hexagone, le débat a éclaté le 3 juin avec la publication du rapport Arthuis sur les délocalisations industrielles, qui risquent, affirme le sénateur, de supprimer trois millions d'emplois si rien ne vient arrêter la tendance. Les Français découvraient, avec quelque nativeté, la «vraie» cause du chômage : la concurrence exacerbée des pays à bas salaires et surtout de l'Asie. Quelques jours plus tard, Philippe Séguin, dans un discours volontairement provocateur, enfonçait le clou : le libre-échange, assurait-il, « est le piquet qui ligote l'agneau européen promis à la voracité de

concurrents ô combien plus féroces.» La tentation protectionniste demeure jusque-là frondeuse et officiellement condamnée par le gouvernement. Reste qu'elle influence manifestement les positions très fermes prises par la France dans le cadre des négociations du GATT. Quitte à s'opposer à la majorité de ses partenaires européens, lesquels, comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, sont touiours viscéralement attachés aux vertus du libre-échange.

> Véronique Maurus Chronologie réalisés par **Brigitte Camus-Lazaro** Ephéméride réalisé par Chantal Dunover

1 .- CEE-CHOMAGE : L'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) prévoit 23 millions de chômeurs dans la CEE en 1994. En 1993, la baisse du PIB (produit intérieur brut) sera de 0,3 % en Europe occidentale; la croissance aux Etats-Unis serait de 2,6 %; celle du Jepoo de I % (le Moode des 3, 5, 9,

3. - ALLEMAGNE : Le produit intérieur brut de la partie quest de l'Allemagne chute de 3.2 % au premier trimestre 1993 par rapport an premier trimestre 1992. Le ministre de l'économie, Gunter Rexrodt, souligne qu'ail ne voit pas de signes de reprise» (5). 3. – DÉLOCALISATIONS INDUS-

TRIELLES: Seloo le rapport du séneteur Jean Arthuis (Union centriste, Mayenne), les transferts d'activité vers les pays à bas coût de main-d'œuvre menaceraient trois à cinq millions d'emplois en Europe (4). 8. - CEE-GATT : La France avalise le volet de l'accord de Blair House conclu à Washington, le t9 novembre t992, entre la CEE et les États-Unis, dans le cadre de l'Uruguay Round, sur le limitation de le production d'oléagineux dans la CEE, mais réaffirme son refus du volet agricole de l'accord (obligation pour la CEE de réduire

de 21 % en volume ses exportations sub-

ventionnées d'ici à 1999). Le 15, à

Washington, Edouard Balladur déclare que

la France refusera tout accord qui ne sera

pas global et il réaffirme, le 16, devant l'Assemblée oationale, l'hostilité de la France à l'actuel compromis agricole du GATT (10, 12, 15, 16, 18, 23). 9. - GATT : Arthur Dunkel, directeur général du secrétariat du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), est remplacé par l'Irlandais Peter

Sutherland, qui prendra ses nouvelles fonc-tions le 30 juin (9). 10. - TÉLÉCOMMUNICATIONS : En concluant evec les Etats-Unis un accord commercial séparé dans le domaine des télécommunications, l'Allemagne se met à l'abri des sanctions américaines à l'encontre de la CEE dans le domaioe des marchés publics de télécommunications (12).

11. - COLLECTIF BUDGÉTAIRE :

L'Assemblée nationale et le Sénat adoptent définitivement le projet de loi de finances rectificative pour 1993 : le gouvernement e fixé le déficit hudgétaire pour 1993 à 317,5 milliards de francs (9, 11, 12, 15, 16,

12. - BANQUE DE FRANCE : L'Assemhlée netionale adopte en première lecture, rémunérations ou la suppression de 60 réduction du temps de travail (3, 4, 5, par 433-voix contre 90, le projet de 101 - emplois sur 450. Le 8, le gouvernement 6-7, 8, 9, 10, 23, 26, 30). , 655-1...........

ILYA 210 ANS: 1783

frères Etienne et Joseph de Montgol-

fier lencent à Annoney la montgol-

fière, le premier engin qui s'élevs dens

le clei. Le 19 septembre suivent, à

Versailles, le rol Louis XVI essietait à

l'envol de l'aérostet, qui emportait un

mouton, un coq et un canerd, « les

pramiers voyageurs de l'espece».

• IL Y A 100 ANS : 1893
L'impôt de Bourse : le 1º juin,

entre en vigueur pour le première fois

l'imposition des opérations de

Bourse : l'echet ou le vente des

valeurs donne lieu à le rédaction d'un

bordereau soumis à un droit de timbra

de 5 centimes pour cheque fraction de

1 000 francs. La prease proteste,

comme la Petit Journel du 12 iuin

1893 : « Da mémoire de boursiar, on

n'avait vu pareilla pénurie d'affaires.

C'ast an grande partie au nouvel

impôt sur les opérations da Boursa

que le merché pansien est redeveble

de cet état de choses. La Chambre at

la Sénat, en votant la loi, avaient dit

« Tue I » : le directaur de l'enregistre-

mant s dit : « Assomma ! » Son règle-

ment est la mort du marché bien plus

que l'impôt lui-même. Il e considéré

banquiars, agants, coulissisrs, rami-

siers, spéculateura, comme gane à tondre sens pitié ni miséricorda (...).

Seulement il arrive ceci : c'eat que le

contribuable, comme la plus belle fille

du monde, ne paut donner que ce qu'il

e, et l'on n'a pas pensé qu'en voulant

obtenir de lui pour chaque opération de Bourse plus qu'elle ne lui rapporte

dans beaucoup de cas il aimera mieux

mière entrepries eutomobile emén-ceine est créée le 16 juin per Henry

Ford evec un capital de

100 000 dollars. Grace à le production

en séria qui permat d'etteindre des

prix populeires, dix mille « modèle T »

sont vendus la premièra ennée. En

1914, Ford relève le selaire minimum

de ses employés de 2,34 dollars à

5 dollera par jour. C'est l'idée de départ de le consommetion de

mesee : créer des revenus pour evoir

enceintes : le première loi sur le

matemité, le 19 juin, est destinée aux

femmes salariées « de nationalité fran-

caise ». Ella autoriee les femmes en

état de grossesse apparente à quitter

leur traveil « sans avoir à payer une

Protection dee femmes

• IL Y A 80 ANS: 1913

dee clients.

Les Automobiles Ford : le pre-

ne faire aucune opération. »

• ILY A 90 ANS : 1903

La montgolfière : le 4 luin. les

Juin 1993

réformant le statut de l'institut d'émission; 16. - CEE-TÉLÉVISION : Ouvrant la voie cinquante députés anti-Meastricht de la aux futures normes numériques, les minismajorité parlementaire refusent de l'avaliser |5, 9, 10, 11, 13-14, 16). 14. - TAUX D'INTÉRÊT : La Banque de

France abaisse d'un quart de point ses deux taux directeurs: 7,50 % à 7,25 % pour le taux d'appel d'offres, à parité avec le taux d'escompte allemand, et 8,50 % à 8,25 % pour les prises en pension à 5/10 jours, portant de 0,10 point à 0.35 point l'écart qui le sépare de celui de la Banque fédérale d'Allemagne. Les banques de dépôts ramenent leur taux de base ban-caire (TBB) de 8,80 % à 8,60 %. Le 21, la Banque de France ramène le taux des appels d'offres de 7,25 % à 7 % et le taux des pensions à 5/10 jours de 8,25 % à 8 %

(16, 20-21, 23). 14. - PRIVATISATIONS: Le Sécet adopte en première lecture, par 229 voix contre 89, le projet de loi de privatisation, amendé pour renforcer le mécanisme de «l'action spécifique» quand «la protection des intérêts nationaux l'exige». Le 18, commencent les opérations de la première privatisation : celle du Crédit local de France (1,2 milliard de francs de bénéfices en 1992) (11, 16, 19, 24, 26, 28, 29).

Le 2, Michel Giraud présente en

conseil des ministres son «plan emploi».

Il prévoit une exonération des cotisations

d'allocetions familiales pour les bas

salaires, une aide fioancière de l'Etat eux

salariés dont les entreprises choisiraient

les haisses de salaires plotôt que des liceociements – idée fort mal accueillie

par les syndicats, et le développement de

Balladur et le patronat sur les modalités

de le lutte contre le chômage. Le 3, Fran-

cois Perigot, présideot du CNPF, prévient : «Il faut que la confiance revienne d'abord chez les consommateurs avant de demonder des efforts aux chefs d'entreprise. » Le 4, Michel Giraud déoooce le « recours à l'intimidation » de la société

Morin-Emballages qui donne le choix à

ses saleriés entre uoe haisse de 5 % des

Des divergences opposent Edouard

l'apprentissage.

tres des télécommunications de la CEE adoptent un plan de soutien « aux services avancès de télévision» en faveur du nouveau format d'écran large 16/9, qui permet-tra l'introduction du HD-Mac, la norme de la télévision heute définition européenne (TVHD), scellant l'abandon de la norme D2 Mac (18).

18. - RAPPORT RAYNAUD : Le rapport définitif de la commission d'évaluation de la situation sociale, économique et financière de la France est publié. La France, qui e créé moins d'emplois que ses partenaires de la CEE, a eu au cours des douze dernières années une croissance annuelle moyenne de 2,2 % (20-21).

21-22. - CEE: La récession et le chômage (10,4 % de la population active de la CEE) sont à l'ordre du jour du 46e sommet des Douze à Copenhague. Dans leur déclara-Uon finale, les chefs d'Etat et de gouvernement se prononcent pour un renforcement de l'initiative de croissance et approuvent le document de Jacques Delors sur la relance. «A l'eube du XXI siècle», axé sur l'amélioration du marché du travail (9, 20-21, 22 au 24).

renonce à son projet de compensations en cas de beisse de salaires. Le 16, Philippe Séguin, au cours d'un colloque sur l'emploi, eppelle le souvernement à un renversement complet des choix économiques pour privilégier l'emploi au détrimeot de l'orthodoxie financière. Il déconce uo « véritable Munich social» et provoque un débet sur la

notion de «préférence communautaire», en faveur de laquelle se prononcent François Mitterrand et Jacques Chirac, Le 18, Edouard Balladur, dans un discours à Lyoo devant le 54° congrès des HLM, exclut un changement de politique économique et sociale. Le 23, le premier ministre anoocce des mesures en faveur de l'appreotissage (5 000 à 7 000 fraces d'aide de l'Etat pour chaque cootrat d'apprentissage). Le 28, Michel Giraud iovite les partenaires sociaux à oégocier une

22. - SOCIAL. Edouard Balladur annonce qu'il o'y aura pas de revalorisation des retraites, des pensioos d'invalidité de la Sécurité sociale en juillet. Le 29, à Europe I, il déclare qu'une baisse d'iospôts au profit des particuliers «n'est pas impossible . (18, 19, 20-21, 22, 1e juillet).

24. - CEA INDUSTRIE: La nomioation de Philippe Rouvillois à la présidence en remplacement de Jean-Claude Hirel scelle la fin de la diversification et le retour à la mission d'origine de holding financier de CEA Industrie (26).

24. - FRANCE-ALLEMAGNE I Les déclaration d'Edmond Alphandéry «invitant» le ministre des finances allemand. Theo Wai gel, et le président de la Bundesbank, Helmut Schlesinger, à venir à Paris pour « discuter d'une baisse concertée des taux d'inièrèl » provoquent l'annuletion par Bonn de la réunion du conseil économique et financier franco-allemand (26).

25. - BERD : Jacques Attali, mis en cause par le Financial Times pour sa gestion, démissionne de son poste de président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (24, 26, 27-28). 25. – EMPRUNT BALLADUR : L'emprunt

d'Etat dit emprunt Balladur est émis pour quatre ans au taux de 6 %. Les souscriptions sont ouvertes jusqu'au 10 ou 16 juillet. L'emprunt, proposé en coupures de 1000 francs, peut s'intégrer à un plan d'épargne en actions (PEA). Doté d'avantages fiscaux, il sera remboursé le 16 juilles 1997 (24, 25).

28. - LE SMIC A MINIMA: Le gouvernement confirme le choix de la rigueur en limitant la hausse du SMIC à 2.3 % le 1º juillet. Pour la première fois depuis 1987, l'augmentation du SMIC ne dépasse pas le relévement minimal légal (22, 29,

30, 1- juillet). 29. – PLAN VEIL SUR L'ASSURANCE-MALADIE: Simone Veil présente son plan de 32,2 milliards de francs d'économies sur les dépenses de santé. Le dispositif inclut une baisse de 5 points du niveau de remboursement des assurés et un relèvement de 5 francs du forfait hospitalier. Pour 1993, le déficit de l'assurance-maladie atteindrait en tendance 22,5 milliards de francs (22, 29, 30, 1- juillet).

30. - 29 200 NOUVEAUX CHO-MEURS: Au mois de mai, on recensait en France 3 141 200 demandeurs d'emploi, en données corrigées, soit 29 200 de plus qu'en avril (+ 0,9 % en un mois, + 8,3 % en un an), selon les chiffres du ministère du travail. Le taux de chômage s'établit à 11.5 % 12 juillet).

Ephéméride

LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

indemnité de ruptura », et interdit eux chefs d'entreprise d'employer des femmes dens les quatre semeines suivent leur eccouchement. Une ellocation journelière est prévue pour une durée meximale de quetre semaines, • IL Y A 60 ANS : 1933

Le New Deal : le président Roosevelt signe le 16 juin le loi réorgani sent l'industrie (Nationel Industria Recovery Act) et eccorde la liberté syndicale. Ce même jour, le Congrès edopte le Gless Steegall Act, qui réor-genise le système bencaire. Ce texte est toujours epplicable, en dépit d'un projet de réforme présenté en 1991 per l'administration eméricaine, qui deveit permettre aux éteblissements bançaires de e'installer désormeis sur l'ensemble des Etate-Unis et d'élergir leurs activités bencaires. • IL Y A 50 ANS : 1943

STO: le gouvernement de Vichy, le 11 juin, aggreve les mesures répreseives à l'encontre des réfrecteires eu travell obligetoire et de ceux qui pourreient les héberger ou les

• ILY A 40 ANS : 1953 Lss émeutes de Barlin : la 17 juin des émeutes ouvrières écletent à Berlin et dans plusieura villes de RDA. L'ermée eoviétique intervient et opare 25 000 errestetions. Le 22, de nouvellee menifestetions ae produisent à Leipzig ; le lendemein, le gouvernement est obligé de prendre des mesures d'apsisement : baiese des normes de productivité et emélioration du reviteillement.

• IL Y A 30 ANS : 1963 L'Arabie abolit l'esclavage : le 2 juin, ebolition de l'esclavage en Arabie seoudite. Le gouvernement rechète 1682 escleves à leurs maîtres, le prix d'echat d'un escleve étant estimé à 16 000 francs.

Distribution: le 15 juin, le société Cerrefour créée en 1959 per Marcel Fourniar ouvre le premier hypermarché français à Sainte-Geneviève-des-Bois, dans l'Eesonne. Aujourd'hui, le groupe possède 111 magesins en Frence et 86 à

l'étranger. • IL Y A 20 ANS : 1973 Pétrole, « pré-choc » : le 2 juin, l'OPEP et les compagnies pétrollères décidant d'augmenter le prix du pétrole de 11,9 % afin de compenser

John Maynard Keynes est né le 5 juin 1883, l'année de le mort de Marx. Il a pessé sa vie de profes-eeur et de praticien de l'économie vie d'eilleurs heureuse, pessionnante, enrichie au contact des meilleurs ertistes et Intellectuels - à pester contre les politiques. En 1919, il tempête contra le décision des Alliés de feire payer é l'Allemagne d'énormes réperatione de guerre. En 1925, il épingle Winston Churchill, qui vient de décider de rétablir le convertibilité de la livre sterling à se perité de 1914 et annonce le déflation engendrée per cette suréveluation. Le chômege des années 30 sers l'obsession de Keynes, l'objat de toutes ees réflexions. A côté des explications mecro-économiques, il edmettaitl'existence d'un « chômege technologique dû au fait que nous découvrons des moyens d'économiser de le main d'œuvre à une vitesse plus grande que nous ne savons trouver de nouvelles utilisations du travail humain ». Prévoyant les progrès fantestiques de la productivité, il essurait : « La quentitié da travail qu'il sera encore nécessaire de faira, noue nous errengerons pour le plus grend nombre d'antre nous en eit sa part. Trois heurae de travail chaque jour par roulement ou bisn sncore une semeine ds quinze heures peuvent ajourner le problème pendant un bon moment. » Dote, selon son biogrephe Sir Roy Herrod, d'« un senstrès réaliste de ce que les idées donnent en pratique ». Keynes était le contraire d'un dogmetique : « Quand lea feita chengent, dieait-il, je change d'avis, pas

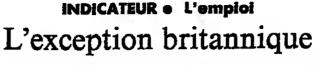
le manque à gegner des producteurs à la suite dee demières fluctuetions monétaires. Les prix seront indexés eur le doller et les principeles monnaies occidentales.

wus?»

Lip : les selenés de l'entreprisa horlogàre de Palente, à 6esançon, menecés de perdre leur emploi, prennent an main le 18 juin la production et la vante des montres.



. ILY A 10 ANS: 1983 invention du codevi : pour financer les PME à des taux bonifiés, une loi du 29 juin crée un « compte pour le développement industriel » (codevi), assorti d'avanteges fiscaux. Proposé au public le 3 octobre suivant, le codevi rencontrera un grand succès et servirs à financer, entre autres PME, le groupe Peugeot...



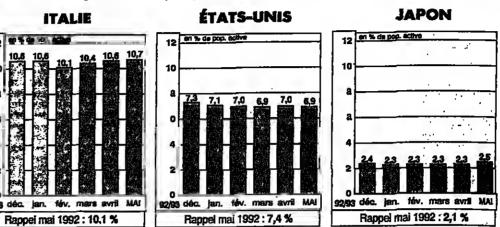
Pour autant, les créations d'emplois ne reprennent pas dans tous les cteurs d'activité. Dans l'industrie manufacturière, au contraire, les effectifs ont été un peu plus comprimés au premier trimestre, et ils sont en repli de près de 6 % sur un an. C'est donc vraisemblablement dans le tertiaire que s'effectue le redémarrage; mais l'absence de statistiques détaillées

GRANDE-BRETAGNE

Rappel mai 1992 : 10,6 %

ITALIE

empêche d'en savoir davantage dans l'immédiat. Ce qu'on observe outre-Manebe est rassurant à un moment où les inquiétudes se multiplient en Europe sur les possibilités de réduire le chômage lorsque l'activité aura repris. Mais on connaît les particularités de l'économie britannique et notamment son haut degré de flexibilité de l'emploi par rapport aux autres pays de la Communauté européenne. Les pertes d'emplois ayant été beancoup plus importantes en Grande-Bretagne qu'ailleurs depuis trois ans, la reprise actuelle ne surprend qu'à moitié. On se rappelle aussi qu'entre 1986 et 1989, le taux de chômage avait diminué de plus de 40 % dans ce pays, alors qu'il avait baissé de deux points seulement en moyenne dans la CEE (de 10,4 % à 8,3 %).



Teux de chômage de la population active. Sources : Office statistique des Communautés européennes (sauf Japon : sources nationales).

RÉGION e Le Proche-Orient Eclipses françaises

ES entreprises françaises tentent de bousculer les chasses gardées pour profiter des nouvelles possibilités de la région ; marchés de la reconstruction (Koweit, Liban, Iran, Irak), marchés en voie de privatisation et d'ooverture économique (Turqoie, Egypte,

93 déc. jan. fév. mars avril MAI

Rappel mai 1992 : 4,4 %

ALLEMAGNE

12 en % de pop. active

Syrie).
L'énergie est l'un des princi-paux secteurs investisseurs français de la zone, avec les participations pétrolières d'Elf et de Total, mais sont aussi présents Alcatel et Merlin-Gérin dans le matériel électrique et électronique, les grandes entreprises de BTP (Bouygues, Dumez, Spie-Batignolles)... Quant à l'implantation des priocipales banques françaises (Paribas, BNP, Crédit lyonnais, Société géoérale, Indosuez), souvent associées à des établissements locaux, elle facilite le respiration du commerce France-Proche-Orieot, qui progresse lentement mais d'une façon

tions françaises sont passées de 41,2 milliards de francs en 1990 à 44,5 milliards en 1992, alors que les importations françaises en provenance de la région sont passées de 41,8 milliards de francs en 1990 à 37 milliards de francs en 1992. Ce commerce est très concentré puisque trois pays (Arabie saoudite, Turquie, Emirats arabes unis) absorbent plus de la moitié des ventes françaises, suivis par l'Egypte, Israël et l'Iran. Du côté des importations, l'Arabie saoudite (14.8 milliards de francs) et l'Iran (5,77 milliards de francs) sont les deux principaux fournisseurs (pétrole essentiellement) et concentrent à eux seuls 55,5 % du total, suivis par la Turquie, Israël et la Syrie.

La France se situe au sixième rang des fournisseurs des pays du Proche-Orient, hors matériel militaire, ce dernier représentant en valeur les deux tiers des ventes eiviles. En effet, des groupes comme Thomson-CSF, Dassault ou l'Aérospatiale restent des fournisseurs importants de plusieurs pays de la région. Le GIAT-Industrie, maître d'œuvre d'une graude partie des matériels de défense terrestres, a prouvé son efficacité au salon IDEX 93 à Abou Dhabi, qui a marqué le retour de l'Hexagone

Par ailleurs, les pays du Golfe exigent désormais de leurs fournisseurs d'armements un apport en investissements civils technologiques et industriels dans le pays acheteur pouvant représenter jusqu'à 60 % du contrat. Cette procédure dite «offset» devrait donner un coup de fouet aux investissements eivils français, en chote dans la régioo depuis 1986. Les grandes infrastructures de hase ayant été réalisées, les besoins s'orientent actuellement vers les secteurs télécommunications, électricité, informatique et aéronautique. Depuis 1990, c'est l'Iran qui est devenu un bon débouché en termes de signatures de grands contrats : reconstruction du terminal pétrolier du Kharg par ETPM

(1,3 milliard de francs), réalisation de deux unités pour le site pétrochimique d'Arak par Spie-Bati-gnolles (1,5 milliard de francs), plusieurs contrats pour Technip dont, en février 1991, la réalisation de trois unités sur le site de Tabriz. La poursuite de l'ouverture économique de l'Iran devrait permettre à la France de développer sa pré-

Rappel mai 1992: 10,0 %

FRANCE

12 en % de pop. active

La relance de la coopération économique et industrielle francoturque, accompagnée d'un important soutien financier, a hissé la France au rang de premier investisseur étranger en Turquie (13,6 % du total des investissements étrangers). Les investissements français y ont été multipliés par onze au cours de la période 1986-1991; 10 entreprises étaient implantées en 1986, 130 fin sep-tembre 1992, dans l'automobile, la sidérurgie, les ciments, l'électronique professionnelle, les télécom-

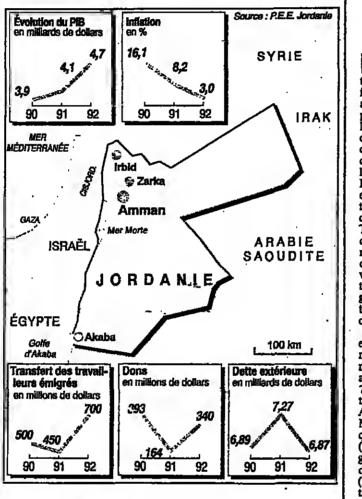
en oovembre 1992 relance la coopération dans le domaine de la recherche et de l'industrie, assorti de meilleures conditions de financement (réduction do taux des primes COFACE). Avec une part de marché de 4,5 % eo 1992, la France est le buitième fournisseur d'Israël, derrière les Etats-Unis, la Belgique, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Suisse, l'Italie et le Japon - et son quatrième client.

L'Egypte bénéficie de son côté de flux d'investissements directs français (207 millions de francs de 1985 à 1990 en moyenne, dont 81 % assurés par les ectivités de prospection pétrolière de Total et d'Elf). Une cinquantaine de sociétés françaises ont investi dans la production manufacturière et dans les services (notamment le secteur bancaire). Deuxième fournisseur de l'Egypte après les Etats-Unis. la France occupe le cinquième rang en tant qu'investisseur.

Le gros de l'investissement français en Syrie s'effectue depuis 1988 dans le secteur pétrolier erâce à l'arrivée de Total et d'Elf. qui toutes deux ont découvert du pétrole dans leurs zones de prospection et ont constitué deux sociètés mixtes d'exploitation. Aussi le commerce avec la Syrie est-il en croissance; il en est de même avec la Jordanie, alors qu'il enregistre un recul au Liban.

Le commerce courant n'est pas à la bauteur des grands contrats. Les PME françaises restent frileuses à l'égard de ces marchés. Si le Proche-Orient requiert la prudence en raison de l'instabilité politique, on souligne dans la région les peors exagérées des investisseurs français, qui ne sont pas toujours fondées, ainsi que le manque de suivi et de service après-vente. La France tente d'y remédier par l'approche collective de l'exportation (exposition France Prestige et technologie teoue à Dubaï eo novembre 1992, et à Djeddah (Arabie saoudite), du 7 au 12 novembre 1993).

Katia Salamé



PAYS • La Jordanie Défis

'ÉCONOMIE jordanienne relève de perpétuels défis : celui de la géographie (91 880 km². désertiques à 80%); celui de la démographie (4 millions d'habi-tants à 60% d'origine palestiuienne et dont la moitié ont moins de quatorze ans); celui d'une activité basée essentiellement sur les services (68 % du PIB). L'industrie mannfacturière est de faible dimension (15 % du PIB), l'industrie minière (5 %) est liée à la pro-duction du phosphate et à l'exploitation de la potasse, l'agriculture (7 %) souffre dn manque d'eau.

Cette structure soumet le pays à une large dépendance pour son approvisionnement et son financement (transfert des expatriés et aide extérieure). La Jordanie, amputée de la Cisjordanie relati-vement fertile, subit de plein fouet le conflit israélo-arabe et la turbulence de la région. Il lui fallait un habile jongleur comme le roi hachémite - dont l'état de santé suscite bien des inquiétudes pour parvenir à assurer un équilibre toujours précaire et instable.

Après deux années de récession (1989 et 1990), l'économie a repris son souffle en 1991 et a progressé en 1992. Plusieurs facteurs expliqueot l'accroissement du PIB: la reprise de l'investissement, surtout dans le bâtiment en raison de l'afflux de 300 000 réfugiés à la suite de la guerre du Golfe, accompagnées de rapatriements de capitaux estimés à environ 1,2 milliard de dollars en 1991 (le double de 1990); l'aide dite

«d'urgence» en provenance de l'OCDE, de la Communauté européenne et des organisations internationales, qui a dépassé les 700 millions de dollars; le rééchelonnement de la dette extérieure, évaluée fin 1991 à 7,2 milliards de dollars, pour les montants dus entre 1991 et la mi-1993 (soit 1,4 milliard de dollars). Le secteur privé jordanien, très dynamique, dispose, selon le Poste d'expansion économique (PEE) français d'importantes ressources estimées à milliards de dollars.

L'évolution favorable de plusieurs indicateurs ne doit pas masquer les problèmes auxquels est confrontée l'économie jordanienne : importance do chômage (18 % officiellement, d'autres estimations variant entre 20 et 30 %), déficit chronique des échanges dominés par l'exportation de ressources minières (45 % du total) et de lourdes importations de produits alimentaires et de pétrole. Ce déficit fragilise financièrement le pays, nécessitant une importante aide extérieure, qui depuis 1990 ne comprend plus celle des pays arabes : e'est ce qui explique la rigueur du projet de budget 1993,

en forte baisse. Ces déficits (budgétaire et commercial) nécessitent la poursuite des réformes dans le cadre de l'accord conclu avec le FMI. La Jordanie, plus que tout autre dans la région, a soif de paix pour assurer son développement.

Les grapbiques et les cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde.

K. S.

SECTEUR e Le pneumatique Embellie américaine

ES premiers mois de l'année 1992 pouvaient laisser escompter un redressement durable des firmes de pneumatiques en Europe, avec un marché permettant de tirer partie des restructurations menées les années précédentes. Les hausses de prix décidées à la mi-1991 devaient notamment leur permettre d'améliorer leurs marges. Hélas, l'embellie aura été de courte durée. Les ventes européennes se sont effondrées durant le second semestre, suivant l'évolution du marché de l'automobile et du poids lourd. Tontefois, la croissance du marché du pneu de remplacement a atté-nué la chute de la première monte, directement liée aux ventes de véhicules neufs : quand la conjoncture est morose, les conducteurs gardent leur véhicule plus iongtemps, ce qui les oblige à changer

Le marché européen a stagné en 1992 (+ 0,4 %). En revanche, les marchés nord-américain et japonais se sont beaucoup mieux tenus avec des croissances respectives de 4.1 %. Au to trois principaux marchés (Europe, Amerique do Nord, Japon), selon Michelin, les ventes de pneumatiques pour véhicules de tourisme (510 millions d'unités) ont progressé de 4,2 %, tandis que celles de pneumatiques pour poids lourds (32,3 millions d'unités) aogmentaient de 2,2 %. Pour ce dernier secteur aussi, le marché américain a amorcé une véritable reprise (+10,4 %), tandis que les marchés japonais (- 4,1 %) et européen (- 4,8 %) poursuivaient leur glissade. Premier manufacturier mondial, avec 20 % dn marché, le français Michelin est dans l'œil dn cyclone, car il réalise 43 % de son chiffre d'affaires en Europe - dont une grande partie en premiére monte. Son exercice 1992 est resté légèrement déficitaire, avec une perte de 11 millions de francs; son chiffre d'affaires (66,8 milliards de francs) a un peu régressé (- 0,2 %).

En revanche, les deux challenle japooais Bridgestone (16,5 % du marché) et l'américain Goodycar (16 %), devancé d'une courte tête, souffrent moins que Michelin. Portés par la conjoncture

dans leur pays d'origine, ils ont tous deux amélioré leur situation financière. Goodyear a légèrement accru son ehiffre d'affaires (11,78 miliards de dollars); ses pertes (658,6 millions de dollars) sont dues à une provision compta ble de 1 milliard de dollars pour les dépenses de santé de ses retrai-tés. Le chiffre d'affaires de Bridges tone (13,961 milliards de dollars) a régressé de 1 %, mais le bénéfice net après impôt (227 millions de dollars) a presque quadruplé : la firme tire désormais parti en Europe et aux Etats-Unis du rachat

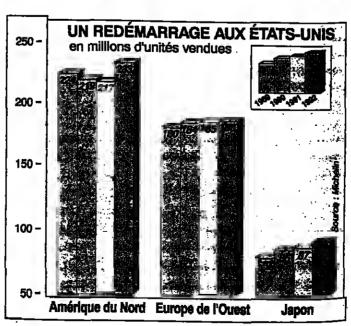
Pour 1993, le plus grand pessi-misme règne chez Micbelio, qui prévoit 2950 oouvelles suppressions d'emplois et 1900 reconversions internes d'ici à fin 1994. Elles s'ajouteront aux 16000 suppressions de postes effectuées en

Plus optimistes, Goodyear et Bridgestone comptent sur la reprise do marché américain et pensent maintenir leurs chiffres d'affaires placement; d'autant que le contrôle technique des véhicules, étendu aux pneumatiques, pourrait donne un peu d'oxygène au marché fian-

Tous les fabricants vont néanmoins souffrir de la guerre des prix, qui fait à nouveau rage. Les surcapacités industrielles en sont la cause, mais aussi les importations de pneus à moitié prix en provenance d'Europe de l'Est et les ventes en sous-marques : « Ces deux catégories de produits représentent près du quart du marché européen», estime Bruno Frachon, directeur général de Bridgestone Dans cette tempête conjonctiv

relle européenne, la fin du feuille-ton Continental-Pirelli amènera un peu de calme. Après sa tentative malheureuse de prise de contrôle, enclenchée dans le courant de l'année 1990, le fabricant italien a cédé en avril sa participation dans si parasi, ce qui rend i parasi, ce qui rend i parasi, ce qui rend i parasi par la firme allemande à un groupe d'investisseurs pour un peu plus de 700 millions de deutschemarks.

Annie Kahn



and scot auss: pave

eranif des trava. 'e.m

arete sla mene ...

ikusleurs clandest - s fizzisie, sans par er

Grains accaraissent

TEL une consequence

introduppement cr

Mercetion des 2 400.

Propostialisés » d Asie

tata différente de ca'ie

noites d'émigration

discus ou desierment

en qui chaque année.

a millions - 20 a

selon les évaluations

de mies - de ruraux du

mares les villes : cette

de parame des villes

the en agglomérations

denverse les sociétés

Town des migrations

souvent les mêmes :

de, l'appauvrissem set

que de moyens d'exis-

ani la séduction d'au-

Mais elles sont

relsvant du droit

de ces mouvements

e mativiser une image

Mone repandua en

d die genéralement en

Votes Continant n'est

stadelle assiègée vers descent les vagues de

the for décrit souvert

a stant : les moteurs

org, so particulier is

dimographique, les

levenu et l'insécurité

de s'essouffier. Et la

a fois sur les mou-4 population, las res-shreles et l'emploi.

informations page 18

la violence. :es

Alexan se melent scu-

a emigrants ácenomi-

ia filmops du 52d

Maria series de BROWN STRATE TO SE NAS & 182 MARCHES NAS . 8 (A). Maria se :- --18 18 18 53 CUS

A porture communication of the particle S . E. the region accorded applicable STATES SAVE TELE The amplitude and a proposition of the control of t g.mahitert chat..... dema mailers 'e : . s suite so the service suite so dicta One d. .. e sa.i par le brees dequel cent pays s'el 4 mateus 51: 30000 in an district of the state of Mermatecond so Doors des read appends souther bear מובר בנום שומתומו cust que devagant être aboests lon in annuare des tope princi EI TAMIQUE GL. 2'.. mafimmigration . ars · publict. & Yeskyo. amplerail element de de migrants (1000 pa Sahara U Extrama) espes an reste. Beauma fesmisseum de

capture quit he apparator dispersors

de la C12

la acenne adleurs, dans ces sales garrens aus débatent par des coups de renis, plus proches des faits devert que des affront entre armées régulières, et qui, pou à pou, embrasent toure non région, laisant d'aboud sucktoes distances pain quelques containen et entin des milliours de morts, il est bute entendu imponsible de repondre à la milla THERE & QUE IN SHORT!

KATHERINE PANCO

al disc quelles res.

TAKES & pullet, per une secritir à qu

La premuter devergence parte un le rôle que incombe na C. John cette affere. Bill Clease

imme la "iça" 3. s L'Mahisa Catta de:

Les forces armées de Tbilissi es de notes amond sodoes